

# LE MONDE DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, 5 1/10 ; Côte d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 200 l. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,20 G. ; Portugal, 20 esc. ; Suède, 220 F SFA ; Suisse, 3,75 fr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yémen, 27 dir.

Tarif des abonnements page 12  
5, RUE DES ITALIENS  
75021 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 8077-33 PARIS  
Télégramme 60672  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### La Chine révisionniste ?

M. Enver Hédjia avait-il raison ? La Chine est-elle en train, après la Yougoslavie, après l'URSS, et ses alliés du bloc soviétique, de succomber aux délices — ou aux poisons, comme on voudra — du révisionnisme ? C'est l'une des questions que l'on est en droit, plus que jamais, de se poser, après la remise en cause, ces jours-ci, dans le *« Quotidien du peuple »*, des thèses avancées, il y a une quinzaine d'années, dans le même journal, pour justifier la condamnation de la « dégénérescence khrouchchévienne ». La seconde question, non moins importante par ses conséquences stratégiques, étant de savoir si le nouveau renouveau de Pékin annonce à terme un rapprochement diplomatique avec l'URSS.

Le pas franchi, sur le plan idéologique, par l'organe central du P.C. chinois était, à dire vrai, parfaitement concevable, à considérer l'évolution politique qui s'est produite à Pékin depuis la mort de Mao. Ses principales étapes marquées par l'élimination de Lin Biao, la chute de la « Gauche radicale », le retour en force de M. Deng Xiaoping, la rupture avec l'Albanie, le voyage de Hua Guofeng en Yougoslavie, visaient toutes à repousser le radicalisme et la rigueur doctrinale antérieurs à l'homme.

La réhabilitation récente de Lin Biao, l'ancien rival de Mao, qui fut gracié pendant la révolution culturelle de l'épithète alors infamante de « Khrouchchev chinois », représentait une suite logique, de vaste dimension et sans précédent, de révisions doctrinales.

Engagée aujourd'hui dans ce qu'elle appelle les « quatre modernisations », c'est-à-dire dans un type de développement qui s'apparente dans son principe et ses méthodes à celui emprunté par l'URSS, et les autres pays socialistes (achat de technologies étrangères, échanges accrus avec l'Occident, acceptation de crédits des pays capitalistes), la Chine était amenée à mettre, un jour ou l'autre, sa théorie en accord avec sa pratique. Est-elle pour autant prête à renouer l'ancienne amitié avec l'URSS, voire à réintégrer le giron du mouvement communiste international ?

Les obstacles sur cette voie sont évidents. Sur le plan théorique d'abord : le P.C. chinois n'est certainement pas encore disposé à faire comme la thèse khrouchchévienne du « parti du peuple tout entier », surtout à un moment où, pour briser la dissidence naissante, il s'apprête à biffer de la Constitution les « quatre grands droits », dont celui autorisant l'affichage public des « fautes ». Pas plus qu'hier, d'ailleurs, la Chine ne pourrait s'accommoder d'un mouvement communiste qui reste dominé par Moscou et ressemble toujours au « rassemblement féodal » dénoncé jadis par Pékin.

L'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge n'a pas fourni les meilleures prémisses à une coopération avec Moscou. Ces jours derniers encore, M. Deng Xiaoping a condamné les desseins d'hégémonie mondiale de l'URSS. Il n'en reste pas moins que des signes de dégel entre les deux grands pôles du communisme ont été notés l'an dernier avec l'ouverture, en septembre, de négociations visant à une normalisation des relations d'Etat à Etat. Si les animosités anciennes demeurent et subsisteront sans doute tant que l'actuelle direction soviétique sera au pouvoir, l'évolution intérieure de la Chine ne permet plus d'exclure catégoriquement d'autres revirements de sa part, y compris dans son attitude à l'égard de Moscou.

(Lire nos informations page 2.)

### LA GUERRE D'AFGHANISTAN

Le Soviet suprême a ratifié l'accord avec Kaboul sur la présence « temporaire » des troupes soviétiques (Lire page 3.)

## La crise des otages peut avoir des « conséquences catastrophiques » pour l'Iran et toute l'humanité nous déclare le président Bani Sadr

Le parti républicain islamique de l'ayatollah Behchati, qui jouit de l'appui du clergé intégriste, s'est prononcé clairement, ce samedi matin 5 avril, dans son organe, le quotidien *Jomhour-e Islami*, contre le transfert des otages américains à la garde du gouvernement. Le parti, dont les représentants n'ont pas assisté, jeudi, à la réunion du Conseil de la révolution, qui devait décider de ce transfert, estime que les « étudiants islamiques » doivent continuer à garder les diplomates jusqu'à ce que le Parlement iranien se prononce sur leur sort.

Le président Bani Sadr, pour sa part, a déclaré à notre envoyé spécial que le Conseil de la révolution avait confirmé, jeudi, sa décision antérieure de transférer les otages, « à condition que celle-ci soit approuvée par l'Assemblée nationale ». Il a ajouté que le Conseil avait par ailleurs demandé que le président Carter s'engage à respecter le message qu'il m'avait adressé le 1<sup>er</sup> avril. Le président de la République islamique a condamné les « étudiants islamiques », affirmant que c'est en rompant les liens de dépendance avec les Etats-Unis et non en détenant des otages qu'on lutte contre l'impérialisme. Il a ajouté que la crise des otages risquait d'avoir des « conséquences catastrophiques pour l'Iran et toute l'humanité ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — « Les Etats-Unis devraient jouer franc jeu, adopter des positions claires et sans ambiguïté à notre égard ; sinon, la crise iran-américaine risque d'avoir des conséquences catastrophiques tant pour l'Iran que pour l'ensemble de l'humanité ». Le président Bani Sadr formule cette mise en garde avec la même conviction qu'il metait à exposer ses opinions au sujet de la révolution, devant un cercle restreint d'étudiants.

Plusieurs de ses anciens compagnons d'exil constituent aujourd'hui l'équipe de collaborateurs et de factotums qui l'entourent à la présidence de la République. Le pouvoir modifie sensiblement le comportement humain. La familiarité fraternelle, née d'internahabitudes dissensions dans les luttes partisans et de combats menés en commun s'est estompée. Le nouveau chef de l'Etat occupe depuis peu le vaste et somptueux bureau dans lequel nous recevait autrefois M. Amir Abbas Hoveyda, premier ministre du Shah, exécuté au lendemain de la révolution.

M. Bani Sadr s'adresse avec une courtoisie distante à ses collaborateurs, qui lui témoignent un respectueux empressement. Il hausse le ton quand tel renseignement confidentiel, chuchoté à l'oreille, est insuffisamment précis ou quand un dossier lui paraît incomplet. Il part d'un grand éclat de rire quand nous lui faisons remarquer, au début de l'entretien, que la confusion, l'incohérence, qui paraissent prévaloir sur la scène politique iranienne désorientent l'opinion mondiale. Pourquoi le Conseil de la révolution a-t-il ajourné le transfert des otages américains à la garde de l'Etat ? N'avait-il pas lui-même maintes fois déclaré, le jeudi 3 avril, que le président

Carter avait accepté toutes les conditions posées par l'Iran ? Pourquoi M. Gholshadeh, le ministre des Affaires étrangères, avait-il soutenu le contraire, le soir même, à l'issue de la réunion du Conseil de la révolution ?

Le président Bani Sadr répond : « Ce n'est pas l'Iran qui suscite la confusion à laquelle vous faites allusion. Nos positions sont claires. Le Conseil de la révolution a confirmé jeudi sa décision antérieure de transférer les otages à condition bien entendu que celle-ci soit approuvée par l'Assemblée nationale. Le Conseil a demandé seulement que le président Carter clarifie les termes du message qu'il m'avait adressé le 1<sup>er</sup> avril. »

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 5.)

## Un climat de veille d'armes règne au Salvador

### La junte demande une aide militaire aux Etats-Unis

La junte de gouvernement salvadorienne a sollicité une aide militaire des Etats-Unis sous différentes formes pour lutter contre la guérilla, a-t-on appris vendredi 4 avril à Washington, de sources bien informées.

Selon ces sources, les Etats-Unis ont accepté de fournir au gouvernement salvadorien des équipements militaires de communications et de transports pour une valeur de 5,7 millions de dollars. L'aide en armes et en conseillers demandée par le Salvador a cependant été refusée « pour le moment », précisent les mêmes sources.

A San-Salvador, notre envoyé spécial Jean-Pierre Clerc — qui vient de séjourner aux Antilles (voir page 3) — après avoir évoqué le climat de veille d'armes qui règne près de deux semaines après l'assassinat de Mgr Romero, fait état de rumeurs à propos d'une éventuelle intervention étrangère.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Assises sur les marches au seuil de l'église du Calvario, dans l'un des quartiers les plus populaires du centre de la capitale, les petites marchandes vendent de grandes photos de Mgr Oscar Romero. « Elles sont bonnes », assurent-elles pour mieux convaincre les hommes et les femmes qui se pressent cet après-midi pour assister aux cérémonies du vendredi saint.

A quelques centaines de mètres de là, toutes grilles et portes fermées, fenêtres barricadées, se dresse la cathédrale dans laquelle repose le corps de l'archevêque de San-Salvador assassiné onze jours plus tôt. Des couronnes suspendues à des arbrustes lors des funérailles tréquent du dimanche 30 mars s'échangent de ce faner à la chaleur presque

insoutenable de ces tropiques. Sur le trottoir, de la chaux hâtivement versée recouvre les traces du sang répandu par les victimes du jour des Rameaux, des chaussures abandonnées dans le caniveau, rappellent ce que fut la panique de la foule qui assistait aux obsèques du prélat lorsque la basilique a scélést.

Etonnante similitude que celle du Salvador en cette fin de semaine sainte. Dans les villages, les hommes dévissent sur le pas des portes ou jouent aux boules avec des pierres. Dans la campagne grillée par six mois de soleil, les champs de coton avant la récolte jettent une note éclatante de blancheur.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 2.)

## Repos hebdomadaire et travail dominical La loi pour sortir de l'anarchie

Il est curieux que du rapport sur l'aménagement du temps de travail et du temps des loisirs, publié au mois de mai dernier, un seul paragraphe ait, jusqu'à présent, fait l'objet d'un examen et d'une discussion. Encore convient-il de relever que l'examen a été superficiel et la discussion tronquée. Il apparaît donc opportun de replacer le débat, qui n'a pas vraiment eu lieu, dans son contexte réel pour apprécier la portée des propositions formulées par le rapport en question. Il convient tout d'abord de rappeler la réglementation existante et

par JEAN-EMILE VIE (\*) davantage encore les résultats effectifs de son application.

L'état du droit en la matière résulte de la superposition des deux lois du 12 juillet 1906 et du 20 décembre 1922, qui ont cherché toutes les deux, par des méthodes différentes, à concilier sans harmonieusement que possible le

(\*) Conseiller-membre à la Cour des comptes, président du groupe de travail interministériel sur la répartition du temps de travail et du temps des loisirs.

nécessaire repos des travailleurs avec le bon fonctionnement des entreprises et la satisfaction des consommateurs.

La première a pour objet principal — et cela répondant à l'état social de l'époque — d'établir le repos hebdomadaire, c'est-à-dire l'obligation d'accorder au moins vingt-quatre heures consécutives de repos aux salariés toutes les semaines, et pour objet secondaire de faire, autant que possible, coïncider ce repos avec le dimanche.

(Lire la suite page 13.)

## EN COTE-D'IVOIRE

### M. Houphouët-Boigny entend démocratiser la vie politique

(Lire page 5.)

**le must de Cartier** Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



## AU JOUR LE JOUR

### GRENOUILLES

Pour elles, il n'est question ni de grenouilles ni de saut de grenouilles de béatier, mais de vivre simplement une vie de grenouilles à part entière. Car, en ces temps où sur tant de continents on laisse tant d'hommes mourir de mort violente, un geste de pitié, enfin, vient d'être décidé : la route qui longe le lac Kruth-Wildenstein, dans les Vosges, sera interdite la nuit aux voitures afin que les batraciens qui venaient s'y alimenter à la période du frai ne s'y fassent pas écraser.

Reste à espérer que ces grenouilles, brutalement admises de nous voir leur donner la liberté de s'alimenter, ne voudront pas se faire plus grosses que des humains...

MICHEL CASTE.

## Le Monde

PARAITRA LUNDI

(numéro daté 8 avril 1980)

## DESSINS D'AUJOURD'HUI

### La ligne et le papier

Ingres, qui plaçait le dessin au-dessus de tout, disait qu'il était « le profit de l'art ». Aujourd'hui l'art, qui cherche une probité nouvelle, revient au dessin, comme pour réapprendre, à sa source, le métier oublié du peintre. Oublié au profit des vertus de l'expression directe et spontanée. La peinture abstraite lyrique s'est pratiquée sans dessin. Elle n'a besoin que d'un dessin, d'un sentiment intérieur que l'artiste porte et qu'il exprime sans fards.

Les peintres modernes ont fait du dessin une œuvre autonome qui a pour moyen la ligne et pour support le papier. Et celle-ci vaut par elle-même et non comme l'esquisse préparatoire d'un ouvrage plus important et plus durable qui est le tableau. Les dessins que présente la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, dans une exposition qui prélude à une seconde manifestation à venir, montrent, comme vue de l'intérieur, cette évolution de l'art contemporain qui cherche ses voies et les renouvelle dans un processus de crise permanente, tant il est vrai que, travail préparatoire ou pas, le dessin est le territoire de l'expérimentation et de l'exploration. D'un semblant de facilité aussi, en vue de franchir des limites que la peinture ne permet pas toujours d'atteindre, en raison de difficultés matérielles. En même temps on y simule des œuvres abouties qui, ne prépa-

rent aucun tableau précis, peuvent annoncer un tournant dans la peinture d'un artiste. On le voit bien dans ces grands dessins d'Adami. Des dessins ? Des toiles ?

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 9.)



**LONGCHAMP**

LUNDI 7 AVRIL

**PRIX D'HARCOURT**

Location des places de tribune  
Tél. 266.92.02.  
Sauf le samedi

**RESTAURANT PANORAMIQUE**  
tél. 506.55.77



Le Monde

AMÉRIQUES

## étranger

El Salvador

## Un climat de veillée d'armes

(Suite de la première page.)

Dès jeudi après-midi, la capitale — une ville sans grâce mais superbement dominée par les volcans de San Salvador et Quetzaltenango — a été désertée par une grande partie de ses sept cent mille habitants ; comme chaque année, ils sont allés profiter de trois bonnes journées fériées sur les plages du littoral Pacifique tout proche.

En apparence donc, la petite République d'Amérique centrale vit et respire normalement. Et pourtant... Et pourtant, il n'est pas un augure de droite ou de gauche, salvadorien ou étranger, pacifiste ou va-t-en-guerre, qui ne prédise le pire à brève échéance.

La pire, c'est évidemment l'affrontement entre les troupes de choc des « quatorze familles » — barons du café reconvertis dans l'industrie, la banque, l'import-export — et une extrême gauche déterminée et qui ne croit plus qu'à la lutte armée. L'affrontement a d'ailleurs déjà commencé. Il a coûté ces trois derniers mois plus de six cents vies — assassinats, fusillades, affrontements et massacres divers. Presque toutes les nuits, des bombes explosent, endommageant des édifices publics, cependant que l'on peut entendre des rafales d'armes automatiques.

Les guerres civiles, en général, ne se déclarent pas. Mais nul ne doute ici que l'assassinat, le 24 mars, de Mgr Romero ne soit tenu à l'avenir pour le véritable signal des hostilités. « Monseigneur était le plus illustre des Salvadoriens vivants, nous dit-il un observateur, non pas impartial (il n'y en a plus au Salvador), mais du moins modéré. Vers lui venaient la gauche, la droite, les civils, les militaires. En trois années à la tête de l'archidiocèse de San-Salvador, il était devenu l'arbitre simple mais puissant de ce pays. »

L'arbitre a été assassiné. Les derniers mots de cet homme, qui ne voulait croire qu'à la force de la parole, ont été enregistrés — comme l'étaient toutes ses homélies dominicales — enregistrements et commentaires par la station de radio catholique. L'archevêque célébrait dans la chapelle de l'hôpital de la Divine Providence, une messe pour dona Sara de Pinto, mère d'un journaliste connu. « Que ce corps innocent et ce sang sacrifié par les hommes nous soutiennent, nous aussi, pour offrir comme le Christ, notre corps et notre sang à la souffrance, à la douleur, non pour elles-mêmes, mais comme symbole de justice et de paix pour notre peuple. Unissons-nous donc dans la foi et l'espérance à cette prière pour dona Sara et pour nous-mêmes. » Quelques secondes de silence sur la bande magnétique, le temps, racontent les quelques quinze ou vingt personnes présentes dans la chapelle, que l'archevêque tendait les mains vers le calice, et puis une explosion retentit, et le prêtre s'effondra à côté de l'autel. Des religieuses se précipitèrent. Le visage de l'archevêque fut couvert de sang. Mgr Romero a été frappé en pleine poitrine d'une balle explosive. Les poumons déchirés, il succomba en quelques secondes à une hémorragie interne.

« Un travail de professionnel », ont commenté les officiels et l'ambas-

sadeur des Etats-Unis. « Aucun Salvadorien sans doute n'aurait été capable de tuer avec autant de précision », nous confirme un observateur. L'assassinat était sans doute posté à l'extérieur de la capitale, dans un bosquet, à une vingtaine de mètres. Quelques jours plus tôt, une rumeur avait circulé en ville : des Cuba's anticommunistes venaient d'arriver au Salvador. La junte militaire et démocrate-chrétienne, qui gouverne le pays, a attribué cet attentat à l'extrême droite.

« Théoriquement, trois hypothèses sont plausibles, dit notre interlocuteur. Monseigneur a été tué à l'initiative de l'oligarchie des propriétaires fonciers, idéals par la réforme agraire, qui, voyant en lui le plus ferme avocat du changement social, a tenté de le faire disparaître. A l'autre extrême, une situation de chaos qui fasse tomber ce gouvernement et mette fin aux réformes ; il a pu aussi être frappé à l'initiative de gens partisans des réformes, mais en même temps décidés à casser les reins aux organisations populaires révolutionnaires, et qui voyaient en l'archevêque le défenseur de ces organisations ; enfin, l'extrême gauche pourrait être responsable parce que Mgr Romero avait souvent exprimé son refus du terrorisme. Autant dire : tout le Salvador est suspect ! »

## Création d'un front uni

Notre interlocuteur, cependant, écarte la dernière hypothèse. Il estime que l'extrême gauche, qui n'est pas encore militairement prête, n'aurait aucun intérêt à faire disparaître un homme en qui, de surcroît, elle voyait un défenseur du peuple. La première et la seconde hypothèses sont surtout retentissantes en attention : « L'extrême droite, dit-il, est soucieuse de déclencher très vite l'affrontement, car elle est convaincue de détenir effectivement une force supérieure. Mais elle sait aussi, comme tout le monde ici, que depuis le début de cette année l'extrême gauche est en progression constante et rapide. »

La hiérarchie épiscopale salvadorienne, profondément divisée et dans sa majorité conservatrice, a serré les rangs après l'assassinat de Mgr Romero. Elle a publié un texte à la louange de cet homme qui, « pour être fidèle à la vérité, est tombé comme les grands prophètes ». Après les graves incidents du dimanche des Rameaux, elle a publié un communiqué, accusant pour l'essentiel l'extrême gauche d'être à l'origine du massacre. Cette version est en contradiction avec celle qui est donnée par une solennité de prière des étrangers venus assister aux funérailles de Mgr Romero. Ceux-ci ont assuré, dans un texte commun, que la première bombe était partie du toit du palais national. L'interprétation des évêques salvadoriens rejoint, en revanche, celle de la junte, et celle de l'ambassadeur des Etats-Unis, qui ont expressément accusé l'extrême gauche de provocation.

Le premier effet politique de l'assassinat de l'archevêque a été la création, le 2 avril, d'un « front uni », rassemblant, pour la première fois, les forces du Comité de coordination révolutionnaire des masses (C.R.M.), les deux parties de la gauche traditionnelle (M.D.N. social-démocrate et U.D.N. proche du P.C.) et des « personnalités indépendantes », intellectuels, technocrates et plusieurs ministres du premier gouvernement formé après le coup d'Etat militaire du 15 octobre, dont M. Enrique Alvarez, marié de l'une des « quatorze familles ». Des membres éminents de la démocratie chrétienne, qui ont démissionné de la première ou de la deuxième junte et du premier ou du deuxième gouvernement, aujourd'hui en exil, donneraient leur appui, nous a-t-on assuré, à ce front uni.

Ce processus rappelle singulièrement ce qui s'était passé au Nicaragua, avec la création, fin 1977, du « groupe des douze » et l'appel qu'il a donné par la suite au mouvement sandinista. Les termes du « pacte d'union » n'étaient pas encore connus le vendredi 4 avril à San-Salvador. Les membres du nouveau front uni ont sans doute voulu mettre à profit le choc provoqué par la mort de l'archevêque pour sceller leur union. Il n'est pas certain pour autant qu'ils y soient déjà parvenus sur des bases claires. « Il se peut que cet accord ne tienne qu'avec de la saïvo, nous déclare un observateur. A mon sens, pourtant, le temps devrait le cimenter. Les groupes d'extrême gauche ont, en effet, adopté depuis janvier des positions beaucoup moins dogmatiques ; ils ont donné de sérieux signes d'ouverture aux classes moyennes, aux chrétiens. Ils se sont, en quelque sorte, inspirés de l'attitude des sandinistas au Nicaragua. »

Dans cette atmosphère de veillée d'armes, la junte de gouvernement militaire et démocrate-chrétienne demeure donc plus isolée que jamais. Avec son évidente impuissance, malgré l'état de siège proclamé le 5 mars et renouveau pour un mois à partir de ce samedi 5 avril, à arrêter la répression ; le renforcement incessant de la gauche ; le départ, un par un, de ses membres les plus éminents ; la volonté clairement exprimée par les partis en présence d'en découdre ; et enfin l'assassinat des dirigeants de San-Salvador, les dirigeants de la démocratie chrétienne peuvent-ils raisonnablement espérer poursuivre leur tâche ?

## Rumeurs d'intervention

Un incident récent a jeté la doute sur la solidité de l'actuelle junte. Le 1<sup>er</sup> avril, des gardes nationaux ont mitraillé une voiture dans laquelle se trouvaient cinq journalistes hollandais. Dont les venaient de vérifier l'identité. Deux d'entre eux ont été légèrement blessés. Informé, M. José Napoleon Duarte, leader de la démocratie chrétienne et membre de la junte, a déclaré : « Si la violence ne cesse pas, nous serons amenés à nous retirer du gouvernement. »

Cependant, les rumeurs relatives à une éventuelle intervention extérieure dans le conflit salvadorien se font inévitables. Une information est parvenue ici, selon laquelle le général Omar Torrijos — l'homme fort du Panama, qui avait joué un rôle décisif en 1979 au Nicaragua en aidant les révolutionnaires sandinistas et qui a d'excellents contacts militaires au Salvador — a déclaré que son pays ainsi que la Costa-Rica et le Nicaragua

se joindraient pour éviter que le Salvador ne devienne le « théâtre d'une guerre sanglante ». Le Nicaragua, jusqu'à une date récente, manifestait une certaine confiance à l'égard du gouvernement salvadorien. Le coup d'Etat du 15 octobre avait, en effet, éloigné les espoirs des partisans d'une alliance « contre-révolutionnaire » entre les trois pays du « triangle nord-centre-américain » (Guatemala, El Salvador et Honduras), laissant les « faucons » guatemaltecos assez isolés. Il ne nous a pas été possible ici d'obtenir des réactions à propos de la proposition panaméenne.

De son côté, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, M. Robert White, se montre très actif. Il se prononce sur tous les événements de la vie nationale. On l'avait même vu assister à la messe célébrée par Mgr Romero à la veille de sa mort, un acte non dénué de courage dans l'actuel climat de violence. Washington, jusqu'à nouvel ordre, soutient la junte, comme le prouve le récent déblocage au Congrès de crédits militaires et économiques. Il y a un mois, des officiers panaméens avaient accusé les Etats-Unis de préparer le terrain pour un coup d'Etat militaire d'extrême droite. Mais on paraît croire davantage, à San-Salvador, dans certains milieux très au fait des problèmes interaméricains, à la préparation d'une intervention extérieure, en vue de « régler les comptes latents ». Le Venezuela aurait été sondé, et même, nous a-t-on assuré, l'Espagne.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le comité de coordination révolutionnaire des masses comprend les trois « organisations populaires » (F.O.C., F.O.P., F.O.S.) et le Front d'action populaire unifié et ligue populaire du 24 février, ainsi que le parti communiste.

Brésil

## Le patronat paraît décidé à laisser « pourrir » la grève des métallurgistes de Sao-Paulo

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — La grève des métallurgistes de Sao-Paulo ne faiblit pas. Les travailleurs ne mettent pas de piquet de grève, et malgré la présence de troupes de la police militaire à l'entrée des principales usines, la situation reste calme.

Le président du syndicat, M. Luis Inacio De Silva, dit « Lula », a répondu aux accusations dont les grévistes sont l'objet. « Les représentants du pouvoir qui nous traitent d'aristocratie ouvrière devraient quitter leurs luxueuses résidences de Brásilia pour venir voir combien de métallurgistes vivent dans des bidonvilles », a-t-il dit (le salaire mensuel offert actuellement à la catégorie équivaut à quelque 450 F par mois). En réponse au ministre du travail, qui avait affirmé que la grève portait préjudice aux métallurgistes, puis qu'ils n'étaient plus payés, le dirigeant syndicaliste a affirmé : « Les travailleurs du Brésil ont toujours été habitués à supporter le fait que les salaires soient payés avec retard. Ils ne sont pas habitués à ne pas être payés. » Il a défendu l'idée d'un accord prioritaire avec l'industrie nationale afin de pouvoir isoler « l'adversaire principal », qui sont les multinationales. Le patronat montre actuellement un front uni dans son refus de reprendre les négociations, en alléguant la sentence du tribunal régional du travail, qui a fixé un taux d'augmentation salariale de 7 %. Les syndicats subordonnent l'acceptation de ce chiffre à l'octroi de la stabilité de l'emploi pour un an. « Rien ne sert que le travailleur reçoive une augmentation, s'il est licencié le lendemain », affirme le dirigeant du syndicat. Les employeurs déclinent toute discussion sur ce point.

Abandonnant le terrain des

augmentations de salaire, délaissant en cette période de lutte contre l'inflation, les syndicats mettent l'accent sur certaines réformes dans les relations au sein de l'entreprise. Nombre de points soulevés, tels que l'existence d'un délégué syndical au sein de l'usine, ou l'accès des dirigeants syndicaux à l'entreprise, voire le simple affichage sans censure des avis syndicaux, paraissent naturels dans tout pays industrialisé, mais sont toujours farouchement repoussés par le patronat de la plus grande métropole du Brésil. Il est d'ailleurs paradoxal de voir les filiales locales d'entreprises multinationales refuser des revendications depuis longtemps acceptées au sein de l'entreprise mère.

Face à un patronat qui paraît décidé à laisser pourrir la situation, dans l'attente de mesures répressives contre les syndicats, et à un ministère du travail qui a clairement pris parti dans le conflit, les syndicats ont réussi à poursuivre calmement leur mouvement. Ce n'est pas le moindre paradoxe de constater que, des trois parties concernées, ce sont certainement eux qui ont jusqu'ici le plus fait preuve de maturité. Patronat et gouvernement attendent mercredi 4 avril que le congé de la semaine sainte affaiblisse les grévistes. Une campagne a même été lancée dans la presse et à la télévision pour encourager une reprise progressive du travail après le week-end pascal. Mais la combativité syndicale demeure très élevée et une nouvelle assemblée a été convoquée pour le lundi 7 avril. Si les métallurgistes y démontraient à nouveau leur capacité de résistance, tout porte à croire que le régime militaire commencera alors à radicaliser son action.

THIERRY MALINIAC.

## ASIE

## La crise d'Afghanistan

## Le Soviet suprême a ratifié l'accord avec Kaboul sur la présence « temporaire » des troupes soviétiques

Le département d'Etat a démenti catégoriquement, vendredi 4 avril, les accusations de l'agence soviétique Novosti selon lesquelles la C.I.A. aurait fourni des armes chimiques à la résistance afghane.

A Moscou, le présidium du Soviet suprême a ratifié l'accord sur la « présence temporaire » des troupes soviétiques en Afghanistan. Dans une interview publiée samedi dans « l'Humanité », M. Karmal, chef de l'Etat afghan, a confirmé qu'un retrait de l'U.R.S.S. s'effectuerait lorsque l'ordre aurait été rétabli — toute ingérence étrangère.

De notre correspondant

Moscou. — Etrangement du droit international socialiste ou de la politique d'information soviétique : l'U.R.S.S. a ratifié un accord qui n'avait pas été officiellement signé ni même paraphé. L'agence Tass a, en effet, diffusé vendredi 4 avril l'information suivante : « Le présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. a ratifié l'accord entre le gouvernement soviétique et le gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan sur les conditions de la présence temporaire du contingent limité de troupes soviétiques sur le territoire afghan. »

A l'issue de la « visite d'amitié » que M. Mohamed Dost, ministre afghan des affaires étrangères, avait faite à Moscou les 13 et 14 mars derniers, le communiqué officiel indiquait simplement qu'« une entente était intervenue sur les questions pratiques relatives aux conditions de la présence temporaire en territoire afghan du contingent limité de troupes soviétiques, qui se trouvaient dans ce pays à la demande de la partie afghane, pour aider le peuple et le gouvernement afghans à repousser l'agression étrangère ». Jamais il n'avait été fait mention d'un texte juridique (le Monde daté 18-17 mars). En fait, l'accord avait dû être signé au cours de la visite par MM. Gromyko et Dost, mais la discrétion dont l'événement a été entouré et l'ambiguïté du communiqué de Tass sont, pour le moins, surprenantes.

En annonçant la ratification, l'agence officielle soviétique n'a donné aucun détail sur le contenu de cet accord. Jamais les Soviétiques n'ont cité officiellement l'effectif de leurs troupes se trouvant en Afghanistan. Alors que des sources occidentales l'évaluent à 80 000 ou 90 000 hommes, ils avancent, quant à eux, en privé, le chiffre de 30 000 à 40 000.

L'existence d'un accord en bonne et due forme confirme en tout cas que le Kremlin met en pratique en Afghanistan la même politique qu'en Tchécoslovaquie

## Un concept particulièrement élastique

Les Soviétiques confirment ainsi qu'ils se préparent à rester longtemps sur place et que leur stratégie à moyen terme est de s'assurer un point d'appui dans une zone vitale, proche du golfe Persique.

Avec la présence, confirmée maintes fois, d'une armée étrangère sur son sol, le gouvernement de Kaboul pourra de plus en plus difficilement se réclamer du neutralisme actif et du non-alignement. Dans un récent discours, le maréchal Ouslov, ministre de la Défense, suggérait que les troupes soviétiques défendaient en Afghanistan les frontières du camp socialiste. La ratification de l'accord soviéto-afghan prouve une nouvelle fois que ce concept est particulièrement élastique.

DANIEL VERNET.

## Chine

## La campagne de réhabilitation de Liu Shaoqi n'exclut pas le maintien de certaines critiques

Liu Shaoqi, ancien chef de l'Etat chinois, décédé en 1969 en détention et qui vient d'être réhabilité, a été associé, vendredi 4 avril, à l'occasion de la Fête des morts, à l'hommage de la population aux grands disparus du régime. Le Quotidien du peuple vient, d'autre part, de publier l'annonce de la réhabilitation de Liu Shaoqi. Les nombreux articles publiés actuellement sur Liu dans la presse de Pékin n'excluent pas toutefois le maintien de certaines critiques.

De notre correspondant

Pékin. — La réhabilitation de Liu Shaoqi, officiellement depuis le dernier plénum du comité central, avait été préparée de longue date. Elle a donc provoqué peu d'émotion. La population qui avait en tout le temps de l'accoutumance à l'idée de ce nouveau retour de l'ancien dirigeant, n'a pas été surprise. Mais cette longue préparation avait également permis la mise en place de tout un dispositif qui se déploie aujourd'hui pour célébrer les mérites de l'ancien président de la République.

Avec une méticulosité de notaire, le pouvoir s'applique d'abord à réfuter les accusations qui furent faites contre Liu Shaoqi à l'époque de la révolution culturelle — au cours de laquelle, vient-on d'apprendre, deux de ses fils périrent et qui lui valut, entre autres, la triple qualification de « renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière ». Toutes les sources ont été mises à contribution, y compris les places de police et la presse des années 30 de l'ancienne Moudan, des concessions étrangères de Shanghai au Guomindang, etc. Mais il y a mieux. A en croire l'agence Chine nouvelle, les enquêteurs ont retrouvé non seulement les témoignages et charges qui avaient été réunis en 1968 contre Liu Shaoqi et émanant de ses anciens compagnons de lutte dans la clandestinité, mais aussi les lettres adressées au comité central par les mêmes personnages affirmant que ces témoignages leur avaient été arrachés par la contrainte et en rendant la substance. On songe aux archéologues chinois qui ont scrupuleusement coulé, l'une après l'autre, ces pièces contradictoires, laissant ainsi au pouvoir futur la liberté d'écarter et de réintégrer l'histoire suivant les nécessités politiques du moment.

Les mêmes nécessités veulent

aujourd'hui s'exprimer. Il est

vrai d'un autre personnage

qu'aucun dirigeant ne puisse être

considéré comme inflexible. La

carrière de Liu Shaoqi, telle

qu'elle est actuellement présen-

tée, n'est donc pas tout à fait

sans ombres. On rappelle qu'en

avril 1927, à Wuhan, à la suite

de la réhabilitation de Liu Shaoqi, officielle depuis le dernier plénum du comité central, avait été préparée de longue date. Elle a donc provoqué peu d'émotion. La population qui avait en tout le temps de l'accoutumance à l'idée de ce nouveau retour de l'ancien dirigeant, n'a pas été surprise. Mais cette longue préparation avait également permis la mise en place de tout un dispositif qui se déploie aujourd'hui pour célébrer les mérites de l'ancien président de la République.

Avec une méticulosité de notaire, le pouvoir s'applique d'abord à réfuter les accusations qui furent faites contre Liu Shaoqi à l'époque de la révolution culturelle — au cours de laquelle, vient-on d'apprendre, deux de ses fils périrent et qui lui valut, entre autres, la triple qualification de « renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière ». Toutes les sources ont été mises à contribution, y compris les places de police et la presse des années 30 de l'ancienne Moudan, des concessions étrangères de Shanghai au Guomindang, etc. Mais il y a mieux. A en croire l'agence Chine nouvelle, les enquêteurs ont retrouvé non seulement les témoignages et charges qui avaient été réunis en 1968 contre Liu Shaoqi et émanant de ses anciens compagnons de lutte dans la clandestinité, mais aussi les lettres adressées au comité central par les mêmes personnages affirmant que ces témoignages leur avaient été arrachés par la contrainte et en rendant la substance. On songe aux archéologues chinois qui ont scrupuleusement coulé, l'une après l'autre, ces pièces contradictoires, laissant ainsi au pouvoir futur la liberté d'écarter et de réintégrer l'histoire suivant les nécessités politiques du moment.

Les mêmes nécessités veulent aujourd'hui s'exprimer. Il est vrai d'un autre personnage qu'aucun dirigeant ne puisse être considéré comme inflexible. La carrière de Liu Shaoqi, telle qu'elle est actuellement présentée, n'est donc pas tout à fait sans ombres. On rappelle qu'en avril 1927, à Wuhan, à la suite

ALAIN JACOB.

## Etats-Unis

## LE CONTROLE DES ETUDIANTS ETRANGERS POURRAIT ETRE RENFORCE

Washington (A.F.P.). — Les services de l'immigration ont annoncé récemment leur intention de renforcer le contrôle sur les séjours des étudiants étrangers et de limiter à un an la durée des visas renouvelables. Si ce projet est adopté, les étudiants étrangers seraient six mois pour faire valider leurs visas, et devraient chaque année faire prolonger ces visas en présentant leur adresse aux Etats-Unis. Cette nouvelle réglementation a été proposée à la suite des difficultés rencontrées par les services de l'immigration en novembre et décembre pour localiser les étudiants étrangers aux Etats-Unis et vérifier leurs titres de séjour, comme l'avait décidé le président Carter à la suite de la prise d'otages de Téhéran. Entre le 14 novembre et le 31 décembre, 49 400 étudiants étrangers sur les 56 700 à s'être présentés devant les services d'immigration avaient des visas en règle. 5 500 de ceux ont les visas étaient périmés ont été entendus par des juges qui ont ordonné l'expulsion de 1 700 d'entre eux, selon des chiffres donnés vendredi par le ministère de la Justice.

صكيات الاصل

égrenant les

Le Monde  
EDITION  
L'ORIENTATION  
APRES LA CINQUIEME  
ET LA TROISIEME



AMÉRIQUES

Cuba

Le retrait des gardes devant l'ambassade du Pérou provoque une tension entre Lima et La Havane

Aucun ressortissant cubain n'aurait pénétré de force dans une ambassade étrangère n'obligeant des soldats de saut-conduit pour quitter le pays, a annoncé vendredi 4 avril un communiqué gouvernemental à La Havane.

Ce communiqué, qui annonce la mort d'un soldat blessé le 1<sup>er</sup> avril alors que six Cubains avaient forcé l'entrée de l'ambassade du Pérou à bord d'un autobus, ajoute que la garde disposée autour de la représentation péruvienne est retirée, et que les dispositifs de surveillance en place autour des autres ambassades pourront être supprimés à la demande de ces ambassades.

Le gouvernement, indique le communiqué, « ne tolérera plus sous aucun prétexte les violations de sa souveraineté et de ses lois ». Il ajoute que Cuba ne s'oppose pas au départ pour le Venezuela et le Pérou, par les voies normales, des personnes qui le désirent, mais que seules leurs antécédents pènaux. Pour les autorités cubaines, les « violences de l'immunité diplomatique » étaient le plus souvent des « délinquants de droit commun et des éléments anti-sociaux », et en aucun cas des politiques.

« Pour des raisons qui ne sont pas très claires, ajoute-t-il, ces éléments ont choisi de préférence les ambassades du Venezuela et du Pérou et les gouvernements de ces pays ont accepté de protéger ces violations. Une telle attitude stimule les actes de violence contre les ambassades accréditées dans le pays ».

La déclaration gouvernementale cubaine poursuit en rappelant le bûcher dont l'île a été victime et les tensions qui l'ont opposée à tous les pays du continent avec « l'honorable exception du Mexique ». « Cuba ne craint pas de faire à nouveau face à une telle expérience », conclut le document rapporté par l'agence Prensa Latina.

Quelques heures après la publication du communiqué et le retrait des gardes, cent cinquante personnes, dont une quarantaine d'enfants, se sont installées dans les jardins de l'ambassade péruvienne.

A Lima, le ministre péruvien des affaires étrangères, M. José de la Puente, a déclaré vendredi qu'il « rejette catégoriquement la déclaration officielle du gouvernement cubain sur la situation à l'ambassade du Pérou à La Havane ».

Selon M. de la Puente, cette déclaration « comprend des insinuations grossières sur des insoupçonnées manœuvres du Pérou et d'autres gouvernements sud-américains contre Cuba. Cela ne peut s'expliquer que par une situation interne qui n'est pas de notre ressort, qu'il qualifie, mais qui pousse, de toute évidence, des citoyens cubains portés par leur désir profond de quitter Cuba à utiliser des procédés qui mettent en jeu leur propre vie ».

DIPLOMATIE

La conférence sur le droit de la mer

L'exploration et l'exploitation des ressources minérales des fonds marins seront étroitement réglementées

New-York. — La première partie de la neuvième session de la troisième conférence sur le droit de la mer s'est achevée vendredi 4 avril aux Nations unies. Aucun avant-projet officiel de convention n'a pu être mis sur pied. Le sujet sera remis à l'ordre du jour de la deuxième partie de la session, qui se tiendra à Genève du 28 juillet au 29 août.

En revanche, des progrès appréciables ont été réalisés sur la réglementation de l'exploration et de l'exploitation des ressources minérales des fonds marins et sur les transferts de technologie.

Il s'agit particulièrement des zones contenant du nickel, du cuivre, du manganèse et du cobalt, abondants notamment dans le Pacifique. Pour donner une certaine souplesse à une exploitation qui ne pourra sans doute pas commencer avant 1990, éviter la monopolisation par les pays les plus riches et les sociétés multinationales — un point sur lequel la délégation française a insisté — et assurer la stabilité des cours, l'attribution des sites sera étroitement limitée et un contractant ne pourra pas solliciter une concession plus de cinq ans avant d'être prêt à commencer sa production commerciale.

Le volume de production des minéraux sera lié au taux de consommation du nickel dans le monde et à sa production à l'échelle mondiale. Les normes du Bureau des mines américain. Pour ne pas léser de gros producteurs terrestres, comme le Canada, le Zaïre, le Chili ou le Pérou, la production souterraine ne pourra pas dépasser les trois cinquièmes de l'accroissement annuel de la consommation du nickel. Un plancher d'augmentation de la consommation annuelle a été fixé à 3 %.

Des précisions sur les transferts de technologie ont été apportées : elles concerneront non seulement les équipements spécialisés et les procédés d'exploration et d'exploitation, mais aussi la formation des conseillers techniques.

Les pays à grand plateau continental comme le Canada, la Norvège, l'Australie ou le Brésil ont vivement protesté contre les projets de réglementation de la recherche scientifique sur le plateau continental au-delà des 200 milles (370,4 kilomètres) de la zone réservée.

Les dispositions de la convention sur le droit de la mer seront valables pour une vingtaine d'années, après quoi une conférence sera organisée pour évaluer les premiers résultats. Mais le moratoire de cinq ans envisagé au cas où aucun accord ne serait survenu pour la modification du système, a été abandonné. La conférence pourra amender la convention à la majorité des deux tiers, à condition que la ratification de ces modifications soit aussi adoptée à la même majorité.

Le problème de la prise de décision au sein du conseil de trente-six membres, émanation de l'autorité internationale, qui a l'exploitation des grands fonds marins, a provoqué de nombreuses polémiques : les pays industrialisés, qui sont en minorité, ont demandé un droit de veto collectif. Aucune décision n'a été prise sur le droit à la ratification des décisions de la convention par des organisations qui n'ont que le titre d'observateur, tels les mouvements de libération (P.O.L.P.) ou la Communauté européenne.

NICOLE BERNHEIM.

A TRAVERS LE MONDE

R.F.A.

UNE VINGTAINNE DE TIGRANES DE L'OUEST ont entrepris, vendredi 4 avril, une grève de la faim dans l'ancien camp de concentration de Dachau, lors d'une cérémonie à la mémoire de cinq cent mille d'entre eux, victimes du nazisme. Les grévistes entendent ainsi manifester contre les discriminations dont ils affirment être l'objet en R.F.A. et contre les interventions de la police ouest-allemande dans les camps tziganes. — (A.F.P.)

Pakistan

DEUX PERSONNES AU MOINS ONT ÉTÉ TUÉES, vendredi 4 avril, au cours de manifestations organisées dans le village natal d'Abi Bhutto, à l'occasion du premier anniversaire de la pendaison de l'ancien chef de l'Etat. — (A.F.P.)

Maroc

NEUF ÉTUDIANTS ET LYCEENS ont été condamnés mercredi 2 avril par le tribunal de première instance de Salé, près de Rabat, à un an de prison ferme et 1 000 dirhams (110 F) d'amende, pour « agitation et diffusion de tracts portant atteinte à l'ordre public ». Trois autres étudiants ont été condamnés à six mois de prison et 250 dirhams d'amende et trois inculpés ont été acquittés.

Ces quinze étudiants et lycéens faisaient partie d'un groupe de cent sept étudiants

Prochain article :  
SAINTE-LUCIE :  
LA « NOUVELLE GAUCHE »  
DANS L'ANTICHAMBRE

En égrenant les Petites Antilles

III. — Guadeloupe, Martinique : en vue de la Dominique

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Anguilla, Saint-Martin ou Sint-Maarten, Saint-Barth, Jean-Pierre Clerc poursuit sa route d'île en île sur l'échiquier antillais en direction du sud. La Guadeloupe et la Martinique sont en vue. De la Dominique, ces deux îles n'ont pas tout à fait l'aspect que l'on suppose. (Voir nos articles précédents dans le Monde des 4 et 5 avril.)

Roseau (La Dominique). — Pardon ! Mais il ne nous semble pas absurde de nous planter un instant sur cette île située à mi-distance de la Guadeloupe et de la Martinique (et à moins d'écarts, et dissimulée d'elles) pour tenter de jeter un autre regard sur les deux départements d'outre-mer français.

« C'est louche ! » Ce commentaire d'un jeune antillais, d'origine française (habitant de Fort-de-France) ne faisait pas référence à la difficulté de garder un œil rivé au bord et l'autre au sud, mais à ce qu'il voyait d'indubitablement pipé dans une telle observation : prendre la Dominique, la plus « nature », la moins développée des Petites Antilles comme point de référence, n'était-ce pas choisir de faire, une fois encore, la fastidieuse démonstration que mieux vaut être riche et bien portant avec la France que pauvre et malade sans elle ?

Devant les Guadeloupéens et les Martiniquais qui se désolent de l'absence de l'indépendance, on a toujours évoqué deux loupes-garous : Haïti et Cuba. La voie soviétique, ce ne pourrait être que le déneigement, comme dans « le plus vieux des républicains noirs », dont les fils sont devenus les « Juifs errants de la Caraïbe ».

Tout le monde parle de rupture

Tout d'abord, qui parle de rupture avec la métropole dans les deux départements français des Antilles ? Eh bien ! tout le monde ! Beaucoup, bien entendu, pour s'en indigner, la plupart pour s'en inquiéter, un nombre croissant pour la désirer. Les signes « objectifs » sont là : renforcement, autour du « patriarche » martiniquais Aimé Césaire, dont les sentiments autonomistes ne se sont que récemment manifestés par l'adhésion d'une équipe de jeunes « progressistes » beaucoup plus radicaux, évolution de l'influent parti communiste guadeloupéen vers des thèses de plus en plus indépendantistes.

Cela peut-il bafouer les évidences de l'histoire (un mariage de trois siècles et demi !), celles du cœur, sans oublier celles de la raison — attestées, par exemple, par le fait que les « îles » envoient, régulièrement, une majorité de parlementaires « pro-français » au Palais-Bourbon et au Sénat ? Certes, non. S'il y a bien une contradiction, elle fait plus que diviser entre eux les groupes, les mouvements, les partis : elle traverse chaque Antillais — comme toute discussion avec l'un d'eux en convainc aisément. Voici donc un Guadeloupéen qui vient de voir, sur les écrans de Pointe-à-Pitre, Mambo. Il a apprécié le message « indépendantiste » du film de Christian Lara. Mais il ajoute : « Si on a permis qu'un tel film soit tourné, et projeté, chez nous, c'est qu'il y a une « complicité » française pour le langage ».

L'élément nouveau n'est peut-être pas l'augmentation, en Martinique et en Guadeloupe, du nombre des partisans décidés de la rupture. Mais il est peut-être ceux-là mêmes des insu-

(Il y a plus de 5 000 Haïtiens dans la seule Guadeloupe) — ou le communisme, comme à La Havane, « Misérables », ou « ombres » — et peut-être l'un et l'autre ! Désormais, il y a un troisième point de référence dans toutes les conversations à Fort-de-France, à Pointe-à-Pitre, sur l'avenir des DOM antillais : la Dominique.

Référence terriblement ambiguë ! Car les uns peuvent dire, avec raison, que l'indépendance est insensée lorsqu'elle n'est qu'assomption de la misère. Et les autres répondent, non sans logique : si la Dominique, 70 000 habitants, une des terres les plus attardées de la Caraïbe, est aujourd'hui indépendante, pourquoi, demain, la Guadeloupe et la Martinique, 700 000 habitants, de cinq fois plus peuplées et cinq fois plus riches, à considérer le revenu par habitant ?

Les arguments sont évidemment faussés. Car il convient, tout d'abord, de rappeler aux uns que la Dominique n'a pas franchement voulu l'indépendance, même si elle l'assume, à présent, hautement : c'est la Grande-Bretagne qui a poussé à la rupture du cordon ombilical. Quant aux autres, ils sont bien forcés de convenir que le fameux revenu par tête chuterait dramatiquement, dans les deux DOM antillais, en cas de séparation.

Mais on sait que, dans les affaires passionnelles — et la question de l'avenir de la Martinique et de la Guadeloupe l'est, à un degré presque inimaginable pour tout nouveau venu — les arguments de raison sont rarement écoutés.

au-delà du cercle des inquiètes professionnelles. Elle rappelle à tous qu'un problème plus grave encore que le maintien du niveau de vie était en jeu dans la question d'une éventuelle indépendance des DOM : la tranquillité publique. Les gendarmes et les C.R.S. peuvent être, ici et là, perçus comme « les gardes-chiourmes de la métropole ». Ne seraient-ils pas, aussi, incarnation d'une « force répressive » ? Oui : celle du « colonialisme capitaliste », peuvent bien dire les uns. Nombreux sont ceux qui pensent, pourtant, qu'elle s'interpose entre bien d'autres choses que le progrès et la réaction. « L'indépendance sera terrible », nous dit ce confrère gua-



deloupéen, qui assure pourtant n'en pas refuser l'aveinement.

Le 29 août dernier, nouvel événement dramatique en Dominique : l'ouragan David. Six heures à proprement parler infernales, dans le hurlement de vents si violents qu'ils ont arraché jusqu'à l'écorce des arbres, nous l'avons constaté : dans un sphère réduite palpable par tous les objets (de la brique au poteau électrique), qui s'y mouvaient : parmi les hélicoptères cubains d'eau tombés du ciel.

Choqués comme peut l'être un boxeur envoyé au tapis pour le compte, les Dominicains eurent « l'intense émotion » — plusieurs utilisent ces termes — de voir débarquer l'ouragan David. Sans armes mais avec un considérable matériel, qui permit, en quelques jours, de dégrader les routes, rétablir les ponts, porter secours aux isolés, évacuer les blessés.

La Martinique, la Guadeloupe tout entières se mobilisèrent pour la circonstance. Les insulaires français qui, avant le désastre, avaient mis les pieds sur cette terre, dont la culture exerce un charme de chez eux, étaient à peine quelques dizaines. Pourtant, les dons affluèrent. Certains vinrent en bateau proposer leur aide. Les deux départements d'outre-mer, ou, naguère, il n'était d'yeux que tournés vers Paris, se découvraient soudain, avec quelle intensité, un voisin caribbe.

Découverte... L'arrivée de quelques dizaines de lycéens ont bien pu se rendre à Cuba, l'été dernier, pour participer au festival culturel Carifesta ; quelques centaines d'entre eux, à l'été, à « bain de langue », anglaise ou espagnole, dans une famille de Sainte-Lucie ou en République dominicaine, au lieu d'aller à Londres ou Madrid, comme naguère ! Quelques milliers ont pu aller visiter Haïti, terre créolephone et francophone elle aussi, dont la culture exerce un incontestable attrait dans les deux DOM : quelques dizaines de milliers écoutent régulièrement, c'est un fait, les informations de Radio-Caraïbe International, ou Radio-Antilles, dont les émetteurs sont installés sur de petites îles anglophones proches. A quelques exceptions près, les Antillais n'en avouent pas moins une profonde méconnaissance de leur environnement caribbe. Et leur désir non moins peiné d'y remédier. L'ouragan David aura, ainsi, marqué une étape.

La plus récente circonstance où Antillais français et Dominicains se sont, à nouveau, observés de près est moins réussie. Elle remonte au 29 septembre : c'est la véritable « ratiocination antillaise » à laquelle se sont livrés des Guadeloupéens dans certains quartiers pauvres de Pointe-à-Pitre. La violence succédant à la compassion : comment se pourrait-il que ces choses du regard porté sur l'autre, du jugement porté de lui ?

Démocratiquement gonflés par

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ORIENTATION APRÈS LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

NUMÉRO D'AVRIL

Deux étapes-clés à ne pas manquer. Comment se défaire de la grande tromperie de l'enseignement technique « court ». A quinze ans, comment choisir son avenir ?

Les options, les procédures, les voies de recours, les erreurs à ne pas faire.

EN VENTE PARTOUT : 7 F — MENSUEL

Brazil  
patronat parait décidé à laisser pousser  
grève des métallurgistes de Sao-Paulo

Chine  
agence de réhabilitation de Liu Shao-chi  
pas le maintien de certaines restrictions



# EUROPE

## Italie

### La démocratie chrétienne occupe les postes-clés du nouveau gouvernement

Rome. — Le nouveau gouvernement italien formé par M. Francesco Cossiga a été présenté, vendredi 4 avril, au Quirinal. Il comprend quinze ministres : dix-dix-huit chrétiens, neuf socialistes (dont deux techniciens) et trois républicains. Le vote d'investiture qui devrait avoir lieu dans quelques jours, ne réservera aucune surprise, puisque les trois partis ont une majorité de 340 sièges sur 630 à la Chambre et de 176 sur 315 au Sénat.

#### LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement italien, après-midi 4 avril (nos dernières éditions datées du 5 avril) :

**Président du conseil :** M. Francesco Cossiga (D.C.).  
**Ministère des affaires étrangères :** M. Amintore Fanfani (D.C.).  
**Fonction publique :** M. Giovanni De Michelis (D.C.).  
**Intérieur :** M. Virginio Rognoni (D.C.).  
**Affaires étrangères :** M. Emilio Colombo (D.C.).  
**Énergie :** M. Vincenzo Scotti (D.C.).  
**Justice :** M. Tommaso Morano (D.C.).  
**Budget :** M. Giorgio La Malfa (P.S.I.).  
**Travaux publics :** M. Franco Ravaglio (D.C.).  
**Affaires communales :** M. Vincenzo Scotti (D.C.).  
**Mémoire :** M. Oreste (P.S.I.).  
**Travail :** M. Filippo Maria Pandolfi (D.C.).  
**Environnement :** M. Lello Lafora (P.S.I.).  
**Instruction publique :** M. Adolfo Sardi (D.C.).  
**Recherche scientifique :** M. Vincenzo Balzamo (P.S.I.).  
**Travaux publics :** M. Francesco Compagna (P.S.I.).  
**Industrie :** M. Antonio Bisaglia (D.C.).  
**Travail :** M. Franco Fuschi (D.C.).  
**Commerce extérieur :** M. Enrico Manca (P.S.I.).  
**Agriculture :** M. Giovanni Martini (D.C.).  
**Transport :** M. Salvatore Formica (P.S.I.).  
**Postes :** M. Carlo Donat Cattin (D.C.).  
**Marine marchande :** M. Nicola Signorile (D.C.).  
**Participation d'État :** M. Gianni De Michelis (P.S.I.).  
**Santé :** M. Aldo Aniasi (P.S.I.).  
**Tourisme :** M. Bernardo d'Alagni (D.C.).  
**Biens culturels :** M. Oddo Basso (P.S.I.).  
**Rapports avec le Parlement :** M. Benito Caspari (D.C.).

Ministres ayant changé de fonction :  
 M. Vincenzo Scotti (D.C.)  
 M. Benito Caspari (D.C.)

#### M. EMILIO COLOMBO

Né à Potenza, en 1920, M. Emilio Colombo a été élu, en 1946, à l'Assemblée constituante italienne, dans les rangs de la démocratie chrétienne. Il a participé, à partir de 1951, à de nombreuses gouvernements, d'abord en tant que secrétaire d'État, puis, à partir de 1953, successivement comme ministre de l'agriculture, du commerce extérieur, de l'industrie et des finances. Dès l'entrée en vigueur du Traité de Rome, il a fait reconnaître, sur le plan européen, ses qualités de diplomate et d'économiste, et a joué un rôle considérable au sein de la Communauté. M. Colombo a été président du conseil en 1970 et 1971. Député au Parlement européen à partir de 1976, il en est devenu le président le 8 mars 1977, fonction qu'il a gardée jusqu'à l'élection de cette assemblée au suffrage universel direct, en juin 1979.

#### SPECIAL Amérique Latine

Sommaire :  
 — Des révolutionnaires du Salvador déclarent l'intervention directe des États-Unis.  
 — Carter : contrôler l'Amérique centrale « manu militari ».  
 — Les guérilleros du M-19 s'emparent de Billeberg à la Trinité.  
 — L'ambassadeur d'Angola à Paris nous déclare : « Notre cœur bat pour l'Amérique latine ».  
 — Guatemala : l'appel des paysans.  
 — Vente en kiosques, librairies et toutes stations de métro.  
 — Pour toute commande s'adresser : 10, passage Dancy, 75018 Paris.  
 — Abonnement : 12 numéros.  
 — France : 70 F - Étranger : 80 FF

#### De notre correspondant

Ce gouvernement se situe plus à gauche que le précédent, qui comptait des démocrates-chrétiens, des socialistes, des libéraux et quelques techniciens. On peut y voir aussi bien une nouvelle expérience de centre-gauche (formule chère à la droite démocrate-chrétienne) qu'un retour à la politique d'unité nationale, voulue par les héritiers d'Aldo Moro, par les communistes et la plupart des socialistes. Grâce à cette ambiguïté, M. Cossiga a pu réunir son entourage, et conclure au bout de deux semaines la crise la plus brève des six dernières années.

Les socialistes-démocrates ont fait les frais de l'opération. « Nous réintégrons nos comptes avec la démocratie chrétienne après les élections régionales », a déclaré leur secrétaire général, M. Pietro Longo. Ce qui n'est pas pour déplaire aux communistes, qui voient d'un œil favorable des partis qui leur étaient les plus hostiles quitter la majorité. Mais le P.C.I. se maintiendra dans l'opposition, et la composition du nouveau cabinet ne l'enchantait guère. Il en souligne volontiers les déséquilibres et le manque d'inspiration. Un exemple : comme le précédent, ce gouvernement ne compte aucune femme.

#### La gauche du P.S.I. défavorisée

Au lieu de réduire le nombre de ministres, selon un vœu maintes fois exprimé, M. Cossiga l'a fait passer de vingt-quatre à vingt-sept, pour satisfaire les différents courants de la démocratie chrétienne. Celle-ci se scinde la part du lion. Outre la présidence du conseil, plusieurs ministères-clés restent entre ses mains : justice, intérieur, Trésor, industrie, travail, agriculture, instruction publique et affaires étrangères. Ce dernier poste a été confié à un « revenant » politique : M. Emilio Colombo, ancien président du Parlement européen, qui fut ministre une vingtaine de fois, mais n'occupait plus de fonctions.

gouvernementales depuis quatre ans. Sa compétence n'est pas mise en doute. Mais on l'a flanqué d'un ministre des affaires communales dont l'activité ne peut qu'empêcher sa sienne.

Les socialistes sont très loin d'obtenir la part qu'ils réclament pour revenir au pouvoir après six ans d'absence. Leur aurait-on promis une sorte d'alliance future à la présidence du conseil ? Pour le moment, en tout cas, les portefeuilles qui leur sont confiés ne sont ni nombreux ni très importants. La gauche du parti, particulièrement pénalisée — elle ne compte qu'un seul représentant en la personne de M. Aniasi, ancien maire de Milan, nommé à la santé, — ne cache pas sa colère. Au lieu de rassurer le P.S.I. la formation du gouvernement semble révéler, au contraire, ses divisions internes.

Le président de la République, M. Sandro Pertini, avait pris une initiative inhabituelle ces jours derniers en disant aux partis : choisissez les ministres que vous voulez, mais que ce soit des hommes au-dessus de tout soupçon. Or le portefeuille des transports vient d'être confié à M. Formica, l'un des socialistes dont le nom fut cité à propos du récent scandale de l'Eni. Plusieurs commentateurs se demandent ce que cela signifie.

Ce gouvernement — le trente-neuvième constitué en Italie depuis 1945 — est plus solide que le « cabinet de trêve » formé précédemment par M. Cossiga, qui n'avait pas de réelle majorité. Mais il peut subir le contrecoup d'un éventuel déplacement de voix aux prochaines élections régionales, d'un regain de tension au sein du P.S.I. ou d'une nouvelle poussée du P.C.I.

Mise provisoirement aux parenthèses, la question communale reste en effet très présente. Les récentes prises de position internationales de M. Berlinguer ne peuvent pas rester sans incidence sur la politique intérieure italienne, même si le P.C.I. s'attache à distinguer les deux plans et se déclare injurié par ceux qui le soupçonnent de prendre ses distances avec Moscou pour se porter candidat au gouvernement de Rome.

ROBERT SOLÉ.

## Belgique

### M. MARTENS ENVISAGE DE DEMANDER LA DISSOLUTION DES CHAMBRES

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Brandir l'épouvantail de la dissolution des Chambres est l'arme secrète du premier ministre pour sortir de l'impasse créée par le vote négatif du Sénat sur la régionalisation. Si le roi devait finalement, après la teneur passée, accepter la démission offerte par M. Martens, le retour aux urnes serait sans doute inévitable. C'est ce que le chef du gouvernement a expliqué à la plupart de ses interlocuteurs vendredi 4 avril.

La journée avait apporté un peu de clarté. Il était devenu évident que si l'équipe au pouvoir devait compter en son sein sur l'appui des partis de l'opposition pour le vote au Sénat de l'article 6 du projet de régionalisation, M. Martens devrait, sous peine de trahison, se retirer de la scène politique. Les présidents des deux partis francophones de la coalition, MM. Coole (socialiste) et Vandeweyer (social-chrétien), avaient réuni les présidents des formations francophones de l'opposition pour essayer d'obtenir leur concours provisoire, en leur expliquant que le vote de l'article 6 était important pour les francophones de la capitale. Le refus des représentants de l'opposition a été absolu et irrévocable.

Dès lors, il ne restait plus au premier ministre qu'à convaincre les huit rebelles de son propre parti, le C.V.P., de rentrer dans le rang. Il pourrait calmer les appréhensions de ces sénateurs sociaux-chrétiens flamands, qui veulent des garanties pour les néerlandophones de Bruxelles, s'il obtenait un engagement des groupes de la majorité. Sa propre parole, mercredi, n'avait pas suffi. Si les groupes francophones de la coalition promettent à leur tour des garanties aux flamands de la capitale, le vote pourrait venir favorablement. D'autre part, le C.V.P. n'a rien à gagner à des élections anticipées : les récents sondages indiquent un net recul pour le plus grand parti du pays. M. Martens continue à résister, durant toute la fin de semaine. Il devait faire ce samedi un rapport au roi et annoncer mardi 5 avril s'il résistait au pouvoir ou s'il confirmait sa démission.

PIERRE DE VOS.

## Yougoslavie

### APRÈS LES PARTIS ESPAGNOL ET ITALIEN Belgrade refuse officiellement de participer à la conférence des P.C. européens

Après les partis communistes espagnol et italien (le Monde des 2 et 3 avril), la Ligue des communistes de Yougoslavie vient de confirmer officiellement qu'elle ne participera pas à la conférence des partis communistes européens sur la paix et le désarmement, organisée les 22 et 23 avril à Paris à l'initiative du P.C.F. et du parti ouvrier unifié polonais. Le parti communiste belge, de son côté, a indiqué qu'il n'envisageait pour l'instant que d'envoyer un observateur. Quant au P.C. roumain, il se montre réservé à l'égard de cette initiative, a-t-on appris vendredi 4 avril dans les milieux diplomatiques de Varsovie.

#### De notre correspondant

Belgrade. — La Ligue des communistes de Yougoslavie ne sera pas représentée à la conférence des partis communistes d'Europe, qui, sur l'initiative du parti communiste français et du parti ouvrier unifié polonais, doit se réunir les 22 et 23 avril à Paris pour examiner les problèmes de la paix et du désarmement de notre continent.

La raison de cette abstention, a déclaré à l'agence Tanjug M. Aleksandar Cirkovic, chargé au comité central des rapports avec les partis communistes, est qu'une telle conférence ne saurait donner les « résultats positifs » escomptés dans la grave situation internationale actuelle, qui exige le rassemblement de toutes les forces progressistes, indépendamment de leur orientation idéologique, et pour lequel la paix et le désarmement sont, non moins que pour les communistes, d'un « intérêt vital ».

Le refus des communistes yougoslaves de se rendre à Paris ne surprend pas. Ils ne sont pas satisfaits, entre autres, des préparatifs « incomplets et superficiels » de la conférence, auxquels le « front révolutionnaire » des associés, qui a été convoqué sans leur accord préalable. Le document que la conférence est appelée à adopter a été, lui aussi, rédigé sans qu'ils aient été consultés.

En réalité, on a ici le sentiment que le parti yougoslave, en ce qui le concerne, a été mis en sorte de se rendre à Paris sans accomplir méthode qu'il croyait

pourtant définitivement abandonnée depuis la réunion de Berlin en 1978. Les communistes yougoslaves ne veulent pas, en outre, pour quelle raison, les partis communistes discuteraient à l'heure actuelle des seuls problèmes européens (des armées nucléaires, par exemple, et non de tous les missiles en général qui menacent le Vieux Continent) ou des problèmes de l'Afghanistan et du Cambodge, qui sont, pour tout dire, des problèmes non moins graves. La paix et le désarmement et, en conséquence, la détente, ne sont-ils pas sujets majeurs de préoccupation de l'humanité tout entière ?

De plus, on se réunissant en un cercle fermé et en adoptant des documents qui, comme cela a été souvent le cas dans le passé, expriment le point de vue d'un bloc, voire d'une grande puissance, les communistes ne donnent-ils pas l'impression de s'arroger le monopole de règlement des questions de la paix et du désarmement, monopole qu'ils n'ont pas et ne peuvent pas avoir ? En procédant d'une telle manière, ils s'isolent aussi bien sur le plan international que dans leur propre pays, des autres forces de progrès, qu'elles soient socialistes, socialistes-démocrates ou chrétiennes, forces sans doute desquelles rien de durable ne saurait être réalisé.

Depuis la fameuse résolution du Kominform de 1948, qui avait décidé l'exclusion de leur pays du camp socialiste, les communistes yougoslaves n'ont jamais manifesté un enthousiasme excessif pour des réunions multilatérales des partis communistes. Ils s'y sont opposés en principe, comme le prouve leur participation à la réunion de Berlin. Mais cette réunion-là avait été précédée d'un laborieux et franc dialogue de deux ans, au cours duquel avaient été posés des objectifs et avait été admis le principe de consensus. Les initiateurs de la conférence de Paris et ceux qui sont de leur avis ont ignoré tout cela.

PAUL YANKOVITCH.

#### CORRESPONDANCE

##### Après la rencontre entre MM. Brandt et Berlinguer

A la suite de la « livre-opinion » de M. Jean Bony, concernant la rencontre Brandt-Berlinguer, parue dans le Monde du 22 mars, M. Massimo Salvadori, fonctionnaire européen, nous adresse les remarques suivantes :

On se réfère au secrétaire général du P.C.I. et au président du S.P.D., comme s'il s'agissait d'une rencontre officielle entre les deux partis, ce qui n'est pas le cas, comme en témoigne le report de cette rencontre, prévue à l'origine pour le 16 janvier, jour qui est volontairement ignoré dans le contexte de l'article.

Par ailleurs, les intéressés eux-mêmes ont tenu à préciser qu'ils se sont rencontrés en leur qualité de membres du Parlement européen. Une précision méritée également d'être apportée sur le passage se référant à l'édition de M. Baffa, qui met pratiquement sur le même plan l'invasion de l'Arabie et « les tentatives outrancières qui s'étaient déjà manifestées au sein des cercles dirigeants des États-Unis », sans préciser par ailleurs de quelles tentatives outrancières il s'agit. Une telle affirmation parue sur l'organe officiel du P.O.I. doit être méditée attentivement par ceux qui, surtout en France, considèrent le P.C.I. à la pointe d'une troisième voie complètement indépendante de Moscou : mettre sur le même plan l'agression de l'armée rouge et les supposées « tentatives outrancières », comme le fait l'Unité, signifie qu'on est encore inondé.

Enfin, je me réjouis qu'un membre du parti communiste français voie dans la rencontre Brandt-Berlinguer l'embryon de la recomposition du mouvement ouvrier européen. Il serait opportun qu'un tel jugement ait été retenu dans l'historique de l'Europe où le P.C.F. par la voix de M. Marchais, a représenté aux sociaux-démocrates allemands — encore le 11 mars dernier — d'appliquer des systèmes honteux à l'égard de milliers de citoyens qui seraient exclus de la fonction publique et des quel-ques deux millions de personnes victimes d'enquêtes policières.

## Grande-Bretagne

### Le nouveau Livre blanc sur la défense envisage la production d'armes chimiques

#### De notre correspondant

ministre de la défense, M. Francis Pym, a révélé qu'une étude était actuellement menée sur l'opportunité de produire des armes chimiques permettant de riposter à une éventuelle offensive. Une décision sur ce problème, que l'OTAN s'apprête également à examiner, sera prise prochainement. M. Pym attendait les services de recherche de l'armée mettent au point de nouveaux équipements de défense contre une attaque chimique : vêtements protecteurs, masques à gaz, détecteurs de gaz.

Le Livre blanc prévoit une augmentation en termes réels de 3,5 % des dépenses militaires pour 1981 et de 4,5 % pour l'exercice 1982. Le montant total de 10,785 milliards de livres (1) n'en est pas moins inférieur aux budgets de la défense occidentaux de ces dernières années.

Comme chaque année, la puissance militaire croissante des pays du pacte de Varsovie est considérée comme un aspect essentiel du contexte international dans lequel s'inscrit la politique britannique de défense. Mais cette fois-ci, l'affaire algérienne est évoquée pour riposter sur l'actualité de la « menace soviétique ». « Le sort de l'Algérie montre que nos adversaires ont à la fois la puissance nécessaire pour faire de nouveaux gains territoriaux et stratégiques, et la souplesse pour utiliser cette puissance. » Fait significatif, la détente n'est pas mentionnée une seule fois, alors que le Livre blanc de l'an dernier estimait que « les relations avec l'U.R.S.S. demeurent essentielles au développement de la détente ».

Le document présenté par M. Pym contient une autre innovation importante : la ministre de la défense envisage « une amélioration de la capacité des forces britanniques à opérer en dehors de l'aire de l'OTAN ». Il n'est certes pas question de créer une force d'intervention, à l'instar des États-Unis. Mais une série de mesures sont envisagées : augmentation du nombre d'avions gros porteurs de

type Hercules et développement d'une nouvelle version au nombre d'un navire d'appui tactique et des stocks d'équipement dans le Golfe. Enfin, un bataillon de parachutistes sera créé, capable de sauter d'un avion à réaction et d'être transporté par hélicoptère dans un délai de sept jours.

Le gouvernement britannique souhaite que s'instaure un large débat public sur les problèmes de défense. Cependant, le Livre blanc se borne à évoquer en une phrase le plus aigu de ces problèmes, le remplacement des missiles stratégiques nucléaires Polaris. Le gouvernement envisage plusieurs options possibles pour le remplacer, et une décision sera prise prochainement. Trois options sont envisagées : le Polaris est remplacé par le Trident, celui de missiles Cruise ou la conservation des Polaris plus longtemps que prévu. En attendant, le document ne dit rien de la possibilité d'un programme de modernisation des têtes nucléaires se poursuivant. Ce perfectionnement permettra aux Polaris de dépasser le seuil des années 90.

Aucune décision n'est annoncée pour l'éventuelle production du nouveau char Challenger, en remplacement du Chieftain, ou d'une nouvelle version de l'avion Harrier à décollage vertical.

M. Pym a laissé entendre qu'il attendrait vraisemblablement plus quelques mois avant de trancher ces deux dossiers, en raison de l'importance de l'ajustement financier. Enfin, le rapport du ministre de la défense examine longuement la crise du recrutement qui touche les trois armes : les effectifs de plusieurs unités de l'armée de l'air sont tombés au-dessous des normes. Le Royal Navy a dû mettre en attente de départ plusieurs navires, l'an dernier, faute d'équipages. Le R.A.F. manque de pilotes, navigateurs et de mécaniciens. Dès son arrivée, rappelle le rapport, le gouvernement a agi en relevant les soldes et en établissant le principe d'un « paiement militaire ». Mais, ajoute-t-il, la répercussion est encore loin de répondre au besoin.

(1) Le total actuel de la livre sterling est d'environ 2,70 franc français.

(Interim.)

حکومت اسلامی



# AFRIQUE

## Côte-d'Ivoire

### Le président Houphouët-Boigny entend démocratiser la vie politique

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Dans les milieux politiques ivoiriens, on a discuté l'absolu contraire pendant longtemps. On a discuté de la possibilité d'une réforme constitutionnelle, mais les discussions ont été vaines. On a discuté de la possibilité d'une réforme constitutionnelle, mais les discussions ont été vaines. On a discuté de la possibilité d'une réforme constitutionnelle, mais les discussions ont été vaines.

que. Pour susciter un climat d'émulation à l'intérieur du parti et permettre aux militants de marquer leur désaccord avec certains « élus », il y a eu des élections locales, des élections locales, des élections locales.

présidentiel : « Le prochain secrétaire général pourrait ne pas être président de l'Assemblée nationale. »

## D'importants changements en perspective

Si l'on veut citer aucun nom, ni à propos d'éventuels remaniements de l'équipe gouvernementale, ni à propos d'un changement de secrétariat du parti, ni à propos de candidatures à une éventuelle vice-présidence, c'est dit-il, « parce qu'il ne faut pas que la presse étrangère s'occupe de la vie politique ivoirienne ».

En revanche, en ce qui concerne l'avenir des sociétés d'Etat, les perspectives semblent plus claires. Certaines d'entre elles, dont le fonctionnement est satisfaisant, seront préservées ; ce pourrait être le cas notamment pour l'ARSO, organisme qui assure la mise en valeur du sud-ouest ivoirien.

## PROCHE-ORIENT

### Iran

### Les déclarations de M. Bani Sadr

(Suite de la première page.)

« M. Carter ne disait qu'il comprenait que le futur Parlement iranien avait été chargé de régler les questions de la révolution... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

### M. Carter a besoin de sauver la face

« Cela dit, ce n'est pas moi qui ai désigné les personnes qui seraient d'intermédiaires entre l'Iran et Washington. Je suis un homme de principes ; je ne suis d'accord ou non avec M. Gholshadeh, qui a recours à de tels intermédiaires, mais je ne suis pas responsable de ce qu'il fait... »

« Mes pouvoirs sont limités »

« Avez-vous convaincu les étudiants islamiques de votre point de vue ? »

« Je leur ai encore expliqué que le transfert des diplomates détenus à la garde du gouvernement n'aurait aucune conséquence pratique. Or, ils ne le croient pas... »

« Si telles sont vos convictions, pourquoi ne libérez-vous pas immédiatement les otages ? »

## Tchad

### Les combats auraient fait plus de mille morts en deux semaines

Plus de mille morts et plus de trois mille blessés, tel est, après deux semaines de combats ininterrompus, le bilan officiel de la guerre civile dans la capitale tchadienne. Mais il est impossible d'établir un bilan précis des pertes en vies humaines, en raison de la poursuite des combats et des difficultés de circulation entre les deux zones contrôlées par les Forces armées populaires (FAP) du président Goukouni, et les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré.

A l'exception des diplomates et du personnel hospitalier français, de quelques techniciens et journalistes, il ne reste presque plus de civils européens à N'Djamena.

Bien que les FAN aient gagné du terrain sur la coalition de forces qu'ils affrontent, les FAP sont parvenues à les repousser hors du périmètre de l'ancienne garnison, qu'elles contrôlent entièrement depuis le rapatriement de la force neutre congolaise.

Le central téléphonique de la capitale a cessé de fonctionner vendredi et il est décrit-

mais impossible à l'ambassade de France et au commandement des éléments militaires français au Tchad de maintenir le contact avec les forces de M. Hissène Habré. Cette situation préoccupe vivement les autorités françaises qui avaient été soucieuses jusqu'à présent de maintenir les relations avec les chefs des deux camps antagonistes.

Sur le plan politique, M. Hadjero Semouni, ministre de la reconstruction nationale, président du Frontat-fondamental, a officiellement fait savoir qu'il avait rallié M. Hissène Habré.

An cours d'une conférence de presse tenue à Paris, vendredi soir, M. Jean François-Poncet, commentant les travaux de la troisième conférence ministérielle franco-africaine, qui venait de s'achever, a indiqué que le problème d'une éventuelle médiation au Tchad n'avait pas été évoqué. Comme la septième conférence franco-africaine des chefs d'Etat, qui se tiendra à Niamey le 8 et 9 mai, cette rencontre a été l'occasion de traiter des questions de caractère essentiellement économique.

## L'aéroport, ultime « zone neutre »

N'Djamena. — Dans la capitale tchadienne subsiste une précaire oasis de paix où cohabitent en bonne entente les forces armées populaires (FAP) du président Goukouni et les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré.

Dès le premier jour des combats, un *modus vivendi* est, en effet, intervenu entre les deux parties pour déclarer « zone neutre » l'aéroport de N'Djamena, et une cinquantaine de soldats des deux « tendances » ont installé leur quartier général dans le salon d'honneur de l'aéroport, civile fermée à tout trafic.

Les combattants que nous y avons rencontrés assurent strictement la police pour empêcher toute « infiltration » dans l'enceinte de l'aéroport. Aucun membre des deux camps n'est autorisé à y pénétrer.

A 200 mètres au-delà de l'arc de triomphe, qui soulève — avec un humour grinçant — la « Bienvenue à N'Djamena », c'est la guerre, et un P.C. des Forces armées populaires situé tout près est assailli depuis quarante-huit heures au tir pressant

De notre envoyée spéciale

des partisans de M. Hissène Habré. Mais, ici, les combattants partageant le thé et ne refusant pas le dialogue. « La guerre, nous ne l'avons pas voulue, disent-ils. Ce sont nos chefs... »

En fait, le front continue à leurs chefs. Leur commandant est un représentant de M. Hissène Habré, dont personne ne discute les ordres.

Ces hommes sont coupés de la ville depuis deux semaines, et la plupart ne savent pas ce qu'est devenue leur famille.

Pendant notre visite, un obus explosa à une centaine de mètres, emportant d'un seul coup un hangar, dont la combustion dégagea une épaisse fumée noire. A peine ce « fait divers » parvint-il à déclencher une petite agitation. Tout le monde s'accrocha à y voir une « erreur de tir » et chacun se rassura dans la profonde fureur destinée, il y a peu, à recevoir les personnalités en visite à N'Djamena. Aujourd'hui, le salon d'honneur est

transformé en salle de séjour des hommes au repos. Le kalachnikov à portée de la main, ils lisent ou écoutent la radio. Un jeune FAP déchiffre avec attention une revue soviétique en langue française avec prise de l'un des manuels de lecture en français. Un ancien combattant qui a servi dans la colonne Leclerc nous demande ce que fait la France. « Le Français est le grand frère du Tchadien », dit-il. Qu'il intervienne pour faire cesser tout cela.

Devant le perron, les cinq derniers Concorde de la « force neutre », ordres par l'O.U.A. pour surveiller la démission de N'Djamena regardent furtivement leurs montres dans l'attente de l'avion qui doit les ramener à Brazzaville.

Un quart d'heure avant qu'il ne se pose, un obus tomba non loin de la piste, mais l'avion poussa un cri et redescend sans problème. Enfin tirés d'affaire, les soldats « neutres » ont dû pousser un beau soupir de soulagement.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Irak

### BAGDAD REJETTE SUR L'IRAN LA RESPONSABILITÉ DE L'ATTENTAT MANQUÉ CONTRE M. TARIQ AZIZ

Les autorités irakiennes ont ordonné la fermeture du bureau du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.) de M. Nayef Hawatmeh à Bagdad et l'expulsion de son personnel. Un porte-parole de ce mouvement à Beyrouth a précisé qu'un défilé de vingt-quatre heures avait été donné aux membres de ce bureau pour quitter le territoire irakien. Il a ajouté que cette mesure a été motivée par l'attitude générale du F.D.L.P. à l'égard des problèmes arabes, et notamment de la création d'un Congrès populaire arabe palestinien à celui patronné par les pays du Front de la liberté (Syrie, Libye, Algérie, Yémen du Sud et O.L.P.), dont le siège est en Libye.

Le F.D.L.P. qui se réclame du marxisme-léninisme, entretient de bons rapports avec la Syrie et l'Union soviétique. D'autre part, l'Irak a rejeté sur l'Iran la responsabilité de l'attentat manqué à Bagdad, mardi dernier. M. Tariq Aziz, vice-premier ministre irakien (le monde du soir). Le président Saddam Hussein a déclaré pour sa part au cours d'une réunion tenue à l'université de Bagdad : « Je suis sûr que les forces de la révolution arabe ont été la cible de sa colère. Cette attaque perfide, a-t-il dit, est l'œuvre de lâches qui cherchent à saper l'unité arabe. » Il a ajouté en effet d'une bataille qu'en l'an 63 les musulmans gagnèrent contre la Perse. Cette victoire marqua la chute de l'empire persan et l'extension des frontières du premier empire islamique jusqu'à l'Inde, l'Afghanistan et la Chine. — (A.F.P., Reuters.)

« Le président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), M. Yasser Arafat, déclara dans une interview accordée à Beyrouth à un groupe de journalistes belges et publiée jeudi, la « position de l'Europe trop liée aux Etats-Unis sur la question du Proche-Orient ».

« Je doute d'une initiative de l'Europe du Proche-Orient, a souligné M. Arafat, car celle-ci reste liée à la position des Etats-Unis. Tout ou tard, les pays arabes useront de l'arme du pétrole, car les Etats-Unis et les Occi-

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

« Je ne suis pas en mesure d'établir l'authenticité de ce texte, dans sa forme ou dans ses termes. Mais certains passages correspondent à l'esprit des assurances que m'a données le président Carter... »

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
révisée aux leçons  
résident à l'étranger  
Exemplaire spécial sur demande



















هكذا من الأصل







# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIVRE A PARIS

### LAVATOIRES...

« Ville de Paris », le mensuel édité par la mairie, publie dans sa dernière livraison cette information dont les Parisiens sauront apprécier la pertinence :

La Ville de Paris possède actuellement quatre-vingt-quatre lavatoires en sous-sol, dont cinquante-huit seulement sont ouverts au public, les autres ayant été fermés depuis une quarantaine d'années en raison de la faiblesse de leur fréquentation : moins de quarante entrées payantes par jour !

Pour maintenir en état et rémunérer le personnel nécessaire à l'entretien des lavatoires restés ouverts, il faudrait dépenser 6,4 millions de francs par an, alors que les recettes s'élevaient à 1,5 million de francs ! Pour trouver les fonds nécessaires sans faire appel aux finances locales, une expérience d'association a été menée au sein de la Ville. Soufflons qu'actuellement les femmes assurent la quasi-totalité de la participation aux frais d'un service qui profite principalement aux hommes, car les urinaires sont beaucoup plus fréquentés que les cabines.

La droit d'entrée serait fixé à 1 franc pour tous, grâce à la mise en place de dispositifs de contrôle automatique du nombre d'entrées. Le personnel de surveillance restera maintenu dans ses fonctions pour assurer la bonne tenue des lieux.

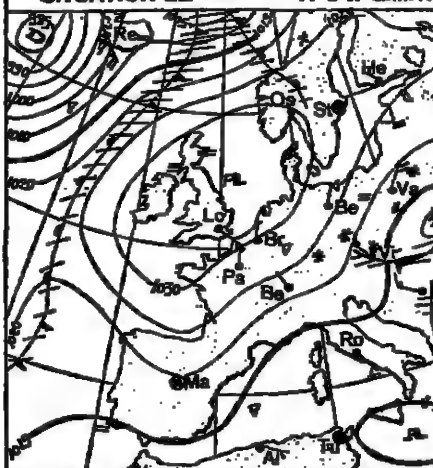
## PARIS EN VISITES

### LUNDI 7 AVRIL

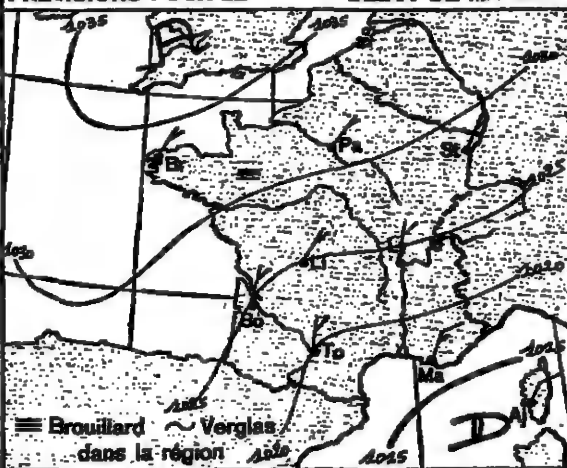
« Promenade à Montmartre », 10 h. 30, métro Abbesses, Mme Zoukoff.  
« Le Palais National », 15 h., métro Palais National, Mme Zoukoff.  
« Le château de la Malmaison », 14 h., 3, rue André-Pascal, Mme Zoukoff.  
« Promenade aux Halles », 15 h., métro Saint-Jacques, rue du Jour, Mme Zoukoff (Calais nationale des monuments historiques).  
« Villiers-le-Duc », 16 h., Grand Palais (Mme Angot).  
« De la maison de Robespierre aux couvents et clubs de la rue Saint-Benoît », 15 h. 15, 12, rue Duphot (Mme Zoukoff).  
« Salons du ministère des finances », 15 h. 30, rue de Rivoli (Mme Zoukoff).  
« Les Salles », 15 h., devant Saint-Eustache (Connnaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Le monument de Port-Royal », 15 h. 15, boulevard de Port-Royal (Mme Zoukoff).  
« Notre-Dame de Paris », 15 h., métro Cité (Mme Zoukoff).  
« La place des Vosges », 10 h. 30, métro Saint-Paul (Mme Zoukoff).  
« Le Paris des Trois Mousquetaires », 15 h., métro Saint-Basile (Histoire et Archéologie).

## MÉTÉOROLOGIE

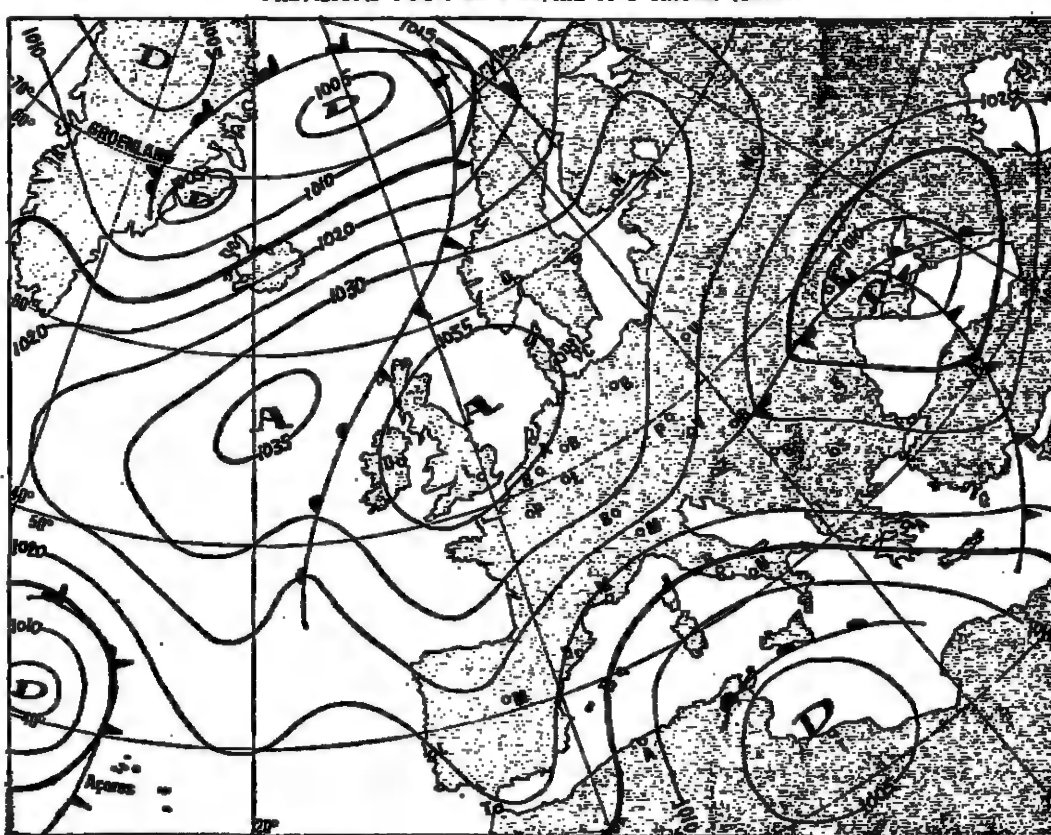
### SITUATION LE 05-04-80 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 6-4-80 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 6 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1% de mm)

Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 20 nœuds

Sens de la marche des fronts / Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 avril à 6 heures et le dimanche 6 avril à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, des vents de nord-est souffleront de la Baltique à la France et à la Méditerranée ; ils maintiendront sur notre pays un temps assez froid pour la saison, surtout le matin.

Dimanche 6 avril, le ciel sera très variable sur les Vosges, la Jura, le Massif Central et les Alpes, où les éclaircies, souvent brefs, alternent avec des nuages passagers, qui pourront donner quelques averses, parfois un peu de neige, principalement du Jura au nord des Alpes. Dans les régions méditerranéennes, le mistral persiste et le ciel sera généralement peu nuageux, sauf au large et en Corse, où l'on doit s'attendre à des ondées orageuses.

Sur le reste de la France, enfin, après quelques heures de brume ou de nuages bas au lever du jour, le temps sera le plus souvent ensoleillé. Dans l'ensemble, il fera encore assez froid le matin, et l'on notera des gelées locales de 0°C à -2°C dans l'intérieur de la nuit du 4 au 5 ; Ajaccio, 17 et 3 degrés ; Biarritz, 12 et 4 ; Bordeaux, 13 et 3 ; Bourges, 8 et 1 ; Clermont-Ferrand, 9 et 3 ; Grenoble, 10 et -2 ; Lille, 7 et 1 ; Lyon, 8 et -2 ; Marseille, 14 et 1 ; Nancy, 7 et 0 ; Nantes, 12 et 2 ; Nice, 15 et 9 ; Paris-La Bourget, 9 et 1 ; Pau, 13 et 9 ; Perpignan, 15 et 5 ; Rennes, 15 et 3 ; Strasbourg, 8 et 1 ; Tours, 10 et 3 ; Toulouse, 12 et -1 ; Poitiers-Poitou, 10 et 2. Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 4 degrés ; Amsterdam, 9 et 0 ; Athènes, 19 et 16 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 8 et 0 ; La Ciotat, 27 et 14 ; Les Canaries, 23 et 17 ; Coppenhague, 8 et -3 ; Genève, 7 et 1 ; Lisbonne, 23 et 8 ; Londres, 16 et 1 ; Madrid, 17 et 2 ; Moscou, 4 et -1 ; New-York, 18 et 11 ; Palma-de-Majorque, 17 et 5 ; Rome, 15 et 5 ; Stockholm, 8 et -5 ; Téhéran, 22 et 17.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## BREF

### P.T.T.

CHANGEMENT D'INDICATIFS TÉLÉPHONIQUES EN ÎLE-DE-FRANCE. — De nouveaux indicatifs téléphoniques sont en service depuis le 30 mars pour les abonnés de province appelant ceux de l'Île-de-France. Ils doivent désormais composer, après le 16 et avant les sept chiffres habituels, le 1 pour Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, le 3 pour les Yvelines et le Val-d'Oise, et le 6 pour l'Eure-et-Loire et la Seine-et-Marne. Cependant, cette nouvelle procédure ne s'applique qu'aux abonnés dont le numéro de téléphone commence par 8, 4, 6 ou 9. Si leur numéro commence par un autre chiffre, l'indicatif à composer demeure le 1, quel que soit le département vers lequel le téléphone.

### MAISON

TABLES « FREGOLI ». — Avec les nouvelles tables créées par Alain et Lydia Royer pour le Studio Enes, il est possible de changer de décor. Ces tables « Athènes » ont un plateau en chêne massif et leur plateau est composé de dalles carrées, de 51,5 cm de côté, encadrées mais amovibles. On peut donc changer l'aspect de sa table en choisissant des dalles supplémentaires, en traversin, chêne massif, miroir ou verre, sous lequel on peut glisser un tissu. Chaque dalle coûte 61 F quel que soit le matériau. Les tables sont carrées ou rectangulaires et valent entre 5500 F et 9700 F selon leurs dimensions. Il y a aussi des consoles et des tables « bout de canapé ».

\* Studio Enes, 2-4, place Saint-Raphaël, 75006 Paris.

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 2844

#### HORIZONTALEMENT

I. Les bras nous en tombent quand on lui casse la tête ; Est très utile pour celui qui veut transporter des espèces. — II. Faire le détail ; Chaudes quand il y a un torrent. — III. N'admet pas la fantaisie ; L'Aisance et la Lorraine ; Peut servir de révélateur. — IV. Couleur de caillou ; Fonds l'école de Mâgare ; Fin de verbe. — V. Sorte de sac ; Centre sidérurgique de Norvège ; Adverbe. — VI. Article étranger ; Tient à l'œil ; On des fondateurs de la poésie chorale. — VII. Elevé (épelle) ; Le plus mauvais du monde ; Nom de maison ; Glace à Londres. — VIII. On y trouve de l'étain ; Ne recouvre qu'une partie du sujet ; Peut donner envie de se jeter à l'eau. — IX. Gros quand on fait la cuisine ; Qui ne peut donc plus chier ; Perroquet. — X. Doivent être respectés ; Notre quand elle est profonde ; Convenant. — XI. Appellé brutalement ; Se fit diviser. — XII. Pas vaines ; Se rince d'un bon coup ; Morceau pour une seule personne. — XIII. Parfois au bout du cordon ; Qui n'a donc pas bavé. — XIV. Mis en boîte par exemple ; Exclamation. — XV. Parmi les choses qu'on peut avoir à l'œil ; S'est intéressé aux Alpes.

VERTICALEMENT  
1. Grande bataille du dix-neuvième siècle ; Nom qu'on peut donner au grand lama. — 2. Bon arret fut le préde de la Fronde ; La deuxième rassemble presque tous les hommes ; Conjonction. — 3. Rend toute explication impossible ; Ne court pas ; Doit être blanc pour qu'on puisse l'écouter. — 4. Bien éveillés ; N'est pas apprécié par un bon « stiffeur » quand il est à coude. — 5. Note ; Sur la tête ; Point de départ ; Indispensable pour faire le chapeau. — 6. Peut amener à prendre des mesures ; Utile pour faire un appel ; Pronom. — 7. Expérience (épelle) ; Sans motifs ; Vieux pot ; Fait quelque chose. — 8. Peut rater tout ce qui a été cassé ; Le mot de celui qui vient d'être sommé. — 9. Région anatomique (épelle) ; Utile quand il faut remonter. — 10. Souvent adressé avant de procéder à l'expédition ; Évoque un certain âge. — 11. Abréviation pour un grand ; Sur le Diable ; Centre métallurgique des Pays-Bas ; Vaut dix à la besogne. — 12. Fait son choix ; Pronom ; Abréviation pour le souverain. — 13. Conle en Éthiopie ; Nom qu'on peut donner à tout ce qui est faux. — 14. Faire un envoi ; Est difficile à coiler quand il est long. — 15. Produit une contraction de la pupille ; Marquer un essai, par exemple.

#### Solution du problème n° 2843

##### Horizontalement

I. Timbre (cf. Hamme). — II. Égarement. — III. Lm ; Se. — IV. Naive. — V. Traire. — VI. Ébauché. — VII. Lido ; Se. — VIII. Émerillon. — IX. UA. — X. Ris ; Rson. — XI. Satis ; Sel.

##### Verticalement

1. Teint ; Heure. — 2. Ignare ; Main. — 3. Maniable ; St. — 4. Bréviaire. — 5. Ré ; Rudite. — 6. Enn ; Abolis. — 7. Sent ; Lact. — 8. Ni ; Besogne. — 9. Oter ; Séné.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 5 avril :

### DÉS DÉCRETS

● Relatifs à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de personnel civil de l'État ;  
● Relatifs aux attributions des hauts fonctionnaires de défense ;  
● Relatifs à la publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne ;

caise et le gouvernement de la République de Grèce-Bulgarie ;

### DÉS ARRÊTÉS

● Portant nominations dans la magistrature.  
● Modifiant un précédent arrêté portant réglementation générale des épreuves et compétitions sportives sur la voie publique ;  
● Relatifs au catalogue des espèces et variétés de plantes cultivées.

## Les urgences du dimanche

### SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 557-50-50 ; pour l'Essonne, au 089-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 747-79-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 530-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 032-22-83 ; pour les Yvelines, au 933-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.  
● UN MÉDECIN. A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-57-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-95-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S. Médecins (707-77-77).  
● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS : 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

### TRANSPORTS

● AÉROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs : à Orly (887-12-34 ou 853-12-34) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (882-12-12 ou 882-22-80).  
● COMPAGNIES AÉRIENNES. — Arrivées ou départs des avions : Air France (330-12-55 ou 320-12-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (887-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (775-41-62) ; Air Inter (633-25-25).  
● S.N.C.F. — Renseignements : 261-50-50.  
ÉTAT DES ROUTES  
● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 555-53-53.  
Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière. Bordeaux (58) 98-93-93 ; Lille (20) 91-92-93 ; Lyon (78) 54-55-55 ; Marseille (91) 78-79-79 ; Metz (87) 92-91-22 ; Rennes (88) 50-73-93.

### P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :  
— Paris recette principale (82, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>), ouvert 24 heures sur 24 ;  
— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 11 heures et de 14 heures à 20 heures ;  
— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;  
— Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;  
— Roissy principal, annexe 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.  
La Recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

### ANIMAUX

● UN VÉTÉRAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

### LOISIRS

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-95-95. Son bureau d'accueil du 127 avenue des Champs-Élysées est ouvert le dimanche de 9 heures à 18 heures. Tél. : 723-61-72.

### S.O.S.-AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-51-51 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-51 pour Bagneux et 078-16-16 pour Ivry (de 14 h. à 6 h. du matin) et au 556-25-25 pour Paris (de 14 h. à 4 h. du matin). Il existe, en outre, un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 723-80-80 (de 10 h. à 23 h.).

### S.O.S.-3<sup>e</sup> ÂGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

## Le Monde

Service des Abonnements  
2, rue des Beaux-Arts  
75005 PARIS - C.E.P. Paris 487-93

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

124 F 200 F 350 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VUE NORMALE

300 F 500 F 800 F

ÉTRANGER

Par mandat (ou mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

200 F 350 F 500 F

2. — SUISSE - SUÈDE

200 F 400 F 600 F

Par voie aérienne

Tout sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (ou virement) voient

donc leur facture en chèque à leur

demande.

Changements d'adresse

ou changements de

numéro de compte

doivent être

annoncés par

lettre recommandée

avec envoi d'un

coupon de

réception des

numéros de

la presse

à l'éditeur.

طكزا من الامم

POUR TOUS

PARIS BÉZIERS 290 F

PARIS CARCASSONNE 290 F

PARIS DINARD 195 F

PARIS LANNION 235 F

PARIS LA ROCHELLE 240 F

PARIS RODEZ 290 F

PARIS SAINT BRIEUC 215 F

sur les vols 80

TAT

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES RÉGIONS

renseignements votre agence de voyages ou

TAT: 17 rue de la Paix 75002 PARIS

261.85.85

LOTO

prochain tirage

CLOTURE des JEUX

MERCREDI APRÈS-MIDI



## La participation des femmes à la vie politique et sociale

Les bulletins de victoire de Mme Pelletier

Le projet de loi instituant un quota de 20 % des candidatures aux élections municipales pourrait ne pas être discuté à cette session, malgré son inscription au programme de l'Assemblée (« Le Monde » du 3 avril). Déposé il y a un an par le ministre délégué à la condition féminine et à la famille, ce projet devait être soumis à l'Assemblée l'automne dernier puis au cours de la session qui s'est ouverte le 2 avril. L'ordre du jour, surchargé jusqu'au mois de juin, pourrait conduire à ce nouveau report. Il est vrai que rien ne presse puisque la loi ne s'appliquera qu'aux élections municipales de 1983.

Il n'est pas impossible cependant que la discussion ait lieu à l'automne prochain, c'est-à-dire avant l'élection présidentielle.

N'est-ce pas M. Valéry Giscard d'Estaing qui a déclaré il y a quelques mois : « Je tiens à ce que mon mandat (...) soit marqué par la reconnaissance complète des droits et des responsabilités des femmes dans la société » ?

En attendant, Mme Monique Pelletier, qui a la charge de mener à bien ce programme, ne manque pas de saluer par des bulletins de victoire la conquête de nouveaux bastions jugés jusqu'alors imprenables : la première femme à Downing Street, la première femme qualifiée, etc.

Le dernier sujet de satisfaction du ministère porte sur les résultats des élections provinciales et du renouvellement des comités économiques et sociaux régionaux. Sur les 13 165 conseillers de prud'hommes élus le 13 décembre 1979, 1 391, soit 10,57 %, sont des femmes. Ce pourcentage, qu'on ne peut comparer, faute de statistiques, au scrutin présidentiel (1978), est dû davantage aux salariés qu'aux employeurs (des comités de prud'hommes sont paritaires). Les premiers ont élu 1 148 des leurs (17,28 %), soit presque cinq fois plus que les seconds : 234 (3,73 %). Même si ces résultats ne justifient pas un changement d'appellation de ces comités de prud'hommes, ils sont, estime le ministère, encourageants.

Vingt et un des vingt-six comités économiques et sociaux ont été renouvelés au mois de décembre 1979. Le nombre de femmes y passe de 45 à 53, c'est-à-dire, en proportion de 31 % à 55 %, compte non tenu

des sièges dont les représentants n'ont pas été encore désignés. La satisfaction du ministère tient moins à ce pourcentage modeste qu'à l'exemple donné d'en haut. Les comités économiques et sociaux régionaux sont composés de personnalités désignées. Or, c'est dans la catégorie des personnes qualifiées, nommées par le gouvernement, que la proportion des femmes est la plus forte : 16,5 %. Les représentants des activités sanitaires et sociales, familiales, éducatives, scientifiques, culturelles et sportives et des professions libérales comptent 9,2 % de femmes dans leurs rangs. Ces deux catégories professionnelles et syndicales, agricoles, des chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et de métiers, 2,6 %. La dernière rangée revient à la catégorie des personnes représentant les activités spécifiques des régions : 1,1 % des femmes.

Issus de milieux privilégiés

Ce grignotage, lent mais continu, des positions masculines ne doit pas être sous-estimé. Il existe une méthode radicale d'accroître l'égalité entre l'homme et la femme : la méthode autoritaire du quota, qu'a choisie le gouvernement pour les élections municipales. Si elle bouleverse trop les habitudes, cette méthode risque cependant de provoquer des réactions inverses au résultat recherché. C'est sans doute la raison pour laquelle le projet de loi, plus modeste qu'il n'y paraît, ne vise que les villes de plus de neuf mille habitants, c'est-à-dire environ 5 % des conseillers municipaux (le Monde du 1<sup>er</sup> août 1979). Cette méthode peut avoir un effet d'entraînement, sur lequel mise le gouvernement, même si, comme le dit Michel Crozier, « on ne change pas la société par décret ».

La méthode la plus sûre consiste à tenir compte des obstacles d'opposition à l'égalité politique de l'homme et de la femme. Lors d'un colloque de science politique, sur la loi de répartition à Florence, deux chercheurs français, Mmes Janine Mossuz-Lavaq et Mariette Sineau (1), ont insisté sur deux d'entre eux : le faible nombre de femmes occupant des postes à responsabilités et l'attachement social du personnel politique. Mme Noëlle Dewarvin, déléguée à l'action féminine au R.P.S., déclarait par exemple, à l'époque de l'élection européenne,

(1) Mmes Janine Mossuz-Lavaq et Mariette Sineau, Fondation nationale des sciences politiques. Centre de la vie politique contemporaine. A propos of the French Secretary of state for women : the quota of 20 %.

qu'il fallait trouver des candidatures « parmi plusieurs langues, ayant l'habitude des rencontres internationales et, surtout, compétentes sur des sujets pouvant être considérés comme stratégiques ». Le nombre de femmes (et sans doute d'hommes) réunissant ces qualités est, bien entendu, pour des raisons culturelles sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'insister, infiniment réduit. C'est ce qui explique que les dirigeants des partis politiques sont, dans une très forte majorité, des hommes, issus, pour la plupart, de milieux privilégiés. Il existe une exception à cette règle : les élus communistes, dont un très grand nombre, même s'il s'agit de personnes, sont d'origine ouvrière. Mais c'est la seule exception : la quasi-totalité des candidatures présentées aux élections législatives de 1978 par le mouvement Choiseir, de Mme Halimi, appartenait à un milieu social privilégié.

L'accès à des postes à responsabilité est le résultat d'un apprentissage de la vie publique et de l'occupation des positions occupées par une majorité d'hommes : grands corps de l'Etat, professions libérales, postes à responsabilités syndicales, etc. En ce sens, le ministère n'a pas tort de saluer l'élection, même en nombre réduit, de femmes aux conseils de prud'hommes et la nomination de quelques-unes d'entre elles dans les conseils économiques et sociaux régionaux. Cette méthode est incontestablement plus sûre que l'institution de quotas autoritaires.

BERTRAND LE GENDRE.

## DEUX « PONTS » EXCEPTIONNELS A L'USINE PEUGEOT DE SOCHAUX

La direction de l'usine Peugeot de Sochaux a annoncé, jeudi 3 avril, au comité d'établissement, que le travail serait interrompu deux jours (un lien de 24 h) au cours de deux « ponts » exceptionnels au mois de mai. Le premier « pont » va du 1<sup>er</sup> au 4 mai, le second du 15 au 18 mai. La journée du 3 mai sera récupérée sur deux samedis d'avril, par contre les 16 et 19 mai seront partiellement indemnisés. La direction explique cette décision par des motifs techniques.

(Cette décision d'ordre technique) devrait également permettre à la firme de Sochaux d'adapter sa production au marché. Depuis le début de l'année, en effet, les ventes du second constructeur français ont diminué (-9,3 % pour les deux premiers mois par rapport à l'an passé). Peugeot a donc et déjà réduit sa production en proportion.

— V.M.

## La semaine de 35 heures permettrait la création de 7 à 11 % d'emplois nouveaux estime l'Union des cadres C.F.D.T.

La réduction de la durée du travail engendrerait-elle des créations d'emplois ? L'Union confédérale des ingénieurs et cadres (U.C.I.C.) C.F.D.T. apporte un élément important au débat au travers d'une enquête qu'elle vient de réaliser auprès de 978 cadres appartenant à quelques 350 entreprises de toutes branches et de toutes tailles réparties dans 86 départements. Il s'agissait de faire évaluer par chaque cadre les conséquences d'une réduction du temps de travail sur les effectifs de son service : c'est au total l'évaluation de plus de 14 000 emplois qui a été ainsi prise en compte.

Les principaux résultats sont les suivants : 5,3 % des cadres ont estimé qu'il était impossible d'évaluer l'impact d'une réduction de la durée du travail ; 33,7 % ont calculé que cette réduction ne créerait aucun emploi dans leur service ; 71 % ont assuré qu'elle entraînerait une certaine augmentation des effectifs. « Le fait », commente l'U.C.I.C.-C.F.D.T., que 29 % des réponses ne calculent aucune augmentation d'effectifs donne toute sa valeur aux 71 % d'autres réponses : les cadres n'ont pas suivi les raisonnements syndicaux. Ils ont objectivement et réellement calculé

l'influence d'une réduction du temps de travail autour d'eux.

Pour une réduction de la durée du travail de 12,5 % — c'est-à-dire le passage de la semaine de quarante heures à celle de trente-cinq heures — les créations d'emplois seraient de 7 % à 8 % chez les agents de maîtrise, les cadres moyens et supérieurs, le personnel de secrétariat et les ouvriers non postés, de 8,7 % chez les employés de bureaux de 9,5 % chez les techniciens et de 10,8 % chez les ouvriers postés. Par exemple, l'abaissement de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine permettrait la création de cent mille emplois nouveaux chez les un million cinq cent mille cadres supérieurs.

Analysant la situation particulière des cadres, l'enquête de l'U.C.I.C.-C.F.D.T. montre que 39,4 % d'entre eux travaillent plus de quarante-cinq heures par semaine, dont 16,7 % font même plus de cinquante heures. La majorité des cadres souhaiterait que la diminution de la durée du travail soit effectuée en diminuant le nombre de jours de travail annuels. Enfin, l'U.C.I.C.-C.F.D.T. formule une série de propositions pour la réduction du temps de travail des cadres

## M. CHOTARD (C.N.P.F.) CRITIQUE LES « DÉBORDEMENTS IRRESPONSABLES » DU P.C.F. ET DE LA C.G.T.

A Toulouse, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a de nouveau vivement critiqué le 4 avril les « actions de violence débridées ».

Depuis le début de l'année, a-t-il dit, « nous observons des actions débridées par le P.C.F., relayées ou non par la C.G.T., qui contrastent avec le calme social. Des adversaires du consensus social cherchent à rompre ce climat par de telles violences, d'où leur caractère brutal, au-delà de la légalité (...). Les actions en justice en cours ne visent ni les organisations syndicales ni le droit de grève, mais des déboisements irresponsables, des actes de fait insupportables contre les biens et les personnes ».

● L'expulsion des grévistes de la société Transport Vermondois parisiens a été ordonnée en référé le 5 avril. Les grévistes devront également restituer les clés des soixante-dix camions de l'entreprise, qui assure des transports pour la presse, la papeterie et les P.T.T. Le tribunal a précisé que la force publique pourrait, au besoin, donner son assistance pour assurer l'exécution de ces mesures.

## Repos hebdomadaire et travail dominical

(Suite de la première page.)

Au principe de la superposition du repos hebdomadaire avec le repos dominical, la loi, ou les règlements subérogés prévoient de nombreuses dérogations (usines à feu continu, travaux urgents pour prévenir et réparer un accident, circonstances exceptionnelles en agriculture, hôtels, restaurants, hôpitaux, entreprises de spectacles, etc.). Les autres dérogations sont temporaires accordées par le préfet « lorsqu'il est établi que le repos simulant le dimanche de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public, ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement ».

De son côté, la loi de 1923, prenant acte de l'évolution intervenue depuis 1906 et cherchant à remédier aux nombreux inconvénients de la réglementation alors en vigueur, prévoit la fermeture obligatoire de tous les établissements le dimanche lorsque les syndicats d'employeurs et de travailleurs s'étant mis d'accord, le préfet ordonne la fermeture au public des établissements de la profession dans la région désignée. Cette région peut être le département tout entier ou une partie du département. C'est là un des premiers exemples inconvénients de la réglementation alors en vigueur, prévoit la fermeture obligatoire de tous les établissements le dimanche lorsque les syndicats d'employeurs et de travailleurs s'étant mis d'accord, le préfet ordonne la fermeture au public des établissements de la profession dans la région désignée. Cette région peut être le département tout entier ou une partie du département. C'est là un des premiers exemples

cale des commerces d'ameublement, par extension d'un accord entre syndicats d'employeurs et de salariés, est intervenu, dans les autres, l'ouverture est autorisée ou tolérée.

Des difficultés de même nature existent fréquemment dans les secteurs du camping et du caravaning, du commerce des automobiles, des magasins d'habillement ou d'alimentation, et de la vente de maisons ou d'appartements.

Au surplus, dans les départements où l'ouverture n'est pas autorisée, elle est très largement pratiquée, et les contrevenants sont nombreux. Enfin, la réglementation actuelle est la source d'un contentieux abondant, et son imprécision rend la jurisprudence incertaine.

Devant les juridictions pénales sont en effet évoquées les contrevenances à la règle d'interdiction d'ouverture, et devant les tribunaux civils les conflits entre employeurs et salariés, relativement au travail effectué le dimanche. Devant les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat, enfin, sont examinés les recours, de sens opposé, contre les arrêtés préfectoraux de dérogation ou d'extension.

Et les décisions prises ne sont pas toujours cohérentes, en raison des circonstances particulières à chaque affaire, et de la souveraine appréciation des tribunaux. La situation est donc plus confuse que l'on puisse imaginer. La réglementation n'est plus adaptée à l'état de choses réel, et la loi est, en conséquence, fréquemment et délibérément violée, ce qui n'est pas acceptable.

Il convient, au surplus, d'observer qu'un complément à l'enquête emol, réalisée en octobre 1979 par l'INSEE sur dix huit mille cinq cents salariés, fait apparaître qu'il y a peu près un salarié sur cinq travaillant actuellement le dimanche. Ce phénomène touche sensiblement de la même façon les salariés, quelle que soit leur sens ou leur âge, mais différemment selon la nature et la dimension de l'entreprise.

Il résulte d'autre part d'un sondage Sofres, réalisé en juin 1979 sur mille cinq cents salariés, que si parmi ceux qui travaillent le dimanche, 25 % seulement sont satisfaits, 21 % de ceux qui ne travaillent pas le dimanche accepteraient de le faire. A ce double point de vue, il apparaît que le travail du dimanche n'est plus un phénomène exceptionnel. Cela s'explique aisément : la législation et les conventions concernant la durée du travail et son organisation ont en effet connu une profonde évolution. Le problème de la fatigue des travailleurs ne se pose plus comme autrefois depuis la semaine de quarante heures, le quatrième samedi de congés payés et l'amélioration générale des conditions de travail. La pratique des week-ends de quarante-huit heures est devenue courante, ce qui n'a pas manqué à la fois de faciliter le travail noir et de poser le problème de la circulation automobile en fin de semaine.

La multiplication du nombre de femmes pourvues d'un emploi rend plus actuelle la question du repos le mercredi, permettant aux

mères de famille de demeurer auprès de leurs enfants. Certaines revendications pressantes dans ce domaine se manifestent déjà, et des grèves ont pour objet d'obtenir un tel repos.

L'intérêt des consommateurs, même s'il n'est pas toujours exprimé en ce sens par les organisations qui les représentent, milite en faveur de l'ouverture le dimanche d'un grand nombre de commerces et de services. Il n'est pour s'en convaincre que de voir la foule qui se presse dans les magasins ouverts. Cela est tellement exact que certains d'entre eux réalisent 30 % de leur chiffre d'affaires le dimanche, et sont disposés à rémunérer d'une manière exceptionnelle le personnel qui accepte de travailler ce jour-là.

Les impératifs religieux ont également perdu de leur influence.

Pour mettre un terme aux inconvénients du régime actuel, il aurait été certes possible de préconiser une fermeture hebdomadaire obligatoire et contrôlée. Cette mesure aurait été contraire à l'évolution générale de la législation, des mœurs et des vœux exprimés, comme à la volonté des citoyens qui marque la totalité des propositions formulées dans le rapport.

C'est la raison pour laquelle il a été proposé, en cette matière, une réforme allant vers une plus grande liberté laissée aux individus et aux entreprises pour organiser leur travail.

Selon ces propositions, le système des dérogations facultatives, sources des plus grandes difficultés, serait supprimé. En contrepartie, le régime des dérogations légales serait étendu, notamment à tous les commerces d'alimentation comme aux établissements touristiques, thermiques, balnéaires, de sports et de loisir, régularisant simplement un état de fait. Il se serait également aux établissements bancaires et aux commerces représentant un investissement important au niveau des ménages, sans que cette liste prétende être limitative. Une telle réforme ne saurait résulter que d'une modification de la loi, ce qui permettrait non seulement d'allonger ou d'abréger la liste des établissements ouverts, mais de déterminer les conditions, par exemple, d'accord du personnel concerné, ainsi que les compensations en repos réel à octroyer en cas de travail du dimanche. Le texte en question prévoyait au surplus une faculté d'ouverture et non pas une obligation.

L'objection valable tirée de l'obstacle à la réunion des familles tomberait dans la mesure où ne seraient en fait touchés que des travailleurs volontaires, célibataires ou ayant organisé leur vie de famille autour d'un autre jour que le dimanche.

Ces quelques explications sont de nature à éclairer un problème qui requiert non pas une solution hâtive, inspirée de préjugés ou d'arrière-pensées, mais bien un débat ouvert, franc et objectif, pour mettre fin à une situation difficilement supportable plus longtemps.

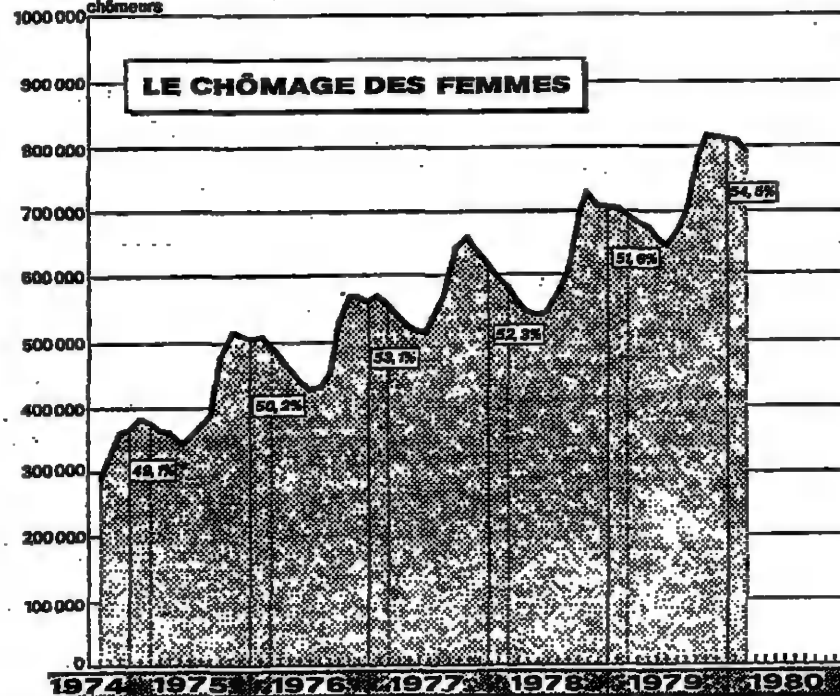
JEAN-EMILE VIE.

## Un chômeur sur quatre est une jeune femme de moins de 25 ans

Tandis que Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat aux affaires du travail et de la participation, chargée de l'emploi féminin, prépare actuellement un projet de loi visant à améliorer la législation en matière de for-

chez les jeunes de moins de vingt-cinq ans : 64 % des 553 380 chômeurs de moins de vingt-cinq ans sont des jeunes femmes, soit 373 380 — c'est-à-dire le quart du total des sans-travail (1 447 600 fin février).

Mais, reconnaît le patronat, « la situation des demandeurs femmes de plus de vingt-cinq ans est beaucoup moins satisfaisante. Leur nombre n'a que peu diminué au cours du mois de février. L'échec des mesures



\* part des femmes dans les chômeurs d'emploi en fin de mois

mation professionnelle, de promotion et de condition de travail, le chômage féminin n'a cessé de s'aggraver depuis la crise de 1974. Il a battu tous ses records en octobre dernier, en franchissant, pour la première fois, le cap des 600 000 demandes d'emploi non satisfaites (exactement 601 500). Depuis, il n'a que très légèrement baissé (598 900) femmes au chômage fin février 1980, comme le montre le graphique ci-dessus, établi en données observées. Aujourd'hui, la part des femmes, dans le total des sans-emploi, est de 44,5 %. Elle n'était que de 40,1 % il y a cinq ans. Cette proportion est encore plus grande

Pourant, le C.N.P.F. voit une certaine amélioration dans la situation des jeunes chômeuses. Dans sa dernière note de conjoncture sur l'emploi, il écrit en effet : « Le niveau d'études et de formation des femmes de moins de vingt-cinq ans est souvent comparable à celui des jeunes gens du même âge : elles sont donc mieux armées que leurs aînés pour affronter le marché de l'emploi et réussir leur insertion professionnelle. La sensible diminution du nombre de demandeurs femmes à la fin du mois de février (-2,5 %) est, pour plus des deux tiers, le fait de cette catégorie ».

mis en place à leur intention par le système public pour l'emploi est une illustration de la spécificité de leur problème en matière d'insertion professionnelle : à peine six mille d'entre elles ont profité des mesures du troisième pacte. Ici, l'inadéquation entre la formation professionnelle et la nature des emplois disponibles est flagrante, et il faudra d'autres efforts pour que l'aspiration grandissante des femmes à travailler continue d'être interprétée, selon le souhait du C.N.P.F., comme un atout économique et non comme un handicap conjoncturel ».

POUR TOUS

PARIS BÉZIERS 230F  
PARIS CARCASSONNE 230F  
PARIS LIMON 195F  
PARIS ANNON 235F  
PARIS LA ROCHELLE 240F  
PARIS NOZES 210F  
PARIS SAINT BRIEUC 215F

sur les vols 80

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES AIRWAYS

LOTO

prochain tirage

CLOTURE des JEUX

MERCREDI APRÈS-MIDI







# LA REVUE DES VALEURS

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

### Remous sur le dollar Faiblesse du deutschmark

Fortes hausses puis repli du DOLLAR, faiblesse persistante du DEUTSCHEMARK, bonne tenue non moins persistante du FRANCO FRANÇAIS, tels ont été les faits marquants de la période sous revue.

Le semaine a commencé en fanfare pour le DOLLAR, qui sur sa lancée des jours précédents, gagnait lundi du terrain sur toutes les places financières. Un instant ralenti, sur l'annonce de la conclusion d'un accord de défense de leur monnaie passé entre la Banque du Japon et la Banque nationale suisse (accord SWAP), la hausse reprit de plus belle mardi, stimulée par la nouvelle majoration du taux de base des banques américaines. Mardi, dans l'après-midi, le DOLLAR s'inscrivait ainsi au-dessus de 4,55 F à Paris, et à près de 1,98 DM à Francfort.

Mardi, toutefois, la tendance s'inversa. Les prises de bénéfices aidant, la devise américaine voyait son cours reculer, le mouvement se poursuivant jeudi bien que le taux de base des banques américaines, une nouvelle fois

#### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Flora	Lire italienne
Londres	---	2,1370	9,6012	3,9908	4,1970	67,4650	4,5690	1942,53
	---	2,1350	9,5824	3,9850	4,1901	67,3292	4,5338	1942,53
New-York	---	---	22,8097	53,2475	59,5104	3,1675	46,7617	6,1190
	---	---	22,8050	54,5546	61,5076	3,2351	47,4495	6,1112
Paris	---	4,5312	---	---	262,53	230,50	14,3049	512,06
	---	4,4625	---	---	263,68	230,50	14,3723	512,78
Zurich	---	3,9908	128,75	41,1797	---	85,8865	5,1554	87,3275
	---	3,9850	128,30	41,0254	---	84,6275	5,0877	86,9905
Francfort	---	4,1970	128,40	41,3878	185,1673	---	4,2210	51,8490
	---	4,1901	128,45	41,3025	185,0775	---	4,2210	51,8490
Bonn	---	67,4650	21,5700	6,9614	15,9049	16,6743	---	14,7626
	---	67,3292	20,9100	6,9077	16,5553	16,6446	---	14,6666
Amsterdam	---	4,5309	212,85	47,1254	114,5113	102,8949	6,7738	---
	---	4,5338	210,75	47,4393	115,6061	102,8952	6,8181	---
Milan	---	1942,53	999,69	206,4418	486,7469	482,8309	28,7331	425,86
	---	1942,53	995,25	201,0020	489,8080	482,6046	28,8041	425,86

LE 4 AVRIL 1980. — En raison de la fermeture de certaines places boursières pour les fêtes de Pâques, seules les parités \$ US/FF, \$ US/DM et \$ US/DM ont été données en avril 1980. Les autres parités ont été données les 3 et 4 avril en fin de journée.

majoré, ait été porté au niveau record de 20 %. Vendredi, enfin, dans un marché calme, en raison de l'approche du long week-end pascal, le DOLLAR regagnait du terrain.

À dire vrai, les remous constatés sur le DOLLAR, cette semaine n'ont rien de surprenant. En deux mois, la devise américaine a progressé de plus de 10 %. Elle faisait en effet au début du mois de février 4,07 FRANCS FRANÇAIS environ à Paris, et 1,74 DEUTSCHEMARK à Francfort. Que dans ces conditions des opérateurs aient jugé bon de prendre leur bénéfice s'explique aisément, et l'on ne saurait tirer cette semaine de conclusions définitives sur l'évolution du DOLLAR.

À ce propos, les avis des spécialistes sont partagés. Pensez avant une nouvelle étape de hausse, estiment certains. Amorce d'une phase de consolidation plus durable, affirment d'autres. Autre point d'interrogation : dépendra de l'évolution des taux d'intérêt outre-Atlantique, et d'ailleurs. Aux États-Unis, le taux de base des banques est aujourd'hui de 20 %. Là encore, les experts s'interrogent : ce « seuil psychologique », pour reprendre une expression si souvent utilisée, sera-t-il franchi ?

Autre point d'interrogation : que vont faire les autorités allemandes ? Depuis plusieurs semaines le DEUTSCHEMARK fait preuve d'une grande faiblesse. Ainsi mardi, la devise allemande, qui occupe la dernière place du système monétaire européen (S.M.E.) a vu une nouvelle fois son cours reculer, ce qui a contraint la Banque de France à intervenir. La perspective d'une augmentation du déficit de la balance des paiements n'est certes pas faite pour soutenir la devise allemande, mais au-delà de ces considérations macro-économiques, il faut bien voir que la faiblesse actuelle du DEUTSCHEMARK est la conséquence de la hausse des taux d'intérêt pratiqués aux États-Unis et en R.F.A. Comment imaginer que cette situation puisse encore durer longtemps et ne pas estimer comme hautement probable une poussée des taux allemands ?

À défaut de prendre des mesures, le ministre allemand des Finances, M. Hans Matthöfer, a fait une déclaration : « Le DM restera une monnaie forte » a-t-il

affirmé avant d'expliquer sa mauvaise tenue actuelle par la « normalisation » du cours de la devise américaine et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

Conséquence de la hausse du DOLLAR, la Banque nationale allemande a annoncé une nouvelle modification de la parité de la livre, la troisième en un mois. Le DOLLAR vaut désormais 73,70 livres, contre 70 auparavant, ce qui représente une dévaluation d'environ 5,30 %.

Signifions enfin, que les autorités chinoises ont annoncé la mise en circulation de « certificats de devises », qui libelleront en YUAN, seront utilisés par les visiteurs étrangers pour effectuer leurs achats. Une manière efficace de lutter contre le marché noir.

Sur le marché de l'or, les cours ont finalement peu varié, le cours de l'once revenant jeudi à 485,70 dollars contre 480 dollars le vendredi précédent.

Les avoirs officiels de change de la France, évalués sur la base des cours du marché, s'élevaient à 228 917 millions de francs fin mars, en augmentation de 412 millions de francs par rapport à fin février. Ces avoirs se répartissent de la façon suivante : 138 299 millions de francs en or ; 43 636 millions en ECU ; 34 605 millions en devises ; 7 377 millions en créances sur le F.M.I.

Cette situation reflète une stabilité des avoirs en or ; une augmentation de 2 478 millions de francs des avoirs en ECU (du fait essentiellement des opérations de soutien effectuées par la France en mars au profit des monnaies d'autres pays participant au S.M.E.) ; une progression de 1 519 millions de francs des avoirs en devises (par suite d'interventions effectuées sur les marchés des changes par le Fonds de stabilisation des changes) et une augmentation de 117 millions de francs des créances de la France sur le F.M.I.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	31 mars	1 <sup>er</sup> avril	2 avril	3 avril	4 avril
Termes	96 140 521	79 328 369	81 526 033	---	---
Comp. R. et obl.	171 778 225	190 015 765	165 538 526	---	---
Actions	85 979 721	46 288 539	69 589 255	---	---
Total	353 798 467	315 632 673	316 653 814	---	---

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)

Franc	98,8	98,4	98,6	101,6	---
Etranger	98,1	100	99,9	100,2	---

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

Tendance	97,2	97,5	98,1	99,4	---
----------	------	------	------	------	-----

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén.	101,7	101,8	102,4	103,4	---
-----------	-------	-------	-------	-------	-----

(1) Chiffres non communiqués pour cause de fêtes.

## BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 31 MARS AU 3 AVRIL

### Une bouffée de printemps

Le printemps se serait-il enfin décidé à faire son apparition sur Bourse ? En tout cas, ces jours derniers et pour la première fois depuis six semaines, le ciel s'est un peu dégagé sur la corbeille.

Rien pourtant ne laissait augurer ce réveil. Marquée par un nouvel effritement des cours, avec peu d'affaires il est vrai, la première séance de la semaine avait été assez maussade. Les premiers signes précurseurs de la reprise ne devaient apparaître que le lendemain, et encore si timidement que nul ne les avait interprétés comme annonciateurs d'un véritable changement de cap. Ils allaient cependant se préciser mercredi, et jeudi à la veille du long week-end pascal — la Bourse est traditionnellement fermée le vendredi saint et le lundi de Pâques, — une hausse moyenne de 1,3 % est intervenue, à l'étonnement général, si bien que, en l'espace de quatre jours, les différents indices ont remonté d'un peu plus de 2 %.

Le plus remarquable, sans doute, est que cette reprise, sur laquelle personne ne comptait vraiment, se soit précédemment produite en pleine période de désespoir pour s'amplifier, qui plus est, juste avant un chômage de quatre jours, alors que, habituellement, la prudence est de règle. A quoi attribuer ce réveil ? A dire vrai, les opérateurs, les professionnels et les habitués, bref tout le petit monde boursier, se perdait un peu en conjectures. Certes, quelques valeurs se sont mises en évidence et ont pu jouer le rôle de « locomotives ». Michelin, par exemple, dont l'action, par ricochet, a profité de la décision des pouvoirs publics de donner gain de cause à sa filiale Kléber-Colombes dans l'affaire des pneus V-10 et V-12 qui l'opposait à l'Union fédérale des consommateurs, ou Rhône-Poulenc, qui s'est distingué dans l'attente des résultats du groupe, résultats qui, au demeurant, devaient se révéler encore meilleurs que prévu avec une majoration de 28,6 % du dividende global à la clé. Mais l'explication paraît un peu courte.

La détente du loyer de l'argent à très court terme ? Bien que l'on en ait parlé, elle n'apparaît guère significative, d'autant qu'aux États-Unis les taux de base bancaires ont continué de monter pour atteindre le niveau historique-psychologique de 20 %. De plus, si les Allemands décidaient, à leur tour, de relever leur taux pour arrêter la dérive du deutschmark par rapport au dollar, les spécialistes n'excluent pas, par contagion, un brusque retour de la tension.

Alors faut-il donc imputer à la baisse de l'or, voire à celle de l'argent métal, avec les liquidités rendues disponibles, le regain d'attention porté cette semaine aux valeurs françaises ? Cela paraît douteux, et les professionnels donnaient une autre explication. « Notre place, affirmaient plusieurs d'entre eux, n'avait pas suivi Wall Street dans sa récente ascension par peur, probablement, d'une rechute. L'excellente consolidation observée outre-Atlantique a rassuré, et des opérateurs ont repris position. »

Mais faut-il vraiment s'efforcer à tout prix de trouver un motif à la hausse ? La Bourse de Paris peut-elle promettre à devenir un grand marché international en raison des encouragements et des stimulations qu'elle reçoit des autorités officielles, comme l'assure la Midland Bank de Londres. Mais on ne peut vraiment pas dire qu'elle se soit comportée comme telle cette semaine tant la majeure partie des affaires fut grande. En réalité, les ordres de vente étaient si peu nombreux qu'il a fallu peu de chose pour déclencher le mouvement de reprise, et il n'est pas impossible que les gendarmes (Calme des dépôts et autres) aient voulu saisir l'occasion qui leur était offerte pour faire remonter les cours à des niveaux un peu plus décents. Un rayon de soleil, chacun le sait, ne fait pas le printemps.

ANDRÉ DESSOT.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Reprise de l'argent et du platine

MÉTAL. — Une reprise des cours de l'argent à Londres, qui récupèrent une partie de leur forte baisse précédente. La hausse est de 30 % en moyenne. Un renforcement des prix du platine, qui ont représenté une baisse de 20 % sur le marché américain, pourrait être décidé la semaine prochaine, ce qui amènerait de nombreux opérateurs à se tourner vers le marché britannique.

Après être tombé, la semaine précédente, à leur niveau le plus bas depuis cinq mois, le prix du platine s'est relevé de 10 % en se redressant à 260,55 livres l'once troy.

Les cours de l'aluminium se sont repliés à Londres. L'accroissement persistant des stocks d'Amérique a entraîné une baisse de 10 % de la production mondiale de métal sur la consommation, selon les prévisions formulées par le groupe international d'études de plomb et du zinc.

Avance des cours du plomb à Londres. La position statistique de ce métal restera équilibrée en 1980.

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

du 3 avril 1980

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAL. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 65,70-66 (65,40-65,45) ; 972 (950) ; étain, comptant, 7 705 (7 555) ; à trois mois, 7 775 (7 685) ; plomb, 466 (443) ; zinc, 318,50 (310) ; argent (en pence par once troy), 680 (670).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 86,50 (85,80) ; argent, 14,10 (11,40) ; aluminium (Ingots), 72 (71) ; ferraille (cours moyen 100 livres par tonne), 97,50 (101,17) ; mercure (par bouteille de 7 lb 10 oz), 295-305.

— Franc (en francs des États-Unis) : par plein de 25 lb : 2 398 (2 305) ; par livre : 158 (150) ; sucre (en francs par tonne), 1 290 (1 280) ; café, 2 310 (2 310).

— Londres (en livres par tonne) : laine (peignée à sec), mal, 128,5 (128,5) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 128,5 (128,5).

— Roubaix (en francs par kilo) : laine, mal, 28,35 (27,55).

## Bourses étrangères

### NEW-YORK

Légère reprise

Après sept semaines de baisse à peu près ininterrompue, un mouvement de reprise s'est amorcé cette semaine à Wall Street. Mais il n'a pas vraiment réussi à se développer pour déboucher sur une franche hausse, en raison notamment de la malgrure des affaires, liée à la fois aux nombreux départs de vacances et à la grève des transports en commun, qui a tenu de nombreux opérateurs éloignés du marché. L'indice des industrielles a néanmoins progressé de 0,44 points pour s'établir jeudi, en clôture, à 784,13, la vendredi matin à « Good Friday » étant chômé au New York Stock Exchange.

Cours 28 mars	Cours 3 avril
Alcoa	57 1/4
A.T.T.	48 1/2
Boeing	54
Chase Nat. Bank	38 1/2
De Pons de New	34 1/2
Eastman Kodak	47 1/2
Exxon	58 3/4
Ford	28 1/2
General Electric	47 3/4
General Motors	46 1/2
IBM	11 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2
L.T.T.	31 1/2
McKesson	29 1/2
Mobil Oil	63 1/2
Pfizer	37
Schlumberger	162
Texas Instruments	72 1/2
Union Carbide	37 1/2
U.S. Steel	17 1/2
Westinghouse	29 1/2
Xerox Corp.	55

### FRANCOFONIE

Légère amélioration

Après un mois de mauvaise tenue, la plus mauvaise enregistrée à Francfort depuis quatre ans, le marché s'est un peu redressé au cours de la semaine écoulée, réduite à quatre séances par les fêtes pasciales. Les derniers prévisions bancaires sur l'évolution des taux d'intérêt internationaux, dont il ressort qu'un point culminant paraît avoir été atteint, a contribué à inciter les opérateurs à reprendre leurs achats. Malgré la faiblesse de l'activité, l'indice de la Commerzbank du 3 avril était en hausse de 1,8 % à 680 (contre 667,6).

Cours 28 mars	Cours 3 avril
A.B.G.	85,50
B.A.S.F.	132,50
Bayer	113,50
Commerzbank	154,50
Hoechst	109,10
Manneberg	119
Siebert	247,50
Volksbank	175,50

### LES BÉNÉFICES

DE RHÔNE-POULENC

ONT FORTEMENT AUGMENTÉ

EN 1979

Les résultats de Rhône-Poulenc pour 1979 ont dépassé toutes les prévisions. Alors que M. Jean Gandoia, président du groupe, tablait en octobre dernier sur 690 millions de francs de profit, en s'efforçant de réaliser un objectif de 600 millions de francs en plus ou en moins, le bénéfice net consolidé s'est finalement établi à 791 millions de francs (contre 238 millions en 1978).

Sans doute ce bénéfice exceptionnel d'importantes plus-values sur cession d'actifs (vente d'immeubles avenue Montaigne, vente de différents sites sociaux) pour un montant de 229 millions de francs contre 160 millions de francs l'année précédente. Mais même en tenant compte de ces profits exceptionnels, les résultats obtenus sont très satisfaisants, surtout si l'on considère que les charges de restructuration (dans les fibres synthétiques notamment), auxquelles a dû faire face le groupe ont atteint 485 millions de francs. Sans ces charges et le lourd déficit encore enregistré dans les fibres synthétiques, le bénéfice de Rhône-Poulenc provenant de ses seules activités industrielles aurait été largement supérieur à 1 milliard de francs.

Preuve supplémentaire de l'ampleur de la santé du groupe, sa marge brute de 2 445 millions de francs a augmenté de 41,6 %, alors qu'à structure comparable, son chiffre d'affaires a progressé de 13,5 %. Comme tous les groupes du secteur, le groupe a été favorisé par une conjonction très porteuse, mais a aussi recueilli les fruits des efforts déployés pour améliorer sa situation financière. Les actionnaires profiteront de cette amélioration, puisque le dividende global qui leur sera versé passera de 10,50 F à 13,50 F.

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 28 mars	Cours 3 avril
Or fin (en grammes)	775,75
Or fin (en grammes)	714,00
Pièces françaises (20 F)	688,1
Pièces françaises (10 F)	339
Pièces suisses (20 F)	521
Pièces suisses (10 F)	515
Pièces suisses (5 F)	506
Pièces suisses (2 F)	486
Pièces suisses (1 F)	486
Pièces suisses (0,5 F)	486
Pièces suisses (0,2 F)	486
Pièces suisses (0,1 F)	486
Pièces suisses (0,05 F)	486
Pièces suisses (0,02 F)	486
Pièces suisses (0,01 F)	486
Pièces suisses (0,005 F)	486
Pièces suisses (0,002 F)	486
Pièces suisses (0,001 F)	486
Pièces suisses (0,0005 F)	486
Pièces suisses (0,0002 F)	486
Pièces suisses (0,0001 F)	486
Pièces suisses (0,00005 F)	486
Pièces suisses (0,00002 F)	486
Pièces suisses (0,00001 F)	486

### LE MARCHÉ DE L'ARGENT

EXPECTATIVE

Le marché monétaire a été extrêmement calme cette semaine avec une légère détente sur les taux à terme entrainée par la Banque de France, qui a baissé de 1/4 % ses taux d'intervention contre 800 du Trésor à 3 mois et à six mois (13 1/4 % et 13 1/8 % contre 13 1/2 %).

La baisse de l'argent au jour le jour a lui aussi fléchi pour revenir à 12 1/4 % mercredi et jeudi. Une forte activité a régné et 1 802 millions de titres ont changé de mains.

Indices du 4 avril : Nikkei Dow Jones, 6 686,64 (contre 6 475,92) ; indice général, 457,25 (contre 453,37).

PLUS D'UN MILLION DE CHÈQUES SANS PROVISION EN 1979

Le nombre de chèques émis sans provision s'est très nettement accru en 1979 en France, pour atteindre le taux de 22,4 %, contre 10 % les années précédentes. Selon la Banque de France, le nombre d'avis de non-paiement a atteint un chiffre supérieur au million (1 690 500), ce qui n'avait pas été enregistré depuis 1975. L'insuffisance d'émission indique également que les banques ont consulté plus souvent le fichier central des chèques, le nombre d'interrogations ayant atteint 9 100 000, contre 8 294 000 en 1978, en accroissement de 9,7 %.

Thomson-Brandt rachète deux filiales européennes du groupe américain G.T.E. (General Telephone Electronics Corp.).

Les deux groupes ont signé, comme prévu (le Monde du 27 mars), un accord aux termes duquel Thomson-Brandt rachètera à G.T.E. sa filiale allemande Saba-G.M.B.H., qui fabrique du matériel électronique grand public, ainsi que sa filiale française Vidéon S.A. qui produit des sous-ensembles pour téléviseurs. Cet accord est subordonné à l'agrément des pouvoirs publics français et allemands.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- 2-3. AMÉRIQUES
    - En égypte les Petites Antilles (III), par Jean-Pierre Clerc.
  - 2. ASIE
    - La crise d'afghanistan : le Soviet suprême a ratifié l'accord avec Khaboul sur la présence temporaire des troupes soviétiques.
  - 3. DIPLOMATIE
    - EUROPE
      - GRANDE-BRETAGNE : le nouveau Livre blanc sur la défense envisage la production d'armes chimiques.
    - ITALIE : la démocratie chrétienne occupe les postes-clés du nouveau gouvernement.
  - 5. AFRIQUE
    - CHAD : les combats continuent plus de mille morts.
  - 5. PROCHE-ORIENT
- POLITIQUE**
- 6. Les fraudes électorales à la Réunion.
  - Les socialistes dénoncent un « krach financier ».
- SOCIÉTÉ**
- 7. La participation des femmes à la vie politique et sociale.
  - EDUCATION : nouvelles grèves à la rentrée des vacances de Pâques.
  - RELIGION : le parti communiste et Jean-Paul II.
  - SCIENCES : les ressources en uranium du sous-sol français.
- CULTURE**
- 9. MUSIQUE : patrimoine vivant à Soieries.
  - 11. SPORTS
    - TENNIS : au tournoi de Monte-Carlo, Vilas bat McEnroe.
- ÉCONOMIE**
- 13. AFFAIRES
    - AGRICULTURE
    - LA SEMAINE FINANCIÈRE
- ÉQUIPEMENT**
- 14. TOURISME : A Biarritz, les costumes et l'hôtel du Palais vont être rachetés par les Britanniques.
- RADIO-TELEVISION (11)**
- Camel (10) : Journal officiel (12) ; Météorologie (12) ; Météo (12) ; Programmes spectacles (10).

APRÈS LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DANS « LE CANARD ENCHAÎNÉ »

## La chambre d'accusation décidera le 23 avril s'il y a lieu de rouvrir le dossier de Broglie

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris doit, en principe, examiner, le 23 avril, le dossier de l'affaire de Broglie. C'est donc à partir de cette date qu'elle pourra être amenée à ordonner un supplément d'information après la publication par « Le Canard enchaîné » de documents attestant que la police était au courant du projet d'assassinat du député de l'Eure.

Les confirmations apportées par l'hebdomadaire sur ce qui était avancé depuis longtemps sans preuve formelle conduisent encore une fois à s'interroger : qu'a-t-on voulu cacher dans ce dossier éprouvé ? En cela, malgré les affirmations de M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, qui clame que tous les renseignements sur cette affaire ont été portés à la connaissance de la justice.

Ce policier a, dans un communiqué publié vendredi 4 avril, indiqué que « les deux notes de renseignements publiées partiellement par un hebdomadaire, contenant en réalité des informations tellement fantaisistes, notamment en ce qui concerne les accusations visant le prince Jean de Broglie (émission de fausses monnaies, trafic d'or, etc.), ne sont pas parvenues à la justice ».

« Par la suite, les investigations policières sur les personnes mises en cause n'ont pas permis de recueillir des informations utiles », ajoute le communiqué du directeur de la police judiciaire. M. Ducret précise, en outre, qu'il « a tenu à publier ce communiqué afin de bien faire comprendre que les notes de renseignements publiées (...) ne font pas partie de la procédure ». Il confirme également que « le contenu de ces rapports » a été porté verbalement à la connaissance du juge d'instruction.

La direction de l'usine J. Segor de Lorient (Pyrénées-Orientales) demandait, vendredi 4 avril, en référé, au tribunal de Nanterre d'ordonner l'expulsion des grévistes qui occupent les locaux de l'usine. Le tribunal a ordonné l'expulsion des seuls délégués syndicaux (deux C.F.T., deux C.F.D.T., deux F.O.). La Fédération des métaux C.G.T. proteste contre cette décision et précise qu'elle « appuie toutes les initiatives de lutte dans les usines Jaeger en France ».

Il aura donc fallu que, une nouvelle fois, la presse, par ses révélations, fasse un bout de chemin sur la route de la vérité, alors qu'on est légitimement en droit d'attendre de ceux dont c'est la tâche, mais aussi le devoir, de fournir à la justice tous les éléments nécessaires à une appréciation que l'on dit souveraine.

On est donc en droit de se demander pourquoi M. Floch ne leur a pas posé la question de savoir s'ils étaient informés de ce qui se tramait contre le parlementaire de la main droite. Il est bien en ce qui semble s'être passé. Il faut par conséquent s'interroger sur le point de savoir si le juge d'instruction avait bien eu connaissance de la réalité. Aujourd'hui M. Ducret de la teneur de ces fameux rapports.

A cela le directeur de la police judiciaire ne répond toujours pas. Il réserve, mais a-t-il dit, ses explications aux autorités judiciaires en cas d'ouverture d'un supplément d'information, et s'écarter d'autre part qu'on ait pu lui faire croire que la mort accidentelle de Charles Bignon le 29 mars sur l'autoroute A 10 était « pour le moins suspecte ». En effet, rien pour l'instant ne donne à penser que le décès de l'ancien député de la Somme (R.P.R.), proche de Jean de Broglie, et dont le nom avait été cité à plusieurs reprises dans le dossier, ait un lien avec l'assassinat de son ami.

En revanche, il convient de revenir sur une autre anomalie à propos des investigations policières : le rôle de la presse. Pourquoi les filatures ont-elles

commencé le 24 septembre 1976, le jour même où le deuxième rapport de la dixième brigade territoriale a été transmis à M. Jean Ducret ? Le premier « suivi » fut M. Bernard André, qui préparait selon les dires des policiers, un « gros coup ». Est-ce que l'instruction a établi ou non que M. Bernard André, comme on l'a souvent prétendu, avait été sollicité dans un premier temps pour tuer Jean de Broglie ? Il reste évidemment encore trop de questions dans ce dossier pour que l'instruction soit, par elle-même, refermée par M. Michel Foulon, lors d'une conférence de presse au ministère de l'Intérieur, le 29 décembre 1976, soit cinq jours après l'assassinat.

MICHEL BOLE-RICHARD.

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, fait part, dans une question écrite au premier ministre, de son émotion à la suite de révélation par la presse concernant deux rapports de police annonçant que M. de Broglie était menacé d'assassinat. Ces rapports, ajoute-t-il, dont l'authenticité n'a été niée par personne, n'ont pas été remis à la justice. Ils justifient, en tout état de cause, la réouverture de l'instruction. Il est, par ailleurs, inacceptable que le ministre de l'Intérieur de l'époque n'ait pas été informé du contenu de ces rapports et que ces menaces qui pesaient sur M. de Broglie, écrit M. Ballanger, qui interroge : « Comment a-t-il pu également déclarer l'enquête close au bout de quelques jours alors que tant de questions restent en suspens ? »

Ces questions préoccupent vivement l'opinion publique, affirme le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, en demandant quelles mesures il compte prendre pour que « toute la lumière soit faite sur cette affaire et que toutes les responsabilités soient clairement établies ».

## UN PROMOTEUR FRANC-COMTOIS PROPOSE DES PAVILLONS ANTI-ATOMIQUES

De notre correspondant

Besançon. — Rien ne paraissait présager ce petit village paisible du Doubs, à cheval sur la frontière suisse, que la région. Bien que les Flutons de la base des Fougères soient tout proches, l'abri antiaatomique d'Arroy n'est pas destiné à recevoir l'état-major des forces nucléaires. En fait, ce refuge, inauguré le 28 mars en présence des élus locaux, est le projet d'un constructeur de pavillons individuels.

Voilà trois ans que M. Roland Schaeffer vend des pavillons dans le Doubs, et il a maintenant un effort, comme on dit, de « personnaliser ». Il personnalise l'aspect : le personnel aussi le confort : capteur solaire, géothermie, récupération de la chaleur du fumier en décomposition. Pourquoi ne pas proposer aussi, en option, un abri antiaatomique.

Four dire vrai, M. Schaeffer envisage sérieusement de proposer à la France entière pour la truffer de réduits en béton plus ou moins spacieux (1 mètre carré au sol par personne, 2,5 mètres cubes de volume) susceptibles d'abriter le personnel des entreprises, les familles, les habitants des villes et des campagnes, contre les dangers d'une guerre nucléaire ou la « divergence » d'une centrale.

En France, affirme M. Christian Pretot, le spécialiste qui s'est adjoint M. Schaeffer, on ne sait rien sur l'atome alors qu'en Suisse un enfant de dix ans sait comment se décontaminer.

## Les merveilles de la technique suisse

Car toute la technique des abris Schaeffer vient de la douce Helvétie : la manière de construire des portes blindées, les normes qui président à l'aménagement d'une sortie de secours conduisant au-delà de la « zone d'effondrement » du pavillon, les pompes et filtres à air (modèle simple contre les retombées radioactives et modèle plus sophistiqué contre les armes bactériologiques et chimiques) et ce qu'il faut savoir pour vivre quinze jours à la manière des taupes.

La protection civile suisse diffuse à ce sujet un dépliant en couleurs décrivant le « bagage personnel de secours », qui doit être

déposé dans l'abri : un sac tyrolien (un Suisse sans sac à dos n'est pas un Suisse), une bouteille d'eau, une assiette, une cuillère, des chaussettes et un slip, plus une quantité d'objets rangés comme pour une revue de passage.

En 1977, avant de visiter et observer les règles de bienséance à transformer, schéma à l'appui, les cloisons et caissons à boudinés en lits à étage.

84 % des Suisses, il est vrai, ont leur place retenue dans un abri car, depuis une vingtaine d'années, la réglementation helvétique fait obligation aux constructeurs de prévoir une telle installation, qui, en temps de paix, sert d'entreposage à pommes de terre ou de salle de jeu pour les enfants. Les logements sont encore mieux prévus : il y a chez eux autant de places dans les abris que d'habitants. Les Suisses ont donc été très protégés à 90 %.

Cela explique sans doute, dit M. Pretot, leur vote favorable à l'énergie nucléaire. Hélas, en dépit de cela, le gouvernement français ne paraît pas disposé à encourager la nouvelle industrie de M. Schaeffer et Pretot.

M. Mesmer avait bien envisagé naguère d'appuyer une éventuelle exonération de T.V.A. en faveur des promoteurs d'abris, mais cette offre est restée lettre morte, tout comme les bonnes dispositions apparentées de l'Agence pour les économies d'énergie ne débouchent pas souvent sur des aides concrètes. Le O.N.R.S. sera-t-il plus compréhensif ?

M. Schaeffer, en tout cas, a la sollicitude pour étudier le comportement d'une dizaine de personnes qui seront enfermées prochainement dans un abri pendant quinze jours. Ajoutons pour les amateurs qu'un abri simple (c'est-à-dire n'ayant que les retombées radioactives) est destiné à sept personnes, coûtera 35 000 francs. Un abri de même capacité, mais conçu pour résister à l'effet de souffle et doté d'un tunnel d'évacuation et de filtres antichimiques et antibactériologiques, sera vendu 85 000 francs s'il est réalisé en même temps que le pavillon. Les provisions de bouche et le bagage personnel de secours ne sont pas compris dans ce forfait.

CLAUDE FABERT.

## La Grande-Bretagne bénéficie de montants compensatoires monétaires « positifs » de 2,1 %

De notre correspondant

Bruxelles. — La Commission européenne a décidé, en raison du raffermissement de la livre sterling, que la Grande-Bretagne pourrait bénéficier à partir de lundi 7 avril de montants compensatoires monétaires (M.C.M.), dits « positifs », de 2,1 %. Grâce à cette décision, les exportateurs anglais toucheront une subvention de 2,1 % de la valeur de leurs ventes de denrées alimentaires (y compris pour celles contenues dans les produits transformés, notamment biscuits et confiserie), tandis que les importations en Grande-Bretagne seront taxées selon les mêmes règles.

Les M.C.M. concernent tous les produits couverts par la politique agricole commune. Dans le camp anglais, ils jouent désormais comme des subventions à l'exportation pour l'ensemble des produits, sauf pour les céréales, les œufs et les volailles, pour lesquels ils sont nuls. Le Royaume-Uni est actuellement dans la même situation que l'Allemagne et les pays du Benelux, qui ont depuis plusieurs années des M.C.M. dits « positifs » (respectivement 2,8 % et 1,9 %).

Prenant le contre-pied de la politique traditionnelle de défense du panier de la ménagère

des derniers gouvernements anglais, M. Walker avait demandé, lors du dernier conseil des ministres de l'agriculture de la Communauté, les 26 et 27 mars à Bruxelles, que les M.C.M. britanniques soient plus élevés. Pour ce faire, il avait souhaité — mais n'a pas obtenu satisfaction — que les neuf membres leur accordent pour une modification de la réglementation actuelle (le M.C.M. du 29 mars). Si les États membres avaient accepté la demande de l'Angleterre, les subventions à l'exportation et les taxes à l'importation auraient pu atteindre 3,7 % dès le 7 avril.

MARCEL SCOTTO.

## Aux États-Unis Le chômage s'est aggravé en mars

Hausse de 1,4 des prix de gros

Washington (A.F.P.). — Le taux de chômage américain s'est aggravé en mars, atteignant 6,3 % de la population active contre 6 % en février. Selon le département du travail, cette évolution est due pour une grande part à une contraction de l'activité dans le secteur du bâtiment, à la suite de l'accroissement des taux d'intérêt, notamment hypothécaires.

Les États-Unis comptaient fin mars 97,7 millions de personnes au travail et 5,4 millions de chômeurs. Au cours des deux dernières années, le taux de chômage américain a oscillé aux alentours de 6 %. D'après les dernières prévisions du gouvernement, il devrait atteindre 6,7 % en fin d'année en raison de la faible et tardive récession prévue par la Maison Blanche.

Les signes de ralentissement de l'activité sont en tout cas apparus en février : recul de l'indice

composite pour le cinquième mois consécutif ; contraction de 0,6 % des commandes nouvelles à l'industrie ; baisse de 3,2 % des dépenses de construction. Compte tenu de l'élevation constante du loyer de l'argent, le taux de base vient d'atteindre 30 % de nombreuses sociétés auraient commencé à réviser leurs plans dans le sens de la prudence.

Cependant, l'inflation continue sur sa lancée. Ainsi, les prix de gros ont augmenté de 1,4 % en mars — soit de 18,2 % en rythme annuel — contre 1,5 % en février. Ce résultat est lié aux prix alimentaires, qui ont augmenté de 1,1 % (après avoir diminué en janvier et février), et aux prix énergétiques, qui ont continué à s'accroître au rythme annuel de près de 110 %. En revanche, les prix des produits finis ont augmenté de 0,5 % en mars, soit de moins de moitié qu'en janvier et février.

## Les élections sénatoriales LE CHOIX DE SON CANDIDAT DIVISÉ

## LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DU TERRITOIRE DE BELFORT

(de notre correspondant)

Belfort. — Assurés des voix des deux tiers des grands électeurs, les socialistes du territoire de Belfort, actuellement détenus par M. Bernard Talon (R.P.R.), trois membres du C.E.R.E.S. (majoritaire dans la fédération) et deux « mitterrandistes » sont candidats à la candidature.

Un premier vote a lieu, lundi soir 24 mars. M. Marc Dreyfus (C.E.R.E.S.), procureur de la République, ancien président du syndicat de la magistrature, a recueilli près de 45 % des voix contre 28 % à M. Michel Dreyfus-Schmidt, avocat, ancien député, adjoint au maire de Belfort, favorable au courant mitterrandien, écarté des responsabilités dans le territoire depuis l'arrivée de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre des Nations unies, qui valent prendre en charge cette zone refuge, ne lui ont pas donné de suite.

Le Hant Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) a indiqué vendredi après-midi à Belfort qu'il n'avait pas encore été informé de la décision thalandaïse.

P.M.

## BANGKOK ANNONCE LA CRÉATION D'UNE ZONE SANCTUAIRE À LA FRONTIÈRE AVEC LE CAMBODGE

Bangkok (A.F.P.). — La Thaïlande a manifesté une nouvelle fois, vendredi 4 avril, sa bienveillance face à l'absence d'initiative des Nations unies pour rechercher une solution au conflit cambodgien, en décidant de créer une « zone-refuge de sécurité » à la frontière khméro-thalandaïse.

Le maréchal Sital Sawetasil, ministre des affaires étrangères, a annoncé que son gouvernement avait résolu à créer ce « sanctuaire » démilitarisé à une soixantaine de kilomètres au nord des villes frontalières cambodgiennes de Paillet et thalandaïse d'Aranyaprathet, à proximité de deux camps de « khmers rouges » (anti-communistes), qui abritent actuellement quelque cent cinquante mille personnes déplacées, selon les estimations des organisations internationales de secours.

Cette idée avait été lancée par les États-Unis en novembre dernier, et acceptée par la Thaïlande, mais les Nations unies, qui valent prendre en charge cette zone refuge, ne lui ont pas donné de suite.

Le Hant Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) a indiqué vendredi après-midi à Bangkok qu'il n'avait pas encore été informé de la décision thalandaïse.

## NOUVELLES BRÈVES

● Le pape en France le 31 mai ? — Selon des informations non confirmées, le pape serait attendu, le 31 mai, à Paris, pour un voyage de trois jours en France. Jean-Paul II présiderait l'assemblée plénière de l'épiscopat français et se rendrait au siège de l'UNESCO pendant ce voyage.

● La visite en France de M. Luis Herrera Campins, président de la République du Venezuela, du 14 au 17 avril, a été annoncée officiellement par un communiqué publié vendredi 4 avril par l'Élysée. Le président vénézuélien se rendra également à Strasbourg où il s'adressera à l'Assemblée des Communautés européennes.

● Le chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, fera une visite officielle à Belgrade du 6 au 10 avril. — (A.F.P.)

**BÈGUES**

L'Institut fondé en 1928 par un ANCIEN BÈGUIN a résolu votre problème. Toutes ruses et ruses gratuites. Rte. Fr. M. SAUDET 105, bd Wilson, 33200 BORDEAUX

**Le Monde DE L'ÉDUCATION**

Numéro d'avril

**L'ORIENTATION  
APRÈS LA CINQUIÈME  
ET LA TROISIÈME**

- La formation des architectes
- Jeunes Africains à Paris

En vente partout : 7 F.

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 5 avril 1980 a été tiré à 539 463 exemplaires.

**Un piano droit pour 8750 F ttc**

Larges possibilités de crédit personnalisées.

hamm venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement rénovés offrant le plus grand choix de marques de Paris.

Neuf - Occasion - Vente - Achat  
Réparations - Accord - Transport

**hamm**

Le piano... et toute la musique.

135-139 r. de Rennes, 75008 Paris  
Tél. : 644 36-68 - Parking près Montparnasse.

**Le philosophe  
masque**

**CRAYONS FEUTRE OU  
GIBERT**

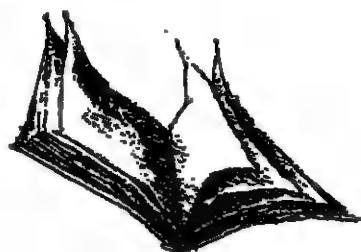
LA BONNE AGENCE

صكزامن الأصل



# Le Monde

## DIMANCHE



### Le philosophe masqué

Voici un écrivain français de quelque renommée. Auteur de plusieurs livres dont le succès s'est affirmé bien au-delà de nos frontières, c'est un penseur indépendant : il n'est lié à aucune mode, à aucun parti. Pourtant, il n'a accepté de nous accorder un entretien sur le statut de l'intellectuel et la place de la culture et de la philosophie dans la société qu'à une condition expresse : garder l'anonymat.

Pourquoi cette discrétion ? Par pudeur, par calcul ou par crainte ? La question méritait d'être posée — même si, au terme de cette conversation, le mystère se sera sans doute dissipé pour les plus perspicaces de nos lecteurs...

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

**P**ERMETTES-MOI de vous demander d'abord pourquoi vous avez choisi l'anonymat ? — Vous connaissez l'histoire de ces psychologues qui étaient venus présenter un petit film-test dans un village du fin fond de l'Afrique. Ils demandent ensuite aux spectateurs de raconter l'histoire comme ils l'avaient comprise. Eh bien, dans cette anecdote avec trois personnages, une seule chose les avait intéressés : le passage des ombres et des lumières à travers les arbres.

« Chez nous, les personnages font la loi à la perception. Les yeux se portent avec prédilection sur les figures qui vont et viennent, surgissent et disparaissent. »

« Pourquoi vous ai-je suggéré que nous utilisions l'anonymat ? Par nostalgie du temps où, étant tout à fait inconnu, ce que je disais avait quelques chances d'être entendu. Avec le lecteur éminent, la surface de contact était sans ride. Les effets du livre se reflétaient en des lieux imprévus et désignaient des formes auxquelles je n'avais pas pensé. Le nom est une facilité. »

« Je proposais un jeu : celui de l'année sans nom. Pendant

un an, on éditerait des livres sans nom d'auteur. Les critiques devraient se débrouiller avec une production entièrement anonyme. Mais, j'y songe, peut-être n'auraient-ils rien à dire : tous les auteurs attendraient l'année suivante pour publier leurs livres. »

« Pensez-vous que les intellectuels, aujourd'hui, parlent trop ? Qu'ils nous encombreront de leurs discours à tout propos et plus souvent hors de propos ? »

« Le mot d'intellectuel me paraît étrange. D'intellectuels, je n'en ai jamais rencontré. J'ai rencontré des gens qui écrivent des romans, et d'autres qui soignent des malades. Des gens qui font des études économiques et d'autres qui composent de la musique électronique. J'ai rencontré des gens qui enseignent, des gens qui peignent et des gens dont je n'ai pas bien compris s'ils faisaient quoi que ce soit. Mais d'intellectuels, jamais. »

« En revanche, j'ai rencontré beaucoup de gens qui parlent de l'intellectuel. Et, à force de les écouter, je me suis fait une idée de ce que pouvait être cet animal. Ce n'est pas difficile, c'est celui qui est coupable. Coupable d'un peu tout : de parler, de se taire, de ne rien faire, de se mêler de tout. Bref l'intellectuel c'est la matière première à ver-

ALAIN LESTOET

dict, à sentence, à condamnation, à exclusion... »

« Je ne trouve pas que les intellectuels parlent trop, puis-je qu'ils n'existent pas pour moi. Mais je trouve qu'est bien envahissant le discours sur les intellectuels et pas très rassurant. J'ai une fâcheuse manie. Quand les gens parlent, comme ça, en l'air, j'essaie d'imaginer ce que ça donnerait transcrit dans la réalité. Quand ils « dénoncent » quelqu'un, quand ils « condamnent » ce qu'il écrit, je les imagine dans la situation idéale où ils auraient tout pouvoir sur lui. Je laisse retourner jusqu'à leur sens premier les mots qu'ils emploient : « démolir », « abattre », « réduire au silence », « enterrer ». Et je vois s'entreouvrir la radieuse cité où l'intellectuel serait en prison et pendu, bien sûr, s'il était, en outre, théoricien. C'est vrai, nous ne sommes pas dans un régime où on envoi les intellectuels à la

rière ; mais, en fait, dites-moi, vous avez entendu parler d'un certain Toni Negri ? Est-ce que, lui, il n'est pas en prison en tant qu'intellectuel ?

« Alors, qu'est-ce qui vous a conduit à vous retrancher derrière l'anonymat ? Un certain usage publicitaire des philosophes, aujourd'hui, font ou laissent faire de leur nom ? »

« Cela ne me choque pas du tout. J'ai vu dans les couloirs de mon lycée des grands hommes en plâtre. Et maintenant je vois au bas de la première page des journaux la photographie du penseur. Je ne sais si l'esthétique s'est améliorée. La rationalité économique, elle, sûrement. »

« Au fond, me touche beaucoup une lettre que Kant avait écrite quand il était déjà fort vieux : il se dépêchait, racontait-il, contre l'âge et la vue qui baissaient, et les idées qui se brouillaient, de terminer un de ses livres pour la Foire de Leipzig. Je raconte ça pour montrer que ça n'a aucune

importance. Publicité ou pas, foire ou pas, le livre est autre chose. On ne me fera jamais croire qu'un livre est mauvais parce qu'on a vu son auteur à la télévision. Mais jamais non plus qu'il est bon pour cette seule raison. »

« Si j'ai choisi l'anonymat, ce n'est donc pas pour critiquer tel ou tel, ce que je ne fais jamais. C'est une manière de m'adresser plus directement à l'éventuel lecteur, le seul personnage ici qui m'intéresse : « Puisque tu ne sais pas qui je suis, tu n'aies pas la tentation de chercher les raisons pour lesquelles je dis ce que tu lis ; laisse-toi aller à le dire tout simplement : c'est vrai, c'est faux. Ça me plaît, ça ne me plaît pas. Un point c'est tout. »

### Toujours juger

« Mais le public n'attend-il pas de la critique qu'elle lui fournisse des appréciations précises sur la valeur d'une œuvre ? »

« Je ne sais pas si le public attend ou non que la critique juge les œuvres ou les auteurs. Les juges étaient là, je crois, avant qu'il ait pu dire de dont il avait envie. »

« Il paraît que Courbet avait un ami qui se réveillait la nuit en hurlant : « Juge, je veux juger ». C'est fou ce que les gens aiment juger. Ça juge partout, tout le temps. Sans doute est-ce une des choses les plus simples qui soient données à l'humanité de faire. Et vous savez bien que le dernier homme, lorsque enfin

l'ultime radiation aura réduit en cendres son dernier adversaire, prendra une table bancale, s'installera derrière et commencera le procès du responsable. »

« Je ne peux m'empêcher de penser à une critique qui ne chercherait pas à juger, mais à faire exister une œuvre, un livre, une phrase, une idée ; elle allumerait des feux, regarderait l'herbe pousser, écouterait le vent et saurait l'écume au vol pour l'éparpiller. Elle multiplierait non les jugements, mais les signes d'existence ; elle les appellerait, les tirerait de leur sommeil. Elle les inventerait parfois ? Tant mieux, tant mieux. La critique par sentence m'ennuie ; j'aimerais une critique pas schématiquement imaginaire. Elle ne serait pas souveraine, ni vaine de roue. Elle porterait l'éclair des orages possibles. »

« Alors, il y a tant de choses à faire connaître, tant de travaux intéressants, que les médias devraient parler tout le temps de philosophie. »

« Il est certain qu'il y a un malaise traditionnel entre la « critique » et ceux qui écrivent des livres. Les uns se sentent mal compris et les autres croient qu'on veut les tenir à la botte. Mais cela, c'est le jeu. »

« Il me semble qu'aujourd'hui la situation est assez particulière. Nous avons des institutions de pénurie, alors que nous sommes dans une situation de surabondance. »

« Tout le monde a remarqué l'excitation qui accompagne souvent la publication (ou la réédition) d'ouvrages d'auteurs parfois intéressants. Ils ne sont jamais moins que la « subversion de tous les codes », le « contre-pied de la culture contemporaine », la « mise en question radicale de toutes nos manières de penser ». Son auteur doit être un marginal méconnu. »

« Et en contrepartie, il faut bien sûr que les autres soient renvoyés à la nuit dont ils n'auraient jamais dû sortir ; ils n'étaient que l'écho d'une mode dérisoire », un simple produit de l'institution, etc. »

« Phénomène parisien », dit-on, et superficiel. J'y perçois plutôt les effets d'une inquiétude profonde. Le sentiment du « pas de place », « lui ou moi », « chacun son tour ». On est en file indienne à cause de l'extrême exigence des lieux où on peut écouter et se faire entendre. »

(Lire la suite page XVII.)



CRAYONS FEUTRE OU CALCULATRICE ?

GIBERT JEUNE.

LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.  
Place et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis, Paris.

Un piano droit pour 8750 Ftc

hamm



## Ma femme énarque

L'article de MM. Harris et Sedouy sur les visages de l'ENA paru dans le *Monde* Dimanche du 23 mars n'a pas manqué d'attirer mon attention. Je ne suis pas contre l'ENA, je serais plutôt tout contre puisque ma femme est énarque. Je suis ainsi dans la position privilégiée d'un ethnologue qui serait marié à une pygmée.

Ma première conclusion est que le statut énarque vaut raison sociale pour la famille. Dans les rencontres mondaines ou amicales, on ne pose pas de question sur ma profession, mais sur celle de mon épouse. Le corps de visite que je lis dans les regards intrigués est sans conteste « *énarque par alliance* ».

La seconde observation est que le mari d'une élève de l'Ecole ne peut être qu'un élève de l'Ecole. « *Votre mari, il fait l'ENA aussi ?* » est le genre de question en forme d'affirmation entendue couramment par ma femme.

Une troisième remarque est qu'avant la chose, nous étions les seuls au monde à être convaincus que nous avions eu un tiré le bon numéro. Depuis la réussite de mon épouse, le nombre de gens convaincus que j'ai tiré le bon numéro a grossi démesurément : belle-mère, parents, grands-parents.

Notons aussi que j'ai profité de l'accession de ma femme à cette nouvelle culture. J'ai appris à baligner et à l'engager un bébé en un tour de main, à préparer une soupe, à réussir une bécamel, à dresser une liste de courses et à attendre ma femme énarque jusqu'à 9 heures du soir.

Lorsqu'elle était en préparation, j'ai joué le jury du grand oral à moi tout seul : épuisant ! J'ai fait office d'examinateur et de correcteur fictif. Je m'étais trouvé une règle, en ne donnant pas de bonne note à la dissertation tant qu'elle n'était pas aussi claire qu'un article du *Monde*. Ce principe a dû porter ses fruits !

J'ai vécu une grande satisfaction : mon prestige relatif s'est rétabli aux yeux de mon fils (3 ans et demi). Avant, quand on lui expliquait que sa mère était professeur dans un lycée et que son père travaillait dans un bureau, son admiration allait vers la première, qu'il identifiait à sa maîtresse d'école. Maintenant, il lui raconte que Maman travaille dans un bureau... comme Papa.

Le livre de Marie-Christine Kessler, la Politique de la haute fonction publique a été édité par les Presses de la Sorbonne. Il est une excellente introduction à la politique nationale des sciences politiques et non, comme il a été indiqué par erreur, par les Presses universitaires de France.

De Lacan à Mesmer  
Il se pourrait que l'instauration de la « Cause freudienne » produise en notre temps un effet comparable à celui qui naquit de la rupture entre le plus célèbre des magnétiseurs du siècle des Lumières et un de ses disciples soucieux de promouvoir l'indépendance croissante de sa fidélité à son maître. Pour être paradoxale, cette attitude n'en est pas moins fréquente, et la susceptibilité jalouse des maîtres, épinglant leurs élèves comme « traîtres » et « faussaires », est éternelle.

« *Les productions de l'esprit rendent déjà si peu ! Si elles rendent encore moins, qui est-ce qui voudra penser ? Ceux que la nature y a condamnés par un instinct insurmontable qui leur fait braver la misère ? Mais ce nombre d'enthousiastes... est-il bien grand ? Est-ce au ministère à les réduire à ce sort ?* »

« *Séduisez contre des intrus qui se mêlent de leur commerce et qui leur entendent leurs avantages sans partager leurs charges. Plus l'état actuel de l'imprimerie et de la librairie serait exposé avec vérité, moins il paraîtrait vraisemblable.* »

Extrait de la Lettre sur le commerce de la librairie adressée en 1767 par Diderot à M. de Sartine. Les quelques paragraphes qui précèdent sont pris en des endroits divers du texte, lequel s'emploie surtout, il est juste de l'indiquer, à dénoncer un mal de l'époque, celui des contrefacteurs.

dans l'expression de son affectivité déçue par tel ou tel, sinon sans serin, du moins plus discret.

Comme le « père-élève » aujourd'hui (le *Monde* du 2-1-80). Mesmer se situa sur le plan du Droit pour surcroît sur les prétentions de son disciple Deston, et chercha à séduire de lui la trahison en édifiant le rempart protecteur précaire que constituèrent pour lui les statuts d'une nouvelle association : il n'en fut pas la clé de voûte mais l'éphémère et mortel « Président Perpétuel ». Ainsi Bonaparte devint consul à vie, et Napoléon mit fin à Bonaparte... *Sic transit Gloria mundi.*

Dr LÉON CHERTOK (Paris).

N.R.F. 1932  
L'article de M. Jean-François Stinelli (le *Monde* Dimanche du 23 mars) fait très bien revivre le bouillonnement intellectuel des années 30 et je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt. Il me semble qu'il convient de saisir l'occasion pour rappeler le cahier de revendications publiés dans le numéro de décembre 1932 (CCLXXXII) de la N.R.F. pour essayer de répondre à la question : est-il possible de définir une cause commune de la jeunesse française, une communauté d'attitude essentielle ?

Les réponses d'Henri Lefebvre, de Paul Nizan, de Philippe Lamour, de Jean Sylvestre, de Thierry Maulnier, d'Arnaud Dandieu et de Claude Chevalier, d'Edmond Jouhaud, de Georges Izard, de René Dupuis et d'Alexandre Marc, de Robert Aron ainsi que de Denis de Rougemont sont brèves et documentées, mais elles ont une manière excellente de penser des nouveaux intellectuels des années 30 à un moment précis. Ce cahier de revendications ne doit pas être oublié et il mérite d'être lu et relu.

CHARLES-F. POCHON (Bordeaux).

Conte d'enfer  
Moi, j'ai jamais connu la guerre. La guerre chaude, je veux dire. Pour l'autre, la froide, celle qui a un goût de cendres avant l'heure, c'est différent. La guerre froide, l'entre-deux-guerres, le moment où l'on analyse la dernière et où l'on prophétise la prochaine. Comme pour l'amour, quand il est mort, on dit comment c'était et on rêve du prochain.

En même temps que l'on m'apprenait à lire, écrire et marcher, on m'apprenait l'existence des guerres. On m'a dit que les hommes de ma famille, ceux qui vivaient encore, avaient beaucoup souffert. Il y en a, paraît-il, qui ont été résistants au stak, d'autres Français en Algérie, d'autres, aussi, je crois anarchistes, à Fleury-Mérogis. Mais je m'embrouille un peu, ils n'ont pas tous les mêmes options politiques. Ils s'accordent cependant à dire que « j'ai failli mourir », ce qui est une phrase à imaginer.

Mais si, je peux imaginer. La preuve, la nuit, dans mes rêves, les Allemands et les G.R.S. s'entre-tuent pour m'enfermer. Ils n'arrivent jamais, d'ailleurs, tout comme ça, dans un feuillet télévisé, ce ne fait pas pour ça que recommencent. Alors, toutes les nuits, les Allemands et moi, on se court après. Moi, je suis juif et je crève d'angoisse.

Et puis, l'autre nuit, je ne sais pas pourquoi, peut-être parce que j'avais lu les journaux ou regardé la télévision, où on nous disait que la guerre froide se réchauffait, toujours est-il que cette nuit-là mon rêve n'était plus un cauchemar. Je n'étais pas juif, j'étais Allemand. Et je tirais partout.

Je me suis dit, en me réveillant, que mes aïeux, je les comprendrais, la guerre, ça n'était pas rien. Et je sentais que même si, maintenant, ils survivaient comme tout le monde, ils avaient au moins vécu.

Et depuis je lis les journaux avec impatience. J'ai déjà le sang à la bouche à l'idée de voir des chars.

MICHEL DESCANDES, Étudiant (Paris).

Glucksmann  
Je suis angoissé d'avoir, par mon silence, cultivé notre insipide insouciance. Des paysans sont napoléonisés ou enterrés vivants à grands coups de bulldozers, tandis que tous les partis confondus, masses et élites, pour une fois en phase, font Europe s'emploie à classer « l'affaire algérienne ». Et perd l'occasion simple d'informer l'ensemble de la population avisée de son émotion (et tant est qu'elle en éprouve une miette) : sa décision d'aller ou non aux Jeux de Moscou lui viendra malheureusement d'ailleurs et relâchera la balance des influences russes, américaines ou arabes. Merci de me permettre ici de préciser que je n'ai pas eu l'occasion de revoir l'interview publiée la semaine dernière (le *Monde* Dimanche du 30 mars), et enregistrée avant que l'U.R.S.S. ne lance une nouvelle guerre coloniale européenne.

ANDRÉ GLUCKSMANN

## PARTI PRIS

ES mères célibataires volontaires et les cabines téléphoniques anglaises nous ont valu un courrier abondant. Nous n'avons pas fait état de toutes les lettres reçues sur ces sujets d'une importance, à première vue, fort insignifiante. Commentons par le grave, le premier. C'est, comme il était prévisible, du père que nous entretenons nos correspondants, ou plutôt nos correspondantes. L'enfant peut très bien s'en passer, assurément, en son nom, quelques lectrices. A condition de vivre dans un entourage large et amical et de n'être pas enrhumé dans le couple mère-enfant.

Cette opinion est assez peu partagée. Notamment par des femmes qu'un veuvage ou un abandon ont condamnées au célibat. Ce qu'elles font ? Elles font de leur mieux, non sans épreuves. Ne serait-ce que sur le plan matériel. Financier, certes, mais aussi pour consacrer à l'enfant un temps suffisant, non seulement pour qu'il se sente aimé, mais « élevé ». Enfin, un dernier groupe condamné formellement, quelquefois au nom de la morale, mais plus souvent au nom de la valeur sociale et affective du couple, ces expériences dont il souligne, avec soulagement, la marginalité.

La « bataille des cabines téléphoniques » engagée — en toute candeur — par John Harris, dans une chronique où transparaissent surtout son amitié pour son village languedocien, s'est transformée en escarmouche au margé de la guerre du mouton. Les Français ont mis en cause Mrs Thatcher, qui n'a jamais été, outre-Manche, chargée des P.T.T., la cuisine anglaise (et, assez curieusement, chez certains, pour l'absoudre). Personne, grâce au ciel, n'a évoqué Fachoda. Les Britanniques ont évité de rappeler Waterloo, mais ils ont indiqué que les arrière-cuisines des restaurants français étaient sales, et que Stafford on d'ailleurs, sur place, sans trait d'union. Et New York aussi, d'ailleurs. Quel rapport, direz-vous, avec la cabine téléphonique d'un paisible village ? Aucun. Mais, dans une scène de ménage ou une discussion politique, que s'embarrasse du point de départ ?

JEAN PLANCHAIS.



CLAUDE FERRAN

Ali-Bab et compagnie  
J'ai lu avec beaucoup de plaisir, dans le *Monde* Dimanche du 17 février, le très pertinent article consacré aux « nouveaux gourmands ». Vous y écrivez que leur bible « c'est un gros livre de cuisine publié en 1928 par un médecin qui s'appelle Ali-Bab ».

Je possède la Gastronomie pratique d'Ali-Bab dans une édition de 1907 qui est sans doute la première. C'est un livre de 214 pages et d'un format manuscrit et c'est seulement au cours de ses rééditions successives qu'il est devenu le gros livre dont vous parlez, par des ajouts répétés.

Vers 1928, date de la réédition à laquelle vous vous référez, il existait à Paris une sorte de confrérie gourmande, dont les membres étaient, outre Ali-Bab, le docteur Babinski, illustré neurologue, frère d'Ali-Bab, le

professeur Lenormant, arrière-neveu de Brillat-Savarin, et bientôt professeur de clinique chirurgicale, le professeur Vaquez, cardiologue de réputation mondiale, le professeur Marcel Labbé, spécialiste des affections digestives.

Sauf erreur de ma part, Ali-Bab, seul, n'était pas médecin, mais ingénieur et savant minéralogiste qui au cours de ses recherches sur le terrain dans les pays que l'on n'appellait pas encore « en voie de développement » s'était mis à faire sa cuisine dans les campements éphémères.

Les réunions de ce petit groupe se tenaient (si je m'en souviens bien) chaque mardi, chacun des membres étant chargé à tour de rôle de réaliser le menu : et selon les échos qu'on en pouvait avoir, la cuisine de Lenormant se distinguait tout particulièrement dans ces délicates compétitions (ce qui lui aurait valu de figurer dans une anecdote de Dodin-Bonfanti), mais aussi Ali-Bab, qui faisait sa cuisine lui-même.

Je suis sans doute un des derniers survivants de cette belle époque heureuse parce que j'étais l'interne du professeur Lenormant, chez qui j'ai fait ma thèse et que je crois utile de noter qu'Ali-Bab n'était pas médecin (sauf erreur) bien qu'on l'écrive couramment aujourd'hui qu'il est devenu à la mode.

Dr MARIOT (Vernon).

professeur Lenormant, arrière-neveu de Brillat-Savarin, et bientôt professeur de clinique chirurgicale, le professeur Vaquez, cardiologue de réputation mondiale, le professeur Marcel Labbé, spécialiste des affections digestives.

Sauf erreur de ma part, Ali-Bab, seul, n'était pas médecin, mais ingénieur et savant minéralogiste qui au cours de ses recherches sur le terrain dans les pays que l'on n'appellait pas encore « en voie de développement » s'était mis à faire sa cuisine dans les campements éphémères.

Les réunions de ce petit groupe se tenaient (si je m'en souviens bien) chaque mardi, chacun des membres étant chargé à tour de rôle de réaliser le menu : et selon les échos qu'on en pouvait avoir, la cuisine de Lenormant se distinguait tout particulièrement dans ces délicates compétitions (ce qui lui aurait valu de figurer dans une anecdote de Dodin-Bonfanti), mais aussi Ali-Bab, qui faisait sa cuisine lui-même.

Je suis sans doute un des derniers survivants de cette belle époque heureuse parce que j'étais l'interne du professeur Lenormant, chez qui j'ai fait ma thèse et que je crois utile de noter qu'Ali-Bab n'était pas médecin (sauf erreur) bien qu'on l'écrive couramment aujourd'hui qu'il est devenu à la mode.

Dr MARIOT (Vernon).

Maisons paysannes  
Sous le titre « Les architectes des paysans », le *Monde* Dimanche du 9 mars évoque l'action de deux jeunes architectes en milieu rural associé, et mentionne l'association Maisons paysannes d'Alsace.

Celle-ci ne se reconnaît pas dans la définition restrictive qui en a été donnée. Si elle mène une action concrète, par le moyen de chantiers de volontaires en collaboration avec la section des jeunes du Mouvement chrétien pour la paix, de « préservation de vieux bâtiments de ferme », elle entend ne pas se limiter uniquement dans le cadre de la conservation du patrimoine. Son expérience sur le terrain lui a appris à se poser avant tout la question de la légitimité de l'intervention sur un milieu. Il nous est apparu clairement, en effet, qu'en aucun cas la conservation de l'architecture ancienne ne pouvait être prise en compte sans une réalité vécue par les utilisateurs de ce patrimoine en fonction de critères objectifs : que signifie la conservation d'une architecture ancienne sans rapport aux données économiques actuelles ? en quoi la conception de ces maisons n'est-elle pas périmée et présente des qualités certaines sur le plan énergétique, celui de la convivialité ?

C'est là une démarche qui passe par un profond enracinement dans le milieu, tendant à évaluer le sujet à « esthétique » injecté à des fins mercantiles : quels critères, quelle légitimité pour ceux qui décident de ce qui est à « sauvegarder » et qui s'intègre au paysage ? Les mêmes critères de classe en fait ceux qui ont présidé il y a quelques années à la destruction des villages classés en main et à toutes les optiques de modernisation des villages.

Sur ce plan, on ne voit pas bien comment une architecture des paysans serait différente de tout autre architecture, ne serait-ce que à commencer par celle que dans la région concernée, la majorité des habitants ne sont plus des paysans. La recherche d'un « alibi » vert chez ces deux jeunes architectes est caractéristique de la crise de la profession : tous les architectes ne parviennent plus très bien à se situer sur l'échiquier social.

CH. DE LA VAISSIERE.

et sont parfois à la recherche d'une nouvelle légitimité (...). La solution des problèmes d'urbanisme de ces milliers de villages délaissés n'est nulle part ailleurs que dans le réveil des forces vives locales, qui ne se suscitent pas par le déversement de subventions seulement, mais aussi par une animation intelligente dont le milieu associatif garantit l'efficacité démocratique.

MARC GRODOWSKI, président de l'association Maisons paysannes d'Alsace, 12, Grand-Rue, 68100 Mulhouse.

L'enseignement de l'économie  
Ayant eu un bac B et étant actuellement en seconde année de licence en sciences économiques, j'ai lu avec un vif intérêt l'article de Richard Darmon sur l'enseignement de l'économie (le *Monde* Dimanche du 23 mars).

Si l'on se rappelle que le nombre de bacheliers ait augmenté dans les séries B et G plus rapidement qu'en C, en raison d'un intérêt plus prononcé pour l'économie, il n'en est pas moins vrai que cet intérêt tend à se dissiper après le passage dans l'enseignement supérieur. En effet, le lien entre le lycée et l'université est inexistant pour un élève qui a suivi une formation économique série B et qui décide de poursuivre ses études en Université. L'étudiant se rend compte assez vite, du reste, mais parfois trop tard, que le programme d'économie du bac n'a pratiquement rien à voir avec celui qu'il aura à suivre. La preuve en est, d'une part, un abandon très important d'étudiants en première année, abandon qui est dû soit à un dégoût des matières enseignées, soit à une impression de tromperie, et d'autre part, le pourcentage en deuxième année de bac B, qui est inférieur à celui des sections scientifiques (cela s'expliquant également par le niveau en mathématiques).

Il paraît impensable que, aujourd'hui, un lycéen ayant suivi des études économiques d'un niveau qui l'on dit « largement supérieur à celui des lycéens des autres sections », à celui de la majorité des Français, ne puisse poursuivre dans cette voie faute de capacité.

En créant depuis 1966 une section B d'initiation économique et sociale, de façon à permettre à une plus large majorité de prendre conscience des phénomènes économiques, et ainsi de pouvoir former à long terme un plus grand nombre de spécialistes en la matière, on en est arrivé à recouvrir dans une large mesure des « futurs économistes » en « futurs chômeurs ». Est-ce le but d'un enseignement économique ?

YVES GROSSET (Brunoy).

Pourquoi ?  
Je suis Allemand et j'ai seize ans. J'aime beaucoup la France. J'ai des amis dans la région parisienne et au sud de la France (Alsace-Provence). Dans mes vacances, je suis souvent en France. J'aime les Français parce que je vois qu'ils sont moins compliqués que les Allemands. Malheureusement, j'ai fait une expérience très horrible : il y a des Français qui haïssent les Allemands ! Ce sont peut-être les conséquences de la deuxième guerre mondiale, mais c'est de 1939 à 1945 et maintenant on est en 1980 ! C'était pour moi très triste parce que j'ai cru que la France était un pays que je pourrais aimer, mais maintenant je commence à douter de la population française. Je suis contre la prescription des crimes des nazis, mais moi j'ai seize ans, et pourquoi est-ce que les Français sont si furiés contre moi ? Je voudrais connaître votre opinion sur ce problème. Si vous plait, dites-moi. Parce que moi, je n'ai pas pu lui rendre la politesse, il ne peut pas de café ni de petit cognac.

Il faut rire de la bêtise humaine, mais chanter l'amitié, la simplicité. Elles réchauffent.

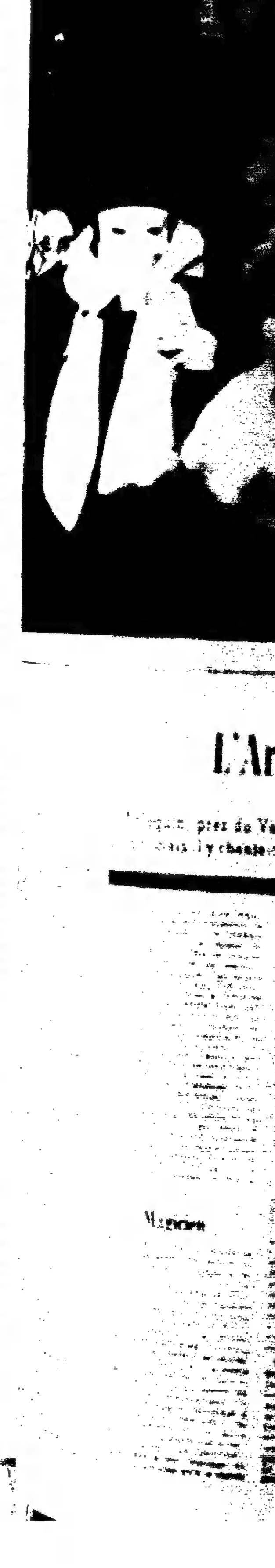
OLIVIER AANEL (Göttingen).

VOUS ET MOI  
dans un tel lieu, il me fut répondu avec mépris que je trouvais un « coiffeur ordinaire » dans une rue donnant sur la grande rue.

Je me rendis dans un tel lieu de passe. Une enseignante familière me rassura. Cachée derrière une plante verte, une affolée indistincte des prix conventionnels. J'eus le malheur d'y faire allusion. L'homme de l'art me proposa un tarif qui était deux fois et demie celui qui figurait sur l'affichette. Le « tarif Barre » ne s'appliquait visiblement pas à moi :

« Vous n'avez pas vu vos cheveux ! Regardez tout ce que j'ai à couper ! Le tarif dont vous parlez, je l'applique aux petits cheveux qui ont une couronne, ou qui sont châtains ! Vous ne devez pas deux fois plus de travail. Vous ne voulez quand même pas que je vous applique le même tarif qu'à ceux qui viennent tous les quinze jours... »

— Quand même, vous allez un peu fort !  
— Mais il y a l'hygiène ! Il faut un shampooing...  
— Je me suis lavé les cheveux ce matin...  
J'ai désormais me faire cou-







MARTINE FRANCK

VIES

## L'Arlequin du Val-de-Grâce

« Arlequin, près du Val-de-Grâce, de ses mains bâtit sa maison. Il n'avait pas beaucoup de place, mais il y chantait sa chanson ».

LILIANE DELWASSE

LES silhouettes se détachent peu à peu de l'ombre bleue et s'approchent de leur pas dansant ; leurs courtes vestes de soie, leurs longues robes à queue ; Polichinelle et Colombine, Pierrot et l'Arlequin, tous les bergers de

pastorale, tous les héros fantomatiques du théâtre italien reprennent vie et nous entourent et nous sourient. La mandoline jase et le violon pleure, les pastels décolorés s'animent et chantent leur nostalgie.

Le royaume d'Arlequin est caché derrière une porte cochère semblable à toutes les autres, dans une rue tranquille près du Val-de-Grâce. Dans la cour, on se croirait à 1000 lieues, à mille ans de Paris : une pelouse grande comme un mouchoir de poche, trois arbres, des pavés irréguliers et le chant complice des oiseaux. Le res-de-chaussée : à gauche, c'est l'atelier d'un luthier ; en face, un relieur à lunettes, intrassable, tourne sa presse ; à droite, clognote, jaune et rouge, en forme de losange, la lanterne qui indique aux initiés l'entrée du Microopéra.

Le royaume est celui de Lilliput : une pièce minuscule aménagée en duplex avec des rayonnages de livres. Un clavier, un violoncelle, un piano dessinent leurs formes imprécises dans la demi-obscurité qui s'allonge. Attention, les trois coups retentissent, le rideau se lève, les silhouettes s'agitent avec les gestes saccadés des poupées mécaniques, le spectacle va commencer.

Arlequin redresse son nouet papillon, baise la main des visiteuses, ajuste sa fraise et son collier blanc, il va remonter sur la scène dont il a ajusté les planches une à une, et dont aucun des cinquante spectateurs ne percevra les grincements (car chaque fête fait le plein). Il aura quinze ans à nouveau, l'âge et la taille bien prise de Charubim, de Mario, de Bastien qui l'habitent depuis, voyons, depuis 1911.

Cela a commencé comme ces contes de fées où les enfants

comblés de tous les dons reçoivent en plus à leur naissance le balser des muses ; le théâtre était déjà penché au-dessus de son berceau. Une fête de famille, pour l'anniversaire de maman, pour la fête de papa : au moins dix spectateurs applaudissent, attendris et charmés, à l'orphée de Gluck et à Phédre jouée par Arlequin, encore au collège, et ses sœurs. C'était l'époque où l'on se donnait la comédie entre amis, pour se faire plaisir. Un foyer raffiné que l'amour des arts et des lettres ne nourrissait pas moins que la passion politique. L'Action française, animée alors par Bainville, Lionel des Rieux, André Thérive, se voulait défenseur du génie et du goût français, et c'est dans le grand salon familial fréquenté par la fleur de la droite traditionnelle qu'Arlequin monte le jeu de l'amour et du hasard, le Triomphe de l'amour, le Prince travesti.

### Magicien

Xavier de Courville nomme sa troupe composée de sœurs et d'amis « La petite scène », et la Revue critique y voit un triomphe de l'humanisme classique et des valeurs de l'Ancien Régime sur les folles surréalistes, qu'appellait la Nouvelle Revue française. Pourtant, le combat ni les choix politiques n'intéressent ce jeune licencié de lettres, brillant et chaleureux. Il a publié le traditionnel recueil de vers et un roman, qui reçut même un prix, l'île des misanthropes. Un titre à la Marivaux, hommage à son cher dix-huitième siècle. De l'Action française qui lui servit de berceau il n'a gardé que le bas-relief de marbre offert par Charles Maurras à son mariage en 1916 et les articles qu'il a signés

comme critique dramatique à la Revue critique. De la Grande Guerre jusqu'à aujourd'hui, il aura été l'homme-orchestre de son petit théâtre : directeur, metteur en scène, décorateur, costumier, accessoiriste, comédien. Le magicien qui a sorti du gouffre de l'oubli des vieilles pièces inconnues, des opérettes à peine jouées, des chansons folkloriques que les vieilles, au coin du feu, n'ont plus chanté qu'à mi-voix. Un monde endormi qui se réveille certains soirs de malices et de sourires au fond d'une cave, comme une bête au bois dormant effleurée par un prince

« au bocage, le chameau à ces notes pures et lentes c'était un air du grand vieux air des Indes [Galantes] ».

Que reste-t-il de ces « soixante-cinq ans de théâtre en marpe des théâtres » ? Une plaquette où il a consigné ses souvenirs et dont il s'est efforcé de bannir toute amertume : « Les mots de « Petite Scène » sont vides de sens pour une jeunesse de 1978. De gros recueils d'extraits de presse témoignent de la place qu'elle occupa pendant un demi-siècle. Je me suis fait un devoir de réparer l'injustice d'un oubli si absolu envers un théâtre qui s'était voué à la réparation des injustes oubliés ».

La Petite Scène a eu des célébrités dans sa troupe : Germain Delbat, que l'on voit à présent sur le petit écran ; Hervé Alphonse, qui devint ambassadeur de France. Les journaux de l'entre-deux-guerres ont regorgé de critiques louangeuses sur la troupe, devenue le Théâtre Arlequin, puis le Studio d'Arlequin. Le Figaro, l'Aurore, l'Intransigeant, le Temps, les Lettres fran-

çaises, ont tous salué son charme. Copeau, Dullin, Jouvet, Baly, ont chacun à son tour et successivement offert à Xavier de Courville une collaboration directoriale, qui l'a toujours fait reculer. « Je ne suis pas un gestionnaire, le théâtre est ma vie, mais à l'écart des choses organisées, je suis trop indépendant pour admettre des freins à ma liberté. J'ai souhaité sortir du gouffre des morceaux de littérature française tombés dans l'oubli, les représenter à un public amical, leur et me faire plaisir... mais diriger la Comédie des Champs-Élysées comme Jouvet me l'a demandé, non, cela m'a fait peur. Je n'étais pas fait pour cela ».

### L'argent ?

Rare exemple de passion ou privilège d'une société disparue que ce très vieux monsieur rose et frais comme s'il sortait d'une bonbonnière et qui reconnaît avec candeur qu'il n'a fait, de vingt à quatre-vingt-cinq ans, que ce qu'il a aimé : « Ma sœur Marie-Ange tenait beaucoup au côté mondain et aristocratique de notre troupe d'amateurs, elle faisait passer d'autres obligations avant nos activités. Moi, j'ai voulu m'y consacrer avec toute la rigueur des professionnels. Gagner de l'argent ? Quelle idée curieuse, pour quoi faire ? Il suffit de couvrir ses frais, et moi-même... y compris recoudre le rideau de scène déchiré, clouer les barreaux de l'échelle qu'il était trop tard pour acheter. Ah ! bien sûr, quand les affaires culturelles m'ont, sans explication, supprimé la dérogation subvention qu'ils m'accordaient, j'ai eu un peu de peine... Pour me consoler j'ai monté une délicieuse opérette de Mozart : le

Directeur d'opéra, parodiée sous le titre : Pas de subvention ».

Quelques incursions dans la réalité : sept ans passés à enseigner la littérature au lycée français d'Albanie, puis à le diriger, les commentaires d'une édition du Théâtre de Marivaux et une thèse de doctorat de lettres sur Lelio Riccoboni, jeune premier de la Comédie italienne. Ah ! il oubliait, il a aussi dessiné des maquettes pour la galerie de cure du musée Grévin qui abrite la Petite Scène : Roland à Ronnevau, Napoléon III, c'est lui. La dernière à six mois : pour remplacer un des tableaux partis décorer le Forum des Halles il a conçu « Jehudi Menuhin et Rostropovitch en visite chez le luthier ». Violon d'ingres, métier ? Une opposition bien moderne, trop pour lui. Même sa vie privée s'est déclinée sous le signe de la musique et du spectacle. Sa femme, Jacqueline Cassadon, avait une voix merveilleuse et c'est ensemble que durant quarante ans, ils ont dansé ce très lent menuet :

« Marquise, vous souvenez-vous du menuet

[que nous dansâmes ? Il était discret, noble et doux Comme l'accord [de nos deux âmes...]

M. Choufleur restera chez lui, Ma Tante Aurora, le Combat de Tancrède, le Ruban égaré, le Chariot, l'Arlequin, la Scie, le Polichinelle, ces titres délicats, dénués ont passé leurs existences des braves des amis et des amis d'amis et des enfants et petites-enfants d'amis.

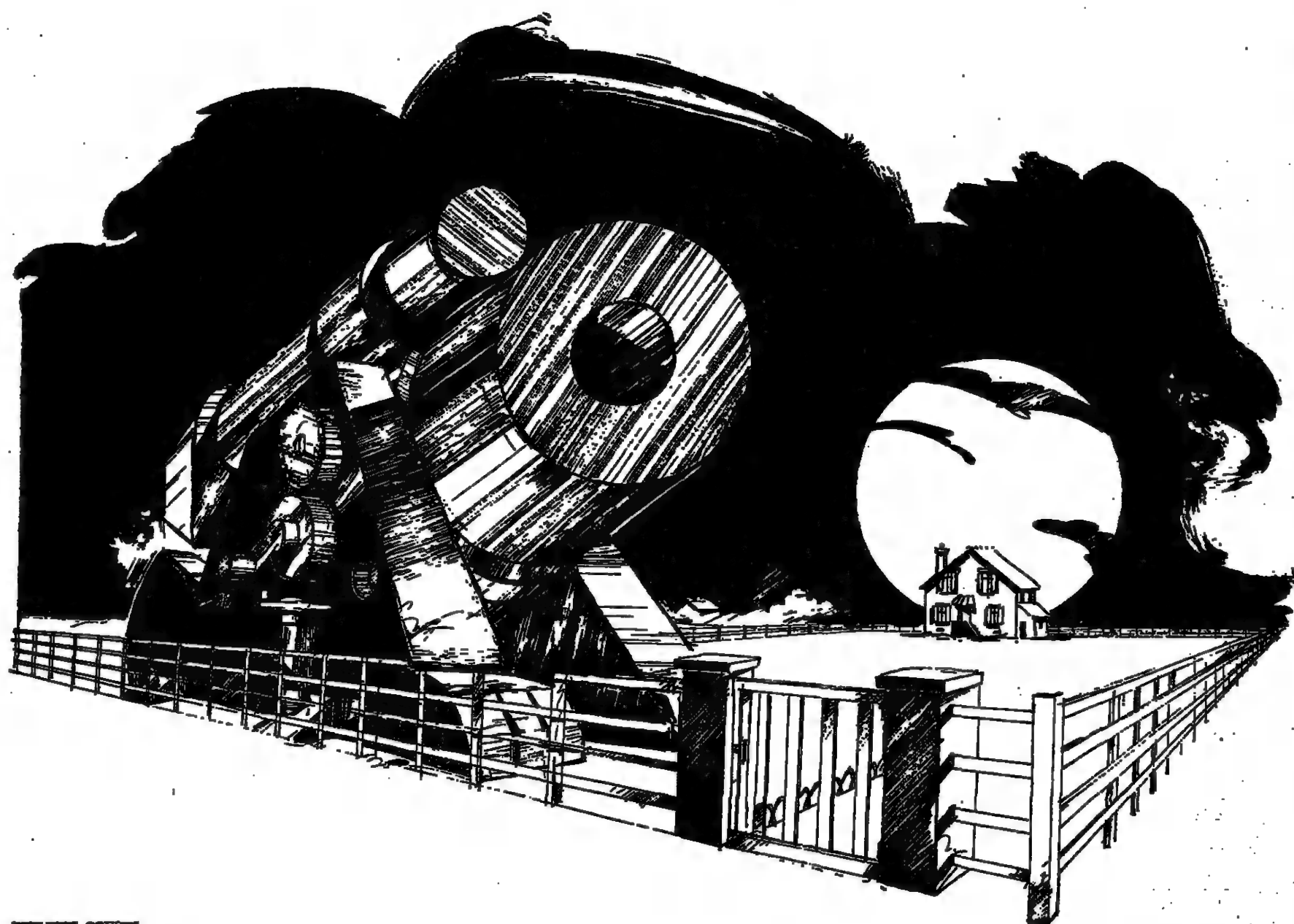
Mais Arlequin a perdu sa compagne, Arlequin est seul. « Je suis désemparé. Je n'ai plus beaucoup de courage pour continuer, pour monter mes spectacles tout seul. J'ai deux filles, l'une est un mime excellent, l'autre

chantie remarquablement, elles ont toujours participé à notre théâtre, mais j'ai trop de mal à les mettre d'accord. Quand ma femme vivait, tout était plus facile. » Au soir de sa vie, il refuse regrets et rancunes et garde une courtoisie souriante : la notoriété, quel trompe-l'œil, ce qui compte c'est le plaisir ! Pourtant, mince et ténu, s'échappe le fil discret d'une nostalgie : « la première de nos créations, encore adolescents, c'était en 1912, le Triomphe de l'amour ; lorsque Jean Vilier, Dieu me garde de salir sa mémoire, l'a montée au T.N.F., quarante ans plus tard, il est venu me voir et après de longues heures de discussion, m'a promis qu'il se réferait à notre travail ; naturellement, il nous a passés sous silence. Le Festival d'Arlequin a eu la même attitude en 1963 avec Diderot et Enée, le Combat de Tancrède et le Couronnement de Pompée. Et même la Comédie-Française avec certaines créations de Marivaux. Alors, point d'amerisisme et de vœux stériles. « C'est justice et j'approuve au seuil de mon tombeau : Molière a du génie et Christian était beau », pour parler comme Cyrano ».

L'ombre envahit la pièce. « Monter encore un spectacle ? Tous mes amis me poussent, mais avec qui, ce n'est pas que je me sente moins alerte, ou fatigué, quatre-vingt-cinq ans ce n'est pas bien vieux, il faudrait retrouver une idée nouvelle, je vais y penser... Sans la perspective des Jeux de la rampe, je ne me sens pas vraiment vivre, ce n'est qu'une survie ».

Xavier de Courville s'incline cérémonieusement : « Si vous pensez que mon histoire peut intéresser quelqu'un... Surtout ne me présentez pas comme le produit d'un décadent d'une époque enviable, je ne me sens rien que de très vivant, il y a place pour tous les rêves, même aujourd'hui. » « Arlequin, près du Val-de-Grâce De ses mains bâtit sa maison. Il n'avait pas beaucoup de place Mais il y chantait sa chanson... »





PHILIPPE COURIN.

## PSYCHOSE

## Les armes de l'autodéfense

La vente de fusils « de défense rapprochée » et de bombes lacrymogènes ou paralysantes a grimpé en flèche. La psychose d'insécurité est telle que la législation est allégrement détournée.

PATRICK BENQUET

MERcredi 13 février 1980, les clients se bousculent au rayon armement du magasin B.H.V. à Paris. Les bombes lacrymogènes s'envolent comme des petits pains, les ventes de fusils de chasse s'accroissent de façon vertigineuse. La veille au soir, les « Dossiers de l'écran » d'Antenne 2, sur le thème de la sécurité dans les villes, ont projeté un film américain montrant Charles Bronson en justicier, exterminant à coups de revolver les voyous du métro et des rues mal famées de New York. L'effet est immédiat. Mais cette journée de ventes exceptionnelles n'est pas qu'un coup de feu. Elle illustre un phénomène qui depuis plus d'un an prend des allures de raz de marée : l'augmentation vertigineuse des ventes d'armes et de gadgets d'autodéfense.

Durant l'année 1979, il s'est vendu en France près d'un million et demi de bombes d'autodéfense. Dans le même temps, le vendeur du rayon d'armes d'un magasin à grande surface de la banlieue parisienne constate que, sur quatre acheteurs de fusils de chasse, trois avouent le faire uniquement pour se protéger. En janvier et février 1980, mois traditionnellement mauvais, le B.H.V. à Paris a déjà fait 19 % de son chiffre d'affaires annuel de pistolets d'arme, 30 % de celui des bombes et 23 % de celui des carabines 22 long rifle.

La psychose de l'insécurité gagne de plus en plus profondément le corps social. 80 % des téléspectateurs qui ont appelé au cours des « Dossiers de l'écran » ont affirmé approuver l'action du justicier du film. Aujourd'hui, les armuriers s'entendent de plus en plus fréquemment pour poser cette question : « Qu'est-ce que je peux acheter pour me défendre ? »

La protection de l'ordre public contre toute agression (politique ou de droit commun) est la base de la réglementation française des armes — une des plus rigoureuses qui soient. Le caractère dangereux d'une arme est apprécié à partir essentiellement de deux critères : son encombrement et sa puissance de tir.

A partir de ces critères, on distingue deux familles d'armes. Celles qui sont en vente libre : les armes de chasse (5<sup>e</sup> catégorie) ; les armes blanches (6<sup>e</sup> catégorie) ; les armes de tir, de foire et de salon (7<sup>e</sup> catégorie) ; les armes historiques et de collection (9<sup>e</sup> catégorie). Et celles dont l'acquisition et la détention sont soumises à une autorisation préalable : les armes à feu destinées à la guerre (1<sup>re</sup> catégorie) (1) ; les armes dites « de défense » (4<sup>e</sup> catégorie) (2). Que leur acquisition et leur détention soient soumises ou non à l'autorisation préalable, le port de toutes les armes de 1<sup>re</sup> catégorie (guerre), de 4<sup>e</sup> catégorie (défense) et de 9<sup>e</sup> catégorie (historiques) est strictement interdit sauf, bien sûr, pour les fonctionnaires de police et les 12 000 convoyeurs de fonds, qui bénéficient d'autorisations spéciales.

## Garde-fous

Comment, à partir de cette réglementation, sommairement résumée ici, un particulier va-t-il pouvoir se procurer l'arme qu'il juge indispensable à sa sécurité ? Les garde-fous posés par l'autorité publique permettent-ils réellement de contrôler la nature et l'importance de l'armement de défense des Français ?

La réglementation a donné le terme légal d'« arme de défense » à une catégorie extrêmement précise, la 4<sup>e</sup>, et a soumis son acquisition et sa détention à un ensemble de règles tel que, en 1979, seulement 11 000 Français ont pu en bénéficier (3). Le candidat, âgé d'au moins vingt et un ans, doit déposer sa demande auprès du commissariat ou de la gendarmerie de son domicile, qui procède à une enquête, constatant le plus souvent à vérifier qu'il ne s'agit jamais fait « remarquer » des services de police, l'autorisation, qui doit être renouvelée tous les cinq ans, dépend de la décision souveraine du préfet, ce qui entraîne d'un département à l'autre de fortes disparités, certains les refusant systématiquement. C'est

ce qui se passe par exemple en Seine-Saint-Denis ou dans les Hauts-de-Seine, alors qu'à Paris toutes les demandes ayant satisfait à l'enquête de police sont acceptées.

Les 2 082 autorisations accordées à Paris en 1979 l'ont été à parts égales pour la défense et pour le tir sportif. Cinquante pour cent des autorisations pour la défense étaient des renouvellements. Pour environ deux cents, les nouvelles autorisations concernaient des professionnels (bijoutiers, etc.) et pour environ trois cents des particuliers voulant protéger leur résidence. Au niveau national, les chiffres du ministère de l'Intérieur montrent que, en près de dix ans, les autorisations se sont multipliées par deux, passant de 10 630 en 1970 à environ 25 000 en 1978 (dont 50 % pour les tireurs sportifs).

Même en augmentation, ces chiffres sont faibles. Nombreux sont, en effet, ceux qui se voient refuser des le niveau du commissariat de police la possibilité d'avoir une arme de défense. Que peuvent-ils faire alors pour tenter malgré tout de se procurer une ? « Inscrivez-vous à un stand de tir, conseilleraient certains policiers, et vous obtiendrez une autorisation pour acquiescer une arme de tir. »

Ce détournement serait d'autant plus dangereux que la réglementation prévoit la possibilité d'autoriser les sportifs à détenir non seulement des armes de la quatrième catégorie (défense) mais également de la première catégorie (guerre), et nombreux sont ceux qui reprochent à la Fédération française de tir, seule habilitée à délivrer les licences de tireur, de tolérer ces abus. « Colomnes », répond M. Maurice-Armand Briol, un des responsables de la Fédération. Tout en reconnaissant qu'un petit nombre d'adhérents puisse effectivement agir ainsi, il rappelle que, pour accéder à une arme de tir, la préfecture doit posséder un « avis favorable » de la ligue régionale de la Fédération, dont dépend le club de tir du candidat, et que ce véritable certificat de bonne conduite n'est délivré qu'après six mois d'inscription et de fréquentations dans un stand

de tir. Contrôle inefficace, reprennent les accusateurs qui voient dans la forte augmentation des licences de la Fédération la preuve de la fraude. « De plus en plus de gens sont passionnés par cette véritable discipline sportive », se défend M. Briol, commentant les chiffres du nombre des adhérents : 30 000 en 1970 contre 85 000 en 1979.

Quel qu'il en soit, en 1979, environ 10 000 autorisations seulement ont été accordées pour des armes de catégorie 1 ou 4 destinées au tir sportif. Chaque tireur pouvait en demander jusqu'à six, la plupart des 85 000 licenciés s'entraînant donc, théoriquement, soit avec les armes possédées par le club, soit avec les armes en vente libre (fusil de chasse, carabine 22 long rifle, fusil à air comprimé).

Que peut-on faire de celui qui s'est vu refuser une arme de défense et qui ne veut pas jouer la comédie de l'inscription dans un club de tir ? « Il n'y a aucune difficulté à se procurer une arme clandestine », répond M. Guy Dujardin, président de la Chambre syndicale des armuriers, qui déplore cette situation. « C'est une erreur de refuser aux gens honnêtes des autorisations de détention, car cela les renvoie dans l'illégalité alors qu'ils sont prêts à se soumettre à la réglementation et à avoir une arme dément répertoriée et contrôlée par le commissariat ou la gen-

darmérie de leur domicile (4). Ce n'est pas la réglementation qui est en cause, conclut-il, mais la parcimonie avec laquelle les autorisations sont accordées. »

Les chiffres les plus fantaisistes circulent sur le nombre de ces armes de guerre qui alimentent un marché parallèle florissant. Ils ne reposent sur aucune base sérieuse. Pendant la dernière guerre mondiale, le S.O.E. anglais (Special Operation Executive) a parachuté sur les maquis français 418 083 armes de toutes sortes, dont 138 000 fusils et 58 000 pistolets et revolvers (5). Combien sont tombées dans les mains de l'occupant allemand, qui en a laissé aussi d'importantes quantités sur le sol français ? Combien de Français ont accepté de les rendre à la Libération et depuis ? Nul ne le sait. Les services de police en mettent hors circuit régulièrement. La contrebande ou les escouades d'armuriers en introduisent d'autres. Puis il y a les armes « dé-militarisées », que l'on peut « remilitariser » parfois. Il est évident qu'aucune comptabilité n'est possible.

Mais, en fait, c'est vers une arme en vente libre, le fusil de chasse, que la grande majorité des acheteurs va se tourner (6). La vente et le port libres du fusil de chasse est une conquête historique (la révolution française) que strictement bien peu de députés accepteraient d'abolir.

tant les Français sont attachés à la chasse, ou en tout cas à son souvenir. Et pourtant, en tir rapproché, on peut faire autant de dégâts avec une telle arme qu'avec un pistolet de guerre de gros calibre.

Il y a environ 5 millions de fusils de chasse en France. Mais aujourd'hui les ventes stagnent obstinément car la chasse va mal. Le nombre des chasseurs n'est plus, comme on continue à le dire, de 2,5 millions mais de 1,8. La raréfaction du gibier pour cause de remembrement agricole et d'utilisation d'engrais chimiques et l'insécurité d'un examen pour le permis en ont découragé plus d'un. Pourtant, une étude attentive du marché actuel fait apparaître que de plus en plus nombreux sont les clients dont la motivation exclusive est la défense. « L'acheteur pour la défense » est devenu une catégorie parfaitement repérée par les vendeurs qui savent vanter les qualités défensives de leur marchandise.

A cet égard, le spécialiste résumé commercial du « Riot Gun » ne laisse planer aucune ambiguïté sur le phénomène. La publicité des marques qui le fabriquent est tout à fait explicite : ce fusil de chasse à pompe (7), à canon court et tirant cinq ou sept cartouches à balle ou à chevrotine d'affilée, est décrit dans le catalogue de Remington comme « un fusil de défense rapprochée », tandis que Manufactures — qui le vend sous le nom de « Rapid Spécial » — parle d'« une arme de protection particulièrement dissuasive ».

Au B.H.V. de Paris, les ventes de fusils « à pompe » ont augmenté de 30 % de 1976 à 1979, alors que celles des autres fusils de chasse stagnaient. Un cinquième des fusils vendus sont des « Riot Gun ». Il s'en vend en moyenne dix par semaine dans chacun des grands magasins parisiens.

## Inceivable

Aucun professionnel n'oserait prétendre que le « Riot Gun » est une arme de chasse. C'est l'arme de l'autodéfense par excellence, explique un vendeur de la FNAC. Il est inceivable, ne s'envoie jamais et peut tirer n'importe quelle cartouche. « A 20 mètres, explique un vendeur du B.H.V., vous tirez de plomb un voleur et vous l'arrêtez net. A 3 mètres, vous le criez en deux ! » Et pour cause : le « Riot Gun » n'est rien d'autre que l'équivalent du fusil à canon séché cher aux truands, et sa gerbe de plombs en a la puissance meurtrière. C'est d'ailleurs avec un « Riot Gun » que les deux convoyeurs de la Brinks ont été tués le 5 décembre 1979, à Levallois-Perret (le Monde du 7 décembre). Suite à l'assassinat de leurs deux collègues, les convoyeurs de la Brinks ont demandé à leur direction l'autorisation de détenir dans leur fourgon, en plus de leur arme individuelle, un exemplaire de ce fusil qui venait de prouver de façon si dramatique son efficacité. N'est-il pas l'arme des policiers chargés de la répression des émeutes aux États-Unis ?

Ce fusil de défense, que son prix de 1 500 francs rend tout à fait abordable, bénéficie d'un tel engouement de la part du public qu'il favorise en fait un détournement passif de la réglementation. Ne faudrait-il pas le classer dans les armes de la quatrième catégorie et soumettre ainsi son acquisition à une autorisation préalable ? Aux services de la réglementation des armes du ministère de l'Intérieur on affirme qu'il n'en est pas question actuellement. Une telle mesure porterait sans doute un coup très dur à l'industrie française du fusil qui a déjà bien du mal à faire face à la concurrence espagnole et italienne. Est-ce une raison suffisante ?

En conquérant la clientèle des inquiets, le fusil de chasse s'est progressivement déplacé des armuriers vers l'anonymat et les « prix cassés » des magasins à grande surface, où l'on peut trouver actuellement une telle arme pour 400 francs. D'après M. Dujardin (chambre syndicale des armuriers), 35 % des ventes se font déjà en supermarché, tandis qu'en cinq ans celles en armurerie ont baissé de 50 %. Il déplore que le fusil ait été ravalé ainsi au rang d'une simple marchandise « vendue par n'importe qui ». Il voudrait que l'on cesse de vendre des armes s'importe où et que soient reconnus aux mille deux cents « vrais » armuriers — sur les trois mille officiellement recensés — une compétence et un statut particuliers.

La taille d'un fusil, même à canon court, ne permet pas de satisfaire tous les candidats à la défense individuelle. Que peut conseiller l'armurier à ce père de famille qui voudrait « armer »

BEETHOVEN  
PAR  
BERNSTEIN

La messe solennelle et les neuf symphonies : Bernstein vient d'en donner une nouvelle version discutable et passionnante. Nous les avons écoutées et analysées pour vous. Également « milord » Mendelssohn l'enregistrement d'opéra, Aznavour, les concerts et les disques

Le Monde de la  
**MUSIQUE**  
CHAQUE MOIS  
TOUTES LES MUSIQUES  
DE TOUS LES PAYS,  
DE TOUS LES TEMPS.



sa fille pour ses retours nocturnes après ses cours, vers la maison familiale isolée ? Que dire à ces femmes qui, après qu'un viol a été commis dans leur quartier, veulent se prémunir, et comment rassurer ceux qui n'ont plus peur de la nuit ? La solution à toutes ces angoisses ne mesure pas plus de 8 centimètres et peut se dissimuler dans n'importe quel sac à main ou poche de veste. En quatre ans, l'essor des bombes d'autodéfense a été foudroyant. Les professionnels estiment que le chiffre annuel de 1,5 million sera rapidement dépassé. Les anciens gadgets tels que le marteau à roulette ou les pistolets d'alarme perdent ainsi de leur attrait, tandis que les « nouveautés » telles que la marteau électrique ont du mal à s'implanter.

### An Vietnam

Au rythme des progrès techniques, la bombe d'autodéfense a sensiblement évolué. Fini le gaz qui irritait les yeux et la gorge. Aujourd'hui, on a par exemple « en saturation » au CS (CS dans la nomenclature française). Expérimenté au Vietnam par les Américains, le CS fut utilisé pour la première fois en France lors de la révolte des détenus, avec prise d'otages, de la prison de Lisieux, en 1976. Bien qu'il ne soit classé qu'à 3 % dans les bombes mises au point au public, ses effets n'en sont pas moins spectaculaires. Les yeux de la personne touchée se ferment instantanément, elle perd le contrôle de ses gestes. Les muscles du thorax se contractent, créant une impression de suffocation. Une sensation de brûlure se répand sur tout le corps, tandis qu'une forte nausée achève de neutraliser le vie à-vie. Il lui faudra un quart d'heure pour retrouver ses esprits. Les 100 F que coûte la bombe au CS (contre 20 F pour la bombe lacrymogène) ne semblent pas rebuter la clientèle. « La sécurité, ça n'a pas de prix », explique un vendeur, qui n'hésite pas à raconter, pour convaincre les clients hésitants, les agressions dont il aurait été l'objet.

M. Jack Henriksen, directeur de la SOFRADIC, première société à avoir importé les bombes d'autodéfense, vient de consacrer 450 000 F à une campagne de promotion de quatre mois sur les radios périphériques qui a fait frémir plus d'un Français à l'écoute de son poste. Les récits de plusieurs dizaines de faits divers choisis parmi les plus révoltants, racontés d'un ton dramatique sur fond de musique de thriller cinématographique, étaient censés amener l'auditeur à une « saine » compréhension de l'insécurité dans laquelle il vit, afin qu'il se précipite chez le marchand le plus proche acheter la bombe salvatrice : la paralyser CS2.

### Mesrine

Pourtant, M. Henriksen se défend d'être artificiellement « français » : « Les gens ont peur et ils ont raison. C'est avant l'agression qu'il faut penser à se prémunir. » D'ailleurs, raconte-t-il, il a un ami commissaire de police qui s'est servi de la bombe qu'il lui avait offerte pour procéder à une arrestation et il compte parmi ses clients des gardiens de prison qui l'utilisent pour « calmer les détenus ».

- (1) Entre autres les pistolets, de calibre égal ou supérieur à 7,62, tous les pistolets automatiques quel que soit leur calibre pouvant tirer par rafales, les pistolets mitrailleurs, etc.
- (2) Entre autres les revolvers (chargeurs à bascule) les pistolets de calibre inférieur à 7,62, etc. La deuxième et troisième catégories concernent les matériels de guerre.
- (3) Journal officiel de l'Assemblée nationale du 27 novembre 1978. Le chiffre donné par le ministère de l'Intérieur est à diviser par 2 car il englobe pour environ 50 % les situations pour tir sportif.
- (4) Toutes ventes d'armes de première et de quatrième catégorie doivent être portées sur un registre tenu par le vendeur et relevé par les services de police. La présentation d'une carte d'identité est obligatoire.
- (5) Chiffres donnés par Dominique Venet, auteur spécialisé dans les armes dans le site d'ouvrages (Le Livre des armes, aux Editions Grancher) fait autorité.
- (6) Il existe une arme en vente libre qui peut être utilisée à des fins de défense individuelle : la carabine 28 Long Rifle dont on estime le nombre en France entre 1 et 2 millions. C'est une arme de précision pouvant tirer à des distances dix fois supérieures à un fusil de chasse et dont les balles de 5,5 peuvent blesser ou tuer mais n'ont pas la puissance d'arrêt d'une cartouche de chasse.
- (7) Mécanisme simple qui permet au tireur de réarmer rapidement en manœuvrant l'avant coulissant du fusil.

« Mais ne craint-il pas d'armer le bras des délinquants ? » Non, répond-il, pour les voyous, la bombe, ça reste une « arme de gossesse ». C'était vrai, cela ne l'est peut-être plus : le 2 mars 1980, à 0 h. 45, deux jeunes gens qui avaient franchi sans payer le portillon automatique de la station de métro Madeleine se dégageaient de l'embrasure des agents de la S.A.T.P. à l'aide d'une bombe d'autodéfense (Le Monde du 4 mars 1980). Jacques Mesrine lui-même avait utilisé un engin de ce genre lors de son évasion et, plus tard, de l'enlèvement du juge Petit.

Le risque de retrouver ces bombes dans des mains criminelles ou dans celles d'enfants jouant dans la cour des écoles inquiète les services de la réglementation des armes. Le C.S. n'est pas inscrit au tableau des substances toxiques : les laboratoires du ministère tendent cependant actuellement ses effets à long terme sur les inconnues et les yeux. Les bombes, qui ne sont pas considérées comme des armes, sont en vente libre. Prudent, les marchands les interdisent d'eux-mêmes aux mineurs.

Une décision officielle de classement des bombes en stricte catégorie (armes blanches) pourrait être éventuellement adoptée. Un coup de port en serait interdit et leur principal intérêt — donner à un particulier le sentiment d'une sécurité dans la rue — disparaîtrait.

Un important arsenal privé, explicitement destiné à la défense individuelle, existe donc aujourd'hui en France. Ces armes sont-elles utilisées et constituent-elles un danger d'extension de la violence ?

La presse relève une affaire d'autodéfense en moyenne par semaine. Dans 90 % des cas, l'arme utilisée est un fusil de chasse, et huit cas sur dix se soldent par une mort d'homme.

Comparés au total annuel des deux mille trois cent sept morts par armes à feu (accidents, homicides, suicides) on aura donc mille cinq cents décès dus à la circulation routière (statistiques de l'INSERM pour l'année 1977), ces chiffres peuvent paraître faibles.

Mais la signification du surarmement des Français dépasse le nombre des morts de l'autodéfense. La prolifération des armes — pour certaines improprement appelées « de chasse » — et des gadgets d'autodéfense est surtout le signe d'une grave crise de confiance des citoyens envers la police et la justice, censées les protéger.

Les propos apaisants des autorités, loin de rassurer ceux à qui ils sont destinés, les confortent au contraire dans la conviction qu'ils sont abandonnés, livrés à eux-mêmes, que les responsables de l'Etat refusent de prendre en considération l'insécurité dans laquelle ils estiment vivre. Plus que le nombre des armes, c'est cet état d'esprit qui est dangereux.

### MÉTIER

## Revoilà l'écrivain public

Si vous avez l'angoisse de la feuille blanche, l'écrivain public peut écrire une lettre à votre place. Il en existe une trentaine en France. Des femmes surtout.

JACQUES POTHERAT

UNE petite table et une chaise plantées entre les étagères de fruits et légumes sur le marché de Valenciennes : Michèle Reverbel rédige une lettre en réponse à un gérant hargneux, pour un « client » qui continue son marché. Dans sa microscopique boutique du quartier piétonnier d'Aix-en-Provence, Nelly Guillot tape sur sa machine à écrire les « contributions » pour un vieux paysan descendu de son village. Les touristes intrigués par l'enseigne collent leurs nez à la vitrine.

A Paris, dans le quartier de la Roquette, Nelly Fouka s'applique à rédiger un curriculum vitae et la lettre d'accompagnement pour un jeune, dont ce sera le premier emploi. Elle travaille dans l'arrière salle d'un bistrot. Au comptoir, les habitués continuent leur dîner.

Trois décors différents pour l'un des plus vieux métiers du monde : l'écrivain public. On pensait que Jules Ferry et l'instruction publique se seraient réconciliés au musée des petits métiers de la rue, en posant l'écriture comme une profession en plein renouveau et toutes proportions gardées, en expansion. Près d'une trentaine d'écrivains publics exercent actuellement dans toute la France, alors qu'il n'y en avait pratiquement plus il y a moins de cinq ans.

La majorité des « nouveaux écrivains publics » sont des femmes. Ancienne secrétaire, cadre commercial, employée, dactylo, ou tout simplement « femme au foyer ». Elles ont en commun le goût de l'indépendance et un sens aigu du contact humain. Savoir aussi prendre les initiatives que les « clients » ne peuvent ou ne savent pas prendre.

Folklore pour « écoles urbaines » ? Ces nouveaux scribes s'en défendent : ils offrent un service que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs. Même s'il faut pour cela prendre son bâton de pèlerin et prêcher avec la foi des apôtres. « C'est une bonne idée, mais nous n'en avons pas besoin. Nous savons écrire. » C'est toujours le même refrain qui accueille l'écrivain public fraîchement installé lors de sa tournée de distribution de prospectus chez les commerçants du quartier. On ajoute souvent en se moquant sur un ton ouvert : « Votre truc c'est bon pour les immigrés. » Pourtant les petits commerçants et les artisans formeront presque toujours la clientèle de base. « Les gens n'aiment pas beaucoup faire du courrier, alors quand quelqu'un se propose pour pas trop cher... »

### Comprendre

A l'heure du courrier électronique à la chaîne, la moindre relation avec un organisme public ou privé se traduit pour l'usager par un déluge de lettres « personnalisées », qui n'en sont pas plus claires pour autant. Comprendre d'abord, répondre ensuite. L'écrivain public s'adresse à tous ceux qui se sentent venir une boule au creux de l'estomac à l'idée de s'asseoir devant une feuille de papier blanc.

Il doit savoir écouter le client, le comprendre, et même le conseiller. « On met un encrier et une plume sur notre enseigne », dit Nelly Guillot, mais on devrait aussi ajouter une grande oreille. « Mieux, mi-secrétaire sociale, l'écrivain public est amené à partager les problèmes de ses clients, que ce soit pour une lettre d'amour, une demande d'embauche ou pour une réclamation auprès de la Sécurité sociale. Quand des gens débarquent rouges de colère dans son bureau parce qu'ils viennent de s'écrouler avec leur patron, Michèle Reverbel tente de les rassurer et leur demande de revenir le lendemain, avant d'envoyer une lettre de démission. La nuit porte conseil... »

Professionnel de la lettre, l'écrivain public semble avoir davantage d'audience que les simples usagers. Les administrations identifient souvent leurs lettres, et le dossier est alors traité avec plus d'attention. Certains, comme Bernadette Pourtier, de Lyon, mettent leur cachet sur la lettre quand le client le demande et n'hésitent pas à empocher le téléphone quand la réponse tarde à venir.

Les professions juridiques, un instant inquiètes de ce qui paraissait une atteinte à leur monopole, ont vite compris que l'écrivain public n'était pas une menace. Certains avocats aiguil-

lent maintenant sur eux des clients, quand une lettre bien tournée suffit à régler un petit litige. « Allen chez l'écrivain public, c'est moins cher que chez moi. »

En fait, il y a autant de clientèle que d'écrivains publics, car chacun a son style. Et les illettrés, ainsi que les immigrés, ne sont pas les plus nombreux à recourir au service de la plume mercenaire. Chaque client qui pousse la porte est également un cas particulier : il est lui-même, avec ses problèmes.

Des fonctionnaires viennent faire faire une lettre de mutation à l'abri des indiscretions des collègues. Des patrons apportent des lettres de licenciement, après la discussion. Des personnes âgées font rédiger leur correspondance pour ne pas déranger la famille, les voisins, et surtout parce qu'il y a « des choses qui ne les regardent pas ». Une mère vient faire écrire à son fils de vingt-deux ans, qui habite pourtant chez elle.

### S'adapter

Le métier d'écrivain public est basé sur la confiance et le respect du secret professionnel. Il faut savoir ne pas demander le nom du client si on n'a pas à l'écrire, et ne pas le laisser s'aventurer trop loin dans ses confidences, car il peut avoir l'impression de s'être trop mis à nu, et n'osera plus revenir. Il faut s'adapter à la personnalité de chacun et lui « livrer » une lettre qui respecte fidèlement ses idées et lui donne l'impression d'en être l'auteur.

La plume mercenaire ne rapporte pas grand-chose. La plupart des écrivains publics ne gagnent rien du tout, encore heureux de couvrir leurs frais ; les mieux lotis s'assurent péniblement d'un salaire de smicard. Aussi presque tous ont des activités ou des revenus annexes : travaux de polygraphie, secrétariat régulier pour des petits commerçants et artisans, boutique de papeterie, bonjourisme. Certains laissent au conjoint le soin de faire bouillir la marmite.

La difficulté tient dans le rapport temps passé-prix de la lettre. Un client reste en moyenne de trois quarts d'heure à une heure, et l'on ne peut raisonnablement facturer une lettre plus de 15 à 20 F, d'autant qu'une bonne partie de la clientèle est composée de personnes aux revenus modestes. Un tarif de femme de ménage. Quant aux « petits services » — remplir une feuille d'impôts, de sécurité sociale, ou une demande de carte de séjour — ils sont presque toujours gratuits.

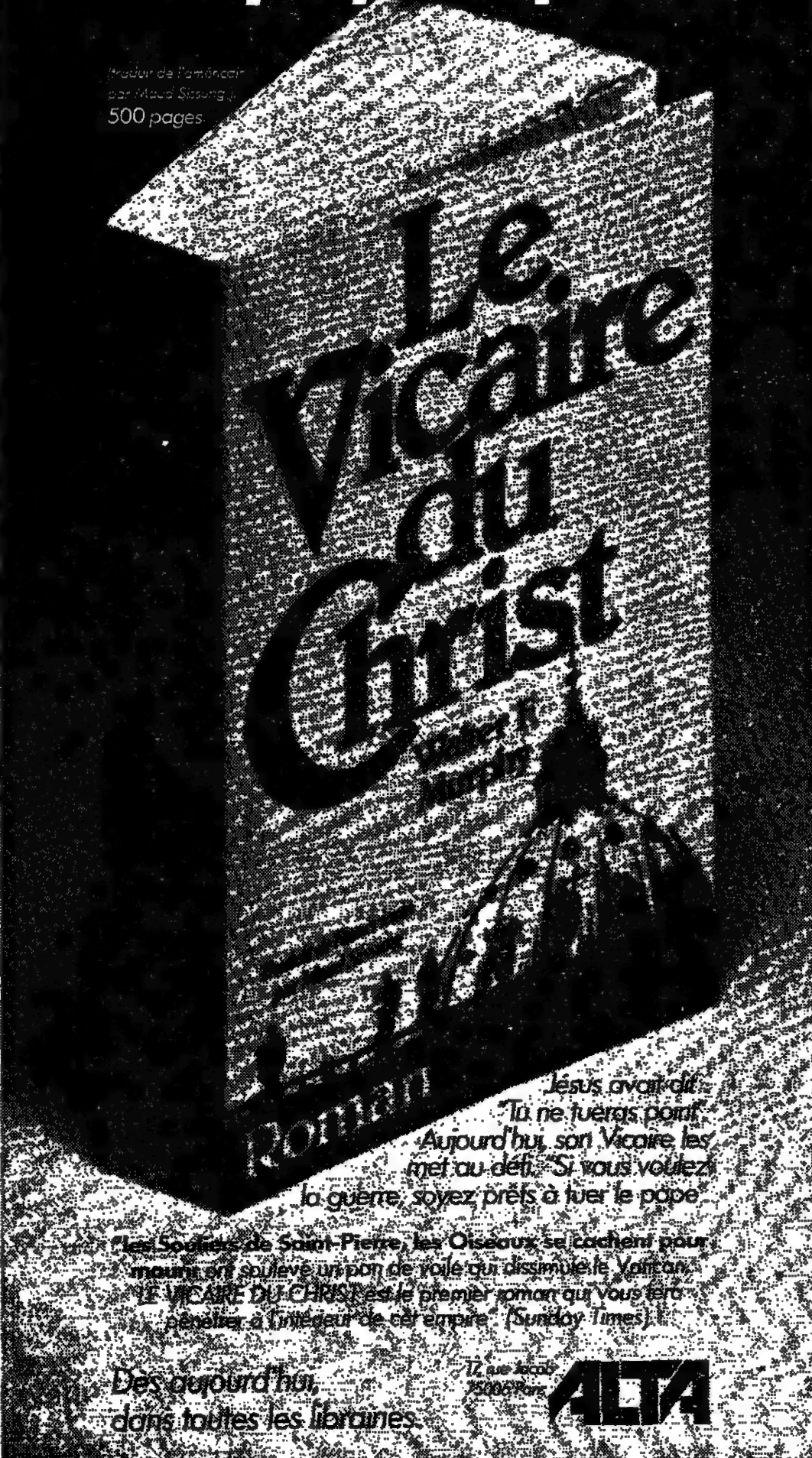
Il faudrait qu'un organisme rémunère des vacations pour des périodes fixes, de manière à travailler gratuitement pour les plus défavorisés. Mais c'est la porte ouverte sur la tutelle, « l'officiel » : « Si on nous met derrière un guichet, personne ne viendra, tout le monde aura peur de l'orgueilisme qui nous offrirait l'hospitalité », résume Françoise Thomas-Joussein, de Cannes.

Acharnés à conserver le caractère privé de leur métier, les écrivains publics suivent cependant avec intérêt l'initiative des jeunes chambres économiques, partie de celle de Nancy, pour créer des emplois de ce type dans toute la France, rassemblés dans une « académie des nouveaux écrivains publics ». Plus récemment, dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing, on a mis en place un service d'écriture-écrivain public fonctionnant dans les bureaux de poste d'autres administrations. Ces deux initiatives montrent que la profession d'écrivain public correspond à un besoin.

Indifférent à la querelle qui oppose, paraît-il, Max Lohat et Gutenberg, le scribe, même discrètement accorpi, continue allègrement sa carrière.

## Un roman universel et prophétique.

Traduit de l'américain par Claude Sérigny 500 pages





## CROQUIS

## La serpe

Il parcourait le champ de foin du pas mesuré de ceux qui ménagent leur peine pour un effort dont ils savent qu'il doit être long.

Il y avait là de tout.

Distrait le long des épaulettes de frivole, assourdi par les bruyants des loyers, agacé par les cris des filles sur les manèges — pour être en surplomb — il se dirigeait vers le quai.

C'était une vieille connaissance : son père avait déjà acheté au sien des outils dont il se servait encore. Il s'en approchait sans voir l'air de la voir, comme quelqu'un qui passe, avec, en tête, un but plus lointain. Trop de préoccupation nait aux affaires bien menées. Ce sont des choses que l'on sait depuis la nuit des temps.

A la hauteur de l'écluse, il eût été inconvenant que le marchand ne se vît point. Il se saluèrent comme des

gens qui se rencontrent par hasard.

La famille et les bêtes, tout y passa. Y compris la dureté des temps, sur quoi chacun s'étendait comme il sied pour ne pas être un objet d'envie pour l'autre.

La serpe doit-il avoir besoin d'être là, à la portée de sa main. Il l'ignorait encore un temps. Puis, lentement, comme machinalement, il y porta la main pour soulever l'objet, l'emporter, en caresser l'acier prometteur précautionneusement le doigt sur le fil. L'autre observait : « Combien ? ». La question vint comme on demanderait un mariage une fille insuffisamment pourvue de terres.

Discussions et faux départ. Ni peu, ni trop : ce qui se doit. L'affaire fut conclue, enfin, et, quand ils se quittèrent, ils gardaient l'un et l'autre l'impression d'avoir pêché par précipitation. On y prendrait garde la prochaine fois.

ROGER CANEN.

## Le répondeur

Je vous le dis de bouche à oreille, l'une et l'autre en babil, l'une et l'autre en grasse. C'est, qu'en dire, il y a un fil. De bouche à oreille ne signifie pas forcément entre quatre - s - yeux. Je m'avise, d'ailleurs, que nous nous parlons beaucoup plus que nous ne nous voyons. Je vois, se rencontrer, on n'a pas le temps, pas l'occasion. C'est tellement plus simple de se parler dans son fauteuil pour se dire au téléphone que de se voir bien et de tout de suite après, énoncer, litanie, tout ce qui va mal. L'interlocuteur, on le croit là, il peut même entendre les échos de la musique sur la troisième personne. On l'interrompt, on l'arrête, on le menace, on l'implore, on l'averse. On cherche le ton juste, la voix humaine, mais sans révéler, il n'y a pas de ton, seulement des sons qui nous sortent en fautes de la bouche.

Car le répondeur ne répond pas à la réponse. C'est le vide, le vide, le vide. Il n'y a pas de personne au bout du fil et l'absence se fait silence alors que nous sommes encore branchés sur l'autre. Branchés.

Sans doute ne se verrait-on pas davantage s'il n'y avait le téléphone, mais au moins ne serait-on pas victime d'un miracle : l'illusion de s'être vu. En rapprochant les voix, le téléphone éloigne les corps. Il n'y a personne au bout du fil et l'absence se fait silence alors que nous sommes encore branchés sur l'autre. Branchés.

Reflets, échos, d'ailleurs, tout ça c'est bien un peu magique. S'en plaindre ? Sûrement pas. Seulement s'en méfier.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

## Un pompon sur le pavé

Coffre blanc et pompon rouge, pantalon à pois, ois, bien, impeccable. C'est un matelot en voyage, un matelot perdu dans le flot d'un grand boulevard. Il s'arrête pour faire le point. « Je suis Champenois, je fais mon service dans la marine, et je n'ai jamais mis les pieds sur un bateau. » Mystère des affections. Le voici, « déguisé en Popeye », ramant sur le pavé parisien entre le Cercle militaire et la place de la Concorde.

Contant de son sort ? « La Royale, c'est perrand. Tout ce qui compte pour eux, c'est la tenue. Pas de faux plus, pas d'ennuis. » Mais Paris, c'est un port, non ? « Un port dans le métro, c'est du délire. » Les gens se marrent.

## Conte froid

JACQUES STERNBERG

## Le langage

Quand les énormes langoustes venues d'une lointaine planète virent pour la première fois les hommes de la Terre, où ils venaient de débarquer. Ils notèrent, stupéfaits et très effrayés : « Ce sont d'énormes langoustes. »

## BELGIQUE

## Schaerbeek : ni Harlem ni la Goutte-d'Or

Pas de véritable racisme à Schaerbeek, la commune de l'agglomération bruxelloise où la densité des émigrés est la plus forte. Même si les problèmes culturels sont loin d'être résolus.

PIERRE VAN HAMME

Nous sommes en train de laisser se constituer au centre de Bruxelles une bombe à retardement. Si nous n'entreprenons rien maintenant — et il est peut-être déjà trop tard — nous allons voir plus vite à Harlem ou au cœur de notre ville.

C'est ainsi que Steve, un militant flamand au milieu émigré, commente derrière un verre de « trappiste », l'une des bières brunes belges, la croissance du nombre des immigrés dans quelques-unes des dix-neuf communes de Bruxelles. Les étrangers constituent 43 % de la population à Saint-Gilles, 40 % à Saint-Josse-Ten-Node, 30 % à Schaerbeek, 25 % à Ixelles.

Mais c'est sans doute Schaerbeek (prononcez « Starbeek », l'une des plus anciennes communes de la capitale alignant, entre la gare du Nord et le jardin botanique, d'assez jolis hôtels de maître de trois étages construits au dix-neuvième siècle, qui est considéré par la population bruxelloise comme la « bastion » des immigrés. D'abord parce que c'est dans cette commune qu'il y a le plus nombreux, trente-deux mille officiellement enregistrés, comme le « bastion » des immigrés. D'abord parce que c'est dans cette commune qu'il y a le plus nombreux, trente-deux mille officiellement enregistrés, comme le « bastion » des immigrés.

En remontant la rue Haecht (il faut dire à l'ouest de l'église Sainte-Marie au parc Josephat, on a l'impression d'être en Anatolie. Aucune femme dehors, sauf à 6 heures le matin et 19 heures le soir, moment où elles se rendent en groupes, vêtues de pantalons sous leurs robes et les cheveux cachés par de grands foulards blancs, à leur travail. Des Turques et des Marocaines constituent presque exclusivement le personnel des entreprises de nettoyage de bureaux. Leur salaire, précise Steve, étant une étude réalisée par l'université catholique de Louvain (KUL), n'atteint en moyenne que 65 % du salaire qu'auraient des employées belges. Les cafés de la rue Haecht,

l'Ankara, le Palaisio, l'Emiridag, servent plus de thé à la menthe que de gâteaux ou de Erik. Oum Kalsoum et Zeki Mifion y sont plus populaires que Brel, et les pions de Jacques, ce jeu si répandu d'Istanbul à Kaboul, d'Irivan à Ispahan, y sont préférés aux cartes dans des garages ou dans des appartements. Les compagnies de voyage alternent avec les bureaux de traduction, les boucheries aux dévotions continentes de lettres arabes (même si leurs affiches vantent l'agneau britannique, « sain et naturel ») et les épiceries, regorgeant de légumes frais, de fruits secs et d'épices diverses mais dépourvus de jambon d'Ardennes ou autres charcuteries.

## 80 % d'immigrés

Les voitures garées, style « américaines », ont été à côté sur la pelouse l'« Oum Kalsoum ». Assurances et d'un grigri de verre bleu décoré d'un œil jaune. Leurs capots sont presque tous ornés d'un immense sigle en décalcomanie, symbole en Turquie de la force, mais également emblème du célèbre club de foot Beşiktaş d'Istanbul.

Dans la rue Haecht, dans la rue de La Limite qui lui est parallèle, l'animation est grande le soir et le week-end, à la différence des quartiers « belges » absolument déserts. Les magasins sont ouverts très longtemps, sauvant de l'insolation les célibataires imprévoyants. Et la population, lorsque le temps est beau, contraint les voitures à ralentir pour permettre aux enfants de jouer sur la chaussée. Le bourgmestre de Schaerbeek, M. Roger Nols, élu sur une liste du P.D.F. (le Front des francophones, un parti linguistique bruxellois), avait provoqué, l'automne dernier, l'indignation de certains habitants belges et d'organisations antiracistes en adressant aux immigrés un appel, rédigé en français, néerlandais, turc et arabe, leur reprochant la « saleté » et l'« insécurité » croissantes dans la commune. « Nos contribuables », ajoutait le bourgmestre, comprennent mal la manière de votre présence parmi nous, alors que d'autres pays confrontés aux mêmes problèmes n'ont pas hésité à prendre des mesures de rapatriement. »

Nous recevons dans son bureau de la maison communale (la mairie), un grand immeuble tarabiscoté du style néo-moyen-âge, cher aux architectes de la Nôle, reconnaît que les immigrés habitent dans des immeubles insalubres qui avaient été promus à la démolition à la suite d'un projet d'autoroute. Les propriétaires, qui n'étaient plus autorisés à effectuer de « réparations », avaient malgré tout retiré un bon profit de ces maisons en les louant à des immigrés : de 500 à 700 francs français par mois pour un petit trois-pièces sans salle de bains, avec toilettes à l'étage. Le projet d'autoroute a maintenant été abandonné, mais les immigrés sont toujours là, rentant de tous à cinq personnes par pièce.

« Mais le problème est grave », assure M. Nols, car dans certaines rues, la concentration d'immigrés atteint 80 %.

Pour qui vient de Paris, cependant, les conditions de vie des immigrés à Bruxelles paraissent relativement douces. Et les relations entre communautés belges et étrangères peu tendues.

A cela plusieurs raisons. D'abord le racisme anti-arabe n'est pas très répandu en Belgique. « Sans doute », explique Steve, parce que nous n'avons pas de passé colonial en Afrique du Nord. Si les immigrés étaient des Zairiens, il en serait sans doute autrement. Mais les seuls Zairiens vivant à Bruxelles, dans le quartier de la place de Londres, sont plutôt des fils d'ambassadeurs. Ils ont leurs études, ils ont leur argent, ils ont leur voiture, ils ont leur maison, mais ils ne s'agit pas d'un phénomène marginal. »

Ensuite les quartiers d'immigrés ne constituent pas de véritables ghettos dans la mesure où aucun Belge n'aurait peur de s'y aventurer seul, quelle que soit l'heure. « Et même », commente Martine, une étudiante de vingt-cinq ans vivant à Schaerbeek depuis deux ans, « Schaerbeek sera bientôt l'endroit où se trouvent les immigrés. On y trouve de très jolies maisons pour des loyers minimes, les rues sont toujours animées. C'est autre chose que le désert des quartiers belges. »

Et, enfin, ce qui est le plus important, les autorités belges ont encouragé les immigrés à venir, avec leur famille. « Les phénomènes des « marchands de sommeil » et des bordels sordides pour immigrés n'affectent pas pratiquement que les jeunes. »

« Mais alors que 29 % des immigrés vivent en Belgique sont nés dans ce pays, que près de 40 % des naissances enregistrées à Bruxelles sont le fait des immigrés, d'autres problèmes se posent, dont certains ne seront apparents que dans dix ou vingt ans », remarque Steve.

## Un divorce culturel

Pour Slah, un enseignant tunisien, « la question essentielle de l'immigration maintenant en Belgique est celle des filles. Elles ne vont à l'école, s'ouvrent sur le monde. Mais, dès treize ans, leurs parents veulent les marier afin qu'elles ne risquent pas « de déshonorer la famille. Il ne les laissent pas sortir et leur font épouser, plus ou moins de force, des garçons qu'ils ont choisis pour elles. Beaucoup d'entre elles font des fugues pour échapper à la volonté de leurs parents, et elles tombent alors sur le trottoir où elles deviennent les proies faciles de souteneurs, magistres pour le plaisir. »

« Les parents immigrés », ajoute Slah, « veulent aussi souvent faire travailler leurs fils très jeunes. Ils espèrent ainsi pouvoir amasser assez d'argent pour rentrer au pays. Ces enfants se trouvent dans les plonges des restaurants, les fourmis des boulangeries, souvent des entreprises familiales. »

« Quant au divorce culturel », assure Slah, « il est évident, il est évident. Les parents, faisant un travail subalterne, se rapprochent à la culture de leur village, à l'islam, ce qui explique d'ailleurs que les mosquées se multiplient à Bruxelles. Paradoxalement, ils souhaitent moins vite que

leurs compatriotes demeurent dans leur pays. Les nôtres ne comprennent même pas leurs enfants qui se parlent entre eux en français à la maison. »

« En revanche, les enfants, qui se font traiter de Belges dans leur pays d'origine et de sales Arabes ici, savent de véritables déracinés. Ils ne parlent correctement ni leur langue maternelle ni le français. Ils nous racontent leurs rêves, ceux de leurs villages, dans lesquels des hommes vêtus de blanc viennent leur parler, mais ils ne font que parler. Ils ne font que parler. »

Les écoles, qui sont parfois comme à Schaerbeek peuplées exclusivement d'enfants d'immigrés, ne sont pas adaptées à leurs problèmes. Seul le cours de morale peut être remplacé par un cours de religion islamique. « Mais, là encore », explique Slah, « les choses sont compliquées. Les professeurs de religion sont généralement des Marocains, de rite malékite, alors que les élèves turcs sont de rite chaafite. Les parents de ceux-ci ne sont guère contents de la façon dont on apprend à leurs enfants à faire la prière. »

Quant aux activités culturelles pour les immigrés, conclut Foulon, une sociologue d'origine grecque, elles sont pratiquement inexistantes. Celles destinées aux Marocains sont monopolisées par l'ambassade de ce pays à Bruxelles. Les centres culturels grecs et turcs servent souvent de paravents pour des parties politiques officiellement interdites en Belgique. Le Parti (parti socialiste grec) animé en fait le centre grec de Schaerbeek, deux factions du P.C. turc sont derrière les associations de travailleurs de ce pays.

## Un enjeu

Mais, tant il est vrai que, en Belgique, tout ou presque se ramène aux problèmes entre Flamands et francophones — on dit ici les problèmes communautaires — les immigrés sont devenus un enjeu pour les deux groupes, en particulier à propos de l'école et du vote aux élections communales.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Joseph Rasmey, a introduit dans les écoles du Limbourg, province où de nombreux immigrés vivent, dans les mines, une expérience intéressante : l'histoire et la culture nationales des enfants leurs sont enseignées dans leur langue maternelle. Il souhaiterait étendre cette expérience aux écoles flamandes de Bruxelles, qui, telle celle de Schaerbeek, ferment peu à peu leurs portes. Mais il se heurte aux résistances de certains francophones.

Quant au vote des étrangers aux élections communales, dont il est question depuis quelques années, les partis francophones, selon M. Nols, y seraient plutôt favorables. Les immigrés, qui parlent le français de préférence en néerlandais, soit parce qu'ils ont un départ une langue latine (italien ou espagnol), soit parce qu'ils viennent d'une ancienne colonie de l'Hexagone (pour les Tunisiens ou les Marocains) sont toujours enregistrés parmi la population francophone de Bruxelles. Même lorsqu'ils parlent le flamand parce qu'ils ont travaillé auparavant dans le Limbourg.

« Les Flamands sont plutôt opposés au vote des immigrés. En revanche, ils semblent avoir beaucoup plus réfléchi que les francophones sur l'importance actuelle des structures d'accueil des étrangers et sur la nécessité d'« intégrer » (mais pas d'« assimiler ») les immigrés, surtout ceux de la deuxième génération. Ainsi M. Vio Anciaux, actuel président de la Volksraad (parti linguistique flamand), avait préparé, en 1978, alors qu'il était dans le gouvernement, un rapport très courageux sur les besoins urgents d'améliorer le logement, l'aide juridique, l'éducation des immigrés et de coordonner toutes les actions entreprises en ce domaine. Il soulignait qu'il y a peu de chances que les étrangers vivant en Belgique retournent dans leur pays. Mais ce rapport est demeuré, pour le moment, sans suite. »

## LES SYNTHÉTISEURS DE MARTENOT A ZED

Tout, tout ou presque sur les synthétiseurs. Comment cela marche-t-il ? Martenot l'éclaircisseur, l'IRCAM, le ZED, REDOLFI et tous les synthétiseurs domestiques du marché. Également Starshooter, le dico du rock, les cordes françaises du jazz, Aznavour et la sélection commentée des concerts à Paris et dans les régions. Les disques du mois.

St. Monde DE LA MUSIQUE

CHAQUE MOIS TOUTES LES MUSIQUES, DE TOUS LES PAYS, DE TOUS LES TEMPS.

## VACANCES VOYAGES 80?

avion

LES MEILLEURS TARIFS SUR 100 DESTINATIONS

dans le cadre des dossiers de l'étudiant

EN VENTE PARTOUT 12 F

Écrit par le S.A.M. le Monde.

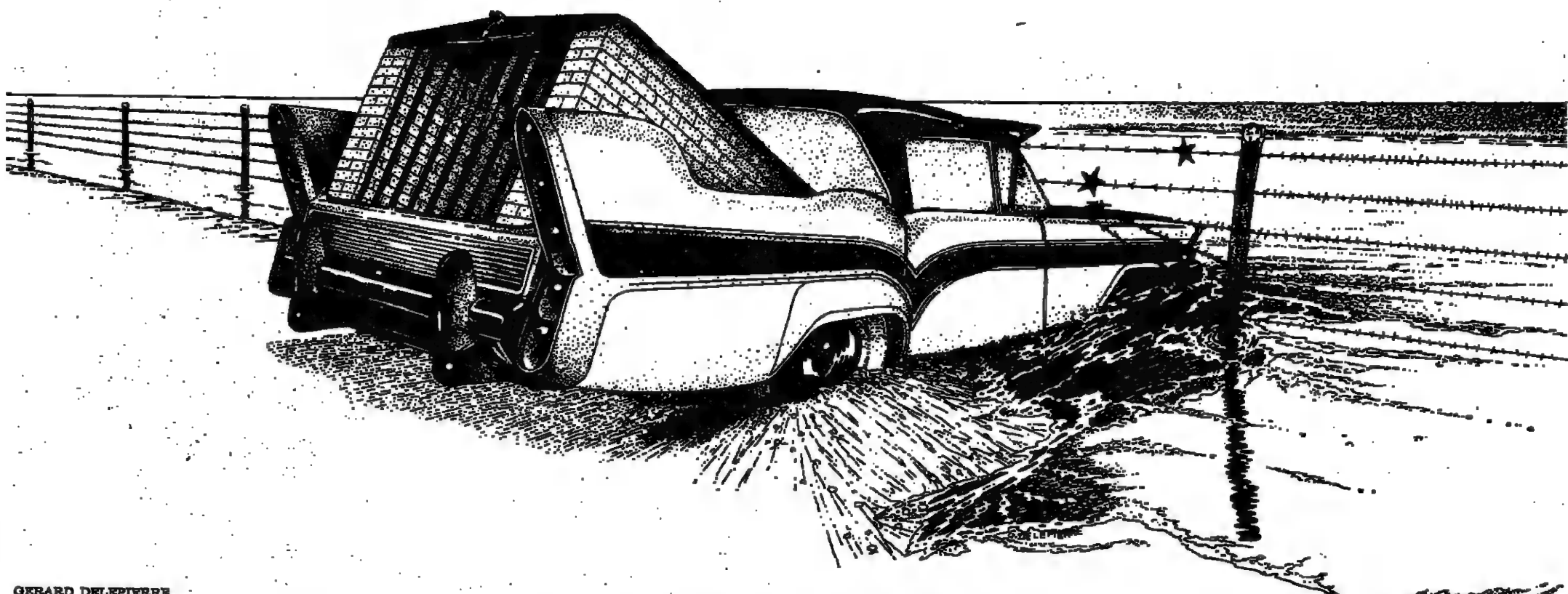
Généraliste : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Favre.

Imprimerie du Monde : 5, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Reproduction autorisée de tous droits, sauf accord avec l'administration.

Complément parution 20 81 01.





GERARD DELEPIERRE

TEXAS

# Tranquille, El Paso

El Paso, Texas, on en parle dans les westerns. Une ville frontière, restée une ville de trafics, de passages clandestins. Et devenue aussi mexicaine que Ciudad-Juarez, de l'autre côté du Rio Grande.

NICOLAS BABY

El PASO, quatre cent mille âmes. El Paso, ville frontière du Texas, ville mythique du Rio Grande droit sortie des westerns. El Paso est la ville la plus pauvre des Etats-Unis, au revenu mensuel moyen de 335 dollars, soit 1 330 francs (1). El Paso, 20 % de chômeurs.

Cette ville est habitée par le Mexique. C'est par le Mexique qu'il faut s'y rendre. Dès que l'on approche la frontière du nord de la Sierra-Madre, tout sent le trafic. Dans la gare des bus, le changeur — à gauche, en entrant dans le salon de coiffure — vous propose des combinaisons louche. Dans cette région, où il n'y a pas de touristes, les gens vous regardent d'un drôle d'air. « Gringo », vous ne pouvez être qu'un fils, un trafiquant ou l'un de ces mercenaires qui dirigent les milices privées des riches rancheros. Si vous n'êtes pas ici pour « trafiquer », alors pourquoi donc ?

Ciudad-Juarez, la ville mexicaine située juste en face d'El Paso, a enfié démesurément. Les Mexicains de l'intérieur, attirés par la perspective de travailler aux Etats-Unis, s'y entassent pour traverser le rio Grande. El Paso mérite toujours son nom. Passer n'est pas si compliqué qu'on le dit. Il peut y avoir des parents ou des amis qui vous emmènent dans le coffre de leur voiture. Sinon, il faut payer. La presse américaine cite des sommes de l'ordre de centaines de dollars. Ici, en réalité, le passage ne coûte que quelques dollars. Plaza de los Armas, les candidats se rassemblent et attendent les policiers, ceux qui plument les policiers, ceux qui feront traverser la nuit au-delà des grillages qui bordent El Paso. Pour un « Gringo », bien sûr, c'est plus cher. Mais avec l'introduction d'un Mexicain, et pour une cinquantaine de dollars, il est possible d'accompagner les dignes. Un camion se rend jusqu'au rio Grande, en roulant à la mexicaine, curieux mélange d'accélération brusques et de signes de croix que le conducteur fait à chaque passage devant une stèle funéraire. Arrivé au rio Grande, il faut monter dans une embarcation sommaire, traverser le fleuve puis s'engager en courant dans la nature.

C'est après que cela devient plus difficile. Les patrouilles

font des contrôles constants. Et les « sans-papiers » se font ramener à la frontière, où il faut tout recommencer. A la troisième recidive, on peut écoper de quelques mois d'incarcération dans le centre de détention d'El Paso.

El Paso, en soi, n'a pas de sens. La ville ne vit que trépidante entre le Mexique et le restant des Etats-Unis.

Antonio Maurin travaille dans un cabinet juridique, où il prête assistance aux Mexicano-Américains ou aux « Regales ». C'est également un militant, peut-être l'un des porte-parole de ce qui sera, en 1985, la plus forte minorité ethnique des Etats-Unis. Maurin n'a qu'une envie : mourir. La ville ne vit que trépidante entre le Mexique et le restant des Etats-Unis. Antonio Maurin travaille dans un cabinet juridique, où il prête assistance aux Mexicano-Américains ou aux « Regales ». C'est également un militant, peut-être l'un des porte-parole de ce qui sera, en 1985, la plus forte minorité ethnique des Etats-Unis. Maurin n'a qu'une envie : mourir. La ville ne vit que trépidante entre le Mexique et le restant des Etats-Unis.

Les filles s'habillent le soir et, comme les cholas, passent la frontière pour aller danser à Ciudad-Juarez. Antonio y va boire la tequila et manger le guacamole.

## « Déposez vos drogues »

A 21 heures, El Paso est mort, désert, noir. Pas question d'y trouver, ne fût-ce qu'un hamburger. « Même dans la Nebraska, d'où je suis originaire, ce n'est pas si terrible », s'exclame Mike Williams, reporter photographe à la feuille du coin, El Paso Times.

Si je reste ici, c'est uniquement à cause du Mexique. Je suis sûrément l'un des rares « Anglos » à m'y balader un peu partout à pied. Mais je n'ai jamais eu de problème. El Paso, c'est mort.

Mort ? Tranquille plutôt. Car en profondeur El Paso a une vie plutôt agitée. En passant la frontière en y entrant, on trouve une poubelle surélevée d'un panneau : « Vous entrez dans le territoire des Etats-Unis, déposez vos drogues narcotiques ici. » Beaucoup de latinos arrondissent leurs fins de mois en rapportant un peu d'herbe. Mais ce sont surtout les grosses affaires qui rapportent.

Les archives du El Paso Times regorgent de scandales qui remontent à la bonne bourgeoisie locale. Les Chagra, par exemple, formaient une famille respectée. Lee Chagra, avocat, a été tué un jour, et l'on a été étonné de trouver dans son coffre 450 000 dollars en liquide. Son frère, Jimmy, s'est fait arrêter peu après pour trafic de stupéfiants. Il en importait régulièrement de grosses quantités d'Amérique centrale. Malgré plusieurs ratages, il pouvait prétendre avoir gagné au jeu, au Horseshoe de Las Vegas, près de 2 millions de dollars, en une seule année. Sur intervention de magistrats dont le nom avait déjà été cité dans des affaires antérieures comme la banqueroute frauduleuse de Renato Ruiz, Jimmy Chagra a été libéré sous une caution de 400 000 dollars. Il s'est envolé au Mexique où il attend tranquillement une probable condamnation à perpétuité. Ici, avec de l'argent tout est possible.

La drogue, c'est ce qui rapporte le plus. Mais ce qui se fait le plus, ici, c'est la marchandise humaine.

A l'aube, à Ciudad Juarez, les ouvriers agricoles mexicains attendent les recruteurs qui les emmènent ramasser des tomates, des tomates ou des asperges pour quelques dollars la journée de dix à douze heures. Le syndicat de Cesar Chavez, déjà mal en point en Californie, ne s'est jamais vraiment implanté. Des petits gradés en fin de carrière, de l'honneur base militaire d'El Paso, emploient des hommes illégalement enrôlés pour 4 à 5 dollars la journée. A l'entreprise de textile les ouvrières sont payées en moyenne 2,9 dollars, soit 12 F de l'heure. Aux Etablissements Farah, avant la grande grève qui a duré de 1972 à 1974, on pouvait encore gagner le salaire minimum après quinze années d'ancienneté.

## « Mister Rodriguez »

Pourtant 3 dollars de l'heure, c'est plus du double de ce qu'on peut trouver au Mexique. Quand on trouve... A Ciudad Juarez le chômage dépasse les 40 % de la population. On a du mal à oublier les enfants du Mexique : ces fillettes au corps maigrelet mais, déjà, à tête de femme ; ou ce garçon de sept ans vendant à la gare, de 8 heures du matin à 22 heures, des chewing-gums sur lesquels il se fait un maigre bénéfice dont il doit reverser une part à un garçon plus âgé qui le rackette. Ou encore cet autre à peine plus âgé qui dort sur le trottoir sous une affiche apposée au mur : « Surveillez votre santé. Dépensez régulièrement le cancer. » Illégaux, de passage ou résidant là en permanence, citoyens américains de souche ou naturalisés, les « Chicanos » (Mexicains) ont envahi El Paso. Ils forment maintenant les deux tiers de la population. Les Texans qui craignent tant le danger hippie

se sont fait envahir à revers par le sud. Maintenant El Paso n'est plus régi par les « Anglos ». Le sheriff est d'origine mexicaine, tout comme le dernier maire, et le chef de la police s'appelle « Mister Rodriguez ». Si, pourtant, cette ville mexicaine de l'Etat du Texas reste morte le soir, et Antonio ne cite des cas de viol ou de brutalité conduisant parfois à des meurtres... par des policiers mexicano-américains.

Ettonnante faculté d'assimilation. « A l'école, se souvient Elena, actuellement enseignante, on nous interdisait de parler espagnol. Et, à vrai dire, nous trouvions cela déprimant, sale. » Du temps où les Blancs dominaient encore la ville, des mesures de coercition avaient été prises. Il y a dix ans, un convive avait été laché, pour calmer les rues la nuit, et Elena et Antonio n'ont pas oublié le temps où lieux publics et hôtels étaient interdits aux Noirs et aux « Chicanos ». Mais beaucoup plus puissante est la volonté de mériter la richesse et la liberté américaines. Plus on craint d'être métré, plus on se veut citoyen des Etats-Unis.

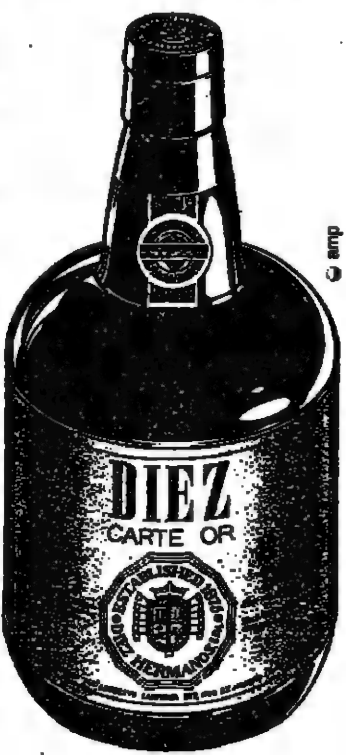
« En outre, nous restons divisés », ajoute Antonio. Ne serait-ce qu'au niveau de la dénomination : ceux qui sont fiers de leur ascendance de conquistadores et de leur teint pâle s'appellent les hispanos ; ceux qui se disent avant tout « Mexicains », ou, en abrégé, « Chicanos », aiment se démarquer des autres nationalités ; ceux qui se nomment Cubains ou Portoricains pour les mêmes raisons ; ceux qui préfèrent le terme générique de « Latinos », etc. »

Et, chapeautant le tout, les acharnés de la citoyenneté américaine, et de ses valeurs simples, qui ont fait de la ville ce qu'elle est devenue.

A El Paso, il reste encore des contradictions à surmonter.

# PORTO DIEZ

Mis en bouteille au Portugal.



GROVETTO GARMONA  
229 rue St Honoré - 75001 Paris

## REFLETS DU MONDE

# ООНПРАВДА

## Des détournements rentables

Kazan, la capitale de la République autonome des Tatars, a des problèmes de transport en commun comme en connaissent bien d'autres villes dans le monde. Selon la Pravda, « chaque année, quand il se met à faire froid, le problème se pose pour les habitants de savoir comment gagner à temps leur lieu de travail. D'ailleurs, même l'été, ce n'est pas facile. (...) Prenons l'exemple des autobus, dont le fonctionnement suscite le plus de critiques. (...) Les ouvriers doivent attendre fort longtemps leur apparition et, après minuit (pour ceux de la deuxième équipe dans les usines), il n'y en a souvent plus du tout. Alors ils quittent souvent leur travail une heure plus tôt. (...)

« Mais on peut aussi voir le spectacle suivant à la grille des usines : un grand autobus, sans plaque de destination y stationne. Portes ouvertes. Le chauffeur crie : « Qui veut aller à... ? » C'est un gauchiste, explique l'un des ouvriers. Il fait payer le double ou le triple du tarif normal, sans débourser aucun billet, bien entendu, mais au moins c'est du transport rapide. (...) Nombre de chauffeurs détournent aussi leurs autobus vers les usines aux heures de sortie des équipes. Et le dimanche, ils transportent la population au marché aux puces local. »

Depuis que l'affaire a fait du bruit dans la région, chacun se rejette la responsabilité en la matière. La direction des transports en commun estime que l'affaire est du ressort de la milice, laquelle considère que ce sont les organismes supérieurs qui doivent s'en charger. Pendant ces querelles de compétence, le commerce des chauffeurs ingénieurs prospère.

# LE SOIR

## Le cancer du fumeur, blessure de guerre ?

L'administration australienne des pensions va devoir s'incliner devant une étonnante décision d'un tribunal civil, plus généreux en la matière que le tribunal militaire qui avait statué en première instance et faire droit à une demande dont la satisfaction pourrait bien élargir sensiblement la notion de veuve de guerre. Du moins si l'on en croit le Soir, de Bruxelles, qui raconte : « Une habitante de la ville australienne de Perth, Mme Nancy

Laso, a obtenu une pension de veuve de guerre, son mari étant mort en 1976 d'un cancer du poumon après avoir contracté l'habitude de fumer dans un camp japonais de prisonniers durant la guerre mondiale... »

« Le tribunal, infirmant la décision prise devant une instance militaire, a estimé que le caporal Laso avait commencé à fumer à cause de conditions difficiles dans lesquelles il se trouvait. »

# THE TIMES

## Des hordes dangereuses

Sur la côte occidentale de l'Australie du sud, les habitants ne savent plus comment lutter contre les souris, rapporte le quotidien indépendant londonien le Times.

« Les rongeurs se fraient une voie en mangeant les entourages en caoutchouc des portes et, une fois dans la maison, y dévorent tout ce qui est comestible et même ce qui n'est pas censé l'être, comme le plastique. Les jardins ont été dévastés et les arbres fruitiers n'ont plus d'écorce. Les paysans ne pourront pas semer de blé à cause de ce fléau qui frappe la région depuis trois mois. (...) Rien n'arrête cette armée de souris, même pas la mer. Une famille vivant à bord d'un yacht ancré au large a vu pendant trente minutes une souris nager autour du bateau. (...) Le fléau représenté par les souris a été aggravé par l'apparition

de rats alors qu'on en n'avait plus vu dans la région depuis vingt ans. (...) »

« Des écoles ont été désinfectées mais, au bout de deux semaines, les souris reviennent. (...) Elles grignotent même la latte de verre utilisée pour bloquer les portes des maisons. (...) Même le poison déversé sur les dépôts d'ordures n'a pas eu raison des souris. Ne trouvant pas d'eau, elles se sont attaquées aux fosses septiques et ont envahi les réservoirs d'eau. Les habitants ont dû les vider, les nettoyer et attendre que les pluies les remplissent. »

« Les habitants espèrent que les prochaines pluies diluviennes les débarrasseront des souris en les noyant ou qu'une vague de froid les décimera. (...) En attendant, les souris survivent et forment des hordes de plus en plus nombreuses. »

(1) Selon une enquête réalisée en 1979 par le département fédéral du commerce.



## Femmes en uniforme

Les 9 et 10 avril prochains, la conférence de l'OTAN sur les femmes en uniforme se réunit à Bruxelles. Qui sont ces officiers ou ces sous-officiers féminins et que peuvent-elles attendre d'une institution militaire longtemps misogyne ? En France, elles sont déjà quatorze mille.

JACQUES ISNARD

Au milieu de l'été dernier, la gendarmerie nationale fut autorisée, par une instruction provisoire du 3 août 1979 du ministre français de la défense, à recruter sur concours cent dix-sept volontaires féminines pour compléter un corps d'engagés gradés de soixante-seize femmes qui y servaient déjà depuis 1973.

Quelle ne fut pas la surprise de la gendarmerie devant l'afflux des candidatures et leur qualité. Il fallut même décider, arbitrairement mais après bien des sursis, d'arrêter en novembre la liste de ces candidatures féminines à deux mille postulantes, entre dix-huit et trente-cinq ans, parmi lesquelles 60 % avaient un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat.

Parmi ces candidates, 25 % étaient des étudiantes et 25 % étaient présentement sans profession. Vocation militaire ? Promotion sociale ? Sécurité de l'emploi ? Conquête d'un monde autrefois réservé aux hommes ? Comme l'écrivait récemment une romancière, Zoé Oldenbourg, prix Femina 1953, « ce qui importe, c'est la reconnaissance implicite et totale du droit de la femme à toute activité qu'elle est capable d'exercer ».

Et pourtant, les femmes en uniforme, lorsqu'on les interroge, admettent que « la vie n'est pas toujours très rose, du moins au début », que « l'expérience enlève vite quelques illusions », et qu'il y a « évidemment » de la part de certains hommes « une sorte d'ostentation », qui, précisément, oblige l'officier ou le sous-officier féminin à se faire sa place par un effort de volonté.

Les unes disent que, « si c'était à refaire », elles « recommanderaient bien sûr », mais d'autres ajoutent que leur adaptation au milieu militaire a été « plus dure » qu'elles ne l'auraient imaginé. De ces observations, somme toute attendues, on ne peut tirer aucune conclusion définitive sur l'échec ou le succès de cette intégration, sur un pied d'égalité en France depuis que le statut de 1973 a rattrapé certaines injustices.

En vérité, ce qui importe, c'est davantage le sentiment qu'elles ont d'être ou non utiles, et c'est aussi la possibilité qu'elles croient avoir ou non de faire tomber les derniers bastions que l'armée leur oppose en interdisant encore certaines spécialités aux femmes.

Recrutées par concours pour les officiers en provenance du secteur civil ou par engagement d'une durée de trois à cinq ans pour les sous-officiers déclarés aptes après des tests médicaux et psychotechniques, les femmes en uniforme sont instruites dans des écoles selon des modalités différentes et propres à leur grade : à Caen-Carpiquet, par exemple, où elles achevent une formation militaire dans des bâtiments au milieu de 30 hectares d'espaces verts ; à Saint-Cyr-Coëtquidan, dans la lande bretonne, pour les futures cadres techniques et administratives ; à Montargis, à Rennes ou à Châteauroux, suivant qu'elles seront transmissionnistes, employées de bureau, ou comptables dans l'armée de terre.

Des « filières » qui ne les dispensent pas d'apprendre à tirer et à défilier en ordre serré, à mener la vie militaire et spatiale de campagne, à pratiquer la topographie, le camouflage ou à manier les postes de radio du combattant.

Ces femmes en uniforme acquièrent d'autant plus facilement un savoir-faire qu'elles doivent déjà beaucoup, par leurs origines sociales, au milieu militaire ou qu'elles ont, par leurs études antérieures, un niveau scolaire les prédisposant à des connaissances rapides. Pour ne prendre qu'un exemple, celui de la promotion de janvier 1980 des élèves sous-officiers féminins de l'armée de terre, il faut savoir que le quart d'entre elles (exactement 24,07 %) sont issues d'une famille de militaire et que la moitié (exactement 49,99 %) ont un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat.

Protégées par un statut identique à celui de leurs collègues masculins, ces femmes suivront, à quelques détails près, la même carrière, c'est-à-dire qu'elles accéderont aux mêmes grades. Néanmoins, elles seront confinées dans certains emplois.

Dans l'armement, elles sont ingénieures. Dans l'armée de terre, elles deviennent des spécialistes d'état-major (secrétariat et chancellerie), de l'information, du matériel ou des transmissions. Dans la marine, à défaut de pouvoir embarquer sur des navires de combat, elles occupent des postes à terre. L'armée de l'air n'est pas en reste en offrant des emplois d'électroniciens, de mécaniciens, de contrôleurs de la navigation aérienne, de secrétaires ou de gestion. Dans certains services, enfin, les femmes peuvent accéder à l'emploi de médecin ou de pharmacien militaire, d'ingénieur des essences ou de greffier de juridictions des forces armées.

Autant de fonctions ou de responsabilités précédemment occupées par des hommes dans une organisation où l'exercice du commandement et les tâches du combat ont été, de tout temps, un métier masculin.

Pour gagner ses galons et surmonter les handicaps, il faut à la femme, dans ces conditions, faire preuve d'une singulière obstination. « Si le personnel féminin se montre compétent, et si n'y a pas de raison pour qu'il ne le soit pas, les autres le reconnaissent », avoue une officier supérieur. « C'est essentiellement par la qualité de son travail que l'on s'impose. » Une jeune officier de marine ajoute : « Il faut être dotée d'une personnalité bien trempée, et en même temps être suffisamment diplomate pour se faire accepter d'un milieu qui n'y est pas disposé. »

L'idée des états-majors est, au-delà du principe : à droits égaux, responsabilités et contraintes professionnelles égales, de récupérer — pour le besoin des forces combattantes — un maximum d'hommes par une politique d'équilibre de féminisation des effectifs.

Dès le temps de paix, il s'agit en définitive de mieux utiliser les compétences qui sont censées être celles des femmes pour libérer les hommes des fonctions administratives et améliorer, ainsi, la valeur et l'efficacité de l'outil de combat en les réaffectant à des missions opérationnelles. Compte tenu de la déflation

qui les frappe, toutes les armées du monde, à des degrés divers, ont adopté une telle politique du personnel.

Malgré tout, le sentiment existe d'une certaine compétition entre les deux sexes chez des hommes que l'arrivée, en grand nombre, de personnels féminins a parfois choqués et qui se plaignent — au passage — d'un assaillant de leurs rivaux — l'absentéisme élevé, les mutations compliquées par les charges de famille ou la difficulté à dissocier le travail des obligations du foyer.

La concurrence s'exacerbe encore lorsque le président de la conférence de l'OTAN sur les femmes, le commodore Joy Tamblin, de l'armée de l'air britannique, estime, en mai 1978 à La Haye, que les femmes sont tout aussi capables que les hommes de commander et, éventuellement, de se battre.

En France, l'armée de l'air et l'armée de terre, par exemple, ont pu concrètement mesurer les risques d'une féminisation non encore acceptée par l'évolution des mentalités. Dans les deux cas, les nouvelles dispositions statutaires ont exigé que les sous-officiers féminins concourent avec leurs homologues masculins. Leur niveau scolaire, souvent plus élevé, et leurs motivations, parfois plus incitatives, ont expliqué qu'en bien des circonstances les candidates aient été mieux placées que leurs counterparts masculins. Il s'est ensuivi des jalouses ou des incompréhensions que le temps dissipera peut-être.

C'est particulièrement vrai, dans l'armée de terre, pour les officiers féminins de corps technique et administratif — un corps mixte nouvellement créé — qui sont formées à Saint-Cyr, qui auront la possibilité pendant leur carrière d'accéder à l'enseignement militaire supérieur pour y préparer leurs brevets techniques et qui ont, en principe, la perspective d'obtenir leurs étoiles de général de division.

Aujourd'hui, les circonstances font que ces jeunes officiers féminins peuvent prétendre à un avancement sensiblement accéléré comme en témoigne une lecture attentive de leur annuaire. Si bien que les états-majors, dans toutes les armées du monde, sont à la recherche d'un subtil équilibre à trouver pour donner des assurances comme quoi la féminisation n'excèdera pas un certain pourcentage des corps de spécialistes en uniforme.



## De Jeanne d'Arc à Valérie André

La petite histoire a retenu le nom de maintes femmes guerrières. En France, qui ont endossé l'uniforme pour se battre, souvent en dissimulant leur véritable identité : Frédégonde (reine de Neustrie) et Brunehaut (reine d'Austrasie), s'affrontant à la fin du sixième siècle à la tête de leurs armées ; Jeanne d'Arc, bien sûr, au début du quinzième siècle ; Jeanne Hachette, en 1572, contre les troupes de Charles le Téméraire à Beauvais, ou encore la Grande Mademoiselle, au dix-huitième siècle, dirigeant les escarmouches de la Fronde.

Après le dix-septième siècle, l'armée régulière maintient dans son sillage des vivandières-blanchisseuses et, plus tard, des cantinières. À la fin du dix-

neuvième siècle, la Croix-Rouge crée des formations civiles féminines spécialisées auprès des unités combattantes. Mais c'est véritablement la loi du 11 juillet 1930, dite loi « Boncour » (du nom d'un ancien ministre de la guerre de la III<sup>e</sup> République, Joseph Paul-Boncour), qui, organisant la nation en temps de guerre, prévoit l'engagement volontaire, voire la réquisition de femmes dans les armées. De fait, dès le début de la seconde guerre mondiale, des infirmières et ambulancières, des conductrices, dans des formations médico-sociales automobiles sont en service auprès de certaines unités combattantes sans y être incorporées. Dispersées en 1940, ces formations féminines sont en-

suite réunies à Vichy, puis dissoutes sur ordre de l'occupant. En revanche, à Londres, par une décision commune du ministre britannique de la guerre et de l'état-major des Forces françaises libres, se crée une unité, au départ de cent volontaires féminines, destinée à des emplois de secrétaires et de conductrices. Un décret du 20 décembre 1941 reconnaît leur existence. D'autres unités d'infirmières ou d'assistantes sociales se constituent en 1941 dans l'armée de l'air et dans la marine. Ces volontaires féminines participeront jusqu'en 1944 aux différentes campagnes du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, d'Italie, de France et d'Allemagne.

Un décret du 11 janvier 1944 crée le corps des auxiliaires féminines des trois armées (santé, transmissions, secrétariat, liaisons et secours) recrutées par engagement volontaire parmi les Françaises âgées de dix-huit à quarante-cinq ans. Ce statut sera modifié au fil des années — notamment en janvier 1946 et octobre 1961 — mais durant ce temps, et principalement entre 1945 et 1963, des milliers de jeunes femmes vont servir en Indochine et en Algérie comme infirmières, ambulancières, convoyeuses, assistantes sociales, secrétaires, transmissionnistes, pilotes de parachutes ou opératrices de cinéma.

L'une d'entre elles, Valérie André, se distingue, comme médecin, aux commandes de son hélicoptère, recherchant des blessés sous la mitraille. Elle sera, en avril 1973, la première Française à accéder au grade d'officier général et elle reste, à ce jour, la seule femme en France à porter deux étoiles.

Progressivement, l'idée d'une intégration des femmes dans les armées françaises chemine mais il faudra attendre l'arrivée de M. Michel Debré au ministère d'Etat chargé de la défense nationale, entre juin 1969 et mars 1973, pour que les textes officiels favorisent l'assimilation en faisant des personnels féminins des militaires à part entière.

C'est ainsi, à titre d'exemple, qu'une loi du 9 juillet 1970 instaure un service national féminin de volontaires et qu'une loi du 15 juillet 1970 autorise l'admission à Polytechnique — établissement d'ingénieurs militaires — d'élèves de sexe féminin. Enfin, une loi du 13 juillet 1972 établit une égalité complète (garanties statutaires, soldes ou perspectives de carrière) entre les personnels militaires masculins et féminins. Arguant de décrets d'application ultérieurs, cette réforme statutaire marquée, en réalité, une pause et elle annonce une normalisation.

## Dans les pays de l'alliance atlantique

Si l'on en croit un récent rapport des services de l'OTAN, le recrutement féminin dans les armées des pays membres de l'alliance atlantique a tendance à s'accroître, de l'ordre de 27 % — soit quarante mille personnes environ — durant ces deux dernières années.

Voici, à titre de comparaison, la situation dans quelques-uns des pays occidentaux :

● **ETATS-UNIS.** — Environ 133 000 Américaines, soit 6,5 % des effectifs globaux, assurement, « selon ce rapport de l'OTAN », des responsabilités importantes et ne sont plus confinées dans des rôles d'infirmières et de personnel administratif. Mais — elles ne sont pas autorisées à occuper des postes de combat. Cependant, des femmes ont été embarquées à bord de navires de soutien logistique de la marine américaine, et l'armée de l'air a engagé des ingénieures femmes d'armement, des ingénieures de vol et des pilotes de transport. Il y a cinq ans, les femmes représentaient 2 % des effectifs de l'armée américaine et, en 1984, elles seront plus de 11 % des forces.

● **GRANDE-BRETAGNE.** — Les Britanniques représentent 5 % des effectifs de la marine de guerre (280 officiers et 3 000 marins), 3 % de ceux de l'armée

de terre (487 officiers et 5 400 soldats) et 5,6 % de ceux de l'armée de l'air (370 officiers et 4 453 soldats). La loi de 1975 contre la discrimination sexuelle ne s'applique pas à l'armée qui, au Royaume-Uni, est totalement de carrière. En 1972, a été examiné un projet de formation de femmes pilotes qui, selon le rapport de l'OTAN, ne fut ni adopté ni rejeté car les avantages étaient largement compensés par les inconvénients, en particulier celui de les voir quitter le service avant que le coût de leur formation ait été amorti.

● **REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE.** — Seuls des emplois médicaux sont ouverts aux femmes (47 officiers femmes dans une Bundeswehr de 495 000 hommes). La Constitution allemande, dans un paragraphe spécial de l'article 12 sur l'objection de conscience, interdit tout maintien d'armes aux femmes. Dans un entretien récent à un hebdomadaire ouest-allemand, le ministre de la défense, M. Hans Apel, n'a toutefois pas exclu l'éventualité que la Bundeswehr soit prochainement dans l'obligation de recruter des femmes pour pallier le manque de recrues masculines.

● **NORVEGE.** — Le personnel féminin représente 0,3 % des

forces armées. En mars 1979, le Parlement a adopté une loi sur l'égalité des droits entre les sexes, mais les femmes, qui sont toutes des volontaires, ne peuvent occuper des postes de combattants.

● **GRECE.** — On compte 300 officiers femmes sur une armée de 184 000 hommes (0,5 % de personnels féminins dans l'armée de terre et 5 % dans la marine).

● **BELGIQUE.** — Avec un total de 2 896 femmes, l'armée belge compte 49 officiers, soit 4,6 % des effectifs globaux. L'objectif est de porter ce taux à 7,3 %. Depuis 1978, les écoles supérieures militaires peuvent recevoir des femmes.

● **CANADA.** — Des femmes pilotes y seront prochainement formées au sein de forces armées, qui comprennent 4 818 femmes (6 % des effectifs militaires canadiens), dont 719 officiers.

● **DANEMARK.** — Au total, 426 femmes (dont 62 officiers) dans les trois armées et 7 513 dans la milice territoriale, soit 15,2 % des effectifs de celle-ci.

● **PAYS-BAS.** — Les femmes néerlandaises, depuis deux ans, ont le droit de combattre et certaines sont déjà pilotes d'avion ou spécialistes du guidage de missiles. Elles représentent 0,7 % des effectifs de l'armée de terre, 2 % dans

la marine et 1,6 % dans l'aviation.

● **FRANCE.** — En 1979, il existait 19 999 femmes volontaires, parmi lesquelles 1 officier général (médecin du service de santé) et 51 colonels et lieutenants-colonels. Selon le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, « les conditions de mise en œuvre et d'intervention des unités de combat et les contraintes de la vie à bord des navires de guerre paraissent difficilement compatibles avec des indisponibilités de longue durée dues à des maternités éventuelles ou avec des carrières trop courtes liées à des raisons familiales ».

Si l'on exclut les personnels féminins dans les services (santé, par exemple) et dans la gendarmerie (où le premier recrutement, prévu par une instruction d'août 1979, a porté sur 117 volontaires), les effectifs sont les suivants dans chaque armée : terre, 240 officiers et 5 800 sous-officiers, pour un total de 319 745 hommes et femmes ; marine nationale, 16 officiers, 637 officiers marins, quartiers-maîtres et matelots, et 64 volontaires féminines du service national, pour un total de 68 249 ; air, 147 officiers, 4 147 sous-officiers et capotiers-chefs et 30 volontaires féminines du service national, pour un total de 100 810.

Radio-734

Les secrets de l'Etat

## Rouletabille

Retour à... « M »



Les procès du British Film Institute

## Rouletabille ou Zorro ?

CLAUDE SARRAUTE

**L**A télé chez nous n'est pas tellement bien vue. C'est la distraction du pauvre. Les premiers à l'avoir eue, ça a été les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, suivis par les ouvriers. Les bourgeois y sont venus plus tard. Les intellectuels ont résisté bien plus longtemps encore. Quant à ceux de la « 1st society », ils l'ignoraient avec une indifférence condescendante : quand voudriez-vous qu'ils la regardent ? Les deux ou trois postes installés dans chacune de leurs résidences ne sont à l'intention des employés de maison et des enfants en bas âge. De ce côté-là l'attitude est la même où qu'on soit à New-York, Hambourg, Londres ou San-Francisco.

En revanche, chez tous nos voisins, le reste de la population partage, toutes classes mêlées, le même intérêt soutenu, critique, pour le petit écran. Dans les pays scandinaves on a même créé des services chargés d'analyser l'impact et l'influence de telle ou telle catégorie d'émissions, sur telle ou telle catégorie de gens. Des services financés par les chaînes, attention ! Il ne s'agit pas de vagues commissions d'étude ou de thèses de doctorat. Et il ne s'agit pas non plus de traiter uniquement de face-à-face, de débats politiques ou de prestations en période électorale. Non, tout y passe, les séries, les documentaires, les feuilletons, les films, les jeux et le reste. Enfin, contrairement à ce qu'on voit ici, les indices d'écoute et de satisfaction ne sont qu'une des données de l'analyse en question. Le British Film Institute, l'équivalent de notre Cinémaèque, par exemple, publie d'innombrables fascicules et brochures consacrées notamment à la télé et à l'histoire, la télé et le cinéma, la télé et l'information, etc. De vraies recherches sur le petit écran.

D'essayer comme nous venons de le faire outre-Manche à une confrontation entre ceux qui regardent la télé et ceux qui la font, en dit long sur les exigences de l'opinion britannique à l'égard de la boîte à images. Organisées justement sous les auspices du British Film Institute, ces réunions ouvertes à tous permettaient de faire subir un interrogatoire en règle à des hommes de télévision suspects de soupçonne à l'égard de l'établissement et du pouvoir,

quel qu'il soit. Travailleurs ou conservateurs. Nous, on n'en croyait pas nos oreilles. Accuser le B.B.C. ou l'I.T.V., chaîne commerciale en tous points digne de sa prestigieuse rivale, de céder aux pressions d'une quelconque autorité, pour un Français habitué au contrôle maniaque des services d'information par l'Elysée et Matignon, c'est tout simplement renverser.

Sur la sallette, deux journalistes de renom. Leurs reportages, dits d'investigation, font date dans l'histoire de la télévision. L'un d'eux a dévoilé tout récemment les odieux sévices dont sont victimes les pensionnaires d'un hôpital psychiatrique très coté en Angleterre. Présenté au prix Italia, ce document n'avait pas suscité une seule réserve. Tandis que là ! J'aurais voulu que vous assistiez à ce feu croisé de questions agressives sur la façon trop appropriée, disait-on — cela semblait l'artifice à plein nez — dont avait été tournée tel ou tel plan. Quel crédit accorder à des déclarations de témoins ou à des résumés de médecins dont on sait qu'elles ont été répétées et recommandées, ne serait-ce qu'à cause d'un appareil de prise de son déficient, ou d'une bande images arrivée au bout de son rouleau.

Autre accusation, plus grave celle-là : devant un film de ce genre, les téléspectateurs, d'abord indignés, se renversent ensuite dans leur fauteuil, l'esprit en paix. Il a suffi, à leurs yeux, de dénoncer le scandale pour le faire cesser. Le ministère de la santé prendra les mesures nécessaires, ils en sont persuadés. Or il n'en est rien. Le réalisateur le sait bien. C'est pourtant la dernière de ses soucis. Dès que le sujet est en boîte, il va enquêter ailleurs. Grâce à quoi l'infirmité sadique dont il a révélé l'existence continue à cogner allègrement sur ses malades à coups de marteau. Lui se défendait de son mieux, le pauvre ! On ne pouvait pas lui demander d'être à la fois Rouletabille et Zorro. Chacun son rôle.

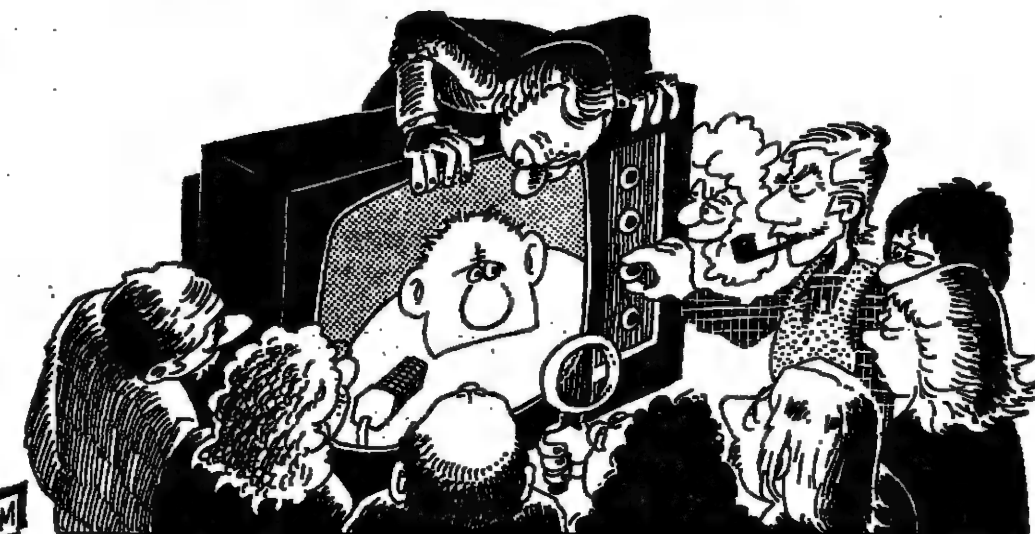
### Faits et chiffres

Et ce reproche adressé plus particulièrement à un de nos confrères spécialisés, lui aussi, dans le documentaire : il avait le tort de se mettre en avant, de venir nous expliquer en gros plan ce qu'il faut penser de telle ou telle situation. A nous, s'exclamaient les mécontents, d'en Juger. Montrez-nous, ce qui se passe ici ou là,

donnez-nous des faits, des chiffres, des images et ne vous prenez pas pour une vedette de cinéma. Le malheureux balaisait la tête, honteux et confus. Il n'y avait pour rien, il le jurait ; c'était sa direction qui le poussait à l'avant-scène et profitait de sa réputation pour mieux « vendre » ses émissions.

Il n'est pas jusqu'au réalisme si cher à toutes les télévisions de l'Europe du Nord qui n'ait été pris à partie par des fanatiques de l'art engagé, sous prétexte qu'il pouvait se confondre avec le naturalisme, expression artistique essentiellement bourgeoise, totalement indifférente au sort de la « working class », et de donner en exemple, en modélisant la fameuse distanciation chère à Brecht.

La, les réalisateurs de tous bords et de tous poils ont fait bloc contre l'assaut. Ça n'a été qu'un cri : au seul nom de Brecht, toute l'Angleterre tend le doigt pour appuyer sur la détente, pardon ! sur le bouton, et changer de chaîne. Aussi sec. Si ce qu'on souhaitait, c'était des travaux de laboratoire réservés à une minuscule élite, il ne fallait pas compter sur eux. Hors du réalisme le plus souple, le plus révélateur, le plus fouillé, point de salut, parce que point de public. C'est aussi bête et aussi simple que ça. Pas simple pour tout le monde, hélas ! particulièrement en France.



GERARD MATHERY

Controverse autour de l'antisémitisme de Maupassant

## Retour à... « Mont-Oriol »

Nous avons reçu de M. Roger Blamont, spécialiste de Maupassant, les réflexions suivantes, à propos de l'entretien de Serge Moati diffusé dimanche 10 avril (le Monde Dimanche du 9 mars). Nous publions les passages concernant le roman adapté pour la télévision.

**S**i j'ai attendu avec curiosité, puis avec un très grand intérêt, tanté d'admiration, le spectacle en deux parties signé par Serge Moati et Geneviève Dormann, je ne m'en sens que plus libre pour dire au premier-montant désaccord avec lui quant à l'antisémitisme de Maupassant, et pour lui reprocher d'avoir — c'est le moins que l'on puisse dire — sollicité les textes.

La liste des œuvres où Maupassant prononce le mot juif (juifs) ou juive est extrêmement restreinte : — Romans : *Bel Ami*, *Mont-Oriol* ; — Nouvelles : *Mille FI*, *l'Inconnu*, *Ça ira*, *la Maison Tellier* ; — Récits de voyage : *la Vie errante* (une fois à propos de l'acquisition du domaine de l'Entée, une fois à propos de la communauté juive de Tunisie).

C'est peu, et encore, pour les trois dernières nouvelles citées n'y a-t-il qu'une brève allusion, sans aucune connotation malveillante. Pour *Mont-Oriol*, je résumerai deux erreurs d'une exceptionnelle gravité : premièrement, il n'y a aucune allusion à la France juive de Drumont. C'est Serge Moati qui montre l'ouvrage, et il est certain que le livre n'avait pas paru quand Maupassant écrivait *Mont-Oriol*, et venait à peine de paraître lorsque l'ouvrage parut en librairie. Je mets Serge Moati au défi de me citer le passage du roman qui — fait clairement allusion à ce pamphlet.

Deuxièmement, la phrase « Il a d'ailleurs eu les pires ennemis dans les salons juifs qu'il fréquentait »

après la parution de *Mont-Oriol* relève de l'affabulation. Deux ans après *Mont-Oriol*, en 1888, lorsque la publication de Pierre et Jean dans le *Figaro* marque d'entraîner le romancier dans un procès, c'est M<sup>re</sup> Emile Straus (mais oui, second mari de Geneviève Fromental, veuve en première noce de Georges Bizet, et qui fut simultanément l'amie — et peut-être davantage — de Maupassant et l'égérie de Marcel Proust adolescent) que Maupassant charge de ses intérêts. Le 24 décembre 1889, d'est avec ses deux belles amies, Mme Albert Cohen et sa sœur Marie Kann, qu'il part révéler aux frères Sainte-Marguerite, se décomposant en dernière minute auprès de sa mère. Ces trois femmes constituaient l'univers juif de Maupassant. Ces faits, qui sont aisément contrôlables, prouvent-ils que l'entourage juif de Maupassant lui ait tenu rigueur de son prétendu antisémitisme ?

### Saint à Zola

J'ajoute qu'il est heureux que Serge Moati ait retranché la scène où Gontran flagelle le sabbat de son beau-frère, qui est de pure invention, comme est pure invention la scène, hélas ! maintenue, où l'on voit Andermatt bourrader Gontran.

Que Gontran soit antisémite bon tant, je ne le nierai pas. Mais qu'est-ce que cela prouve ? Surtout, est-il antisémite parce que, dans l'entente d'un chef, il peint des exploits de camelots du roi ? Ou Schwarzbart, dans le *Dernier des Juifs*, parce que les juifs sont maltraités, agresseurs, assassinés à chaque page de son roman ? Tous comptes faits, Andermatt est le personnage le plus sympathique du roman : Maupassant n'est pas tendre avec Gontran, chrétien et noble, mais qui se prostitue en courtisant Charlotte qui lui plaît, puis en la quittant parce que Louise, qui ne lui plaît pas, est mieux dotée par

le rusé père Oriol. En déduisant-ils que Maupassant est anti-noble et anti-catholique ? ou anti-Auvergnat parce que Oriol père et fils font de sourdes calculs ? Est-il plus tendre pour Brégy, qui se permet de faire la leçon à Gontran, et que Gontran, porte-parole, cette fois, du romancier, ramet violemment en place, dans une scène que, curieusement, Serge Moati a gommée, laissant entendre que la trahison d'Andermatt par Paul n'est pas un exploit dont il y ait lieu d'être fier.

Chacun a droit aux sarcasmes de l'auteur, par personnages interposés. C'est le propos du romancier de la nouvelle école de ne pas intervenir. Ce n'est ni le juif, ni l'aristocrate décadent, ni l'Auvergnat, ni le galant parisien infamable comme l'amadour, que Maupassant fustige, c'est notre pauvre humanité. Et dans ce débat général, c'est Will Andermatt, par la grâce de Maupassant, et non de Serge Moati, qui sort à peu près propre, curieusement défendu non seulement par lui-même, au cours de sa discussion avec Gontran, mais par Gontran, qui le salue avec le détachement badin d'un antisémite de bon ton, mais le défend clairement contre Brégy.

Cela est si vrai que, consacrant peut-être d'avoir à un certain moment désavantagé le juif, Maupassant a retranché (cf. l'édition de Pascal Pia) un passage, au reste confus, où Andermatt s'arrangerait pour donner son pourboire au porteur de pils et de paquets sans débrousser un sou. Cela dit mieux que le reste combien Maupassant se souciait de tenir la balance égale entre les protagonistes. (...)

M. Moati affirme sans rire que Maupassant fait partie de ceux qui, à la fin du dix-neuvième siècle, ont préparé le lit de l'affaire Dreyfus. Une telle affirmation a de quoi confondre. Que Serge Moati pranne une heure sur son temps pour lire les *Dimanches d'un bourgeois de*

Paris, d'un nommé Guy de Maupassant.

Il y lira dans le chapitre consacré à la vieillesse que fait M. Paulot à Emile Zola, que trois ans après la mort de Guy, allait lancer son manifeste « J'accuse », il y lira une trentaine de lignes, où, bousculant le fait personnel venu tout droit de M. Prudhomme d'Henry Monnier, ou du Péchuchet de Gustave Flaubert, Maupassant reprend la parole pour s'écrier Zola. Je sais que Serge Moati est intellectuellement honnête. Or il me dit donc honnêtement s'il maintiendra, après cette lecture, sa stupéfiante affirmation.

Un dernier mot : je n'ai jamais considéré comme un argument probant le recours à des autorités. Je citerai néanmoins un passage d'une lettre du regretté René Dumesnil, flaubertien et maupassantiste, en réponse à des questions que je lui posais, en 1950 : « Il n'est pas douteux, pour moi, que Maupassant ne s'est, à aucun moment, souillé d'antisémitisme. Si Jules Lemaitre a pu exercer sur lui quelque influence, celle-ci fut uniquement littéraire, et encore ? Mais fort libérale, complètement indifférente en matière de religion, ayant d'ailleurs écrit la plupart de ses œuvres avant la publication de la France juive de Drumont (1886) d'où est sorti l'antisémitisme, je n'ai trouvé nulle part dans ses contes ou dans ses romans, non plus que dans ce que j'ai pu lire de sa correspondance, la moindre trace d'un sentiment qui eût été, d'ailleurs, en contradiction avec ses idées (...).

Peut-être me dira-t-on que, n'étant pas juif, René Dumesnil ne pouvait avoir la sensibilité à fleur de peau qui caractérisait sur ce point, il l'avoue d'ailleurs avec franchise, M. Serge Moati. Cette sensibilité est la mienne, et pourtant, je n'ai, moi non plus, jamais décelé le moindre relâchement d'antisémitisme. Je n'en dirai pas tout à fait autant de Gustave Flaubert, sans que pourtant cela aille chercher très loin.

### Les Aventures de Marco Polo

D'ARCHE MAYO  
Lundi 7 avril  
TF 1, 14 h. 25

★ Ou Gary Cooper en pleine jeunesse, voyageur de charme de la République de Venise à la cour de Kublai Khan, amoureux d'une princesse chinoise et luttant contre un ministre félon. Production de qualité selon Samuel Goldwyn. Reconstitution historique fastueuse sinon tout à fait exacte. Mais c'est le héros qui compte et le film est bien fait.

### Quand l'inspecteur s'emmêle.

DE BLAKE EDWARDS  
Lundi 7 avril  
A 2, 15 h.

★ Suite des aventures de l'inspecteur Clouseau. Bien meilleur que le *Panthère rose*, même si Peter Sellers est toujours aussi cabotin. Un générique en dessins animés étourdissant, une enquête policière dynamisée par l'absurde, une mise en scène nerveuse, survolée.

### Pas de problème

DE GEORGES LAUTNER  
Lundi 7 avril  
FR 3, 20 h. 30

★ Jean Leffèvre, qui doit aller rejoindre sa maîtresse à Annecy et sa femme légitime en Suisse, amène, sans le savoir, dans le coffre de sa voiture, le cadavre d'un gangster. Bernard Monex, Mior-Miou et Henri Guybet lui courent après pour récupérer ce cadavre, accessoire d'un vaudeville trépidant, très amusant. Lautner a réinventé le cinéma de boulevard en faisant jouer ensemble, sans dissonances, des comédiens de générations différentes, de styles différents.

### La Bande à Papa

DE GUY LEFRANC  
Lundi 7 avril  
TF 1, 20 h. 35

Médiocrité typique du cinéma comique français des années 50, exploitant la popularité de carlin, acteurs de music-hall, ici Fernand Raynaud dont les sketches faisaient rire. Louis de Funès, dans un rôle secondaire, l'emporte sur la vedette.

### Les Conquérants de Carson-City

D'ANDRÉ DE TOTH  
Mardi 8 avril  
FR 3, 20 h. 30

★ Univers bien connu du western : pionniers contre bandits, chevauchées, fusillades, attractions spectaculaires et petite intrigue sentimentale. Film d'un artisan consciencieux qui fait voir pour Randolph Scott, acteur trop méconnu.

### Les Misérables

DE JEAN-PAUL LE CHANOIS  
Mardi 8 avril  
FR 3, 20 h. 30

★ Deux époques, deux soirées, pour une adaptation en couleurs du roman de Victor Hugo, découpé en scènes théâtrales et qui est bien loin d'avoir la grandeur, l'émotion, le lyrisme du film en trois épisodes réalisés par Raymond Bernard en 1934. Jean-Paul Le Chanois a été surtout

Inspiré par l'épisode de l'insurrection de 1832. Le reste est bien pâle. Encore qu'il ne soit pas tout à fait le personnage de Jean Valjean (mais c'est lui qui attire le public), Jean Gabin domine sans peine une distribution qui, elle non plus, ne vaut pas l'ancienne.

### Un balcon en forêt

DE MICHEL MITRANI  
Jeudi 10 avril  
A 2, 20 h. 35

★ « La drôle de guerre » dans la forêt des Ardennes avant l'offensive allemande du 10 mai 1940. Un lieutenant français, pris au piège de la forêt enchantée, attend son destin en accomplissant les gestes banals de son métier de soldat. Investissement lent de la solitude, illusion de l'amour et du d'émouvoir bonheur par la rencontre avec une jeune femme, sorte de sylphide. En adaptant le roman de Julien Gracq, qui n'a rien d'un récit de guerre, Michel Mitrani a joué l'ambition et la difficulté. Il a réalisé un « film littéraire », la transposition en écriture cinématographique des thèmes, du temps, du style de l'œuvre originale. On sent passer les jours, les semaines, les mois, au rythme des saisons, du cycle de la nature. C'est très beau et, par moments, très étrange. Il y a une sorte de musique dans les images, une prescience de la mort qui s'accomplit enfin, tragiquement lorsque arrive, avec l'ennemi, les monstres de la destruction.

### Terreur dans la nuit

DE BRIAN G. HUTTON  
Jeudi 10 avril  
TF 1, 22 h. 40

Elizabeth Taylor, qui a vu, de sa fenêtre, un soir d'orage, un homme égorgé que personne n'a retrouvé, est-elle en train de devenir folle ou victime d'une machination ? On s'en fiche complètement. Le scénario est mal construit, la mise en scène utilise jusqu'au grotesque les effets les plus usés de la terreur.

### Le Crime de l'Orient-Express

DE SIDNEY LUMET  
Dimanche 10 avril  
TF 1, 20 h. 35

★ Une enquête d'Hercule Poirot dans un train de luxe qui révélera le charme éternel des romans policiers d'Agatha Christie (et celui-ci est un de ses meilleurs) est bien noté dans ce film rétro années 30 (décors, costumes, paysages traversés) et la « murder-party » ne compte que des vedettes : Albert Finney, Laurence Bancel, Ingrid Bergman, Jacqueline Bisset, Sean Connery, Vanessa Redgrave, Marlon Brando, Jean-Pierre Cassel, etc. Un voyage dans la nostalgie.

### La route est belle

DE ROBERT FLOREY  
Dimanche 13 avril  
FR 3, 22 h. 40

★ On peut prendre cela, aujourd'hui, pour un « nanar » : scénario de mélo, jeu appuyé des acteurs, caméra qui n'ose pas bouger, génée sans doute par les micros. C'est à considérer comme une curiosité historique. Le « parlant » faisait son entrée dans le cinéma français et les spectateurs s'émerveillaient d'entendre les cris de Paris, les voix des acteurs, surtout celle d'André Bogaud, chanteur populaire passant de la *Sérénade* de Toselli à la romance de rue sentimentale, du couplet grivois de la sérénade de Don Juan de Mozart. A l'époque ce fut un événement. Pensons-y.

le numéro 10 de décembre 79 de la revue

les cahiers des Sciences et Techniques humaines "Repères et Dialogues"

est paru il a pour thème

### L'ESPRIT de défense

le pouvoir local — la pratique institutionnelle de la V<sup>e</sup> République

Prix du numéro : 20 F en nos bureaux. Envoy postal : 23 F

Rappel des derniers numéros disponibles

N° 8 Juin 79 Le Travail dans la société contemporaine N° 9 Sept. 79 Argence et Société

LES CAHIERES STN 5, av. Léon-Henry 75016 PARIS TEL 520.46.14-224.1072



## A VOIR

## Un as du rire

PORTRAIT :  
FERNAND RAYNAUD  
Lundi 7 avril  
TF 1, 22 heures

Ce qu'il était drôle Fernand Raynaud, drôle et moqueur. Je me rappelle l'avoir rencontré il y a à peu près dix ans à la veille d'un régal, au Théâtre de la Ville, dans un bistrot placé du Châtelet. « Très honoré, chère madame, très. Le Monde, c'est pas rien ça, hein ? Qu'est-ce que vous voulez que je vous raconte ? » Ses débuts, les brasseries, les bals du samedi soir. On le faisait passer quand l'orchestre en avait marre, le temps qu'il soufflé un peu. « Voyez le tableau : les gens sont là, on leur dit de guincher, il y a toutes les bonniches du quartier. Ils sont bien, y sont contents... Crac, ça s'arrête ! Ils tournent la tête. Qu'est-ce qui se passe ? Qui c'est le mec ? Qu'est-ce qu'il raconte ? Ça gueule ! »

Aux tables voisines, les gens étaient plissés de rire. Lui, ça le touffait, il en remettait. Après le dîner, ça a été le cabaret, Piquette : « C'est plus choqué, mais c'est plus dur. Faut être très souple avec les maces, faut être très bien sapé. C'est là qu'il se fait faire son premier costume. « Un soir j'ai dit ça aux copains, j'ai dit : « Tenez, là, y'a comme un défaut. » Et en me quittant, une bonne heure après : « Avouez que je vous aurai bien amusés, hein ? Je vous salue d'ancien combattant. Vous connaissez pas tout ça, vous, l'envers du décor, la vie quoi ! »

Oui, la vie, la vraie vie. Auréole de l'entre-gens avec son énorme pardessus et son sourire décliné où pointait impudiquement, imprudent, une langue de lézard affilé, il capitait à lui seul les mille et une facettes de la condition humaine. Pour moi, pas de problème. Il rejoignait Charlot et même, par moment, La Fontaine par sa façon de fixer d'un geste,



d'un mot, une situation ou un personnage.

Au fil du portrait que l'on en brosse, on parle de sa gloire à l'étranger. La mme passait peut-être assez bien la frontière belge ou allemande. Mais ça n'allait guère plus loin. Desservi par des films d'une étonnante médiocrité, l'humoriste, lui, n'a pas fait la carrière qu'il méritait. Même chez nous, les intellectuels le savaient : c'était trop « grand public » pour leur goût. Exactement ce qu'il voulait d'ailleurs, ce qu'il visait, les foules, et elles l'adoraient.

Ses vieux amis vous le diront à l'écran. Il ne déteint jamais, il ne vivait que pour ça : faire rire. C'était sa drogue, son oxygène, et ses rognés, ses éclats — ça, on en a moins parlé — étaient mémorables. Quand il passait à Bobino, l'arrivée toujours avant le spectacle pour aller le regarder jouer à la bolote, sa passion, dans l'arrière-salle d'un café, rue de la Gaîté. Sourcil en accent grave ou gai, visage trebuchonné par la rage ou la perplexité, il était déjà en représentation. Un grand petit homme. — C. S.

## Avant la peste noire

DOCUMENT DE CREATION :  
LE TEMPS DES CATHÉDRALES  
Lundi 7 avril  
A2, 22 h 15

Septième épisode de la remarquable série de Georges Duby, réalisée par Roland Dargatzis. Images superbes, une caméra attentive au moindre détail, les commentaires de l'historien, l'art dans l'histoire, passionnants. Le début du quatorzième siècle est une époque de grand changement en Italie. Les hommes d'affaires prêtent de l'argent au roi, construisent des cités et dans ces cités, la cathédrale n'est plus comme en France le

centre de tout, c'est la place, lieu de rencontre, de discussion, d'échange-forum. Ce ne sont plus non plus les gens d'Eglise qui protègent les artistes et leur font des commandes, ce sont les hommes d'Etat, les maîtres de la « seigneurie urbaine ». Dante, Giotto, Simone Martini, les frères Lorenzetti font partie d'un mouvement dont la vitalité, la profession seront coupées net par la « peste noire » de 1348.

Combien de morts ? Plus d'un tiers de la population, dit-on. Le Christ ne sera plus le seul modèle après ce grand choc. — C. H.

## Enluminures



TELEFILM :  
« LOUIS XI, UN SEUL ROI POUR LA FRANCE »  
Mardi 8 avril  
TF 1, 20 h 35

Pourquoi ne nous parlez-vous que de Louis XI à la télévision ? Pourquoi ces émissions en série, en cascade, sur lui, uniquement lui ? Pourquoi pas Louis X ou Louis XII ? On ne nous fera jamais croire que les Français vouent un culte exclusif au « roi des marchands ». Même ceux que son caractère, ses méthodes de gouvernement, sa vision politique, passionnent au plus haut point auront très largement trouvé de quoi satisfaire leur curiosité à l'occasion des dossiers et des débats qui très régulièrement viennent rappeler les dates et les circonstances de sa lutte contre le Téméraire.

Ah, à qui s'adresse cette énième évocation Un seul roi pour la France ? — Le titre tombe bien, on dirait vraiment qu'elle n'en a eu qu'un. Sans doute est-elle destinée aux boulimiques, aux insatiables, aux loco-

nographes. Ils ne pourront pas se plaindre de la façon extrêmement courtoise et compréhensive dont on a évoqué leur idole. Celui qui passait pour fort laid est plutôt bel homme : c'est Roland Monod. Et ses longs dialogues avec Comynes, à qui se réduit le texte dans ce film, sont absolument authentiques. Jean-Claude Lubichansky a inséré entre deux scènes jouées, ou plutôt dites, des reproductions d'enluminures et des paysages naturels de toute beauté.

C'est très joli, très habilement fait, et pour pas cher. Ainsi la bataille de Beauvais est-elle attachée à un manuscrit d'époque, ce qui vaut beaucoup mieux qu'une de ces reconstitutions mobilisant des dizaines de figurants carrossés de fer-blanc, à qui donnent généralement lieu des cours d'histoire sur un règne qui, pour le plus grand nombre, évoque d'abord un ultra, Quentin Durward, et un nom, Walter Scott. — C. S.

## Lundi 7 Avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 45 Réponse à tout.  
12 h 35 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.  
Cinéma (cycle Gary Cooper) : « Les Aventures de Marco Polo ». Film américain d'A. Mayo (1938), avec C. Cooper, S. Curtis, E. Rathbone, E. Tracy, A. Hale, G. Barlier, B. Barnes (N., rediffusion).  
45 minutes. Le fils d'un marchand vénitien fait un long voyage jusqu'à Pékin pour signer un traité de commerce avec l'empereur de Chine. Il s'oppose à la fille de celui-ci et s'attire la haine d'un ministre.  
15 h 25 Variétés : 15 h 40, Côté héritage qui est le nôtre : une pension de cinq siècles ; 16 h 2, A votre service.  
16 h 15 Sports : Football.  
Finale des matchs en direct de Montagu : Thiers (prix de la télévision).  
17 h 15 Variétés : Anouapka.  
18 h 15 Joyeuses Pâques.  
19 h C'est arrivé un jour.  
La chasse à courte de Sir Patrick.  
19 h 25 L'île aux enfants.  
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 30 Cinéma : « La Bande à papa ». Film français de C. Lefranc (1955), avec F. Raynaud, M. Rouquayrol, L. de Funès, A. Wolf, E. Crémieux, B. Debruy, M. Barbuise (N.).  
Un employé de banque timide, méprisé de

tout le monde, devient un héros le jour d'un hold-up. Il apprend que le chef des gangsters auquel il a résisté est son père.  
22 h Portail : Fernand Raynaud.  
Lire notre sélection.  
22 h 30 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La part des téniers.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Les grandes vacances.  
15 h Cinéma : « Quand l'inspecteur s'embale ». Film américain de R. Edwards (1964), avec P. Sullens, E. Souther, G. Sanders, H. Lom, T. Reed, O. Stark, A. Marano (rediffusion).  
Un policier parisien, répété pour ses parties et sa maladresse, s'entête à croire à l'innocence d'une jeune femme de chambre qu'on trouve toujours là où quelque chose vient d'être assassiné.  
16 h 45 Récit A 2 spécial vacances.  
17 h 20 Fendite sur... poésie au pluriel.  
17 h 30 Récit A 2.  
(Suite) Émile : Mlle-Mia O ; Le livre de la semaine ; Albatour.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Les 100 chiffres et des lettres.  
19 h 15 Document : La Belgique rue du ciel.

19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Dramatique : Jésus de Nazareth.  
De Franco Zeffirelli (troisième partie).  
Le collège de Jésus chassant les marchands du temple, puis la guérison du centurion et bientôt les prémisses de la trahison de Judas.  
22 h 15 Document : Le temps des cathédrales.  
Le quatorzième siècle.  
Lire notre sélection.  
23 h 10 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
Hédo jeunes : Le lièvre et la tortue.  
19 h 35 Tribune libre.  
Les femmes et la famille, avec la participation de l'UNAF.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 A la découverte des animaux.  
Le jardin d'Aladin.  
19 h 45 Bul.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma public : « Pas de problèmes ». Film français de G. Lantier (1975), avec Michel-Mou, J. Lefebvre, B. Manes, E. Guybet, A. Dupuy, M. Pacheco, B. Saint-Cyr, P. Desvare, (rediffusion).  
Pour rendre service à une jeune et délicate en détresse, un grand empoté, fils de P.D.C., cache le cadavre d'un inconnu dans le coffre de la voiture de son père. Celui-ci part pour Anoucy et la Suisse, trébuchant le cadavre sans le savoir.  
22 h 5 Journal.

## Mardi 8 Avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 35 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 45 Croque Vacances.  
14 h 15 Les après-midi de TF 1.  
Les chers les journaux : 12 h 50, Bricolage ; 13 h 5, Variétés ; 14 h 2, Info-nature ; 14 h 8, Arago X-601.  
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri ; Hère à la une : 14 h 38, Série : Sandoban (n° 6) ; 15 h 25, Variétés ; 15 h 30, Regard sur le tourisme : les sentiers de grandes randonnées ; 16 h 30, Cinéma et contre-chant ; 16 h 50, Mardi-guide ; 17 h 10, Livres service ; 17 h 20, Variétés ; 17 h 30, Cuisine ; 17 h 35, Vie pratique ; 17 h 54, Variétés.  
18 h TF 4.  
18 h 30 L'île aux enfants.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
Les malins du petit frère.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
Un pionnier de l'univers familial : l'ainé.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 35 Dramatique : Louis XI, un seul roi pour la France.  
Réalisation J.-C. Lubichansky, avec R. Monod, F. Maitrenet, S. Picolet.  
Lire notre sélection.  
22 h Variétés : La fête à Boris.  
Émission de J. Canetti.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La part des téniers.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Les obligations corporelles.  
15 h Émissions pédagogiques.  
Au fil des matras : La carrosserie.  
16 h Récit A 2 spécial vacances.  
Le prince et la pauvre (première partie).  
17 h 20 Fendite sur... des regards américains.  
L'Amérique profonde.  
17 h 30 Récit A 2.  
(Suite) Émile : Papirote ; Discoques ; Les quinquante ans ; Mais malins ont la parole.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Jésus de Nazareth ».  
Quatrième partie.

Après que l'apôtre Pierre a juré sa fidélité à Jésus, celui-ci est crucifié.  
22 h Début : Sur les pas de Jésus.  
Retransmission en direct de Jérusalem, avec les Pères X. de Chalandar, J. Stasny, le Père J. Kozlowski, les professeurs X. Yach, archéologue, et Z. Wardowski, professeur d'histoire des religions à l'université de Jérusalem, le juge H. Cohen et sept témoins.  
23 h 30 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h Ministère des universités.  
18 h 30 Pour les jeunes.  
Les couleurs du temps.  
19 h 35 Tribune libre.  
Mouvements de femmes : le Mouvement des femmes noires.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma pour tous : « Les Conquérants de Carson City ». Film américain d'A. de Toth (1952), avec R. Scott, L. Norman, A. Mamey, A. Webb, J. Milligan, L. Keating.  
Un ingénieur, habitué à la bagarre, construit une ligne de chemin de fer dans le Nevada, pour contraindre une bande de voleurs qui altèrent les diligences chargées d'or.  
21 h 55 Journal.

## Mercredi 9 Avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 35 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 35 Les visiteurs du mercredi.  
De C. Izard.  
Avec les marionnettes Sibor et Bora : 14 h 45, Les Fol-Pol ; 14 h 8, La bataille des planètes ; 14 h 32, Interdit aux plus de dix ans ; 15 h 2, Les aventures de Black Beauty ou Prince noir ; 15 h 27, Spécial dix-neuf ans ; 16 h 23, La parade des destins animés ; 16 h 45, Les infos ; 17 h 7, Série : Le vol du pélican ; 17 h 30, Studio 5.  
18 h 10 Auto-mag.  
18 h 30 L'île aux enfants.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
Le mort à soit.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
De l'argent, de particulier à particulier.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 35 Dramatique : L'inspecteur même l'enquête.  
« Effet 17 » : réalisation P. Cavallini, avec D. Ayne, G. Dourmel-Chantal, V. François, M. Bedetti, R. Darcy...  
22 h La rage libre.  
Magazine littéraire de C. Siffert.  
Un voyageur dans le siècle, de G. de Jouvenel ; la Forêt d'Assommoir, de G. Chervière ; le Peuple révolté, de B. Amoureaux ; la Elve

allemande de ma mémoire, de K. Le Gervae.  
23 h Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La part des téniers.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 50 Face à vous.  
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.  
15 h Série : Vive libre.  
Le docteur volant du Kenya.  
16 h 10 Récit A 2.  
Rébus : Watoo ; Émile : Marabond ; Émile : Anagrammes ; La panthère rose ; Zeltro ; La justice ; Albatour ; Sport ; Popo ;  
17 h 10 On ne go.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : Corde.  
Ou football Nantes-Valence, en direct de Nantes, ce qui entraînera une modification des horaires sylvains.  
21 h 40 Magazine scientifique : Objectif l'été.  
En direct avec les dinosaures.

Reconstitution au parc de Saint-Vrain : un dinosaure d'un genre rare remonte à deux cents millions d'années situées par Philippe Taquet, chargé de recherches au C.N.R.S. et spécialiste mondial des dinosaures, brontosaures et autres tyrannosaures.  
22 h 45 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
De true en true : Jeu ; Les croque-mitaines ; le perroquet.  
19 h 35 Tribune libre.  
Les femmes et le travail, avec B. Bernaudy, guide de la Compagnie bancaire.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma (cycle Jean Gabin) : « Les Mésallées ». Film français de J.-P. Le Chanois (1957), avec J. Gabin, B. Blais, D. Delorme, F. Leclerc, Bourvil, A. Florin, E. Mureau, M. Ravet, (rediffusion).  
Première partie. — Jean Valjean, ancien forçat, se réveille par sa rencontre avec l'évêque de Digne, se fait une vie honorable d'industriel philanthrope et protège une malheureuse fille tombée dans la prostitution. Mais le policier Javert le reconstruit.  
21 h 55 Journal.

## Jeudi 10 Avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 35 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
14 h 50 Objectif santé.  
L'aise personnelle au logement.  
14 h Wickie le Viking.  
14 h 25 Croque Vacances.  
Les chers les journaux : 14 h 34, Bricolage ; 14 h 40, Variétés ; 14 h 44, Le tour du monde des marionnettes ; 14 h 51, Infos magazine ; 15 h 15, Variétés ; 15 h 18, Arago X-601 ; 15 h 33, Le petit prince orphelin.  
18 h TF 4.  
18 h 30 L'île aux enfants.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
Je suis coupable.  
19 h 5 Une minute pour les femmes.  
Madame auto ou le volant au féminin.  
19 h 10 Tirage du Loto.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les Assemblées parlementaires.  
L'Assemblée nationale.  
20 h Journal.  
20 h 30 Série : Les visiteurs.  
« L'Assommoir », réal. M. Wern, avec J.-M. Pissat, B. Kramer, J. Salutin...  
21 h 30 L'événement.  
Émission d'Henri Marquet et Julien Beauchamp.  
22 h 30 Journal.  
22 h 40 Cinéma : « Terreur dans la nuit ». Film américain de R. G. Burton (1973), avec

E. Taylor, L. Harvey, S. Whitlaw, B. Lang, T. Britton, B. Dean.  
Une femme, de la mort tragique de son premier mari, souffre de troubles psychiques, elle croit avoir vu commettre deux meurtres dans la maison voisine, mais la police ne trouve rien. Est-elle folle ?

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : La part des téniers.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Des femmes pour un podium.  
15 h Série : Vive libre.  
Le rhinocéros blanc.  
16 h L'invité du jeudi : Pierre Deland.  
17 h 20 Fendite sur... poésie au pluriel.  
Potée pour les yeux.  
17 h 50 Récit A 2.  
Émile : Mes malins ont la parole ; Ces secrets parlez (l'école buissonnière) ; Aldo Réal.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : « Un balcon en forêt ». Film français de M. Milval (1977), avec E. Bauman, A. Walla, Y. Alfonso, S. Martins, J. Villot, J. Charby, E. Crommberg, L. Vercauthe, P. Frantz.

D'octobre 1939 à mai 1940, dans la forêt de l'Ardenne à la frontière belge, un lieutenant et trois soldats français attendent, dans une petite poste avancée, l'offensive allemande.  
23 h 10 Figueur-ci, Figueur-là.  
Michèle Pina, soprano colorature, interprète des œuvres de Rossini, Offenbach, Debussy et J. Stravinsky.  
23 h 35 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
Météores : Les microbes ont-ils des pailles ? A l'écoute de la Terre : les îles volcaniques françaises.  
19 h 35 Tribune libre.  
Les femmes et l'éventail, avec M. Rolland, guide de haute montagne.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'ours Paddington.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Trois questions sur la trois.  
20 h 35 Cinéma (cycle Jean Gabin) : « Les Mésallées ». Film français de J.-P. Le Chanois (1957), avec J. Gabin, B. Blais, G. Rappoport, A. Altarriba, Bourvil, S. Montfort, J. Urbain, S. Rastiani, L. Baroux, (rediffusion).  
Deuxième partie. — En 1832, Jean Valjean, renfermé à Paris, vit avec Cosette devenue jeune fille. Celle-ci aime un étudiant pauvre, Marius, l'élève de son père, qui se retrouve Jean Valjean.  
21 h 55 Journal.

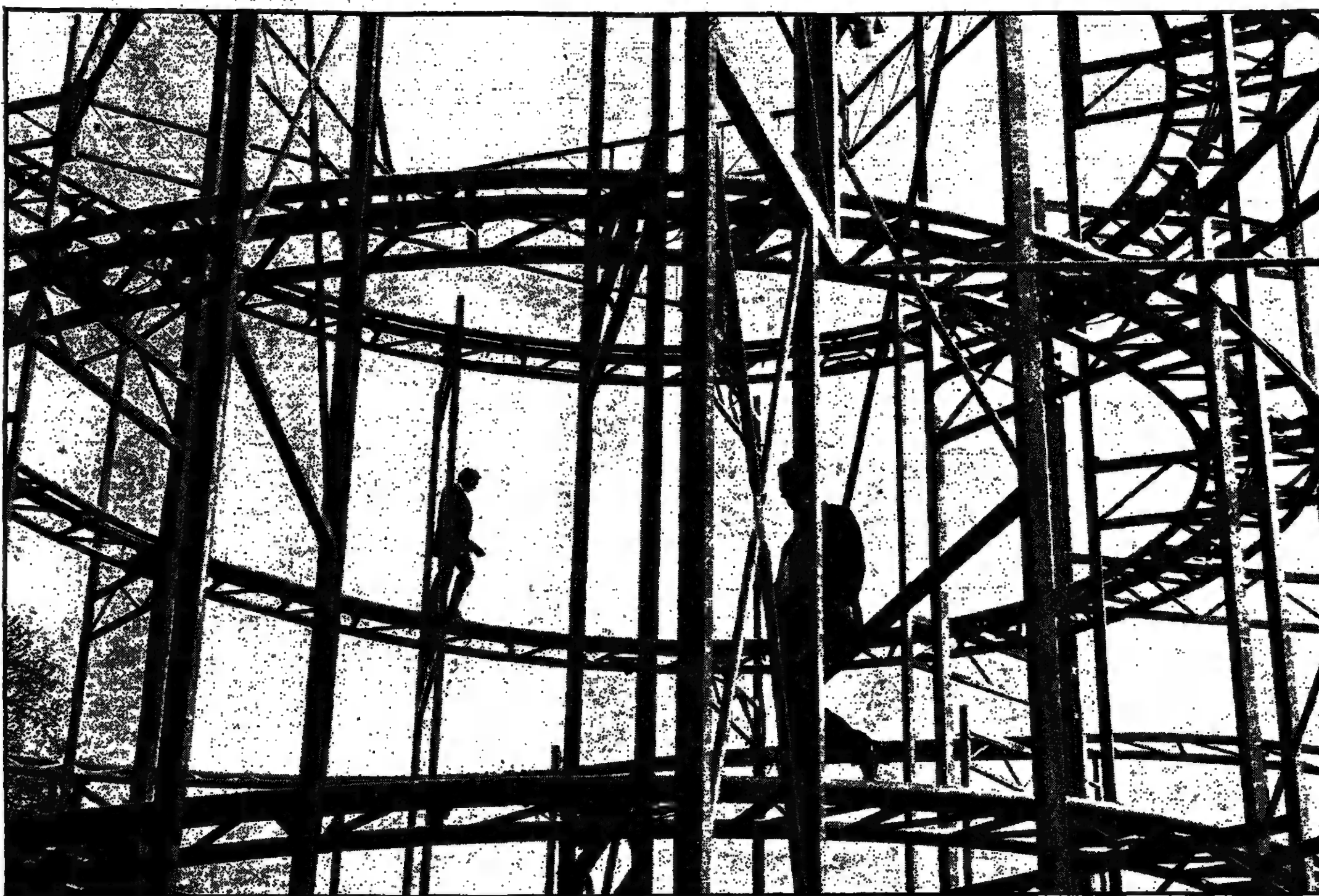












LOC GIBARD

## LOGIQUE

# La révolution de l'intelligence

Après l'âge de l'informatique vient celui de l'intelligence artificielle. On cherche des supports physiques pour des logiques plus complexes. La France paraît bien placée pour prendre le virage.

PAUL TROUILLAS (\*)

Un nouveau Keynes trouvera-t-il les recettes du plein emploi de l'ère informatique ? Il est plus probable que le chômage disparaîtra lorsque les besoins accrus en information sous toutes ses formes — dans les pays développés et surtout dans le tiers-monde — ainsi que des gains substantiels de productivité, annoncés par les microprocesseurs, viendront assurer de nouveaux cycles de croissance. Telle se dessine l'ère post-industrielle. Mais la rapidité de la mise en place des activités d'information et le caractère quasi explosif du chômage qui l'accompagne doivent obliger les planificateurs et les décideurs politiques à se poser la question suivante : qu'y aura-t-il après l'âge informatique ?

Il est une réponse logique à cette question. L'évolution technologique semble destinée à conférer à l'homme des activités collectives amplifiant ses principales capacités individuelles. La technologie de l'agriculture, apparue la première, a eu pour fonction de renforcer et d'organiser ses possibilités d'alimentation. L'industrie et les transports — fondés sur la mise en œuvre de moyens énergétiques — ont ensuite multiplié son pouvoir d'action sur la matière et de déplacement. L'imprimerie puis les médias audiovisuels ont réalisé une expansion vertigineuse des communications symboliques et linguistiques du cerveau humain. Avec les ordinateurs, c'est une nouvelle fonction cérébrale qui est à la fois reproduite et étendue : la mémoire. Médias et ordinateurs témoignent que l'évolution technologique amplifie désormais les capacités nerveuses supérieures de l'homme. De l'alimentation à la mémorisation, l'évolution technologique semble avoir récapitulé dans les sociétés humaines les principaux stades de l'évolution biologique qui, partie de structures simples et purement animales, a abouti aux systèmes nerveux puissants des primates, capables de communiquer et de stocker l'information.

An reste, certains bons esprits (1) ont été frappés par le mécanisme darwinien de sélection des grands procédés technologiques, les uns représentant des branches mortes de l'évolution, les autres envahissant la Terre à l'instar de certaines grandes espèces des ères géologiques. Les musées technologiques ressemblent en effet aux musées d'histoire naturelle : on y trouve des structures non viables et des gerbes de procédés issues d'une innovation-souche. Il n'est pas jusqu'à la montée en volume et en intégration, caractéristique de l'évolution biologique, qui ne se retrouve dans l'évolution technologique. Elle a même l'aspect de petites cellules sociales, cloisonnées sur le plan technique, à l'humanité actuelle intégrée au niveau des technologies de communication et d'information.

## Intelligence

Ces données permettent de déterminer avec quelque sûreté la nouvelle activité essentielle de l'ère post-informatique : la technologie de l'intelligence. Après la fonction de mémoire est en effet apparue inévitablement, dans l'évolution des êtres vivants, la fonction d'intelligence. C'est donc la révolution de l'intelligence artificielle — qu'on pourrait appeler l'« intelligence » — qu'il faut s'attendre. L'intelligence biologique, telle qu'on l'observe chez les primates et l'homme, a une définition très précise : c'est la capacité d'extrapolation — à partir de données de situations ou de données — d'un lien logique et la capacité de réponse adaptée à l'aide de la logique découverte. Ainsi, alors que la mémoire

consiste seulement en la fixation d'informations, l'intelligence est une forme de traitement de l'information : c'est la forme la plus élaborée de la perception. Dans sa partie active, l'intelligence est la plus élaborée des réponses nerveuses.

Ces critères permettent de découvrir que l'intelligence artificielle est déjà parmi nous. Avec l'apparition des logiciels a été reproduite la capacité de traiter l'information. Faut-il rappeler que certains microprocesseurs sont déjà capables d'effectuer des tâches nettement plus élaborées que celles qui sont couramment proposées par l'industrie aux cerveaux des travailleurs ?

Les capteurs et les palpeurs déjà à l'extrême de l'information et à réaliser une perception artificielle. Les actionneurs élaborent de véritables réponses gestuelles organisées dans le temps et l'espace. Ainsi, le couplage extraction-réponse — fondement de l'intelligence — est déjà obtenu. On parle, pour les années 1980, de systèmes authentiquement intelligents, capables de déduire une logique et de l'appliquer. Ces recherches de pointe, on le constate, ne sont pas assimilables aux autres techniques habituellement placées sous ce vocable (espace, nucléaire). Elles sont véritablement à la tête des possibilités de la technologie, mais aussi, en définitive, de la vie.

Ainsi est-il confirmé que l'âge de l'intelligence commence à s'ouvrir. Nul doute que, à l'instar de l'informatique, l'intelligence se répandra rapidement dans tous les secteurs de l'économie, y compris dans l'informatique, quelle dominera. Pourtant, l'intelligence artificielle attend encore ses bases technologiques. La logique binaire de

l'informatique ainsi que ses supports — tore ou semi-conducteurs — sont trop élémentaires pour elle. L'intelligence artificielle ne pourra se développer vraiment que lorsque des logiques plus complexes auront pu trouver des supports physiques adéquats. C'est là le domaine de la recherche fondamentale et — pour employer le mot américain — de la big science.

## Psychologique

La difficulté d'engagement du peuple français dans les technologies industrielles est très probablement d'origine psychologique. Les Français n'ont pas retrouvé dans l'industrie leurs grands désirs collectifs profonds : individualisme et goût du travail en famille, participation intellectuelle aux tâches ; liberté relative des horaires ; richesse des relations humaines ; désir du contact avec la nature et propension à accumuler les biens matériels. L'industrie a été le long cillice des populations françaises. L'appui des régimes du dix-neuvième siècle et de la III<sup>e</sup> République sur l'électorat agricole est le témoignage de ce fait quasi inconscient des Français, opposés à une industrie nationale ouverte.

Il a fallu l'électrochoc de 1940 pour les arracher à leurs fantasmes agricoles (2) et les forcer à l'industrie, puis à l'ouverture. Même avec les efforts récents, les Français ne sont jamais parvenus à dépasser le stade de sixième exportateur industriel mondial.

Tout autre semble être la disposition des Français à l'égard des technologies de l'information. La France est parvenue rapidement à devenir le troisième exportateur mondial de matériel informatique, capable de devancer les États-Unis sur le marché soviétique. Les développements récents montrent que les Français s'intéressent en masse à la mémoire artificielle. L'informatisation de la société française va vite et les écoliers disposeront bientôt de dix mille ordinateurs. Dans ce processus étonnant, la psychologie collective paraît ici à nouveau à l'œuvre, mais de façon positive. Ne faut-il pas voir, dans ce goût pour l'informatique, le prolongement d'une dévotion populaire souvent affichée pour les valeurs intellectuelles et les « grosses mémoires ». Un peuple entier a appris à développer sa mémoire au cours des « par cœur » de l'école primaire et s'est montré subjugé par les longs discours radicaux, pour lesquels une infatigable engrammation devait permettre de restituer — au milieu des brumes alcoolisées des banquets — une longue séquence bourrée de citations. De Gaulle lui-même savait qu'on ne pouvait réellement parler au Français que sans papier. A cet égard, un axe Herriot-de Gaulle-Mitterrand-Giscard passe par la valeur mémoire !

La France ne doit pas manquer la révolution de l'intelligence. Tout l'y pousse. D'une part, l'évolution technologique s'oriente de façon indiscutable vers ce domaine. D'autre part, pour la première fois depuis l'expansion agricole, une activité économique rejoint vraiment l'une des pulsions-clés de la psychologie française : la passion de l'intelligence. Ces facteurs favorables devraient pousser les gouverne-

ments futurs du pays à engager des efforts massifs dans la voie de cette nouvelle activité. Une politique volontariste pourrait être lancée, après les débats démocratiques nécessaires. Un « plan-intelligence » pourrait être proposé à l'instar du « plan-calcul », qui fut en réalité un « plan-mémoire ». Les principaux laboratoires publics ou privés, déjà impliqués dans la communication et le stockage d'informations, pourraient être orientés vers la recherche de supports physiques aux logiques complexes. Les efforts conjugués de physiciens, de mathématiciens, de chimistes, d'électroniciens, pourraient être intégrés en groupes interdisciplinaires de pointe. Cette big science nécessiterait, naturellement, des investissements considérables. Mais la portée de ses résultats pourrait être énorme. L'accélération du progrès technologique pourrait conduire à des éléments tangibles à moyen terme. L'accès de la France à une technologie originale de ce type pourrait contribuer à lui redonner les fondements d'un statut perdu, fournir un souffle nouveau au langage français dans lequel pourraient être choisis les nouveaux concepts, enfin permettre à la nation d'aborder dans les meilleures conditions l'intégration européenne.

En 1789, la Convention avait prévu de consacrer les cinq derniers jours de l'année républicaine à des valeurs sociales, dont l'intelligence, et même conçu, pendant cette période, d'organiser une fête nationale de l'intelligence (3). Etomante révélation d'un culte profond que n'a cessé de célébrer la société française et qui pourrait contribuer, par la technologie, à sa régénération.

(1) A. Danzin, « Information, évolution et entropie », la Prospective technique, n° 15, 1978. Repris par l'Association nationale de la recherche technique, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

(2) Révélés à l'état pur par l'idéologie stalinienne.

(3) Robespierre obtint par un amendement la suppression du terme « vertu » et obtint que la fête nationale de la vertu soit célébrée avant la fête du génie.



## RECHERCHES

# Les médicaments de la mer

Les poissons, les algues, les mollusques... pour renouveler la pharmacopée traditionnelle qui s'essouffle. L'idée fait son chemin dans le monde entier. Les premiers résultats sont là.

SOPHIE SEROUSSI

UNE gorgone des mers chandées au bien folle, à perdu à tout jamais son anonymat aquatique. Fils pour elle le calme et la sérénité des fonds marins. De cet invertébré marin de la même famille que l'hydre ou la méduse ont en effet été extraites des prostaglandines. Ces médiateurs chimiques constitués d'acides gras, suivant la dose et le groupe chimique accolé, peuvent avoir de nombreuses applications thérapeutiques. Les prostaglandines isolées sont, en elles-mêmes, inactives, mais peuvent être utilisées comme précurseurs d'autres composés qui agissent sur les contractions musculaires, la pression sanguine et le système nerveux. L'effet tranquillisant obtenu est comparable à celui produit par la chlorpromazine, ce médicament découvert en 1952 par un chercheur français qui a révolutionné la médecine du cerveau.

Très intéressante donc, cette gorgone. Les quelques cinq cent mille espèces animales et quatre cent mille espèces végétales qu'hébergent les fonds marins le sont tout autant que la faune et la flore terrestres, qui ont donné à la pharmacopée certains médicaments parmi les plus illustres, comme la morphine, le curare ou l'atropine. Face à un tel potentiel exploitable, les scientifiques cherchent un peu au hasard. Et ils trouvent :

• Des substances antimicrobiennes, isolées de champignons marins, le plus souvent parasites d'algues : les céphalosporines C inactive, par exemple, il est possible de synthétiser de nouveaux antibiotiques. Nouveaux antibiotiques qui, justement, commencent à faire cruellement défaut. Les germes pathogènes sont de plus en plus résistants aux antibiotiques connus et utilisés souvent abusivement.

• Une substance vasoconstrictrice, la palytoxine, chez des copépodes marins (*Polythoa caribaeum*, *Polythoa mamillata*, *Polythoa tuberculosa*), dont l'utilisation thérapeutique est envisageable pour le traitement des maladies du cœur. Des chercheurs américains parmi les plus dynamiques en ce domaine, comme ceux de l'équipe du docteur Fushkar N. Kaul, de l'université de l'Oklahoma, estiment que c'est un matériau de travail remarquable pour mieux connaître la physiologie des artères coronaires. La palytoxine est, en effet, la première substance capable de reproduire expérimentalement les spasmes coronariens des animaux.

utilisées à mauvais escient, la tétracycline employée à des doses convenables à des propriétés médicamenteuses intéressantes.

Plus étonnantes encore, les applications thérapeutiques éventuelles des algues dans la lutte contre la contamination radioactive et la pollution en général. Déjà largement utilisées dans les

industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques comme épaississants ou émulsionnants, les algues ont la propriété de prévenir l'absorption intestinale du strontium radioactif. Ils forment une sorte de gel strontium-alginate qui est ensuite éliminé par les fèces sans dommage pour l'organisme. Un bon moyen pour traiter les intoxications. D'autres algues — l'*Enteromorpha intestinalis* et la *Cladophora rupestris* — absorbent les substances radioactives. Sorte de baromètre de la radioactivité marine, elles peuvent servir à contrôler le taux de la contamination là où elles se développent. Enfin, des polysaccharides, toujours extraits d'algues, agissent sur les intoxications par certains polluants métalliques. Des rats ayant absorbé en laboratoire des doses massives de baryum, cadmium ou zinc ont survécu grâce à l'administration orale de ces produits.

Quoi qu'il s'agisse encore d'expériences de laboratoire, ces quelques exemples, pris parmi d'autres, montrent bien l'intérêt des ressources marines en médecine, bien que les recherches soient particulièrement difficiles. Elles nécessitent une immense infrastructure et un personnel qualifié. Pour la prospection et la récolte, les plongeurs doivent connaître la faune et la flore marines. Pour identifier précisément les espèces marines rapportées, des taxonomistes expérimentés sont indispensables pour chaque catégorie.

Il existe plus de vingt mille espèces, rien que pour la famille des éponges, et cent mille pour celle des mollusques ! Pour la conservation et l'extraction des substances, il faut des chimistes qui déterminent leurs structures exactes, une fois purifiées, et envisagent leurs synthèses dans la mesure où ils trouvent des molécules dignes d'intérêt. Enfin, c'est aux pharmaciens de rechercher un corps actif éventuel, ce qui se produit dans à peine 10 % des cas !

## Ecologie

Pour corser le tout, les scientifiques ignorent tout ou presque des interactions éventuelles entre faune et flore marines, quant à l'efficacité d'un produit par exemple. Synthétiser industriellement un produit pour le rentabiliser, en évitant les récoltes, les stockages, les extractions, n'est possible que si ce dernier ne perd pas toute son activité en dehors du milieu naturel : celui-ci, dans la majorité des cas et pour simplifier les choses, se situe dans les tropiques.

En outre, les biologistes de la mer ont fait observer que, malgré l'immensité des océans, la faune et la flore sont dans un équilibre écologique délicat. Chaque exploitation commerciale risque de devenir un problème pour l'environnement, notamment la cueillette d'organismes sédentaires en vue de l'isolation de pro-

duits actifs. Ce qui revient à dire qu'un besoin éventuel en grandes quantités d'une substance intéressante ne doit pas être couvert par les ressources naturelles mais par synthèse partielle ou totale.

Actuellement, il faut entre dix et quinze ans pour mettre au point une molécule nouvelle en pharmacie. De toute évidence, ce ne sont pas les molécules péchées de la mer qui permettront d'alléger les dépenses en matière de recherche pharmaceutique. Pourtant tout le monde y croit, la recherche publique comme la recherche privée dans de nombreux pays. Aux États-Unis, un projet, le « National Sea Grant Program », sous l'égide de la National Oceanic and Atmospheric Administration (la NOAA) a pour but de rechercher et de valoriser les produits actifs de la mer, notamment dans le domaine thérapeutique. En Italie, en Belgique et en France, des chercheurs travaillent également dans ce sens.

Deux projets français sont actuellement en cours : le projet Pharmacocentre du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEO), et le projet SNOM (Substances naturelles d'origine marine), qui regroupe le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'Organisation de recherche scientifique des territoires d'outre-mer (ORSTOM) et l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), en collaboration avec des partenaires privés.

Dans le secteur privé, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc et, surtout, Hoffman-Laroche ont également misé sur la mer. Le géant mondial suisse de l'industrie pharmaceutique a même, depuis avril 1974, créé un institut de recherche sur la côte australienne. Installé à Dee-Why, dans la banlieue de Sydney il a coûté la bagatelle de 7,5 millions de dollars ; cinquante-cinq chercheurs y travaillent en étroite collaboration avec les centres universitaires d'Australie, de Nouvelle-Zélande et les spécialistes locaux des côtes. Très confiant, Klaus Von Berlepsch, du laboratoire de recherche d'Hoffman-Laroche, à Bâle, déclarait récemment : « Les résultats obtenus par le Roche Institute of Marine Pharmacology sont encourageants. D'ici quelques années, la palette des médicaments utilisés en médecine humaine se sera enrichie de substances nouvelles dont l'origine est la mer. »

## Espoirs

Les recherches s'orienteront plus particulièrement dans les secteurs de la médecine où les besoins en nouveaux produits pharmaceutiques sont permanents :

• Contre les infections, des médicaments agissant sur les bactéries, les virus, les parasites, les champignons.

• Contre les maladies cardiovasculaires, des médicaments renforçant l'action du muscle cardiaque et améliorant l'irrigation sanguine.

• Contre les troubles du métabolisme, des antidiabétiques oraux d'un type nouveau ou des agents anti-artériosclérose.

• Contre les maladies inflammatoires et rhumatismales, des médicaments ayant moins d'effets secondaires indésirables.

• Contre le cancer, des médicaments combattant les cellules atteintes ou favorisant la défense naturelle de l'organisme.

• Contre les maladies du système nerveux, des médicaments mieux adaptés. A propos de ces derniers, Hoffman-Laroche a isolé dans une éponge une substance à effet antidépresseur qui en est déjà au stade des essais cliniques.

S'il n'existe pas encore de médicaments de la mer, à proprement parler, tous les espoirs sont donc permis. L'acide alginique, la carraghénine ou l'agar, extraits d'algues, ne servent-ils pas déjà, en raison de leur viscosité ou de leur propriété hydrophile, comme adjuvants de produits pharmaceutiques pour des laxatifs ou dans le traitement des ulcères. La protamine ou sulfate de protamine, isolée du sperme de poisson, n'est-elle pas utilisée comme antidote de l'héparine, inhibiteur de la coagulation, ou encore, en combinaison avec le zinc ou l'insuline, dans le traitement du diabète ? Et nul n'ignore, pour en avoir fait la triste expérience enfant, que de nombreuses huiles extraites du foie de divers poissons sont employées dans le traitement des hypo-vitamineuses A et D.

En apportant du « sang neuf », cette investigation systématique du potentiel marin donnera, de surcroît, un second souffle à la recherche pharmaceutique mondiale. Durant les vingt dernières années, trois fois moins de nouvelles molécules efficaces ont été trouvées en moyenne par an, comparativement à l'âge d'or des années 1950-1960. Aux États-Unis, entre 1957 et 1977, quinze molécules nouvelles ont été découvertes chaque année, contre cinquante dans la décennie 1950. En France, les découvertes n'ont cessé de diminuer : dix-neuf molécules par an entre 1961 et 1969, quinze entre 1970 et 1974, dix en 1975 et 1976, cinq en 1977 (selon la Fédération française des industries pharmaceutiques).

La mer commence à livrer ses trésors. Après le pétrole off-shore, les matières premières des nouvelles molécules, les aliments à base de protéines d'algues, des engrais, des insecticides... et aussi des médicaments.

## REPÈRES

« La communication, besoin social ou marché ? »

Sous ce titre, l'Institut national de l'audio-visuel publie un ouvrage de Jacques Pomanté et Gérard Métyer (1).

Les auteurs se demandent à quoi peuvent servir les techniques nouvelles de communication, et souhaitent l'ouverture d'un débat public sur la question, ainsi que la création d'un conseil national de la communication, à l'instar de certaines institutions existant dans d'autres démocraties occidentales. Le travail de ce conseil pourrait s'appuyer à celui de la commission Informatique et libertés, mais avec des fonctions plus étendues étant donné l'ampleur du problème.

(1) La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75 Paris - Cedex 04.

Pour un chauffage éolien

Au prix actuel du fuel domestique, les régions de plaine, surtout les Flandres, ainsi que les bords des côtes sont très propices à l'exploitation de l'énergie éolienne. Cela représente une zone peuplée par 12 millions d'habitants, pour la plupart des ruraux.

Pour être compétitive avec un amortissement de cinq ans, l'installation doit être robuste et facile à mettre en place, mais d'un prix total n'excédant pas 20 000 F. Un projet précis est analysé dans la revue CNEC et opportunités (1).

Une application importante de ce système de chauffage pourrait concerner l'équipement des serres agricoles.

(1) Midimora, 12, rue Saint-Jacques, 31000 Toulouse.

Emploi à distance

Un groupe d'élèves de l'Institut Auguste-Comte pour l'étude des sciences de l'action prépare une brochure récapitulant les expériences d'entreprises ayant « délégué » leurs emplois à l'aide de matériels de télécommunications. On peut contacter le « Groupe emploi à distance », Institut Auguste-Comte, 21 rue Descartes, 75005 Paris, tél. 329-31-04.

Economies d'énergie au Japon

Le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) étudie actuellement plus de cent solutions techniques nouvelles pour économiser l'énergie au Japon. Avec les piles à combustible, la récupération de chaleur résiduelle, les logements isolés thermiquement et les nouveaux moteurs automobiles, les économies d'énergie atteindront 4 millions de tonnes équivalentes pétrole en 1995 et 19 millions de tonnes en 1990. Le coût s'élève à 350 milliards de yens avant 1985 et 5140 milliards de yens après 1985. (Source : Nouvelles scientifiques et techniques du Japon n° 31)



PHILIPPE DAVINE

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos dîners

Pour un cadeau

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

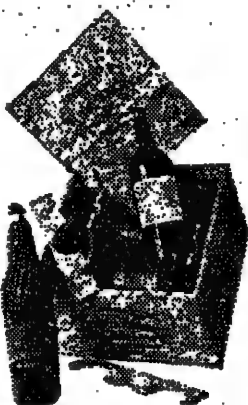
**CHATEAU de BARBE-BLANCHE**

Appellation LUSSAC-SAINT-EMILION CONTRÔLÉE

(Hors commerce)

Ecrivez à A. BOUVIER

Barbe-Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. (56) 84-00-54







MORGAN

HISTOIRE

# L'Etat est né au XIV<sup>e</sup> siècle

L'Etat est apparu entre 1280 et 1360, sur les décombres de la société féodale. Il est né de la guerre, de l'impôt et de la laïcité.

JEAN-PHILIPPE GENET

L'ETAT est en question. Ansel n'est-il pas inutile de s'interroger sur la genèse des Etats d'Europe occidentale, dont — que ce soit par colonisation ou par influences — tous les autres dérivent. Genèse qui est à la fois romanesque, le souvenir et l'exemple de l'antiquité n'étant pas perdus, et création, la féodalité ayant annihilé l'Etat en l'atomisant. Le système des relations personnelles réglait la société féodale, ceux qui étaient placés au-dessus dans la hiérarchie des relations personnelles détenaient tous une parcelle de l'autorité publique. L'Etat ayant éclaté, c'est l'Eglise, puis une vocation universelle, qui assumait la fonction idéologique : elle seule commentait et enseignait l'Ecriture, norme commune de la chrétienté médiévale.

Cette genèse survient entre 1280 et 1360 : période de crises, de ruptures. La puissance croissante de l'Eglise féodale s'effondre. La population plonge dans la misère, la restriction des naissances, d'un état sanitaire critique, du manque de terres cultivables. La nécessité lancinante de nourrir les hommes empêche de modifier un système d'exploitation aux rendements dérisoires. Europe de misère, de famines, dont les classes dominantes elles-mêmes s'appauvrissent.

Bientôt les guerres, avec leur cortège de dévastations, aggravent encore la situation. Les Anglais attaquent le Pays de Galles puis, pénétrant à une suite de deux siècles, l'Ecosse. Le roi français, abandonnant la Méditerranée, attaque les Flamands et la Guyenne anglaise, conflit qui donne naissance à la guerre

de Cent Ans. Le Bretagne, les Etats des Pays-Bas et d'Espagne sont tout à tour happés par le maélstrom. Avec la guerre, apparaissent pour les populations des fardeaux nouveaux : l'impôt et — moins connue mais souvent plus éprouvante — la ponction, qui est de l'obligation d'assurer la subsistance des troupes. Cette Europe exsangue est enfin frappée par ce fléau qui semble la punition de Dieu : la peste noire. En 1348-1349, elle fauche d'un coup le tiers de la population européenne (1).

Dans cette séquence catastrophique, deux éléments sont politiques : l'impôt et la guerre, et complémentaires : la guerre oblige le prince à équiper une armée et l'armée à lever l'impôt. Pour nous, cela va de soi, mais en était-il de même en 1280 ? Le système féodal assurait au roi une aide militaire et financière, exigible dans des cas précis, et selon des modalités très codifiées. Ainsi, en 1264, un homme se présente à la revue de l'armée anglaise, muni du jambon qu'il devait : il s'agit, mangez son jambon et repartez dans l'illégalité générale. En 1300, un archer vint avec une flèche : l'ayant tirée, il rejeta l'arme et dit : l'aide féodale est-elle mal adaptée aux exigences des guerres nouvelles : contre les Galles, les Romains, les milices flamandes, il ne s'agit pas d'allonger de brillants chevaliers, mais de rudes professionnels, aguerris et prêts, le cas échéant, à se salir les mains dans des opérations de représailles ou de vulgaires polices.

Pour justifier leurs exigences, les rois de France ou d'Angleterre recoururent à un discours nouveau : responsables du « bien commun » et la « nécessité » les

oblige, ils font légitimement appel à l'aide de leurs sujets, s'agissant du « commun profit ». Rien de féodal ici : le roi ne taxe pas son seigneur, mais en chef de corps politique, de la police comme l'on dit alors (2), en garant de l'Etat du royaume (l'expression d'Etat se dégagea notre mot « Etat »). A la fiscalité féodale s'ajoute une nouvelle fiscalité d'Etat destinée à payer des troupes (un service militaire national n'ayant pu être organisé) et administrateurs, qui donnent force et vitalité à la nouvelle structure. D'abord liée à la guerre, la fiscalité devient régulière, la guerre devenant permanente : le pil est pris, et la paix revenue l'impôt reste permanent.

Comment cette genèse — doulosure au moins pour la bourse du contribuable — a-t-elle été acceptée ? Pour que le corps social tolère le prélèvement, il doit devenir un corps politique, avec lequel un dialogue s'instaure. Les princes prennent donc l'initiative de développer des institutions représentatives, devant lesquelles ils s'expliquent, plaident la « nécessité » qui justifie l'impôt : ceux qui y siègent, représentants des villes, des régions ou des « Etats » sociaux (nobles, marchands, clercs), leur, par leur acquiescement, ceux qu'ils sont censés représenter et qui ne peuvent se dérober devant les exigences principiales.

## Factions

L'Etat naît par l'impôt et par la guerre, mais engendre aussitôt le dialogue entre gouvernant et gouverné : l'individu acquiert un statut politique qu'il n'avait pas au sein du féodalisme. Avec l'Etat naît, ou plutôt naît l'homme politique. Mais pour bien saisir la nature profonde du phénomène, il faut, derrière la bigarrure violente et pittoresque des événements, retrouver le débat politique du temps, ses formes, sa portée : et ensuite dégager ce qui, sur le plan idéologique, a changé, et a permis de changer.

Le débat politique d'abord (3). Ne le cherchons pas dans les assemblées, très formelles jusqu'aux crises du milieu du quatorzième siècle : les chroniques nous révèlent surtout de grandes mises en scène, telle cette assemblée de 1314 où Philippe le Bel, entouré d'évêques et de barons, se borne à se lever à la fin du discours de son porte-parole Marguery : acclamé par tant de majesté, les bourgeois n'ont plus qu'à accepter l'impôt. Le brillant destin des Etats français ou du Parlement anglais ne doit pas nous abuser : les contemporains, eux, ne s'y trompent pas et mettent au premier plan la

réforme du conseil royal — conseil dont, en apparence, le roi désigne librement les membres. Ils veulent que sa composition soit précisée, que ses membres changent régulièrement, qu'un équilibre entre nobles, officiers et ecclésiastiques soit établi. Le thème court en filigrane des Lignes nobiliaires de 1314-1315 en France et des ordonnances anglaises de 1311, jusqu'au programme de réforme qu'espérait Fortescue pour la monarchie lancastrienne : les hommes de ce temps voulaient rendre le conseil représentatif, plutôt qu'accroître le pouvoir des assemblées représentatives.

L'enjeu du débat est donc le conseil : qui tient le conseil tient l'Etat. Pour le dominer, des partis s'organisent, que les historiens qualifient avec mépris de « factions », sans doute parce que ces partis n'ont que de lointains rapports avec ceux de la III<sup>e</sup> République... Ces partis ont tous un programme de réforme, mais on peut dire qu'il est le même pour tous : ils ont une structure identique, regroupant dans des dosages variés des princes et leurs clients (y compris villes et ecclésiastiques).

## L'Eglise vaincue

Le prince (parent du roi, détenteur d'un grand fief) est l'élément moteur : sa naissance, sa fortune, le destinent à siéger au conseil. Il a les moyens, grâce à la fiscalité qu'il fait peser sur ses domaines, d'assurer à ses clients, à tous ceux qu'il a « retenus », une traversée du désert décente, pendant les périodes où le parti est dans l'opposition, écarté du conseil. Par contre, une fois le parti représenté au conseil, ses membres bénéficient de la redistribution de l'argent de l'impôt et du patronage royal : participer au conseil, c'est influencer sur les décisions politiques et diplomatiques (d'où sort la guerre), c'est surtout le chemin de la survie pour une aristocratie épuisée par la crise économique.

Ainsi, la mutation est masquée : le lien personnel de vassal à seigneur, déjà vidé, d'une part, de sa signification profonde, presque charnelle, des origines, est remplacé par un lien tout personnel, de patron à client : la signification a changé, pas les apparences. Mieux, elles sont renforcées : alors que la guerre devient une entreprise économique de pillages et de rançons, on renforce l'image chevaleresque en créant des ordres de chevalerie (Chevaliers, Toisons d'Or). Les nobles font le voyage d'Orléans ou de Limbourg pour combattre l'infidèle et se régaler à la lecture de Froissart et des romans de chevalerie.

Mais derrière le cliquetis des éperons d'or, le flambement des armures, l'apparat des fêtes, l'impôt d'Etat est bien un prélèvement supplémentaire, opéré par un nouveau pouvoir (l'Etat) sur les masses d'abord paysannes, au profit des maîtres de la terre et des hommes, attirés par le blason de l'économie, incapables de maintenir par leurs seules forces le niveau du prélèvement dans le cadre traditionnel de la seigneurie. L'Etat prélève : l'enjeu politique est le contrôle de la redistribution. Comme le conseil, la guerre fait partie de la structure, justifiant idéologiquement à la fois les privilèges de la classe militaire et la « nécessité » qu'invoque le roi quand il réclame l'impôt. Et elle accorde l'évolution : la dévastation des campagnes soumet la crise économique et la dépendance de l'aristocratie à l'égard du roi. Et la guerre étrangère enrichit le vainqueur, elle entraîne chez le vaincu la guerre civile, la dimi-

nution des ressources épuisant la compétition entre les partis.

L'essoufflement d'une économie moribonde fait donc jouer, dans l'ancien système des pouvoirs, les failles dans lesquelles l'Etat insinue les racines des institutions qui font sa force. Mais gardons-nous d'une vision mécaniste : l'aristocratie n'est pas seule en cause, et les phénomènes de rejet sont violents : « karies » de France, « Jacques » de la plaine de France et du Beauvaisis, « travailleurs » anglais de 1381 (en laissant de côté les innombrables révoltes urbaines), attaquent, d'un même élan, l'impôt d'Etat et des seigneurs, qui, déchus de leur rôle titélaire, paraissent d'inutiles parasites. Pour comprendre comment la sujétion à l'Etat remplace la sujétion au seigneur, tournons-nous vers l'idéologie.

L'idéologie féodale est dominée par l'Eglise. Qui rivaliserait avec elle ? Maîtresse de l'écrit, elle a tantôt récupéré, tantôt marginalisé les cultures « orales » ou gestuelles de l'aristocratie guerrière et des paysannes hier païennes. Face à la contestation de l'aristocratie, elle s'est adaptée et a, par l'intermédiaire des ordres mendiants (franciscains, dominicains), repris plus au fond la christianisation des laïcs. Rival possible, l'Empire s'efface à la mort de Frédéric II en 1250 : la tentative de Louis de Bavière, exceptée, la lutte de la papauté et de l'Empire appartient à un passé révolu. La papauté, symbole de l'unité chrétienne et de la force spirituelle de l'Eglise, apparaît dans toute sa gloire à l'occasion du jubilé romain de 1300.

Pourtant, trois ans après, c'est Anagni : l'humiliation défilée face au légiste du roi de France, Nogaret. L'Etat, bien sûr, est au cœur de la querelle : c'est parce qu'ils prétendent taxer les gens d'Eglise que Philippe le Bel et Edouard I<sup>er</sup> se heurtent au pape et engagent avec lui une lutte bientôt envenimée par d'autres griefs. Certes, le contraste était grand entre la puissance matérielle des souverains et la fragilité du pouvoir du pontife, essentiellement spirituel : mais — paradoxe — c'est un spirituel que les rois l'ont emporté, assurés qu'ils étaient du soutien presque unanime de l'opinion publique de leurs royaumes, clergé compris.

Aux sources de la victoire, sans doute : le développement du droit romain. Les papes aussi en ont fait usage pour renforcer de droit canon, et les romanesques, Joseph Strayer l'a montré (4), ont ainsi plus les princes à l'observation de la loi, fit-elle la leur. Plus profondément, on a redécouvert la Politique, le dernier des grands textes d'Aristote, encore inconnu de l'Occident : si tôt traduit, Thomas d'Aquin et d'autres le commentent ; plus tard, Oresme le traduit en français et le commente, ainsi que l'*Ethique*, pour Charles V. Et l'influence d'Aristote domine le *De Regimine Principum*, traité écrit par Gilles de Rome (à la fois précepteur de Philippe le Bel et conseiller de Boniface VIII), best-seller absolu de la littérature politique médiévale, dont subsistent un très grand nombre de manuscrits latins et plus d'une vingtaine de traductions et d'adaptations en diverses langues.

## « Trialogue »

La formule fautive, « l'homme est un animal politique », résume bien le message aristotélicien : il est naturel — donc de l'ordre de la nature — que l'homme soit organisé en une société politique ; étant de l'ordre de la nature, le politique, comme le reste de la nature, doit être analysé en termes rationnels. La science du politique est possible, et son fondement n'est pas l'exemple des rois de la Bible ou les modèles moraux transmis par l'histoire. Le lien personnel entre le prince et ses conseillers ou clients étant encore prédominant, les vertus traditionnelles exaltées par la rhétorique morale comptent encore dans le portrait du prince idéal ; mais le succès des *Miroirs* ou *Princes*, traités écrits d'abord par des frères mendiants formés à Paris et liés à la cour capétienne, imités ensuite partout, vient d'une synthèse nouvelle, l'analyse aristotélicienne du corps politique et la description traditionnelle des vertus du prince. Ferme, juste, généreux, tempérant, le prince est aussi « prudent » et plein de science pour gouverner le corps politique, dont il doit assurer la prospérité.

Cette idéologie n'est pas exactement laïque. Plus qu'un dialogue entre roi et sujets, nous avons un « trialogue » entre Dieu, le roi et les hommes. Mais, à partir de 1320, la tonalité change (5). La « révolution

ockhamiste consacrant la coupure entre le penser du divin et celui du naturel. Les physiciens actuels ont remis Ockham à la mode. Pour ce nominaliste, la connaissance part de l'individu, l'existence des idées générales ou essences étant réduite à leur seul nom. Sa politique part de l'homme-individu appartenant, au spirituel, à l'Eglise (puissance spirituelle fondée sur la pauvreté et l'exemple de l'évangile pour ce bon franciscain d'Ockham), et, au temporel, à des organismes politiques qu'Ockham analyse avec pragmatisme. Réfugié auprès de Louis de Bavière, Ockham semble aller moins loin que son compagnon Marsile de Padoue, champion de la toute-puissance de l'Etat séculier (6) : mais ce qui est capital, c'est qu'il établit une coupure totale entre politique et spirituel, parallèle à celle du divin et du naturel, du domaine de la foi et de celui de la raison. Montrant que les deux sphères d'action sont indépendantes, il fonde philosophiquement la pensée laïque.

## Contrat politique

Le discours de l'Etat naissant se développe sur un double fond de rationalité et de laïcité. Ockham n'a pas d'école, son influence ne se mesure pas au nombre de ses épigones, mais la caesure épistémologique qu'il opère ouvre une ère nouvelle. Non seulement les théologiens admettent peu à peu que le système social, la propriété, les règles de la société civile, ne sont pas de l'ordre du divin, mais encore les défenseurs du pape vont lui attirer un nouveau danger. Arguer que seule la grâce légitime le pouvoir semblait favoriser le pape. Or, avec une philosophie évoluant vers une séparation de la foi et de la connaissance rationnelle, cette proposition s'avère imprudente : la grâce est du domaine de la foi, inconnaisable donc par la raison, et nul sur terre ne peut se targuer de la détenir. Woolf reprend ce thème et, le conjuguant avec la coupure complète entre pouvoir civil et pouvoir divin, dépeuple le pape (et où la Bible parle-t-elle d'un pape ?) de toutes ses prérogatives, préfigurant l'analyse politique de la réforme.

Arguties de subtils docteurs ? Sans doute. Mais l'Eglise n'a plus le monopole de la culture savante. Au dix-huitième siècle déjà, la formation supérieure des juristes et des médecins échappe peu ou prou au contrôle de l'Eglise. Les besoins croissants des Etats en administrateurs amènent les princes à multiplier les universités, nobles et bourgeois aidant par des legs pieux aux fondations d'écoles. Un milieu laïc instruit se développe : à leur tour, les laïcs accèdent à la culture écrite et à la spéculation abstraite. Dans leurs bibliothèques, de plus en plus fournies, entre une littérature nouvelle, créée pour ce public neuf, et qui assure la communication entre le monde restreint des savants et les élites cultivées de plus en plus nombreuses.

De 1280 à 1360, l'Europe du Nord-Ouest a modifié ses structures de pouvoirs, remodelé son système de production, transformé sa vision du monde en séparant le divin du naturel. Le dernier mot sur cette mutation n'est pas dit, mais elle nous révèle qu'au-delà des guerres, de l'impôt et des luttes de partis, l'Etat médiéval, s'il n'est certes pas un « Etat de droit », se fonde sur la notion de communauté politique, sur le sentiment que celle-ci est une collectivité solidaire, dont les éléments sont interconnectés, et donc sur un contrat politique, discuté au sein d'institutions représentatives qui assignent pour objectif le « commun profit » au roi et aux membres de la politique. L'Etat, dans sa genèse, est indissociable de la rationalisation du politique, de la limitation de l'intervention du divin et de la reconnaissance du statut politique de l'individu. Ne tombons pas au moment d'instruire son procès.

(1) La meilleure analyse de la crise est celle de G. Duby, *Le Seigniorisme*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.  
(2) Le livre essentiel sur tous ces problèmes politiques est A. Gosses, *l'Occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Les Editions P.U.F., Paris, 1971.  
(3) Le terme est repris en particulier par Peter Lewis, *Le Prince à la fin du Moyen Age*, Hachette, Paris, 1977.  
(4) On dispose maintenant d'un français de son ouvrage les *Origines médiévales de l'Etat moderne*, Paris, 1979.  
(5) Il faut espérer qu'un éditeur français fera traduire le remarquable ouvrage de Gordon Leff, *The Dissolution of the Medieval Out-look*, Harper Torchbooks, New York, 1974, qui fait une remarquable synthèse de ces questions.  
(6) L'édition (avec traduction) du *Defensor minor* de Marsile de Padoue vient de paraître aux Editions du C.N.R.S., par les soins de Jeanne Quillet et Colette Geny.



ÉCRIRE

## Les confessions de Flannery O'Connor

Pendant des années, Flannery O'Connor, morte à trente-neuf ans, est restée cloîtrée dans sa villa géorgienne en raison d'une maladie incurable. Sa correspondance, qui vient de paraître aux États-Unis, éclaire de façon poignante la personnalité de cette « sainte en littérature ».

GABRIELLE ROLIN

La correspondance de Flannery O'Connor vient de paraître aux États-Unis (1). Le volume contient plus de sept cents lettres rassemblées par Mme Fitzgerald qui fut l'amie de toujours de cette jeune romancière morte à trente-neuf ans, et la critique américaine consacrera aujourd'hui comme une sorte de « sainte en littérature ». Atteinte du mal qui envia son père, de *lupus erythematosus*, Flannery consacra toute sa vie à écrire, nous laissant deux romans — *La Sagesse dans le sang* et *Ce sont les violents qui l'emportent* — trois recueils de nouvelles — *Mon mal vient de plus loin*, *Les braves gens ne courent pas les rues* et *Pourquoi ces nations en tumulte* — un essai — *Le Mystère et les Mœurs* — et ce courrier-fleuve qui la maintenait en contact avec le monde, avec les autres, malgré son destin de recluse (2).

« On dirait que l'écriture sert les « divines », s'étonnaient-elle parfois. Mais elle leur répondait, comme à ses collègues romanciers, (Hawkes, Perry, Rowen, etc.), comme aux religieux, ses maîtres à penser, comme aux incantés qui lui soumettaient leur manuscrit ou leurs états d'âme. Elle avait même qu'elle se sentait plus « proche des prophètes » que de ses parents déçus, que des gens cultivés que le surréalisme embarrassait légèrement et pour qui la religion relève de la culture, de la sociologie, de l'hygiène morale ».

Au fil des lettres, elle déroule la chronique familiale, nous confie ses soucis financiers, (« les actions de Coca-Cola sont-elles bonnes pour l'éternité ? »), ses « souvenirs d'enfance, l'initiation à la fatigue, la souffrance, le découragement, l'interrogation et la peur pour mieux l'affirmer, nous permet d'assister à l'éclatement de son génie. Elle rit, des démenties de sa mère avec les ouvriers agricoles, des prétentions du *Fort-New York* intellectuel de son propre calvaire dans les hôpitaux.

### La maladie

De 1951 à 1964, à l'exception de quelques journées de conférences, de séjours à l'hôpital et d'un pèlerinage à Lourdes (imposé par une cousine octogénaire), Flannery O'Connor ne quitta pas sa ferme de Milledgeville en Géorgie, Andalusia Farm, grande maison de bois blanc, bâtie au siècle dernier, elle vivait seule avec sa mère. L'une élevait des paons, cygnes, poules faisanes, oies exotiques, l'autre du gros bétail, des mules, des poneys shetland.

A Betty Boyd (sainte de lycée), 23 décembre 1950.

Je me languis sur mon lit de (doux)-douleurs. Cette fois, il s'agit d'arthrite, de rhumatisme articulaire aigu, un truc qui vous laisse une fois pour toutes, vouée à la position assise, courbée en apnée, etc. Mais, comme je prends de la cortisone, je devrais me relever un de ces jours. On ne peut même plus, à notre époque, souffrir d'une bonne maladie psychosomatique qui se guérit par le repos. Pendant quelques mois, je serai à Milledgeville, sanctuaire des oiseaux, en atten-

dant de voir jusqu'à quel point je risquerai de « venir invalide ». A la Noël, les seuls patients de cet hôpital sont des vieilles ples, des grenouilles grimées, des victimes de la circulation... et moi ! Mais, comme je ne crois plus beaucoup au Temps, je n'en mords que l'espérance que tu as bon moral, toi aussi, et que tu as pondus quelques enfants. Voilà le genre de nouvelle.

J'ai lu *Maurice* dans la cathédrale, et les infirmières en ont conclu que j'étais amateur de roman policier.

A - A - 10 juin 1954

Je crains de ne pouvoir survivre à un coup de téléphone. Je suis capable d'écrire des lettres, de recevoir des visites de dix minutes, mais le téléphone, non, il m'achève ! Le seul appel que j'aimerais recevoir serait pour m'entendre dire que je me repose confortablement, que je coule des jours et des nuits paisibles. Que peut-on apprendre de plus auprès ? Des jours et des nuits paisibles, quelle merveille !

On dirait que je ne sortirai jamais de ce fichu hôpital. Maintenant, je connais toutes les étiquettes infirmières qui « cessent d'écrire ». Si elles sont négligentes, maladroites, incapables de faire un lit, aucun doute : elles veulent écrire. « Pour les trucs de l'inspiration, je n'ai pas de problème, m'a dit l'un d'eux. Mais je m'embête tellement que j'oublie ce que je suis en train d'écrire. »

### L'écriture

« Pourquoi écrivez-vous ? » Parce que je ne suis bonne qu'à ça, répond Flannery O'Connor aux interviewers. Mais, dit le premier recueil de nouvelles (« Les braves gens ne courent pas les rues »), elle sait ce qu'elle veut, ce qu'elle veut, elle va. Et elle y va lentement, à raison de deux pages par jour, consacrant plus de trois ans à son dernier roman (« Ce sont les violents qui l'emportent »). Entre deux accès de fièvre, les transfusions de sang font tenir son inspiration et l'entraînent à la conquête de son royaume. « Un univers génétique », dit une critique. « Grégoire », rectifiera-t-elle, c'est-à-dire à la distance du comique et du terrible.

A John Lynch (écrivain et professeur à Notre-Dame) 19 février 1956

Moi aussi, il m'est arrivé de penser que je courrais la tombe de ma mère en écrivant, mais j'ai découvert par la suite que c'était pure vanité de ma part. Les autres sont plus durs que nous ne le croyons. J'ai eu ainsi une cousine de quatre-vingt-trois ans qui m'aimait beaucoup, et j'étais convaincue que mon roman lui donnerait un coup de sang. Après qu'elle l'a lu, j'ai guetté la lettre qui m'annonçait son décès. Mais je n'ai reçu qu'une ligne me disant : « Je n'ai pas aimé ton livre. » Elle a aujourd'hui quatre-vingt-huit ans.

A Mme Eileen Hall (rédactrice d'une revue catholique) 10 mars 1956

Quand j'ai commencé à écrire, je me faisais du mauvais sang à l'idée de scandaliser les gens, tant, ma prose me semblait... in-fammarable. J'avais tort, elle ne

risquait pas d'empêcher le lecteur de dormir, mais dans ma vanité je me posais des questions. Je m'en suis ouverte à un prêtre qui m'a dit : « Vous n'êtes pas forcée d'écrire pour des filles de quinze ans. » On trouve évidemment des esprits de quinze ans dans nombre de idées septuagénaires et les gens se scandalisent chaque jour non seulement de ce qui est scandaleux mais de ce qui ne l'est pas. Si un romancier racontait qu'Abraham a fait passer sa femme, Sarah, pour sa sœur, (ce qu'il a fait) et lui a permis d'être possédée par ceux qui voulaient assouvir leurs appétits lubriques, (ce qu'il a fait pour sauver sa peau), combien de catholiques ne se scandaliseraient pas de la conduite d'Abraham ?

« Ce problème a beaucoup préoccupé Maurice, qui l'aborde dans *Dieu et Mammou*. Il conclut en disant que le romancier ne peut faire qu'une chose : purifier sa source, c'est-à-dire son esprit. — A mon avis, quand un livre quitte vos mains, il appartient à Dieu. Il peut s'en servir pour sauver quelques âmes ou pour en mettre d'autres à l'épreuve, mais je crois que l'auteur qui se soucie des effets de son œuvre empêche sur le terrain de Dieu. — Le romancier n'affirme rien, il montre, il rend. Les pires péchés contre le goût qu'il puisse commettre sont la pornographie et la sentimentalité, c'est-à-dire l'excès de sexualité ou de sentiment.

Certains écrivains éprouvent le besoin de se relier dans la salle de bains ou au lit avec chacun de leurs personnages, toutes les fois qu'ils posent la plume pour se rendre à l'un ou l'autre endroit. Ce qui offense mon goût, dans un roman, c'est quand le bien est présenté comme le mal et vice versa. Un roman est l'expression concrète du mystère — celui que nous vivons. Pour les catholiques, toute création est bonne et le mal n'est que le mauvais emploi du bien. Sans la grâce, nous faisons un mal, au usage du bien la plupart du temps. Il est presque impossible d'écrire quoi que ce soit concernant la grâce surnaturelle. Il faut, pour ainsi dire, l'approcher négativement. Quant à la grâce naturelle, nous devons la prendre comme elle est, comme on la trouve dans la nature, où elle n'opère qu'environnée de mal.

A - A - 28 juin 1955

Tu te trompes si tu crois qu'il y a longtemps que j'ai découvert qu'on n'arrivait pas à grand-chose en restant à la surface. Comme tout le monde, je n'ai appris cela qu'à la dure et à la longue. Je ne le sais que depuis ces dernières années, grâce, je pense, à deux choses : la maladie et le succès. Un seul élément n'aurait produit aucun résultat, mais je garantis la combinaison. Mes vrais voyages, je les dois à la maladie. Dans un sens, elle est un endroit plus instructif qu'un long séjour en Europe, un lieu où nul ne vous tient compagnie, où personne ne vous suit. La maladie avant la mort me semble parfaitement appropriée, et je crois que ceux qui ne l'endurent pas ont été privés d'une des grâces de Dieu. Le succès vous isole presque autant, et rien ne déconcentre mieux la vanité. Mais je viens d'une famille où la seule émotion que l'on peut manifester sans rougir est l'irritation. Chez certains, cette tendance provoque de l'artifice, chez d'autres l'inspiration littéraire : chez moi, les deux.

A - A - 28 juillet 1956

Mon père voulait écrire, mais il manquait de temps, d'argent, d'expérience, ou d'occasions de se lancer, comme j'en ai eu. Pas de danger que je finisse par lui hériter de la plupart de ces défauts ainsi que de ses goûts. Physiquement aussi je tiens de lui, puisque j'ai la même maladie : le lupus. Quand mon père est mort, ma mère a demandé au docteur si c'était héréditaire et le docteur a dit que non, il n'avait jamais vu de mal sévir deux fois dans la même famille. Dix ans plus tard, j'étais atteinte, mais aujourd'hui la maladie peut être contrôlée, tout en restant inguérissable. (Bon qu'il en soit ce que j'écris (bon ou mauvais) me procure un supplément de bonheur à l'idée

que je fais ce qu'il aurait voulu faire.

Je crois qu'il aurait été un vrai écrivain s'il l'avait pu. Il écrivait tout le temps, une chose ou l'autre, en général des discours ou de la littérature politique. Un profond besoin des autres qui demeure insatisfaite stimule l'envie de créer, à condition que vous ayez les dons nécessaires. Mon père avait besoin des autres et ceux-ci, ne semble-t-il, ne lui ont pas fait défaut. On peut-être était-ce plutôt un désir qu'un besoin... mais il a pu le combler. Ce désir je l'éprouve, moi aussi, mais moi, je reste sur ma faim. Je suppose que nos privations sont des grâces déguisées si nous nous acceptons tels que nous sommes.

### La foi

C'est dans la chambre d'hôtel de l'arrière-grand-père O'Connor, émigrant irlandais, que fut célébrée la première messe en Géorgie. Face à l'écrasante majorité de baptistes et de méthodistes, les catholiques témoignaient d'un attachement farouche à leur religion. Pour Flannery, comme pour les siens, hors de l'Eglise point de salut. Mais cette Eglise, elle la voit telle qu'elle est, elle sait qu'il faut souffrir par elle autant que pour elle. Elle croit aussi qu'un Dieu que nous pourrions comprendre ne serait plus Dieu. Et elle observe, fascinée, ce lien mystérieux qui lie les grands pécheurs aux grands saints et qui sera le fil conducteur de son œuvre.

A - A - 28 juillet 1955

J'écris comme je le fais parce que je suis catholique et non malgré ma religion. Mais je suis une catholique habitée par la conscience moderne que Jung décrit comme non historique, solitaire et coupable. Posséder une telle conscience à l'intérieur de l'Eglise, c'est porter un poids, le fardeau nécessaire du catholique conscient de son époque. C'est ressentir la situation actuelle à son point le plus aigu. Il n'y a que l'Eglise qui puisse nous aider à supporter le monde effrayable vers lequel nous allons. Et la seule chose qui

puisse nous aider à supporter l'Eglise, c'est qu'elle incarne le corps du Christ, ce corps qui nous nourrit. Il me semble qu'il faut autant souffrir par l'Eglise que pour elle, mais si vous croyez en la divinité du Christ, vous devez aimer ce monde tout en endurant ce qu'il vous inflige.

A Ted Spivey (professeur de littérature de l'université de Géorgie) 19 août 1955

L'Eglise catholique se compose de ceux (bons ou mauvais) qui acceptent ses enseignements et qui insistent sans cesse contre le mal avec l'aide des sacrements. Par exemple, quand nous commettons un péché nous recevons le sacrement de pénitence, ce qui ne nous rend pas pour autant le péché plus facile, comme le croient certains protestants, bien au contraire ! Les devoirs religieux qu'on nous impose (la messe du dimanche, le carême, etc...) peuvent devenir de simples habitudes mécaniques. Mais il vaut mieux être attaché à l'Eglise par l'habitude que ne pas être attaché du tout.

Si l'on considère la politique de l'Eglise, il faut savoir que Dieu ne lui a jamais prouvé l'infirmité dans ce domaine, ni même la sagesse, et il arrive qu'elle ne paraisse même pas douée d'un minimum de bon sens. Elle semble toujours être du mauvais côté politique ou simplement quelques siècles en retard. Elle tente de s'accommoder de toutes les formes de gouvernement qui ne se présentent pas comme une religion. Le communisme est une religion d'Etat qui a pour but d'annuler l'Eglise. Mussolini, lui, n'était qu'un gangster, et l'Eglise a été des relations avec les gangsters depuis Constantin ou même plus tôt, à bon ou à mauvais escient. Le clergé espagnol nous paraît

avoir des vues aussi courtes que le clergé français au XIX<sup>e</sup> siècle mais vous pouvez être sûr que le pape ne condamnera pas le soutien que l'Eglise espagnole apporte à Franco. Si les catholiques combattent pour la liberté en Hongrie et pas en Espagne, tout ce que je peux dire, c'est que les premiers ont plus de jeunesse et de courage que les seconds, ou peut-être qu'ils ont davantage le dos au mur.

A John Hawkes (romancier) 13 septembre 1955

Dans le Sud, chacun hait sa propre religion, ce qui paraît à un catholique pitoyable, touchant et tristement comique. Cette méthode suppose un orgueil inconscient qui exerce ceux qui la pratiquent à des extrêmes religieux ridicules. Ils n'ont rien pour rectifier les hérésies qu'ils commettent et ils tentent de s'en sortir d'une manière dramatique. S'ils me semblaient seulement risibles, ils ne me seraient d'aucune utilité, mais l'acceptation des mêmes doctrines fondamentales qu'eux à propos du péché, du salut et du jugement.

A Louise Abbott (admistratrice de Géorgie) Non datée, samedi 1955

Je ne pense pas qu'il existe de souffrance plus grande que celle du doute chez ceux qui voudraient croire. Je sais ce que c'est mais, pour ma part, ce ne peut être qu'un processus permettant d'appréhender sa foi. Les gens ne se rendent pas compte du prix dont il faut payer la religion. Ils voient la foi comme une sorte de grande couverture électrique, alors que ce n'est évidemment rien d'autre que la croix. Il est beaucoup plus dur de croire que de ne pas croire.





A Sœur Marielle Gable  
4 mai 1983

Les gens jugent du fanatisme d'après ce qu'ils sont eux-mêmes. Pour nombre de protestants que je connais, les moines et les religieux sont des fanatiques de la pire espèce. Et pour nombre de moines et de religieux que je connais, mes prophètes protestants sont des fanatiques. A mon avis, la seule différence entre les moines et eux, c'est que si vous êtes catholique et doté d'une foi aussi intense vous entrez au monastère et plus personne n'entend parler de vous, alors que si vous êtes protestant vous ne disposez pas de couvent et vous vivez donc dans le monde, ce qui vous attire toutes sortes d'ennemis et déchaîne sur votre tête la colère de ceux qui ne croient pas grand-chose. (1)

Dans les Évangiles, c'est le diable qui reconnaît d'abord le Christ, et les évangélistes n'ont pas censuré cette information. Ils ont estimé que le diable était un bon témoin. Si nous sommes scandalisés lorsque nous découvrons un fait semblable, transporté à notre époque, c'est à cause de notre attitude défensive à l'égard de la foi (2).

Je vous remercie de vos prières dont j'ai grand besoin. Écrivant depuis dix-huit ans, je suis arrivé au point où je ne peux refaire ce que je fais bien, et je crains de ne pas venir à bout des œuvres plus importantes que je dois accomplir à présent.

Au Père John McCown  
23 novembre 1982

Si les Gosses (amis communs) s'intéressent au concile, qu'ils lisent le livre de Hans King. Je trouve le concile remarquable, mais je dois me surveiller pour ne pas oublier de prier pour lui et de réserver mes prières aux Allemands et aux Français, le vieux cardinal Achille Liénart et son équipe.

## Le philosophe masqué

(Suite de la première page.)

De là une sorte d'angoisse qui fuse dans mille symptômes, plaisants ou moins drôles. De là chez ceux qui écrivent, le sentiment de leur impuissance devant les médias, auxquels ils reprochent de régrimer le monde des livres et de faire exister ou disparaître ceux qui leur plaisent ou leur déplaisent. De là, aussi, le sentiment chez les critiques qu'ils ne se feront pas entendre, à moins de hanter le ton et de sortir de leur chapeau, chaque semaine, un lapin. De là encore une pseudo-politisation, qui masque sous la nécessité de mener le combat idéologique ou de débouter les « pensées dangereuses », la profonde anxiété de n'être ni lu ni entendu. De là encore la phobie fantasmatique du pouvoir : toute personne qui écrit exerce un inquiétant pouvoir auquel il faut tâcher de poser sinon un terme, du moins des limites. De là également l'affirmation un peu incantatoire que tout, actuellement, est vide, désolé, sans intérêt ni importance : affirmation qui vient évidemment de ceux qui, ne faisant rien eux-mêmes, trouvent que les autres sont de trop.

Ne croyez-vous pas, pourtant, que notre époque manque réellement d'esprits qui soient à la mesure de ses problèmes, et de grands écrivains ?

Non, je ne crois pas à la ritournelle de la décadence, de l'absence d'écrivains, de la stérilité de la pensée, de l'horizon bouché et morne.

Je crois au contraire qu'il y a pléthore. Et que nous ne souffrons pas du vide, mais du trop peu de moyens pour penser tout ce qui se passe. Alors qu'il y a une abondance de choses à savoir : essentielles ou terribles, ou merveilleuses, ou drôles, ou minuscules et capitales à la fois. Et puis il y a une immense curiosité, un besoin, ou un désir de savoir. On se plaint toujours que les médias bourrent la tête des gens. Il y a de la misanthropie dans cette idée. Je crois au contraire que les gens réagissent : plus on veut les convaincre, plus ils s'interrogent. L'esprit n'est pas une cire molle. C'est une substance réactive. Et le désir de savoir plus, et mieux, et autre chose croît à mesure qu'on veut boucher les crânes.

Si vous admettez cela, et si vous ajoutez qu'il se forme à l'université et ailleurs une foule de gens qui peuvent servir d'échangeurs entre cette masse de choses et cette avidité à savoir, vous en déduirez vite que le chômage des étudiants est la chose la plus absurde qu'il soit. Le problème est de multiplier les canaux, les passerelles, les moyens d'information, les ré-

### CONVERSATIONS

## Animaux savants

Les baleines chantent, les pigeons discutent entre eux, les abeilles font de la physique... L'homme n'est pas le seul animal savant...

PAUL CARO

Il mai à décembre 1977, un troupeau de baleines (Eubalaena australis) croissait dans l'Atlantique sud à quelques centaines de mètres seulement par là de la côte de la péninsule de Valdés, province argentine du Chubut. Ce troupeau comportait une vingtaine d'individus, aisément identifiables par la forme spécifique du réseau de callosités festonnées de la tête comme une empreinte digitale. Les mammifères de passage furent conviés à un concert offert par des universitaires nord-américains.

On sait qu'en effet les baleines chantent. Le but de l'opération n'était pas, cette fois, seulement de les enregistrer (les baleines peuvent très bien tenir une partition intéressante dans un concert de musique moderne), mais aussi de leur faire entendre leur propre chant et de noter leurs réactions. Pour cela, dans la règle des meilleures techniques de sonorisation d'am-

blance, on installe, comme pour un (modeste) concert pop, magnétophone, amplificateur et haut-parleur sous-marin immergé par 6 mètres de fond et d'une puissance de 95 décibels à 1 mètre. On joue aux baleines, aperçues à l'horizon, une sélection comportant des bruits d'eau, leur propre chant et le chant d'une autre espèce de baleine. La majorité des baleines passant à proximité du dispositif sonore sous-marin se sont dévotement écoutées elles-mêmes lorsque le système a diffusé leur propre chant ; elles ont nagé vers le haut-parleur avec empressement. Les autres sont étrangères les ont laissées indifférentes.

C'est ce qu'a fait, comme les autres, la baleine « N » le 11 novembre 1977. Seize jours plus tard, le 27 novembre, cette même baleine « N » repassait par là et dès qu'elle fut aperçue on mit la musique en marche. La baleine s'est approchée, silencieusement cette fois, du haut-parleur, puis s'en est écartée, toujours silencieusement. Trois jours plus tard, le 30 novembre,

tout va mal, par où commen-

ce ? — Mais non, tout ne va pas mal. En tous cas, je crois qu'il ne faut pas confondre la critique, l'analyse, les choses, avec les jérémiades répétitives contre les gens. Quant aux propositions concrètes, elles ne peuvent apparaître que comme des gadgets, si ce n'est pas admis d'abord quelques principes généraux. Et avant tout celui-ci : que le droit au savoir ne doit pas être réservé à un âge ou à une certaine catégorie d'individus ; mais qu'on doit pouvoir l'exercer sans arrêt et sous des formes multiples.

Est-ce qu'elle n'est pas ambiguë cette envie de savoir ? Au fond, qu'est-ce que les gens vont faire de tout ce savoir qu'ils vont acquérir ? A quel cela pourra-t-il leur servir ? — Une des fonctions principales de l'enseignement était que la formation de l'individu s'accompagne de la détermination de sa place dans la société. Il faudrait le concevoir aujourd'hui de telle façon qu'il permette à l'individu de se modifier à son gré, ce qui n'est possible qu'à la condition que l'enseignement soit une possibilité offerte en permanence.

En somme vous êtes pour une société ouverte ? — Je dis que le branchements des gens sur la culture doit être incessant et aussi polymorphe que possible. Il ne devrait pas y avoir d'une part cette formation qu'on subit, et de l'autre cette formation à laquelle on est soumis.

### D'autres règles

Que devient dans cette société savante la philosophie éternelle... ? A-t-on encore besoin d'elle, de ses questions sans réponse et de ses silences devant l'incompréhensible ?

La philosophie, qu'est-ce que c'est sinon une façon de réfléchir non pas tellement sur ce qui est vrai et sur ce qui est faux, mais sur notre rapport à la vérité ? On se plaint parfois qu'il n'y ait pas de philosophie dominante en France. Tant mieux. Pas de philosophie souveraine, c'est vrai, mais une philosophie ou plutôt de la philosophie en activité. C'est de la philosophie que le mouvement par lequel, non sans efforts et tâtonnements et rêves et illusions, on se détache de ce qui est acquis pour vrai et qu'on cherche d'autres règles de jeu. C'est de la philosophie que le déplacement et la transformation des cadres de pensée, la modification des valeurs regues et tout le travail qui se fait pour penser autrement, pour faire autre chose, pour devenir autre que ce qu'on est. De ce point de vue, c'est une période d'activité philosophique intense que celle des trente dernières années. L'interférence entre l'analyse, la recherche, la critique « savante » ou « théorique » et les changements dans le com-

portement, la conduite réelle des gens, leur manière d'être, leur rapport à eux-mêmes et aux autres a été constante et considérable.

Je disais à l'instant que la philosophie était une manière de réfléchir sur notre relation à la vérité. Il faut compléter : elle est une manière de se demander : si tel est le rapport que nous avons à la vérité, comment devons-nous nous conduire ? Je crois qu'il s'est fait et qu'il se fait toujours actuellement un travail considérable et multiple, qui modifie à la fois notre lien à la vérité et notre manière de nous conduire. Et ceci dans une conjonction complexe entre toute une série de recherches et tout un ensemble de mouvements sociaux. C'est la vie même de la philosophie.

On comprend que certains pleurent sur le vide actuel et souhaitent, dans l'ordre des idées, un peu de monarchie. Mais ceux qui, une fois dans leur vie, ont trouvé un bon moment, une nouvelle manière de regarder, une autre façon de faire, ceux-là, je crois, n'éprouveront jamais le besoin de se lamenter que le monde est erroné, l'histoire encombrée d'existences, et il est temps que les autres se taisent pour qu'on entende, enfin, le grélot de leur réprobation. ■

Propos recueillis par  
CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

La baleine « N » passait encore au large mais désormais hautaine et indifférente sans un regard de ses yeux bleus en direction de l'émetteur. Le mépris total. Que conclure de cette expérience ?

Les auteurs en déduisent brutalement que cette espèce de baleine peut reconnaître ses propres sons par une variété d'autres sons. C'est une conclusion minimale ; en effet, sans être très finaliste, on peut quand même se demander à quoi servirait sans cela à ces animaux d'émettre ces sons complexes que les navigateurs anciens prenaient pour le chant des sirènes. Les auteurs espèrent aussi que leur expérience permettra de déterminer la fonction biologique des sons dans le répertoire acoustique de la baleine.

Je trouve qu'il y a quelques autres conclusions à tirer. C'est que, premièrement, la baleine a de la mémoire et n'a pas besoin d'une éducation longue ; il lui suffit de se faire prendre une fois ; deuxièmement, la baleine n'aime pas que l'on se pale sa tête, même si elle a des poutres. Ensuite les auteurs ont raison de se préoccuper de savoir ce que signifient les chants de baleine. On peut parler, comme toujours, ces chants sont des chants d'amour. Alors, si importante que soit la machinerie déployée dans les concerts de rock, on ne va quand même pas faire prendre à une baleine un vulgaire haut-parleur pour un doux être de son espèce. L'expérience s'explique alors bien : la première fois, d'accord, à l'appel du cœur on se précipite, mais si on vous a posé un lapin gros comme une maison, non, on a sa fierté. En amour la société des baleines est réaliste.

Les chercheurs n'observent pas seulement ces grands animaux que sont les baleines. Ils s'inté-

ressent aussi aux tout petits, et certains ont fait ces derniers temps d'intéressantes découvertes sur ce sujet insaisissable : l'abeille. On sait que dans l'obscurité de la ruche les abeilles dansent devant leurs compagnes pour indiquer l'endroit où se trouve la nourriture. Elles dansent sur une paroi verticale : le « haut » indique la direction du soleil, l'angle de la danse avec la verticale est l'angle horizontal que forment la direction de la nourriture et la direction azimutale du soleil. La longueur de la danse spécifie la distance. Cependant la convention « le soleil est en haut » peut n'être pas réalisable, le soleil peut être caché par les nuages, soit par la végétation. Les danses sur des surfaces horizontales existent par ailleurs. Quel est donc le repère que les abeilles utilisent dans ces cas ?

Anti-soleil

Eh bien, les abeilles sont physiciennes. Elles savent que la lumière du soleil ne contient que 8 % d'ultraviolet et qu'elle n'est pas polarisée mais que, par contre, la lumière du ciel contient 30 à 25 % d'ultraviolet et qu'elle est polarisée, surtout dans la zone éloignée de plus de 15° du soleil. Elles peuvent donc distinguer entre ciel et soleil et utiliser comme repère un simple coin de ciel bleu. Elles dansent, par rapport à cette orientation pour transmettre l'information. Les expériences ont été faites avec une source de lumière artificielle. Une étrange conséquence en a été la découverte que les abeilles ont la notion d'un anti-soleil : elles dansent à 180° de l'orientation solaire lorsque la source est constituée de lumière ultraviolette pure non polarisée.

Mais les abeilles sont encore plus savantes que cela : elles n'ignorent pas, que la terre tourne autour du soleil. En effet, si la chaise à la - jriture est longue ou si l'abeille reste longtemps dans l'obscurité de la ruche, le soleil « rance » l'abeille en tient compte : l'angle de la danse change lentement en sens inverse des aiguilles d'une montre, puisque le soleil se déplace dans le sens de ces dernières, et que par conséquent la position (fixe) de la source de nourriture se déplace en sens contraire par rapport au soleil.

Mais comment connaissent-elles l'ordre de grandeur de la correction ? Comme la variation de l'angle azimutal du soleil est plus grande par unité de temps au moment du solstice d'été, on a fait des expériences précises en « aveuglant » des ruches à cette époque de l'année. On avait pensé que les abeilles pouvaient être expertes en géométrie sphérique et tenir compte du fait que le soleil se déplace sur son arc céleste de 15° par heure, ou encore qu'elles pouvaient retenir une valeur de 15° pour le changement moyen de l'angle azimutal en une heure. En fait, elles adoptent une autre solution, démontrée par l'existence d'une curieuse erreur dans leur réorientation lorsque cesse l'aveuglement de la ruche : elles s'orientent par rapport à la position occupée par le soleil vingt minutes auparavant. En effet, les abeilles enregistrent la position du soleil en faisant la moyenne sur quarante minutes et extrapolent linéairement dans l'obscurité ! Toute abeille sait

donc à l'instant « t » quelle était la position moyenne du soleil durant les quarante minutes précédentes.

Cette fantastique capacité pose le problème de savoir quel repère fixe utilisent les abeilles pour situer le mouvement d'un corps céleste. Est-ce le champ magnétique terrestre ? Mais alors, de quel système de détection magnétique sont-elles pourvues ? Ces petites bêtes ont bien du mystère et bien du talent.

L'abeille, modèle pour les faibles du travailleur parfait, à l'activité inlassable, est donc un travailleur scientifique. Cependant, si l'on considère que la société des abeilles est une société de castes, hiérarchisée, organisée, spécialisée, immuable, découvrir que c'est aussi une société qui dispose de connaissances scientifiques avancées fait un peu froid dans le dos. On peut en effet se demander si les sociétés qui reposent sur un savoir complexe ne sont pas conduites, tôt ou tard, tant se savoir complexe, à des solutions de type totalitaire, où l'individu n'est plus que le rouage sophistiqué d'un programme collectif figé dans son exécution routinière.

Pour l'homme, sur le chemin de la connaissance, quelle est en définitive la véritable allégorie morale de l'abeille ? L'hypothèse de l'utilisation par les abeilles du champ magnétique terrestre nous nous fait penser aux pigeons, qui ont dans la tête des cellules contenant des bâtonnets d'un oxyde de fer magnétique. Le parler populaire imagé prétend pourtant que ces oiseaux n'ont rien dans la cervelle ; cependant, comme les baleines ou les abeilles, les pigeons causent.

### Merci

Jack et Jill, deux pigeons domestiques, viennent de la démentir. Ils font aussi bien en définitive la véritable allégorie morale de l'abeille ? L'hypothèse de l'utilisation par les abeilles du champ magnétique terrestre nous nous fait penser aux pigeons, qui ont dans la tête des cellules contenant des bâtonnets d'un oxyde de fer magnétique. Le parler populaire imagé prétend pourtant que ces oiseaux n'ont rien dans la cervelle ; cependant, comme les baleines ou les abeilles, les pigeons causent.

On savait déjà que les pigeons communiquent dans la nature par des roucoulements, des grognements et des bâtonnets d'ailles, mais on voit qu'ils peuvent apprendre et transmettre des informations en utilisant des symboles. Ainsi les seuls avantages que la nature avait donnés à l'homme sont-ils en passe d'être conquis par le monde animal.

## Pasolini cheminant vers Damas



Dans ce scénario, Pasolini fait vivre Saint Paul entre 1938 et 1968, lui fait prononcer les paroles des Actes des Apôtres et des Éphésiens, en un mot, confronte son message aux contradictions des trente années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. (Traduit de l'italien par Giovanni Joppola) 208 pages.

Anticipant dans une note prémonitrice sur les circonstances de sa propre mort, se dédoublant en Dante et Virgile, Pasolini revient une fois encore sur les points polémiques d'une confrontation inséparable entre la littérature et la réalité de notre temps. (Traduit de l'italien par Daniele Scallenava) 120 pages.

FLAMMARION



YACHTING

# Charlie Barr, skipper

Un petit homme de quarante et un ans, courtois, en souliers vernis : Charlie Barr, champion de la traversée transatlantique à la voile en 1905.

CHRISTIAN FÉVRIER

Le 29 mai 1905, à 8 h. 30 du soir, un signal était envoyé à bord du croiseur allemand *Pfaff*, mouillé devant le cap Lizard, à la pointe sud-ouest de l'Angleterre : « Toutes nos félicitations ! ». Devant l'étrave du vaisseau de guerre, une longue goélette noire glissait dans la brise expirante. Un pavillon montait à son tour dans les barres de flèches du trois-mâts américain : « Merci ! ». En douze jours, quatre heures, une minute et dix-neuf secondes, la goélette *Atlantic* venait d'établir le record de vitesse à la voile sur l'Atlantique, devant dix autres concurrents. Et remportait le Coupe de l'Empereur, à la suite du défi lancé par le Kaiser Guillaume II aux yachtsmen new-yorkais. Pour réussir cette fantastique performance (le record tient depuis soixante-quinze ans !), Wilson Marshall, le propriétaire d'*Atlantic*, avait engagé un capitaine légendaire, Charlie Barr.

L'année de la traversée historique, Charlie Barr a quarante et un ans. Beaucoup de récits l'ont souvent décrit comme un capitaine extrêmement dur, à la manière du capitaine Bligh du  *Bounty*. On a dit, par exemple, qu'il cadennassait les drisses durant son sommeil pour ne pas que l'on réduise la voile en son absence. Ce détail rapporté dans le livre *Bul, défi à l'Atlantique* ne figure pas dans le livre de bord d'*Atlantic*, pour le rapport de la nuit du 14 au 25 mai 1905. Jamais un marin de l'équipage de Charlie Barr n'aurait osé enfreindre un ordre. Ses hommes avaient trop d'admiration pour lui. En 1910, le magazine anglais *Field* écrivait : « Certes, il n'y avait pas de skipper plus strict que lui sur la discipline ni aucun qui fût plus promptement obéi. Mais son attitude envers ses officiers et ses équipages était celle d'un homme extrêmement courtois, calme et plein de dignité. Jamais on entendit à bord des voiliers sous son commandement cette profération de cris et de hurlements si courante à bord des voiliers britanniques. »

C'était un homme de petite taille, levé tôt le matin et toujours tiré à quatre épingles. Ses cols blancs étaient toujours impeccablement amidonnés. Ses chaussures vernies brillaient dès l'aube sur le pont à l'image des bronzes d'*Atlantic*. Sous une éternelle casquette qu'il ne quittait que pour venir saluer les invités du jour à la coupée, il arborait une courte moustache qu'il taillait avec beaucoup de raffinement.

## Mémoire

Charlie Barr adorait vivre à bord des bateaux dont il avait la charge ou la responsabilité. Il ne descendait à terre le matin que pour acheter les journaux du jour ou encore ses cigares. Il distribuait ensuite à chacun des richesses très précieuses pour la journée. Sur le pont du yacht, l'équipage était toujours en activité, prêt à appareiller en quelques minutes si cela était nécessaire.

Sa courtoisie légendaire était très appréciée à bord. Beaucoup de skippers de l'époque, excellents marins au commandement, n'aimaient guère faire la conversation en course ! Le capitaine Barr était d'une autre étoffe. Tout en barrant avec attention, il était capable de conter mille anecdotes à ceux qui se tenaient à l'arrière près de la barre. Car il connaissait tous les yachts de course existants, leurs dimensions, leurs qualités ou leurs défauts, les régates auxquelles ils avaient participé, leur palmarès. Heureux temps où les voiliers savaient encore être des maisons de culture !

sondes à proximité du parcours. » (Common Sense on Yacht Design.)

Maintenant ses voiliers en parfait état d'entretien, il connaissait les limites ultimes jusqu'où il pouvait les pousser. La précision apportée à la préparation de chaque manœuvre lui faisait gagner de précieuses secondes sur ses concurrents. Les géants roux de Charlie Barr, la « vapeur norvégienne » comme on appelait alors les marins scandinaves, aimaient cette compétence sans défaut à diriger les manœuvres, la hardiesse de ses décisions, sa finesse de barre légendaire par petit temps. Le secret des victoires de Charlie Barr a parfois plus tenu à cette parfaite cohésion entre le skipper et l'équipage qu'à la vitesse du navire. Mais d'où venait Charlie Barr ?

Il était né en Ecosse en 1884, sur les bords de la Clyde. Un lieu privilégié de l'histoire du yachting, dominé par le prestige des *Fife*, constructeurs et architectes, par les régates royales qui s'y déroulaient chaque année.

Le jeune Charlie Barr n'a pas

encore deux ans quand, de New-York, part la première course transatlantique. Le 11 décembre 1886, en plein hiver, à une période insensée, trois goélettes s'élancent vers le cap Lizard, en Angleterre. Sur l'une d'elles, six hommes seront fauchés par une lame. C'est *Henrietta*, skipper par le fameux « Bully » Samuels qui gagne la course en 13 jours, 21 heures et 45 minutes. C'est à ce record que s'attaquera Charlie Barr, quarante et un ans plus tard.

Charlie fait donc son apprentissage de mousse. Son demi-frère John Barr skippera *Thistle* en 1887, lors du défi écossois pour la fameuse coupe America. Mais comme beaucoup de ses compatriotes, l'Amérique attire Charlie Barr. A vingt ans il traverse l'Atlantique sur le cotre *Clara*. Comme cuisinier et garçon de cabine. Aux U.S.A. où il débarque en 1885, il est loin de penser qu'un destin extraordinaire l'attend.

Il se plonge dans l'étude de la navigation. Le propriétaire de *Clara*, Charles Tweed, l'envoie en 1888 chercher son nouveau

bateau en Angleterre. C'est *Minerva*, un splendide voilier dessiné par William Fife. Avec son étrave de clipper, sa ligne de pont cambrée se terminant par une fine voile, son faible franc-bord, son imposante voilure de cotre franc, *Minerva* porte bien la signature de l'architecte de la Clyde.

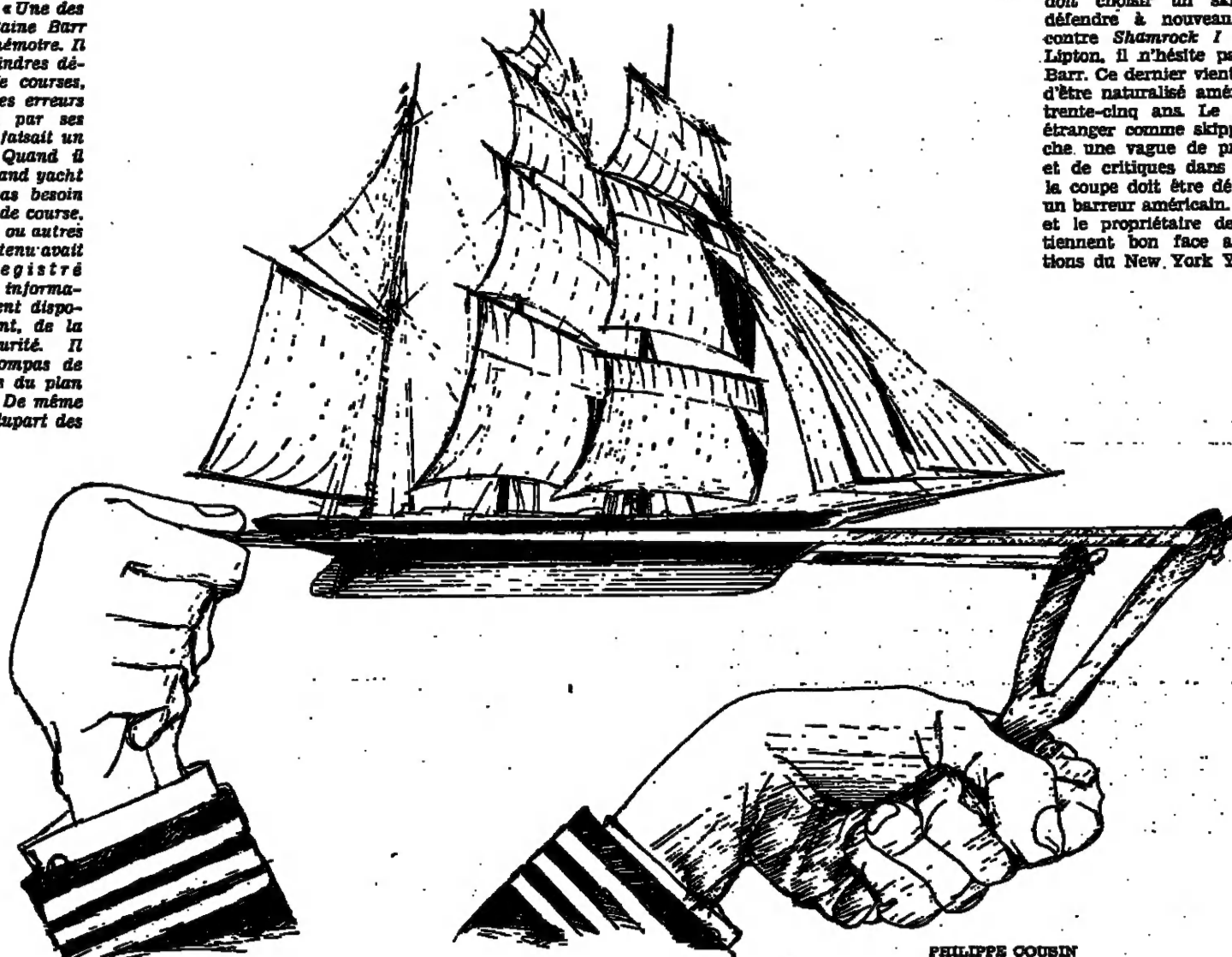
Pendant deux saisons de suite, *Minerva* va rafler toutes les premières places. Avec Charlie Barr comme skipper, la réputation du jeune Ecossois grandit dans les clubs. Et l'irrite un peu aussi. Mais les professionnels ne s'y trompent pas. L'architecte Nathaniel Herreshoff l'invite à plusieurs reprises à bord de *Gloriana*, dont l'étrave coupée et les succès en course marquent une étape importante dans l'architecture des voiliers de course. En 1891, Capitaine Nat lui confie *Wasp*, un développement de *Gloriana*. C'est aussi l'année où disparaît Edward Burgess, architecte des précédents défenses de la coupe America. La voie est libre pour Herreshoff. Libre aussi pour Charlie Barr.

Il prend le commandement de

*Navahoe* en 1893, un cotre de 35,40 mètres, et traverse l'Atlantique pour disputer les régates de Cowes. *Britannia*, cotre de 37,10 mètres du prince de Galles, vient d'être lancé. Les deux voiliers disputent un aller-retour de l'île de Wight à Cherbourg. Un temps record : *Britannia* couvre les 120 milles en 10 heures 37 minutes 35 secondes. Charlie Barr est second. A 57 secondes seulement. Il gagne au handicap. Lors du défi suivant, en 1895, on lui confie *Vigilant*, le bateau de réserve américain de la coupe America. Durant les sélections, il va mener la vie dure à *Defender*, le voilier sélectionné par le New York Yacht Club. *Defender* est harcelé par Hank Hall, un célèbre skipper du Maine. Mais l'agressivité de Charlie Barr dans les départs, la rapidité avec laquelle *Vigilant* manœuvre, attire l'attention des salons new-yorkais.

« Columbia »

Aussi, en 1899, lorsque M. Iselin, le propriétaire de *Columbia* doit choisir un skipper pour défendre à nouveau la coupe contre *Shamrock* ? A Thomas Lipton, il n'hésite pas. Ce sera Barr. Ce dernier vient justement d'être naturalisé américain. Il a trente-cinq ans. Le choix d'un étranger comme skipper déclenche une vague de protestations et de critiques dans la presse : la coupe doit être défendue par un barreur américain. Herreshoff et le propriétaire de *Columbia* tiennent bon face aux hésitations du New York Yacht Club.



PHILIPPE COUSIN

## DÉCORATION

# Le triomphe de la confusion

Retour au passé et projections futuristes, imitation du H.L.M., les décorateurs à la mode ont recours à tous les styles.

PATRICE BOLLON

CHACQUE époque a sa vision de l'espace intérieur. Sa façon d'organiser les volumes et de répartir la lumière, de mettre en couleurs l'espace et, bien sûr, de le meubler. Bref, son style de décoration. Le « design » exprime l'optimisme technologique des années 60, le style scandina ve reflète les préoccupations de retour à la nature des années 70, et les multiples emprunts à l'art déco ou modern style, un certain désir de « décadence ». Aujourd'hui, il en va de la décoration comme de la mode vestimentaire : finie l'unité, l'éclectisme triomphe. Et la création évolue désormais entre retours au passé et projections futuristes.

Symptôme d'une période confuse, nombreux sont les décorateurs qui recherchent aujourd'hui leur inspiration dans le passé. Et, particulièrement, dans le dix-neuvième siècle. Patrice Bollon entend recréer les fastes du Napoléon III. François Catroux plaide pour un style Directoire - retour d'Egypte : quant à Jacques Grange, plus éclectique, il oscille entre le dix-neuvième siècle finissant et les recherches plus classiques de Jean-Michel Franch, un décorateur français des années 30.

« J'aime le Second Empire, explique Patrice Nourissat, parce que l'on peut marier tous les styles. J'ai horreur de ces décors uniformes - Louis XVI, Louis-Philippe ou design - d'où toute surprise est bannie, et dont on pourrait, avant d'ouvrir la porte, déceler les composantes. » Un danger que s'acharnent à déjouer ses propres décors, dont la vision baroque enchanteur un Fellini.

Les murs, les fenêtres, les meubles, ruissellent de tissus aux motifs disparates. L'ameublement repose sur un pot-pourri ahurissant de styles, où l'on voit des fauteuils art déco entourés de tables basses modernes et des chaises néo-gothiques anglaises côtoyer de lourds canapés capitolins. Et partout, sur la cheminée et sur les meubles, s'accumulent des objets provenant de toutes les époques et de toutes les cultures.

L'univers de Patrice Nourissat a décidément noyé le vide. Volonté de sécurisation et, partant, repli sur un univers bien personnel ? Nourissat justifie, quant à lui, son décor par un hétéroclisme bien compris : il faut profiter de tous les types passés, et qu'importe l'unité pourvu que l'espace intérieur reflète les différentes facettes de sa personnalité. Y compris son « mauvais goût ». Bref, un décor-miroir

pour les Narcisses de la civilisation de l'Ego.

Plus troublante est l'évolution de François Catroux. Car cet ancien chaire du design, donc d'un style dépouillé, résolument moderne et fonctionnel, milite aujourd'hui pour un style « retour d'Egypte », violemment théâtral. Marbres en trompe-l'œil, moquette imitant les veines du marbre, peintures murales évoquant ici une coupe de carrière, là un motif de serre : on « cre » dans l'appartement d'une star hollywoodienne des années 30, quand Hollywood jouait à se prendre pour Babylone. Dans cette ambiance de pléioplus sont disposés des meubles de tous les styles - Louis XVI, Directoire et d'étonnantes chaises russes du dix-neuvième siècle. A cela, il faudrait ajouter les divers objets archéologiques qui consistent les meubles, où se mêlent avec humour les authentiques pièces de collection et les colonnes-souvenirs très kitsch que les touristes anglais du siècle dernier ramenaient du Caire ou d'Assouan.

Régression ? Le mot ne fait pas peur à l'auteur de ce décor caricatural et très fin de siècle. « La décoration, explique-t-il, fait aujourd'hui un étonnant retour en arrière. C'est

le grand retour des tissus et de la passementerie. Les raisons sont à trouver dans une crainte du futur. Mais aussi dans le fait que le design n'a pas tenu ses promesses : il est resté cheap, sans aboutissement esthétique. Et, à de rares exceptions près - les relations du Bauhaus - les meubles modernes se sont démodés très rapidement. » Bref, le passé joue ici l'attrait d'une valeur refuge en des temps incertains.

A l'opposé de ces tentations passéistes, il y a toutes les projections futuristes. Et dans la décoration, ce mouvement porte déjà un nom : le high-tech. Contraction de *high style* et *technology*, le mot recouvre un principe qui fut en son temps le credo du Bauhaus : l'adaptation du style industriel à la décoration intérieure.

## Détournement

Ici, l'accent est mis sur l'architecture intérieure, l'organisation de la lumière et des volumes. La mise en couleur repose sur une décalaison du noir, du blanc et des gris. Quant à l'ameublement, il s'agit dans la plupart des cas de mobilier industriel détourné à des fins domestiques : le vestiaire d'usine devient une armoire, la glacière de chantier, meuble de rangement ; et l'éclairage-utilité néons et lampes halogènes.

Dans son magasin *Academy*, Jean - Michel Wilmette, un jeune décorateur de trente et un ans, présente ainsi un décor particulièrement représentatif de cette tendance. L'entrée est recouverte d'une peinture H.L.M., une peinture grossière destinée à masquer les aspérités du béton. Le revêtement du sol est en bois de « troisième choix », un bois de rebut particulièrement bon marché. Et la classique grille d'immeuble en fer, par la grâce

d'une peinture blanche, se transforme en paravent.

L'ameublement repose sur un même principe de détournement : prenant des copies de meubles de style, Jean-Michel Wilmette en décore les châssis en les faisant passer dans des bains oxygénés, les brosse, puis les peint au pistolet. « J'aime faire du buzz avec des choses courantes, « pauvres », explique-t-il. Aujourd'hui, la décoration peut se contenter de suggérer, et non d'expliquer. Un châssis de meuble suffit à faire naître une référence culturelle, à faire surgir tout un style. »

Pourtant, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, la préoccupation moderniste se mêle chez les émules français du high-tech à de curieuses références au passé. Christian Duc, un jeune « designer » de meubles, donne du high-tech une version esthétisante qui multiplie les clins d'œil au Bauhaus. Yves Tarelon mêle à la construction rigoureuse de ses décors des objets archéologiques et des références au style néo-gothique. Et Philippe Stark, le décorateur des Bains-Douches et de la Main Jaune, deux discothèques de Paris, vient de réviser la décoration d'un restaurant, avec l'ambition de mêler tous les styles, du Louis XVI au high-tech.

A tout prendre, d'ailleurs, cette confusion des styles est ce qui rapproche aujourd'hui tenants d'un retour en arrière et partisans d'un futurisme. Ce qui pourrait être le symptôme d'une crise de la décoration intérieure, incapable de forger un style stable. Comme le vêtement, elle est aujourd'hui à la recherche de son (sa) Chanel. C'est-à-dire d'un créateur qui tournerait le dos à la nostalgie esthétisante et à un futurisme naïf, saurait établir une synthèse durable entre les acquis du passé et les contraintes du modernisme. Le style manquant de notre fin de siècle.

Du bon des cita

JAMES CUL

BEETHOVEN PAR VICTOR

MUS

صكنا من الأصل



LANGAGE

# Du bon usage des citations

JACQUES CELLARD

On ne présente plus à ses millions d'utilisateurs possibles la *Bon Usage*, de Maurice Grevisse (1) : il suffit d'en annoncer la nouvelle édition, en l'espèce la onzième, en rappelant que cette « grammaire des grammaires » était déjà saluée par André Gide, en 1947 (c'était alors la troisième édition) comme « la meilleure grammaire française ».

L'ouvrage de Maurice Grevisse conserve les mêmes mérites d'abondance de la documentation, de simplicité technique et de commodité de consultation qu'aux premiers jours, en 1936. Si le plan n'en a pas varié d'édition en édition, chacune a vu s'accroître le nombre d'auteurs cités, sans que cet accroissement apportât d'ailleurs de clartés supplémentaires à un « bon usage » défini tautologiquement comme l'usage des écrivains, fidèles au bon usage. Il est de fait cependant que l'on peut être un bon usage, un bon et même un grand écrivain, et pêcher à l'occasion contre des principes d'accord logiques et certains. L'honnêteté de M. Grevisse, son refus (courageux et parfois héroïque) d'écarter ces témoignages encombrants ou d'en dire qu'ils sont des fautes banales, ont leur mérite. Mais il arrive que ce respect des « cautions bourgeoises » de l'entreprise, combiné à une certaine faiblesse de l'analyse linguistique, poussent l'auteur et ses lecteurs dans une impasse : le *Bon Usage* n'est plus alors qu'une collection de bons usages contradictoires.

Voici un exemple, caractéristique mais non unique, de ces indécisions. Il s'agit de l'accord de possible après le plus, le moins, le mieux, le meilleur, etc. (1840, pp. 431-432 de cette onzième édition).

« Possible (écrit M. Grevisse), selon la règle traditionnelle, reste invariable après une locution superlatrice comme le plus, le moins, le mieux, le meilleur, etc., s'il se rapporte au pronom personnel il sous-entendu. »

Voilà l'ennui, c'est que, dans cette configuration syntaxique, on peut toujours sous-entendre non pas un il, mais un « qu'il est » (possible). A preuve, sans aller plus loin, les quinze exemples en possibles données par l'auteur lui-même.

Ainsi, « On croit avoir reçu tous les coups possibles » (A. Maurois), sous-entend l'évidence : tous les coups qu'il est possible de recevoir. D'où, selon le premier axiome du *Bon Usage*, un possible invariable. Or il est ici

accordé, et très correctement. Et encore : « Faites cent exemplaires les plus jolis possibles » (Stendhal) : les plus jolis qu'il est possible de faire. Encore : « Je tâchais de faire le moins d'efforts possibles » (Marcel Carrière), c'est-à-dire : le moins d'efforts qu'il m'était possible de faire, etc.

Il faut donc, quelque regret qu'on en ait, tenir pour nulles et non avenues la « règle traditionnelle » et sa reprise en compte par l'auteur du *Bon Usage*.

Les cas dans lesquels possible restera au singulier sont bien répartis par M. Grevisse. Il y a d'abord sur citations (Académie) : Stendhal, Flaubert, J. de Pesquidoux, F. Mauriac, J. Green, tout du beau linge, dont cinq concernent le plus ou le moins de... suivis d'un nom au pluriel, et une (Flaubert), les plus, précédée d'un nom et suivie d'un adjectif, « configuration » radicalement différente des autres.

Vient ensuite, mais en note basse et en fin d'article, le cas de possible placé immédiatement après le plus, le moins, etc., et « évidemment invariable ». C'est par cette évidence qu'il fallait commencer. Elle s'efface tout le reste.

## Le plus possible

Prenez en effet l'une des trois citations fournies à l'appui de cette évidence : « Voir le plus possible de gens de toutes sortes » (Marcel Achard, discours de réception à l'Académie française). On se désolait aussi... Nous pouvons faire subir à ce mot de phrase la transformation que voici : « Voir le plus possible de gens possibles. » Transformation qui fait ressortir la double valeur... possible du mot, que nous confirmerons un exemple un peu plus libre, et de votre serviteur : « Il courrait le plus possible de femmes possibles » (2).

On peut donc avancer qu'il s'agit de deux possibles de statuts différents : le second est un adjectif banal, et comme tel il s'accorde avec « son » nom. Le premier n'est qu'un élément d'un « adjectif composé » : le plus, le moins, le mieux possible, équivalent alors à : extrêmement, extrêmement peu, extrêmement bien, etc., et il n'y a aucune raison d'accorder un élément d'adverbe, quand bien même il serait séparé du reste de cet adverbe par un effet de discours.

Tentons d'être moins obscurs et cédons sur la valeur démonstrative du cas. Si l'on peut à peu

près indifféremment déplacer possible dans une de ces expressions, et en particulier l'accorder à le plus, le moins, sans modifier le sens de la phrase, c'est qu'il s'agit de l'adverbe.

C'est le cas, manifestement, pour la citation de Marie Cardinal : « Je tâchais de faire le moins possible d'efforts » est non seulement acceptable, mais meilleur que le texte de cette auteure. Le pluriel de son possible n'est qu'une banale faute d'orthographe. De même, « Il fait charger le plus de machines possibles sur des péniches » (A. Maurois), doit se lire : « le plus possible de machines », et le s de l'auteur est aussi une faute.

En revanche, « Tout ou de mieux en mieux dans le meilleur des régimes possibles », de Paul Valéry, que l'on croirait écrit de ce matin, ne peut donner lieu à aucune hésitation. Il est impossible de dire : « Tout ou de mieux en mieux possible dans le meilleur des régimes ». Ce n'est donc pas l'adverbe : c'est donc l'adjectif ; il doit donc s'accorder, alors que M. Grevisse paraît considérer cet accord comme une « possibilité », et même comme une marque de désintérêt pour « la distinction établie par les grammairiens ».

Une citation de Giono : « Il voulait lui donner le plus de choses possibles », est d'une interprétation plus délicate. La

construction inverse : « Il voulait lui donner le plus possible de choses » est tout à fait réalisable, et le pluriel nous paraît une faute (vénielle, vénielle), mais on peut plaider que Giono a voulu dire : « de choses possibles », acceptables, utiles ?

Subtilité, à part, la première « recette » (on n'ose parler de règle) est celle-ci : écrivez d'abord « le plus, le moins possible de... », suivi d'un nom au pluriel ; possible restant au singulier. Si vous estimez la disjonction indispensable à la bonne tenue de votre phrase (c'est bien rare), n'oubliez pas que cette disjonction (« le plus de choses possible ») ne modifie pas la valeur d'adverbe du mot, qui doit rester au singulier.

## « La règle traditionnelle »

Si possible suit un nom au pluriel, sans disjonction possible, c'est un adjectif ; il s'accorde.

Restent les cas les plus embarrassants, ceux dans lesquels le mot est associé à un autre adjectif. M. Grevisse apporte, sans en tirer d'indication pratique, quatre citations de ce type : « Les exemplaires les plus jolis possibles » (Stendhal) ; « Les lois les plus parfaites possibles »

(Emile Faguet) ; « Les plus longues lettres possibles » (Flaubert), que l'on peut réécrire : « Les lettres les plus longues possibles » ; et enfin, « Les compliments les plus justes possibles », également de Flaubert.

Seul ce dernier exemple contrarie ce que nous avons dit plus haut, et qui nous faisait conclure à l'accord de possible adjectif. Et pourtant, il « sonne » juste ! Les quatre exemples allégués étant, par M. Grevisse, dispersés çà et là dans l'article, et l'auteur paraissant pencher pour « la règle traditionnelle » de l'invariabilité, le *Bon Usage* ne nous est ici d'aucun secours. Nous penchons quant à nous pour l'accord au pluriel, sans pouvoir en donner de raisons irréfutables. C'est l'occasion d'encourager vivement nos écrivains et nos journalistes à remettre en honneur le bon vieux possible, un véritable et solide adverbe, qui n'a jamais cessé d'être français. Il est largement employé au Québec et au Canada, et il n'y a rien à lui reprocher. Vive et revive donc possiblement !

(1) Maurice Grevisse, *Le Bon Usage*, onzième édition revue et augmentée, 1980, nouveau format 12,5 x 24, 138 pages, relié, poche sous jaquette deux couleurs, éditions Dunod, 1980, 16 francs.

(2) Cui, je sais, je sais ! Pardon madames !

PUBLICITÉ

# Le panier à salade

LAURENCE BARDIN

DANS le métro, il y avait une drôle de voiture sur les murs. Chacun pouvait la voir aussi dans la rue, affichée, géante et, en plus petit dans son journal quotidien. Une voiture en fil de fer, sur fond de ville-dortoir aux vagues cubes monotones. Une sorte de panier pour secouer la salade, une es-couffette, quoi ?

On se désolait aussi... Nous pouvons faire subir à ce mot de phrase la transformation que voici : « Voir le plus possible de gens possibles. » Transformation qui fait ressortir la double valeur... possible du mot, que nous confirmerons un exemple un peu plus libre, et de votre serviteur : « Il courrait le plus possible de femmes possibles » (2).

On peut donc avancer qu'il s'agit de deux possibles de statuts différents : le second est un adjectif banal, et comme tel il s'accorde avec « son » nom. Le premier n'est qu'un élément d'un « adjectif composé » : le plus, le moins, le mieux possible, équivalent alors à : extrêmement, extrêmement peu, extrêmement bien, etc., et il n'y a aucune raison d'accorder un élément d'adverbe, quand bien même il serait séparé du reste de cet adverbe par un effet de discours.

Tentons d'être moins obscurs et cédons sur la valeur démonstrative du cas. Si l'on peut à peu

près indifféremment déplacer possible dans une de ces expressions, et en particulier l'accorder à le plus, le moins, sans modifier le sens de la phrase, c'est qu'il s'agit de l'adverbe.

C'est le cas, manifestement, pour la citation de Marie Cardinal : « Je tâchais de faire le moins possible d'efforts » est non seulement acceptable, mais meilleur que le texte de cette auteure. Le pluriel de son possible n'est qu'une banale faute d'orthographe. De même, « Il fait charger le plus de machines possibles sur des péniches » (A. Maurois), doit se lire : « le plus possible de machines », et le s de l'auteur est aussi une faute.

En revanche, « Tout ou de mieux en mieux dans le meilleur des régimes possibles », de Paul Valéry, que l'on croirait écrit de ce matin, ne peut donner lieu à aucune hésitation. Il est impossible de dire : « Tout ou de mieux en mieux possible dans le meilleur des régimes ». Ce n'est donc pas l'adverbe : c'est donc l'adjectif ; il doit donc s'accorder, alors que M. Grevisse paraît considérer cet accord comme une « possibilité », et même comme une marque de désintérêt pour « la distinction établie par les grammairiens ».

Une citation de Giono : « Il voulait lui donner le plus de choses possibles », est d'une interprétation plus délicate. La

construction inverse : « Il voulait lui donner le plus possible de choses » est tout à fait réalisable, et le pluriel nous paraît une faute (vénielle, vénielle), mais on peut plaider que Giono a voulu dire : « de choses possibles », acceptables, utiles ?

Subtilité, à part, la première « recette » (on n'ose parler de règle) est celle-ci : écrivez d'abord « le plus, le moins possible de... », suivi d'un nom au pluriel ; possible restant au singulier. Si vous estimez la disjonction indispensable à la bonne tenue de votre phrase (c'est bien rare), n'oubliez pas que cette disjonction (« le plus de choses possible ») ne modifie pas la valeur d'adverbe du mot, qui doit rester au singulier.

Restent les cas les plus embarrassants, ceux dans lesquels le mot est associé à un autre adjectif. M. Grevisse apporte, sans en tirer d'indication pratique, quatre citations de ce type : « Les exemplaires les plus jolis possibles » (Stendhal) ; « Les lois les plus parfaites possibles »

(Emile Faguet) ; « Les plus longues lettres possibles » (Flaubert), que l'on peut réécrire : « Les lettres les plus longues possibles » ; et enfin, « Les compliments les plus justes possibles », également de Flaubert.

Seul ce dernier exemple contrarie ce que nous avons dit plus haut, et qui nous faisait conclure à l'accord de possible adjectif. Et pourtant, il « sonne » juste ! Les quatre exemples allégués étant, par M. Grevisse, dispersés çà et là dans l'article, et l'auteur paraissant pencher pour « la règle traditionnelle » de l'invariabilité, le *Bon Usage* ne nous est ici d'aucun secours. Nous penchons quant à nous pour l'accord au pluriel, sans pouvoir en donner de raisons irréfutables. C'est l'occasion d'encourager vivement nos écrivains et nos journalistes à remettre en honneur le bon vieux possible, un véritable et solide adverbe, qui n'a jamais cessé d'être français. Il est largement employé au Québec et au Canada, et il n'y a rien à lui reprocher. Vive et revive donc possiblement !

monde à une voiture gale, le bourgeois qui veut faire la différence revient à la sobriété de la Frégate d'antan.

● L'AUTO-COQUILLE. — Dans les années 70, on se repaie sur soi. La ville devient de plus en plus agressive : on se protège. Le robinet du pétrole, qui coulait à flots, menace de se tarir ou au moins de ralentir son débit : on roule tout doux. Les espaces s'allongent et se déshumanisent : on se renferme dans sa coquille. La voiture se fait bulle, écran entre soi et le monde extérieur.

Alors, souvenirs — vous, ce n'est pas si vieux — on fait de la Renault la une d'une « *idée nouvelle de la voiture* », comme le dit la publicité. Une poire juteuse, moelleuse, à la croupe arrondie et qui, « épluchée » ou « coupée en deux » (c'est-à-dire la poire en deux), révèle, bien au chaud, papa, maman, deux enfants et un gros chien poilu. Une poire qui conserve sa queue pointée en avant. Une poire qui, placée au milieu de ses concurrents — banane molle, aubergine alanguleuse, navet bête et pomme de terre pour cochon, — reste dynamique malgré sa douceur tranquille.

● L'AUTO-JOUET. — C'est la petite auto « sympa », pour les copains, qu'on glisse dans sa poche comme une Dinky Toys. Animal familier, personnage de bande dessinée, qui fait « vroum vroum » en roulant des yeux, avec des touffes de nuage derrière, parce que ça va vite quand même. Et qui vous parle comme une poupée disant « maman », en vous expliquant : « On se juchera dans des trous de souris et on partira en week-end, car je sais me servir la ceinture. » Au début des années 70, il y eut la Coccinelle et il y eut la Renault 5. Cette dernière, le public la suit de bande dessinée en conte de fées. Et cet hiver, elle avait la propriété magique — au pays des merveilles rien d'impossible — d'être à la fois énorme comme un Boeing, ou si petite « au pays des grandes gourmandes » qu'une goutte d'essence suffirait à la nourrir.

● 1980 : L'AUTO-BROUETTE. — contenant débordant de contenu. On a tant de choses maintenant qu'il faut bien les mettre quelque part. Le père de famille y range sa femme et ses (1,8) enfants, les célibataires leurs dossiers, rouge à lèvres ou jambon-malade... Voiture sac à main, voiture cabas, filet de tous les jours à 21 800 F pièce. Bien sûr, chacun aura le sien, et Renault se porte bien, dit-on. On peut encore mettre tous ses potreaux dans son auto, mais que va-t-on faire quand on ne pourra plus mettre toutes leurs autos dans sa ville ?

VACANCES VOYAGES 80? stages 1500 ADRESSES D'ARTISANS dans le n° 14 des dossiers de l'étudiant EN VENTE PARTOUT 12 F

## La « grande classe »

Les voiles seront coupées chez Rassez, considéré à l'époque comme le meilleur voilier du monde. Westward est très rapide à la voile, mais très simple d'accastillage. Pour mener Westward, Barr réunit ses meilleurs marins norvégiens des précédentes Coupes Américaines. Ils le suivront n'importe où. Et son précieux second, Chris Christensen. Trente et un hommes qu'il entraîne sans relâche entre le lancement de la goélette, le 31 mars 1970, et son départ pour la Grande-Bretagne, le 23 avril suivant.

Pour faire les 2 880 milles, de Brenton Reef aux Shetlands, Westward ne met que 13 jours 3 heures et 50 minutes.

A la semaine de Kiel, Westward rencontre la fine fleur des goélettes allemandes : *Nes-tor-IV*, au kaiser (39,35 m de longueur), *Hambourg* (40,58 m), qu'il avait battue en 1905 sur l'Atlantique, *Germania* (38,98 m) et *Nordstern* (40,50 m). Tous ceux que l'on appelle la « grande classe ». Les plus grands voiliers de course de toute l'histoire du yachting. Sur quatre courses, Westward en remporte trois. A la semaine de Cowes, au mois d'août suivant, sur onze départs, Westward ramène onze premières places.

Charlie Barr est alors au sommet de sa carrière. Il demeure en Grande-Bretagne l'hiver suivant pour surveiller la goélette au chantier Summers et Payne, à Southampton.

Le 24 janvier 1971, une crise cardiaque le terrasse. Il n'avait que quarante-six ans. A Kiel, à New-York, à Cowes, ce jour-là, le monde entier du yachting est en deuil.

Tel était le personnage de légende que trois voiliers vont tenter de détrôner soixante-quinze ans plus tard. Une entreprise bien difficile. Pour beaucoup d'observateurs, l'ombre de Charlie Barr planera encore longtemps sur l'Atlantique. ■

## BEETHOVEN PAR VICTOR HUGO

Victor Hugo a reçu notre envoyé spécial à Guernesey. Il lui a parlé de la musique française, de l'âme, de Beethoven. Pas un seul mot de cet entretien imaginaire qui ne soit authentique. Et aussi les synthétiseurs, Aynavou, le piano, les concerts, les disques...

Le Monde de la MUSIQUE CHAQUE MOIS TOUTES LES MUSIQUES, DE TOUS LES PAYS, DE TOUS LES TEMPS.



**L**ENTEMENT mis par Georges Marchais à pas vouloir répondre aux questions qui lui sont posées sur son passé à de quoi agacer sérieusement. A une époque où tous nos contemporains — illustres ou obscurs — semblent saisis d'une fringale de biographie, ce silence d'un de nos plus éminents hommes politiques détonne. Médécine, politique, prêtresse, vedette de tout calibre... ne se font guère pour exposer, dans d'épais volumes, les moindres détails de leur vie publique ou privée. Les grands-mères se font mémoires et les derniers survivants des sociétés ensevelies sont instantanément pris de réminiscences heureuses. Les chaînes de radio sont remplies de confessions d'auditeurs anonymes qui ne rechignent pas à nous faire

part de leurs fantasmes les plus obscurs. Les animateurs soucieux de leurs taux d'écoute savent que rien ne vaut, pour fidéliser la clientèle, une bonne « bio » s'étalant pendant des semaines, d'une quelconque célébrité, même un peu ringarde.

A l'approche des élections présidentielles, on peut être sûr que des armées d'historiographes sont en train de s'affairer pour nous fournir, au moment opportun, les chansons de geste des valeureux candidats qui se disputent nos suffrages. Serons-nous donc privés de celle de Georges Marchais ? La biographie de ce ténor de notre vie publique restera-t-elle à jamais « impossible » ? (1) Nous n'osons y croire.

Certains pourraient soutenir que ce flou artistique auquel on nous condamne est une ruse partiellement sophistiquée des pu-

## VARIATIONS

# Alors, raconte...

FREDERIC GAUSSEN

blistes chargés de la promotion de Georges Marchais. Ce serait une façon d'embourber notre goût du mystère, de maintenir notre curiosité en haleine. Ou encore que la tâche serait réellement impossible — que ce soit en raison de l'épaisseur des secrets à préserver ou, au contraire, du vide inavouable que révélerait

un récit exact des années de jeunesse du secrétaire général. Mais ces arguments ne valent rien. Une biographie n'est pas un procès-verbal ou un rapport de police. L'exacitude des faits est évidemment recommandée. Cela fait partie de la déontologie élémentaire du biographe. Mais ce n'est pas cela que

recherche en priorité le lecteur. Pour lui la biographie est un roman où la réalité dépasse la fiction, où l'on peut croire aux personnages sans fausse honte. C'est un rêve enfin vrai — puisqu'il s'est réalisé, à quelque point en chair et en os, qui, après tout, pourrait être moi.

Le héros d'une biographie est un personnage accueillant qui se prête de bonne grâce aux révéries de l'auteur — qui le modèle à son image — et du lecteur — qui s'introduit dans son intimité. Grâce à la biographie, on se dédouble, on vit des vies innombrables. On perçoit les secrets des grands, on connaît les misères des humbles — qui ont malgré tout survécu à leurs malheurs, puisque leur pauvre vie est devenue document d'histoire.

La biographie réduit la distance entre les êtres, entre les

conditions sociales. Elle permet de regarder, en toute bonne conscience, par les trous de serrure. A une époque où les hommes ne savent plus très bien quoi penser de ce qu'ils vivent, elle permet à tout un chacun de s'imaginer d'autres destinées. Ce voyeurisme universel est un remède peu coûteux à l'incertitude de l'existence.

Les activités exactes de Georges Marchais, pendant et après la guerre, n'intéressent que les historiens. L'épopée du fils de prolo devenu chef de parti et vedette de la télé passionnerait les foules. Il serait bien surprenant qu'un brillant plumeur ne nous gratifiât pas un jour de ces morceaux de littérature.

(1) Du nom du livre de Nicolas Tardieu : *Impossible Biographie de Georges Marchais*. Edit. Albatros, 1980.

XX — LE MONDE DIMANCHE

6 AVRIL 1980

# Le Monde

DIMANCHE

## UNE NOUVELLE INÉDITE

# Les répétitions de « la Passion »

par Jean-Pierre OTTE

**L**ES répétitions de « la Passion » reprennent. Dans la salle du patronage, l'énorme poêle — un gros bonhomme en fonte, bouillonnant, lippu, ventru — ronfle et refoule des bouffées de fumée grise, grimaçante. Dehors, le jour est pris dans l'ampoule pelue du gel. Ceux qui entrent ont les doigts gelés, les oreilles rouges, les yeux larmoyants. Sous leur caban, les femmes ont le bout des seins dur, gonflé comme le bouton des gémissements.

« Pressons ! On n'est pas ici pour se gémir, papoter, traîner, bavarder aux cornues ! Il n'est pas nécessaire de revêtir sa tunique, son attirail de centurion. Aujourd'hui, on jouera en civil. »

C'est Victor, le régisseur, en bras de chemise comme un maçon d'avant le déluge, qui active et houpille. Victor est à la tête, en effervescence de régisseur, de dire, d'indiquer, de répartir, de régler les scènes successives en donnant le ton des répliques. Il a hâte de voir tout son petit monde sur les planches. Depuis la Saint-Martin en novembre, tous les, lui, compulse et potasse le « saint Sylabus » ; il récapitule, distribue les cartes, refait les jeux. Il salue, salue à l'avance les moments forts : le mont des Oliviers comme une lutte avec l'ange, le vol de Véronique, le cri d'un cœur cloué par lequel l'âme se libère de ses fils. Il se glisse dans la peau des personnages, s'embellit, attendrit, ressent le vertige. Il prévoit la scène de l'outrage avec le rouseau, le nouveau d'écrou, la couronne d'épines pareille à un nid laissé par les pies.

« Allons, acteurs ! Tout le monde en scène ! »

Et les acteurs s'alignent, sortent de cette torpeur où le froid du dehors les a plongés ; ils grimpent sur l'estrade, lorgnent le trou sombre où le souffleur, le soir de la générale, sortira sa tête somnambule. Au commencement était le Verbe et Victor doit d'abord obtenir le silence. C'est le silence qui s'installe, nous affine, nous modifie, nous relie à l'instant originel.

Dans quelques instants, tout ce petit monde sera aux prises avec les mystères douloureux et les miracles. Mais aux miracles, on est tout de suite prêt à y croire, à goûter l'œuf et avaler la cour-lievre ! Un langage merveilleux, résonnant de sonorités et de choses inconcevables nous parle de plain-pied, de fond en comble. Les miracles, mais aussi les rêves, les elfes en petit livrés d'écrou, les loupes-garous des gargarilles, les pierres sonneries qui font débouler des sorcières de laine noire, l'homme à la ténacité, le merveilleux et l'obscur. En d'autres lieux, le miracle dérangeait une vision rationnelle des choses. Ici, ce serait plutôt le contraire : pommes à cidre à la folle, critique de la raison pure ! Une infime pénétration par les sens, un enchantement, une géométrie d'air, d'espaces verts, de sentiers sylvestres et de sifflements ; le miracle nous amène.

Dans « la Passion » on brise sur « est monté aux cieux le troisième jour ». C'est le « une plus ultra » dans le domaine de l'inconcevable et du renversant. Trouvons un mécanisme pour provoquer le merveilleux ! On met en cogitation le forgeron, le garagiste, deux menuisiers — charpentiers. Ils font des projets, des esquisses, des essais. Ils trouvent

à la longue. On équipe le Christ d'une large ceinture de caoutchouc pourvue de deux crochets dans lesquels on fait courir une corde qui rejoint deux poutres fixées dans le haut du décor : là où l'on ne voit pas. Les deux bouts de cordes reviennent ensuite à un treuil derrière la coulisse, en contrebas. Il faut que ce soit une ascension qui coule de source et laisse tout le monde baba, bouche bée. En douceur, en vertige. C'est le Christ-aviateur d'Apollinaire, le Christ-alouette ! Au moment voulu, il fait le geste de « domineum vobiscum » et on le hisse à pieux mains et manivelles. Oh ! hisse ! « Et cum spiritu tuo ! » Et il file en douceur.

Oh ! les choses se compliquent, c'est pour accrocher la corde. On ne peut évidemment imaginer une seconde que le Christ va la traîner à sa ceinture pendant tout le drame. Ni même qu'il pourrait l'accrocher lui-même sur sa fin. Ce ne serait pas digne, et puis, cela pourrait se voir de la salle. Il faut un intermédiaire. Le forgeron a laissé tout le monde comme des ronds de flan : il faut jouer avec les échevires, qu'il a dit. C'est tout simple : au moment de l'expédier dans les airs, les projecteurs font une clarté de crépuscule dans les bleus d'ardoise, les jaunes d'ar-nica, les rouges de coq. Les ombres ballottent, s'affolent, s'allongent, donnent une moelle profonde. L'intermédiaire aura tout le loisir d'aller glisser la corde, de se retirer dans la coulisse avant qu'on fasse pleine lumière.

**P**REMIERE séance : on répartit les rôles. Ce n'est pas au petit bonheur la chance. Il faut du flair. Une certaine ressemblance, une certaine coïncidence au départ que les fards, les masques, les barbes postiches pourront accentuer. Le Christ : c'est le personnage principal, un rôle de jeune premier. Mais ne pensez pas qu'il suffise pour l'interpréter de se laisser pousser les cheveux et la barbe, de se « raser » quelques temps pour faire « vrai ». Certains ont essayé, et ils n'avaient pas l'air chrétien, mais raspostinesque et malade. Le Christ, cette année, sera un étudiant en médecine, fils de laborieux qui se coupent en quatre pour lui payer les études et un coïte en ville où, avec Horace, il partage la passion de « ces deux combats » qu'avec leurs ongles coupés les jeunes filles livrent aux jeunes gens ». Ce qui est intéressant dans son physique, c'est le visage doux, la peau de fille fine et frêle, le côté distrait, rêveur, absent, pour ne pas dire mystique, le visage éclairé de l'intérieur. Quand il arrive dans « la Passion », il a déjà chassé les marchands du Temple, calmé la tempête, marché sur les eaux, raconté pas mal d'histoires. Il n'a cessé de débiter ses bonnes paroles. Il a rebroussé le poil, bousculé, dérangé, épiqué sur le territoire des grands-prêtres. Il s'est mis pas mal de gens à dos. Imaginez-le à notre époque, où après l'âge d'or nous vivons l'âge du billet de banque. Avec ses idées de « bienheureux les pauvres » et de « si ta main est une occasion de péché, coupe-la », nous ne le supporterions pas. Mais lui, tranquillement, il sait où il va, il accomplit l'écriture, les prophéties, les visions d'eau et

de feu d'Éschyle. Il suit son idée comme un fil de serpe. Il ne va pas en démodé.

A son côté, saint Pierre. C'est le forgeron-organiste. Il fait tinter l'enclume et joue Monteverdi à la grand-messe et aux enterrements. Saint Pierre, c'est un rôle dans ses cordes. Une vraie tête de houille, avec plus de jactance que de capacité, capable de jurer dur comme fer, mordant, en crachant entre deux doigts, et puis, tout aussitôt, de se débiter. Pour le renement, un voisin prête son coq. Un grand coq albin qui aligne son œil cocarde en guise de compléto.

Sarabba, c'est le garagiste. Velu, hirsute, un grand bougre, l'œil gauche plus petit que l'autre. Un air brigand qu'il accentue en avançant la lippe. Avec cette larve ! Toujours à courir deux livres à la fois. Le fil d'archal dans les grives, les bricoles aux lapins, et une espèce plus fine, tout en tendresse et en beaux fruits blancs. Les gardes l'ont pris avec la femme de l'un des leurs dans la fougère. Cela a failli dégénérer en coups de poing et coups de fusil. La femme a pris ses cliques et ses claques et s'en est allée, laissant les deux hommes se débrouiller. Ils sont devenus de solides amis et font la paire dans les concours de belote et de conyon. « Si c'est à lui que tu fais du mal, c'est à moi que tu l'as fait. »

La femme jouait Marthe les autres années. Elle avait un beau jet tout en nuances. C'est dommage ! Il a fallu la remplacer. La femme du régisseur s'est imposée. Ici, c'est Victor qui régit tout, fait la pluie et le beau temps. Dans la vie, Marthe porte la culotte, fume le cigare et règle les factures. Elle a une figure maigre, avec une lèvre épaisse. De quoi s'agit-il ? Elle le jorgne, le soupèse, l'enveloppe dans son regard torve de lionne. Dans ces moments-là, il ne s'agit pas d'avoir sa langue en poche, mais en place, bien vissée, et d'avoir de quoi répondre.

L'institutrice fait la Vierge Marie. Son visage angevin la prédispose au silence et à la simplicité. Elle circule en 3 CV rouge corail. Les jeunes coqs la lorgnent des fenêtres du café. Aucun n'a réussi encore à la « cou-cou ». Pas comme l'institutrice du village voisin : elle avait mis la bonnette et on voyait déjà le pom-pom. La robe est très sainte et très sage. Elle s'est refusée à placer sa main malade à l'hopital, les corridors sonores et les salles sombres où les couteaux de la mort tourmentent sur la face lunaire des grandes horloges dormant debout. Elle se consacre à sa mère, la lave, glisse la pane

sous les draps, essuie ses jambes quand elle n'a pu rentrer ses besoins, lui donne à la cuillère la soupe, la viande hachée, les pommes de terre en purée. Sa mère d'abord, le mariage après. Un clerc de notaire, frêle, timide, avec une raie tracée net dans les cheveux et des joues rousses, ose à peine poser sur elle son regard. Il fait saint Jean dans « la Passion ».

Marie-Madeleine est choisie pour son air bohémien et mystérieux, sa chair pulpeuse, son abondant cheveu aux reflets de moiré. Elle semble sortie de « Madja », rêvée, belle, intrigante et « en allée ». Elle pose sa robe de pécheresse, sans couture, avec un décolleté profond sur le pommel blanc des seins. Elle découvre simultanément son rôle et sa robe. Elle ne s'est jamais sentie aussi bien, grêlée et frémissante. Elle décolleté l'ouvre, l'effrite, la dévoile aux regards, à la convoitise et à la concupiscence des hommes. Elle a répandu la fiole de parfum sur les pieds purs. Elle a envie de vivre monts et merveilles, de consumer son corps comme un fruit lisse, ardent et lascif. Elle devient agaçante, elle se fait effrontée. Elle n'a jamais cessé, depuis, d'être Marie-Madeleine.

**P**ONCE FILATE, le député prêt à se débiter, à retourner son épingle du jeu dans la main de l'ennemi, le marchand — ferrailleur, trié comme le roi de tréfilé, énorme, rougeaud, gonflé-dégonflé avec un sang de navet dans les veines. Une fameuse pécote lui tannaboute le crâne et il essaie de la communiquer. Il voudrait une démonstration, un tour de passe-passe, un miracle pour lui tout seul. On voit tout de suite qu'il ne va pas passer l'éponge. On a compris. Fouette cocher ! Calpe est dressé sur « ongles d'agate, sureté, furtif, extrêmement nerveux. Il cruche en tous sens, avec une voix assourante et sifflante. Il finit par déchirer ses vêtements : « Qu'avons-nous encore besoin de témoins ? Cet homme a blasphémé ! »

Le plus ingrat : Judas. Il joue son personnage. On voit mal comment il pourrait changer de peau, se substituer, se soustraire à son destin. Il doit aller jusqu'au bout, il est tout aussi responsable à l'action que saint Pierre ou Ponce Filate. Son ou mauvais, ils sont tous dans le même sac. Le rôle de Judas est toujours tenu par un roux. Le roux fut « conçu » pendant les Régies. C'est ce qui lui donne cette peau lachueuse de lait, bouffie et tachetée de son, d'éphélides sur les joues. Une

année, le rôle était tenu par un surnommé « tchip-tchip » qui exhibait son pinson à tout vent, tout venant. « Mangez du céleri pour faire chanter le canari ! » On avait la clope qu'une fois sur scène il en fasse des vertes et des pas mûres. Rien de tout cela. Jusqu'au dernier instant, il est resté assis face au poêle, jambes écartées, à se chauffer les roupilles. Il se renfrognait, remâchait ses mots, se pénétrait de son rôle. Au moment voulu, il a été superbe, faux jeton et tout, à lui foutre des baffes !

Il a eu droit, couronnant la région avec des valisettes pleines de savonnettes, d'élastiques, de lacets, de lames de rasoir, de baleines de corsets, d'allumettes rouges. Victor les a interpellés : « Eh ! vous deux ! êtes-vous libres les samedis et dimanches de la Passion ? » Libres comme l'air, qu'ils ont dit. Ils font les deux larrons. Un quart d'heure de croix à chaque séance et une répartie à apprendre par cœur.

Il y a encore quelques rôles que j'oublie. Les disciples d'Emmaüs de « Reste avec nous car le jour déjà prend sa teinte de loutre et son odeur de houblon ». Joseph d'Arimatee ; c'est quelqu'un dans le haut du paré, tré sur le volet, fait affable et en même temps pète-sec, notaire. Thomas, très terre à terre, les yeux bien en face des trous ; il n'y croit pas, jusqu'à preuve du contraire.

Tout ce petit peuple se fait la nique et les beaux yeux, les grimaces de l'outrage et de la conspuation. On prend des masques, des mimiques terribles. On donne la réplique, on reprend on cela foire.

« Là, trop de mou ! rugit Victor, plus de conviction ! Du nerf, de la finesse, de la gravité, de l'expression ! Les centurions avec une tête sortie de Jérôme Bosch, les apôtres avec une figure de Sainte-Nitouche, de Bon Dieu sans confession ! »

A force de tourner sa langue, les paroles se patinent. Les gestes s'affaiblissent. On trouve le ton, on joue juste. Dehors, le ciel est secoué de giboules, de grésils, de vols de cornelles, de grandes gaulénoires noires avec de brèves télavies, des embellies au bleu de chaux. La nuit, les huilotes se répondent par de longs ullements qui forment dans les ténèbres des vestibules de verre. Au jardin, les rhubarbes poussent hors de terre de gros fourreaux rouges qui se fendent, défilent une petite plante comme une oreille piffonnée.

Le printemps perce.

Le Christ s'incurve pareil à une grande feuille d'angelique. Il prend le pain, le bénit et dit à ses apôtres : « Prenez et mangez-en tous, car ceci est mon corps. » Il prend la coupe de vin d'Italie, Valpurga, acheté en litre et demi à la coopérative, et dit à ses apôtres : « Prenez et buvez-en tous, car ceci est mon sang, le sang de l'alliance nouvelle et éternelle. » Il sent un vertige. La terre tourne et sa tête titube. Comme un saint Thomas qui, pour faire le fan-faron, prononcerait les paroles magiques de « Sésame, ouvre-toi », et verrait la falaise se fendre, révéler la caverne de merveilles qu'elle recelait, ses paroles ont lancé des passerelles, des grappins, des échelles vers l'au-delà. Il est comme transfiguré, irradié ; il a senti la perçée — une fuite à l'intérieur où la lumière s'immisce avec les tourbillons d'or des tissages sur les talles !

**U**N grattamento. Un rat ? Florent se raidit.

Un nouveau grattamento. Florent saisit le fusil, sort du lit sans heurter la Florence qui sommeille avec une odeur de farine délayée dans l'eau.

Le jour point. Nouveaux grattements. Florent descend l'escalier. Il est en chemise à grands pans et pousse devant lui les trous de ses de son fusil de chasse. Il arrive en bas. On crie de gratier. Il se plaque contre le mur, fait sauter le loquet. La porte grogne dans ses gonds et s'entreouvre. Un air vif s'insère, un flot froid.

Il montre le musée. Une clarté aléatoire comme un vin de Moselle badine dans les arêtes ; l'herbe strise de petits feux rouges.

Florent est plié au milieu de la cour, mince et pince-sans-rire, comme un as de pique. « Regarde au fond de l'auge, dit Florent en plissant ses yeux. Regarde et, maintenant, retiens ta respiration. »

Les yeux du Florent s'enfoncent dans le pommel clair de l'auge. Il happé son haleine. « Là, tu vois maintenant ? — Qu'est-ce qu'il faut que je voie ? — Regarde bien. — Rien, je te dis. — Si, le ciel est tout transparent. »

Le Florent refoule son souffle. « Et c'est pour me dire cela que tu me réveillés avec des grattements de rat ? — Hurle pas ! Tu vas réveiller la Florence. »

La Florence est réveillée. Elle a senti le cœur à côté d'elle. Elle descend en chemise de nuit, toute dépeignée, la bouche pâteuse avec la sauteur amère du sommeil.

« Florent, hèle-t-elle, qu'est-ce qu'il y a ? — Il y a que notre volée a des lobes et qu'il vient nous les débiter à 5 heures du matin ! — L'auge est couleur de biche. — Venez tous les deux », dit Florent.

Ils suivent sur une petite butte balayée par le vent. « Ecoutez le vent, dit Florent, écoutez-le glisser, siffloter comme le vent de l'eau de fontaine. Laissez-le vous traverser la tête. Sentez le vide qui se fait au milieu. Comme si, derrière la vitre, il y avait un paysage gelé. — Je sens, dit la femme. C'est comme le lait léger qui enfuit mon corps chaque fois que j'étendais un petit. — C'est le printemps qui perce, dit Florent. Si on collait son oreille contre la terre, on entendrait des bruissements, des bouillonnements, des raclements de racines ! »

Pâques des primevères, pâques des poires noires ! Les vallées résonnent de l'écho sonore des cloches entrées de Rome et qui secouent, sous leur robe de bronze, l'énorme gong. Alléluia les collines, les vallées dans les haies, le ciel couché sur la terre comme un grand coq de vent bleu !

Poète et romancier belge, JEAN-PIERRE OTTE, trente et un ans, a notamment publié trois romans : *Le cœur dans la goutte*, *J'ai vu la rivière*, *Blaise Merle*, *maître de menshe*, chez Robert Laffont, et un album, *Valpurga*, aux couleurs de coq, aux éditions Dumet. Ce texte fait partie d'un livre à paraître chez Robert Laffont : *Jean-Pierre Nicolas Geyssels*.

## Les municip...

## I. — Les plus grands

سكزامن الاصل